



**Premiers
à l'échelle mondiale.**

**RAPPORT
ANNUEL**
pour l'exercice clos le
31 mars 2011

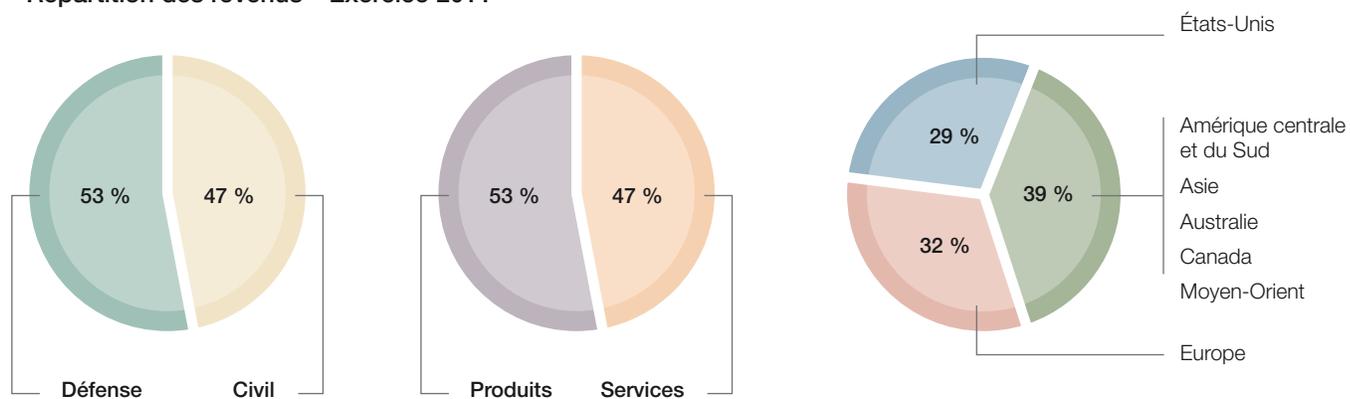
Profil de l'entreprise

CAE (NYSE : CAE; TSX : CAE) est un chef de file mondial en modélisation, simulation et formation pour les secteurs de l'aviation civile et de la défense. La société compte plus de 7 500 employés dans plus de 100 sites et centres de formation répartis dans plus de 20 pays. Par l'entremise de son réseau mondial de 32 centres de formation civile, militaire et sur hélicoptère, la société forme plus de 80 000 membres d'équipage chaque année. Les activités de CAE sont diversifiées, allant de la vente de produits de simulation à la prestation de services complets comme les services de formation, les services aéronautiques, les services professionnels et le soutien en service. La société applique son savoir-faire en simulation et son expérience opérationnelle afin d'aider ses clients à renforcer la sécurité, à améliorer l'efficacité, à demeurer prêts pour leurs missions et à résoudre des problèmes complexes. CAE tire maintenant parti de ses capacités dans le domaine de la simulation pour les transposer dans de nouveaux marchés, comme les soins de santé et les mines. www.cae.com

Points saillants financiers

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2011	2010	2009
Résultat d'exploitation			
Activités poursuivies			
Revenus	1 629,0	1 526,3	1 662,2
Bénéfice	169,8	144,5	202,2
Bénéfice net	169,8	144,5	201,1
Carnet de commandes	3 440,5	3 042,8	3 181,8
Situation financière			
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation poursuivies	247,0	267,0	194,4
Dépenses en immobilisations	114,9	130,9	203,7
Total de l'actif	2 857,9	2 621,9	2 665,8
Dette totale à long terme, déduction faite de l'encaisse	198,1	179,8	285,1
Par action			
Bénéfice tiré des activités poursuivies	0,66	0,56	0,79
Bénéfice net (de base)	0,66	0,56	0,79
Dividendes	0,15	0,12	0,12
Capitaux propres	4,95	4,52	4,70

Répartition des revenus – Exercice 2011





CANADA
3 800
 employés

ÉTATS-UNIS
1 700
 employés

AMÉRIQUE LATINE
70
 employés

Présence mondiale CAE

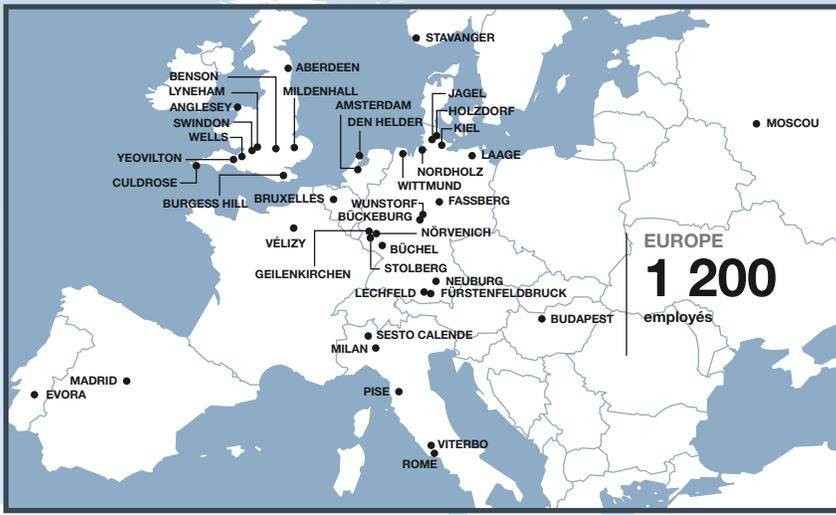
- LÉGENDE**
- Formation aéronautique
 - Services aéronautiques
 - Académie mondiale CAE
 - Formation militaire
 - Services militaires
 - ▲ Exploitation de produits de simulation
 - ▼ CAE Services professionnels
 - ◆ Presagis
 - ◆ CAE Santé
 - ◆ CAE Mines
 - * Expansion

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA		ÉTATS-UNIS		MEXIQUE	
▼	Bagotville	●	Altus	●	MacDill
●▼	Cold Lake	■	Anchorage	●	March
▲	Fredericton	◆	Boston	●	McChord
●	Gagetown	■	Boston	●	McConnell
●	Greenwood	■	Charlotte	●	Miami
●	Greenwood	●	Cherry Point	●	Milwaukee
▼	Halifax	●	Columbus	●	Minneapolis
●▼	Mirabel	■●	Dallas	■●	Morristown
□	Moncton	●	Davis-Monthan	■●	Oklahoma City
■●▲▼◆◆	Montréal	◆	Denver	■●▲▼◆◆	Orlando
●	Moose Jaw	●	Dobbins	●	Pease
■▼	Ottawa	●	Durham	■□	Phoenix
●	Petawawa*	▲	Dyess	◆	Richardson
◆	Sudbury	●	Fairchild	□●	San Diego
■●▼◆	Toronto	●	Fort Benning	■	San Francisco*
●	Trenton	●	Fort Knox	◆◆	San Jose
■■	Vancouver	●	Grand Forks	◆◆	Scott
		●	Grisson	●	Seymour Johnson
		▼	Hampton Roads	●	Sherwood
		●	Holloman	●	Tampa
		●●	Keesler	■	
		●	Little Rock	■	

AMÉRIQUE DU SUD

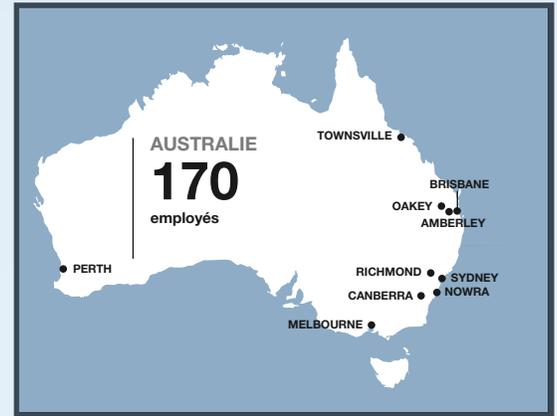
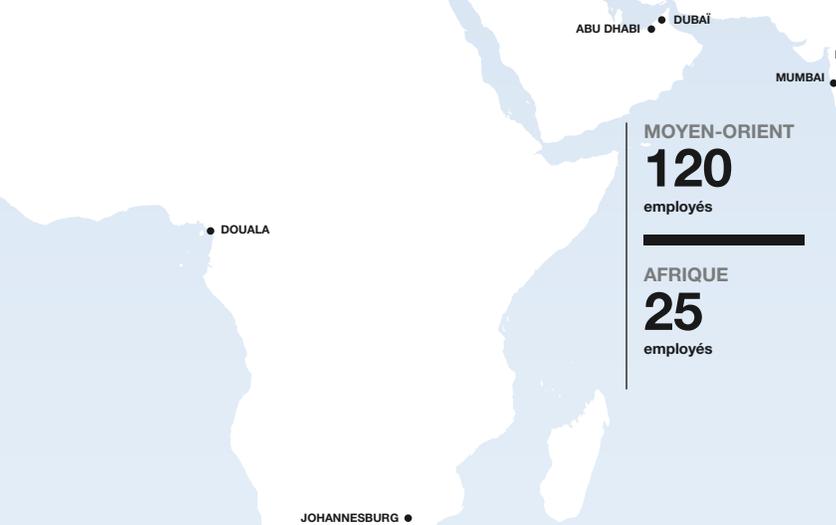
BRÉSIL	
◆	Belo Horizonte
■	São Paulo
CHILI	
■◆	Santiago
COLOMBIE	
■	Bogota
PÉROU	
■◆	Lima*
AFRIQUE	
AFRIQUE DU SUD	
◆	Johannesburg
CAMEROUN	
□	Douala



INDE
300
employés

CHINE
75
employés

ASIE DU SUD-EST
90
employés



EUROPE

ALLEMAGNE

- Büchel
- Bückeburg
- Fassberg
- Fürstenfeldbruck
- Geilenkirchen
- Holzdorf
- Jagel
- Kiel
- Laage
- Lechfeld
- Neuburg
- Nordholz
- Nörvenich
- ▲▼ Stolberg
- Wittmund
- Wunstorf

BELGIQUE

- Bruxelles

ESPAGNE

- Madrid

FRANCE

- ◆ Vélizy
- HONGRIE**
- ▲ Budapest
- ITALIE**
- ◆ Milan
 - Pise
 - Rome
 - Sesto Calende
 - Viterbo

NORVÈGE

- Stavanger

PAYS-BAS

- Amsterdam
- Den Helder

PORTUGAL

- Evora

ROYAUME-UNI

- Aberdeen
- Anglesey
- Benson
- ▲▼ Burgess Hill
- Culdrose
- Lyneham
- Mildenhall
- Swindon
- ◆ Wells
- Yeovilton

RUSSIE

- Moscou

MOYEN-ORIENT

ÉMIRATS ARABES UNIS

- Abu Dhabi
- Dubaï

ASIE

CHINE

- Zhuhai

INDE

- ▲ Bengaluru
- Chennai
- ◆ Delhi
- Gondia
- Gorakhpur
- Hasimara
- Mumbai
- Nasik
- Palam
- Rae Bareli
- Visakhapatnam

JAPON

- Okinawa
- Tokyo*

MALAISIE

- Glenmarie
- Kuala Lumpur
- Langkawi

SINGAPOUR

- ▲ Singapour

Océanie

AUSTRALIE

- Amberley*
- ▲ Brisbane
- ▼ Canberra
- ▼ Melbourne
- Nowra
- Oakey
- Perth
- Richmond
- ▲ Sydney
- Townsville*



Message du président du conseil d'administration

La portée mondiale et le leadership technologique de CAE dans le domaine des solutions de modélisation et de simulation destinées à l'aviation civile et aux forces de défense ont donné d'excellents résultats à l'exercice 2011 malgré un environnement très concurrentiel.

Au fil des ans, votre entreprise a affirmé sa présence à l'échelle mondiale de façon remarquable. Cette expansion lui permet de participer pleinement à la croissance mondiale du transport aérien de passagers – à l'origine dans les marchés développés, et plus récemment dans les marchés émergents de l'Asie et du sous-continent indien, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine. La croissance des revenus provenant du secteur de l'aviation civile est contrebalancée par un secteur de la défense également fort, avec des clients dans 50 pays.

Cette bonne répartition des activités entre les marchés civil et militaire, de même que la diversification équilibrée des revenus entre l'Amérique du Nord, l'Europe et le reste du monde, fournissent à CAE une base solide pour assurer une rentabilité et une croissance soutenues.

CAE a toujours investi dans le leadership technologique. Cet aspect de la position concurrentielle de la société a été démontré à l'exercice 2011, alors que CAE a remporté des contrats portant sur le développement des tout premiers simulateurs de vol pour quatre nouvelles plateformes d'aéronefs civils.

Il ne s'agit là que de quelques-unes des réalisations du dernier exercice. Pour en savoir davantage sur le rendement et les perspectives de CAE, je vous invite à lire ce rapport annuel.

Au nom du conseil d'administration, je m'empresse de souligner le grand leadership de Marc Parent, notre président et chef de la direction, et de son équipe de direction, de même que le dévouement de nos 7 500 employés partout dans le monde. L'avenir de CAE est entre bonnes mains.



Lynton R. Wilson
Président du conseil d'administration



Message aux actionnaires

Nous sommes satisfaits de notre rendement à l'exercice 2011. CAE a atteint une bonne croissance au cours de la dernière année tout en continuant à se positionner pour un avenir prospère.

Les revenus totaux de CAE ont augmenté de 7 % pour s'établir à 1,63 milliard \$ comparativement à 1,53 milliard \$ à l'exercice 2010, en raison d'une contribution provenant des secteurs Civil et Défense. Le bénéfice net a atteint 169,8 millions \$ comparativement à 144,5 millions \$ l'an dernier; cette somme tenait compte d'une charge de restructuration liée à des mesures mises en place pour harmoniser nos coûts avec les conditions du marché et les attentes des clients. Nous avons clôturé l'exercice avec un bilan positif, des flux de trésorerie plus élevés et un carnet de commandes record.

Nous devons ces résultats à l'équilibre que nous avons atteint au niveau de la répartition de nos revenus entre les secteurs Civil et Défense, les produits et les services, et les différentes régions. Cette diversification nous assure stabilité et possibilités de croissance. Elle nous permet également de répondre aux besoins découlant d'une croissance séculaire du marché des voyages par voie aérienne, et notamment sur les marchés émergents, sur lesquels nous sommes solidement implantés et où la demande pour nos produits et services augmente à un rythme supérieur à la moyenne mondiale.

En outre, nous avons fait un nouveau pas en avant dans l'obtention de sources supplémentaires de marchés renouvelables, grâce notamment à la signature d'un certain nombre de contrats stratégiques à long terme tant avec nos clients du secteur civil qu'avec ceux du secteur de la défense.

Points saillants – Civil

Le niveau d'activité a repris dans le secteur de l'aviation civile tout au long de l'exercice tant au niveau des ventes de simulateurs que des services de formation, ce qui a mené à un quatrième trimestre solide. Les revenus de l'exercice 2011 ont connu une hausse de 6 % pour s'établir à 763,9 millions \$.

Nous avons vendu 29 simulateurs de vol, soit neuf de plus que l'an dernier. La demande pour nos simulateurs provenait principalement de nos clients des marchés émergents, mais nous avons également constaté une augmentation de la demande auprès de nos clients en Amérique du Nord et en Europe. CAE a obtenu plus de 70 % du marché des simulateurs de nouveaux appareils civils dans un environnement hautement concurrentiel. Nous avons également remporté toutes les soumissions portant sur la conception et la construction des premiers

simulateurs de nouveaux modèles d'aéronefs.

Plusieurs importants contrats ont été signés au cours de l'exercice tant dans les secteurs de l'aviation commerciale que de l'aviation d'affaires et CAE a poursuivi son expansion dans le domaine de la formation sur hélicoptère, un marché mal desservi.

- CAE a renouvelé son accord de coopération avec Airbus portant sur les services de formation des équipages jusqu'en 2017. Cette coopération, amorcée en 2002, fournit aux exploitants d'Airbus un réseau mondial conjoint de centres de formation dotés de la plus importante flotte de simulateurs de vol Airbus.

- CAE a annoncé l'accroissement considérable de sa présence dans le domaine de la formation en Amérique du Sud avec l'ajout de quatre simulateurs de vol au Brésil et au Chili, et d'un nouveau centre de formation au Pérou. Nous avons également renouvelé nos accords de formation à long terme avec TAM Airlines, le plus important transporteur au Brésil, et LAN Airlines.

- Nous avons élargi notre relation avec China Southern Airlines, la plus importante compagnie aérienne en

Les besoins de nos clients sont plus grands que jamais en matière de rentabilité et de préparation aux missions, et nous sommes en bonne position pour y répondre. Dans l'ensemble, nous sommes heureux du niveau d'activité que nous avons enregistré et nous sommes encouragés par nos perspectives de croissance attribuables à notre base solide, à notre positionnement mondial et à l'ampleur des initiatives actuellement en cours.

Chine, en faisant l'acquisition d'une participation dans les capitaux propres de l'école de formation initiale au pilotage de la compagnie à Perth (Australie), dont CAE assure maintenant la gestion par le biais de l'Académie mondiale CAE.

- CAE a établi un réseau mondial de centres de formation sur hélicoptère, y compris deux en Europe découlant de l'impartition par CHC Helicopter de ses activités de formation au pilotage.

Points saillants – Défense

Nous avons augmenté notre carnet de commandes à l'exercice 2011 avec la signature d'importants contrats. Les revenus ont connu une hausse de 7 % pour atteindre 865,1 millions \$. Au cours de l'exercice, nous avons signé des contrats avec les forces de défense de 24 pays.

- Le plus important, un contrat de 10 ans d'une valeur de 250 millions \$, fera de CAE le maître d'œuvre de la formation des équipages de l'avion-citerne KC-135 pour le compte de l'U.S. Air Force. Ce contrat renforce notre position sur le marché américain de la défense et améliore notre capacité à répondre à la demande croissante des forces de défense à l'échelle mondiale qui impartissent leurs services de formation et de maintenance à des entreprises privées.

- Nous avons remporté une commande de la part de Lockheed Martin pour le gouvernement du Canada portant sur la fourniture d'une solution complète de formation des techniciens de maintenance sur l'appareil CC-130J et de soutien en service, de même qu'une commande portant sur la fourniture d'un simulateur de missions C-130H pour la Force aérienne égyptienne.

- Nous avons obtenu un contrat de la part de l'U.S. Air Force portant sur la mise à niveau de deux entraîneurs aux systèmes d'armes C-5 Galaxy. De plus, nous avons remporté des contrats portant sur la mise à niveau de 12 simulateurs d'hélicoptère construits par CAE à la German Army Aviation School et de dispositifs d'entraînement C-130J Hercules utilisés par la Royal Air Force.

- Nous avons remporté un contrat de sept ans portant sur la fourniture de services de formation des équipages de la Royal Australian Air Force sur l'avion polyvalent de ravitaillement en vol et de transport (MRTT).

Nous avons consolidé notre position sur le marché de la simulation terrestre avec l'acquisition de la division TAL (Technology Assisted Learning) de RTI International, qui fournit des dispositifs d'entraînement à la maintenance des véhicules de l'U.S. Army depuis les 20 dernières années.

Nouveaux marchés principaux

Nos nouvelles divisions, CAE Santé et CAE Mines, ont fait d'importants progrès, avec des revenus combinés de 38 millions \$ comparativement à 2,3 millions \$ l'an dernier. Nous sommes en phase d'investissement dans ces nouveaux marchés et nous prévoyons qu'à l'avenir, ils prendront encore plus d'expansion. Nous sommes heureux d'avoir fait des percées importantes dans ces deux marchés en concluant des ventes avec des clients de renom.

Perspectives

Nos segments Civil et Défense étant bien positionnés dans leurs marchés respectifs, nous sommes optimistes à l'égard de l'avenir de CAE. Malgré certains obstacles, comme la vigueur du dollar canadien, les prix élevés du pétrole et les réductions du budget de la défense de plusieurs pays, l'objectif de CAE pour l'année 2012 est de poursuivre sa croissance.

Nous avons amorcé l'exercice avec un carnet de commandes record d'une valeur de 3,4 milliards \$ et une proposition de valeur dans les marchés Civil et Défense qui, selon nous, deviendra encore plus attrayante à long terme. Les besoins de nos clients sont plus grands que jamais en matière de rentabilité et de préparation aux missions, et nous sommes en bonne position pour y répondre. Dans l'ensemble, nous sommes heureux du niveau d'activité que nous avons enregistré et nous sommes encouragés par nos perspectives de croissance attribuables à notre base solide, à notre positionnement mondial et à l'ampleur des initiatives actuellement en cours.

Pour ce qui est du secteur Civil, les fondements économiques du domaine de l'aviation commerciale demeurent positifs en raison de l'augmentation du trafic passagers et de la capacité des transporteurs au début de l'exercice 2012. Pour les 20 prochaines années, l'industrie prévoit qu'il y aura deux fois plus de voyages effectués par voie aérienne, ce qui créera un besoin en formation de l'ordre de plus de 20 000 nouveaux pilotes par an. Grâce à notre présence mondiale et notre gamme complète de solutions de formation, nous bénéficions d'une position unique pour répondre à la demande croissante de formation, notamment sur les marchés émergents à forte croissance.

Du côté de l'aviation d'affaires, la reprise au niveau de l'utilisation et de la demande pour de gros aéronefs est bien engagée alors que le segment des petits jets d'affaires ne s'est pas encore remis de la récession. Dans l'ensemble, le marché international continue d'être solide avec plus de la moitié des commandes et des livraisons d'appareils destinées aux marchés à l'extérieur des États-Unis, principalement en Asie, au Moyen-Orient et en Russie. Nous prévoyons que les tendances du marché continueront à se traduire en demande de services dans notre réseau mondial de centres de formation pour l'aviation d'affaires. En mai 2011, nous avons annoncé que nous allions doubler notre présence mondiale dans le domaine de l'aviation d'affaires pour passer de quatre à huit emplacements. Cette expansion permettra de fournir de la formation à proximité des établissements de nos clients des marchés émergents.

La formation sur hélicoptère civil est un important marché adjacent pour CAE et nous continuerons à nous appuyer sur nos réussites. Nous sommes rapidement devenus un chef de file dans le domaine de la formation sur hélicoptère civil avec des solutions maintenant déployées en Amérique

du Sud et en Inde par l'entremise de partenariats en coentreprise. Nous déployons également le tout premier simulateur d'hélicoptère civil de Série CAE 3000 en Chine.

Dans le secteur de l'aviation civile, l'utilisation de la simulation pour la formation constitue maintenant la norme. En revanche, la formation n'est pas réglementée dans le secteur de la défense, ce qui se traduit par le recours accru à la formation sur appareil réel. À long terme, nous entrevoyons cela comme une occasion d'affaires pour CAE. Nous continuons à constater un virage vers la formation sur simulateur au détriment de la formation sur appareil réel. En raison de leur coût établi à près d'un dixième de la formation sur appareil réel et de leur efficacité équivalente voire supérieure, les solutions de CAE répondent aux problèmes auxquels font face les forces de défense à l'échelle mondiale, soit maintenir et améliorer l'état de préparation aux missions à un coût moindre.

Outre les progrès réalisés pour développer la croissance de nos services périodiques à long terme, nous élargissons notre portée dans les marchés principaux adjacents de la défense comme les services terrestres et professionnels, ce qui fournit à CAE de solides occasions de croissance de son marché de solutions liées au domaine de la défense.

Les réductions au niveau des budgets de la défense aux États-Unis et en Europe se poursuivent, mais jusqu'à présent, elles n'ont pas eu une grande incidence sur nos activités ou nos perspectives. CAE est bien placée sur des plateformes qui sont en grande demande, notamment les dispositifs d'entraînement sur hélicoptères, avions de transport, avions-citernes et avions d'affaires. Nous sommes très présents dans les plus importants marchés de la défense – soit les États-Unis et l'Europe – et nous avons également une

présence bien établie dans d'autres principaux marchés mondiaux en pleine croissance et où nous répondons à de nouveaux débouchés.

Pour les segments Civil et Défense, nous entretenons des liens étroits avec les principaux fabricants d'équipement d'origine. Nous avons signé d'importants contrats ou accords l'an dernier avec Airbus, ATR, Boeing, Honeywell, Lockheed Martin et Mitsubishi. Ces contrats démontrent notre excellente position sur les plateformes clés et les relations de qualité que nous avons nouées avec les principaux fabricants.

À la base de notre optimisme se trouve notre leadership technologique et au niveau de l'innovation. Nous investissons près de 10 % de nos revenus en R-D chaque année en vue de développer des technologies pour nos principaux marchés et de continuer à appuyer notre entrée dans nos Nouveaux marchés principaux.

Remerciements

Notre équipe a fait un excellent travail en saisissant des occasions d'affaires qui génèrent des revenus et qui renforcent notre position concurrentielle à l'exercice 2011. Nous avons écouté les clients et répondu efficacement à leurs besoins. Je tiens à remercier tous les employés de CAE pour leur attitude gagnante et leur contribution à notre excellent rendement. Je suis très fier d'être à la tête d'un groupe de gens si dévoués.

Les gouvernements du Canada et du Québec sont des partenaires à long terme de CAE en matière d'initiatives de R-D et je tiens à leur témoigner ma reconnaissance pour leur participation. Je remercie également les membres du conseil d'administration pour leurs conseils et leur soutien, et nos actionnaires pour leur confiance en notre entreprise.



Marc Parent
Président et chef de la direction

Premiers à l'échelle mondiale.

Depuis la toute première vente d'un simulateur de vol au début des années 50, l'expansion dans le marché mondial a été au cœur de la stratégie d'affaires de CAE. Quelque 60 années plus tard, l'entreprise est solidement implantée sur cinq continents, avec des activités et des centres de formation dans plus de 20 pays et des clients dans plus de 150 pays. Aujourd'hui, CAE est la seule entreprise de simulation et de formation possédant une si grande présence mondiale. CAE, première à l'échelle mondiale!

Nous avons noué des relations solides avec des centaines de clients et établi des coentreprises profitables dans plusieurs marchés. Nous nous sommes établis dans plusieurs régions du monde afin de desservir nos clients localement tout en tirant parti de notre envergure mondiale et des capacités de l'ensemble de notre entreprise.

Nous sommes solidement implantés dans les marchés développés de l'Amérique du Nord et de l'Europe qui représentent environ 75 % de nos revenus annuels. Notre position de chef de file dans les principaux segments nous permet de prendre de l'expansion au rythme de la croissance de nos clients.

Dans les marchés émergents comme la Chine, l'Asie du Sud-Est, l'Inde, le Moyen-Orient et l'Amérique latine, la demande en services de formation et de simulation augmente à un

rythme accéléré. L'avenir est prometteur étant donné que ces pays et régions mettent en place les infrastructures nécessaires au transport aérien et CAE est bien placée pour participer à cette croissance.

À l'heure actuelle, près de 10 % de l'effectif mondial de CAE composé de plus de 7 500 employés est présent sur place dans ces marchés. CAE est un chef de file qui a fait ses preuves et qui a établi des relations étroites avec ses clients au cours des dernières décennies. Nous sommes la seule entreprise dans notre domaine à pouvoir offrir des solutions complètes dans ces marchés à partir d'une présence locale. De plus, nous sommes reconnus comme étant un bon partenaire tant dans le secteur public que privé. Être premiers à l'échelle mondiale nous donne un véritable avantage dans l'ensemble de ces pays et régions.

Présence de CAE sur les marchés émergents

	Inde	Moyen-Orient	Amérique latine	Asie du Sud-Est	Chine
					
Croissance annuelle du trafic aérien de passagers¹	9,2 %	6,8 %	5,5 %	8,3 %	7,1 %
Position sur le marché civil	N° 1	N° 1	N° 1	N° 1	N° 1
Part de marché du parc de FFS²	81 %	55 %	44 %	48 %	68 %
Nombre de simulateurs militaires vendus	11	12	2	19	–
Année de la première vente	1970	1974	1978	1979	1988
Formation et services associés	<ul style="list-style-type: none"> • Commerciale • Hélicoptère • Formation initiale • Défense 	<ul style="list-style-type: none"> • Commerciale • Affaires • Hélicoptère • Défense 	<ul style="list-style-type: none"> • Commerciale • Affaires* • Hélicoptère* 	<ul style="list-style-type: none"> • Commerciale • Affaires* • Défense 	<ul style="list-style-type: none"> • Commerciale • Hélicoptère* • Formation initiale
Coentreprises / accords à long terme	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernement indien • HAL 	Emirates	<ul style="list-style-type: none"> • LAN, TAM, Gol • Líder Aviação 	AirAsia	China Southern Airlines

LÉGENDE : FFS – simulateur de vol * – à venir

1 – Croissance annuelle prévue du trafic aérien de passagers de 2010 à 2029 (Source : Prévisions d'Airbus 2010-2029).

2 – La part de marché du parc de FFS de CAE tient compte des FFS vendus à des tiers et situés dans ses centres de formation.

Inde

CAE, qui est présente en Inde depuis plus de 40 ans, a vendu 10 simulateurs de vol (FFS) d'avions commerciaux et d'hélicoptères de même que 11 simulateurs aux forces de défense indiennes. Nous avons récemment mis en place le premier centre indépendant de formation pour l'aviation civile au pays et le premier centre indien de formation évoluée sur hélicoptère desservant tant les exploitants d'hélicoptères civils que les forces de défense. Nous offrons des services de soutien aux forces de défense indiennes et nous avons mis en place un centre d'excellence technique. Nous exploitons également deux écoles de formation initiale, incluant une coentreprise avec le gouvernement.



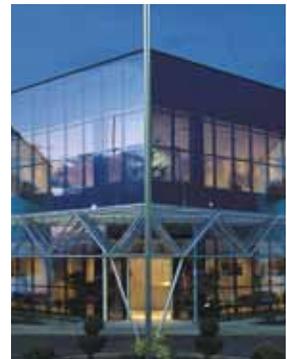
Moyen-Orient

CAE compte plus de 30 ans d'expérience au Moyen-Orient. Avec Emirates, notre partenaire de coentreprise, nous exploitons un centre indépendant de formation pour l'aviation civile situé à Dubaï. Il s'agit du seul centre de la région à fournir de la formation sur avions d'affaires et hélicoptères. Depuis notre entrée sur ce marché, nous avons vendu 35 FFS (avions commerciaux, avions d'affaires et hélicoptères) et 12 simulateurs aux forces de défense nationale. Nous développons actuellement un dispositif d'entraînement pour l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) A330 pour l'UAE Air Force et la Royal Saudi Air Force (RSAF).



Amérique latine

Présente en Amérique latine depuis plus de 30 ans, CAE a mis en place les deux premiers centres indépendants de formation pour l'aviation civile au Brésil et au Chili. Ceux-ci ont fait l'objet d'agrandissements récemment. De nouveaux centres au Pérou (aviation civile) et au Mexique (hélicoptères et aviation d'affaires) ouvriront en 2012. Notre position très forte dans le marché de l'aviation civile a été renforcée par des accords de formation à long terme conclus avec trois transporteurs qui représentent 60 % du transport aérien en Amérique du Sud. Nous avons livré un simulateur de missions C-295 à la Force aérienne brésilienne et nous cherchons à profiter des perspectives militaires dans plusieurs pays de l'Amérique latine.



Asie du Sud-Est

Avec plus de trois décennies de ventes à son actif en Asie du Sud-Est, CAE s'est positionnée comme un chef de file dans son domaine tant sur les marchés civil que de la défense. Nous avons vendu 77 FFS à des compagnies aériennes nationales et 19 simulateurs aux forces de défense de huit pays. En partenariat avec AirAsia, nous exploitons l'un des plus importants centres de formation de la région. Nous développons actuellement des systèmes d'entraînement et de simulation sur hélicoptères, avions de transport et systèmes aériens sans pilote pour des clients militaires de la région.



Chine

CAE, qui exerce des activités en Chine depuis plus de 20 ans, a installé 62 FFS dans ce pays. Notre coentreprise avec China Southern Airlines exploite le plus important centre de formation aéronautique appartenant à un tiers en Chine et nous mettrons en place l'un des premiers programmes de formation sur hélicoptère au pays en 2012.



AMÉRIQUE

CANADA

- Moncton
- Montréal
- Ottawa
- Toronto
- Vancouver

ÉTATS-UNIS

- Anchorage
- Charlotte
- Dallas
- Miami
- Morristown
- Oklahoma City
- Orlando
- Phoenix
- San Diego
- San Francisco*

MEXIQUE

- Mexico*

BRÉSIL

- São Paulo

CHILI

- Santiago

COLOMBIE

- Bogota

PÉROU

- Lima*

EUROPE / AFRIQUE

BELGIQUE

- Bruxelles

CAMEROUN

- Douala

ITALIE

- Rome

PAYS-BAS

- Amsterdam

NORVÈGE

- Stavanger

PORTUGAL

- Evora

RUSSIE

- Moscou

ESPAGNE

- Madrid

ROYAUME-UNI

- Aberdeen
- Burgess Hill

INDE / MOYEN-ORIENT

INDE

- Bengaluru
- Gondia
- Rae Bareli

ÉMIRATS ARABES UNIS

- Abu Dhabi
- Dubai

AUSTRALIE / ASIE

AUSTRALIE

- Perth
- Sydney

CHINE

- Zhuhai

JAPON

- Tokyo*

MALAISIE

- Glenmarie
- Kuala Lumpur
- Langkawi

SINGAPOUR

- Singapour



LÉGENDE

- Formation pour l'aviation commerciale
- Formation pour l'aviation d'affaires
- Formation sur hélicoptères
- Académie mondiale CAE
- Services aéronautiques
- * Expansion

Civil

CAE, le plus important fournisseur au monde de technologies de simulation de vol et un chef de file mondial dans le domaine de la formation au pilotage, possède une expertise d'une profondeur et d'une envergure inégalées. Nous avons installé le plus grand nombre de simulateurs au monde et nous disposons du plus vaste réseau mondial de centres de formation pour servir tous les segments de marché. Nous sommes le numéro un dans la vente de simulateurs de vol, le numéro un de la formation pour l'aviation commerciale et le numéro deux dans le domaine de la formation pour l'aviation d'affaires. L'Académie mondiale CAE est le plus important réseau d'écoles de formation initiale au monde.

Présence mondiale

CAE offre le plus vaste catalogue de produits de simulation, de formation et de services associés pour l'industrie de l'aviation civile. Sa présence dans toutes les plus importantes régions du monde – plus de 20 pays avec du personnel sur place – permet à ses clients de s'entraîner à proximité de leurs installations tout en bénéficiant de services de formation et de soutien à la clientèle de renommée mondiale.

Moteurs du marché

La flotte existante d'aéronefs civils représente un marché énorme pour ce qui est des services de formation et de formation périodique obligatoire pour les pilotes. Cette demande est assortie de services de formation spécialisée découlant de la nécessité de remplacer un grand nombre de pilotes, de techniciens à la maintenance et d'agents de bord qui devraient prendre leur retraite au cours des prochaines années.

De plus, le trafic de passagers et la flotte mondiale d'aéronefs devraient doubler au cours des 15 prochaines années, ce qui contribuera à créer une demande importante pour des produits et des services de formation. Une partie de la demande pour de nouveaux appareils sera comblée par des avions plus économes en carburant, qui nécessiteront de nouveaux simulateurs et programmes de formation. Les marchés émergents comme l'Asie du Sud-Est, le sous-continent indien, le Moyen-Orient et l'Amérique latine seront responsables d'une part importante de la demande mondiale anticipée en appareils, produits de simulation et services intégrés de formation pour les équipages et les techniciens à la maintenance. Ces pays construisent actuellement l'infrastructure nécessaire pour appuyer cette croissance rapide du trafic aérien au rythme de leur développement économique.

Stratégie de croissance

Dans les marchés développés, CAE élargit et renforce sa gamme de

solutions et services de formation afin de répondre aux besoins de ses clients dans les domaines de l'aviation commerciale et d'affaires. Dans le segment mal desservi des hélicoptères, nous élargissons nos capacités et notre présence en réponse à une demande croissante en formation fondée sur la simulation qui est dictée par des facteurs de sécurité et de coûts. À l'heure actuelle, les marchés développés représentent environ les trois quarts de la demande mondiale pour nos services de formation.

Dans les marchés émergents, où la présence de CAE est inégalée, nous avons renforcé notre position de chef de file par le biais d'accords de formation à long terme avec les principaux exploitants d'aéronefs et nous avons élargi notre capacité en vue de servir les clients localement dans tous les segments de l'aviation. Tant dans les marchés émergents que développés, CAE met en œuvre ses stratégies par le biais d'investissements internes, de partenariats et de coentreprises.



L'Académie mondiale CAE est le plus important réseau d'écoles de formation initiale au monde. Le réseau englobe 11 écoles réparties sur cinq continents avec une capacité de formation de plus de 1 800 élèves-pilotes chaque année.

CAE a également pris les devants pour répondre à la pénurie de pilotes par l'entremise de l'Académie mondiale CAE, le plus important réseau d'écoles de formation initiale au monde. Le réseau englobe 11 écoles, appartenant à CAE et à ses partenaires, réparties sur cinq continents et dotées d'une capacité de formation de plus de 1 800 élèves-pilotes chaque année. Avec l'Académie mondiale CAE et l'ampleur de ses services de formation, CAE est devenue un important fournisseur mondial de pilotes.

La stratégie de croissance de CAE repose sur son leadership technologique en modélisation et simulation, et sa vaste expérience en développement des premiers simulateurs pour de nouveaux appareils. CAE a récemment développé ou détient actuellement un contrat pour développer les premiers simulateurs de plusieurs des plus récentes plateformes au monde, notamment l'Airbus A350 XWB, le Boeing 747-8, le jet régional Mitsubishi (MRJ), l'ATR42-600 et l'ATR72-600, les Bombardier CSeries et Learjet 85, l'Embraer Phenom 100 et

300, le Dassault Falcon 7X et l'ARJ21 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd (COMAC). La société a poussé plus loin ses technologies perfectionnées de modélisation et de simulation et son savoir-faire en matière d'ingénierie des systèmes afin d'aider les aviateurs à développer de nouveaux appareils. Bombardier utilise l'environnement CAE Augmented Engineering Environment pour appuyer le développement de ses appareils CSeries.

Au cours de l'exercice 2011, le secteur Civil de CAE a commencé à profiter de la reprise du marché de l'aviation commerciale avec une hausse des revenus et des résultats d'exploitation, y compris la vente de 29 FFS. CAE a également continué à renforcer sa position mondiale dans les secteurs des avions d'affaires et des hélicoptères en remportant d'importants contrats, en procédant à l'acquisition des activités de formation au pilotage de CHC Helicopter et en établissant une coentreprise avec Líder Aviação.



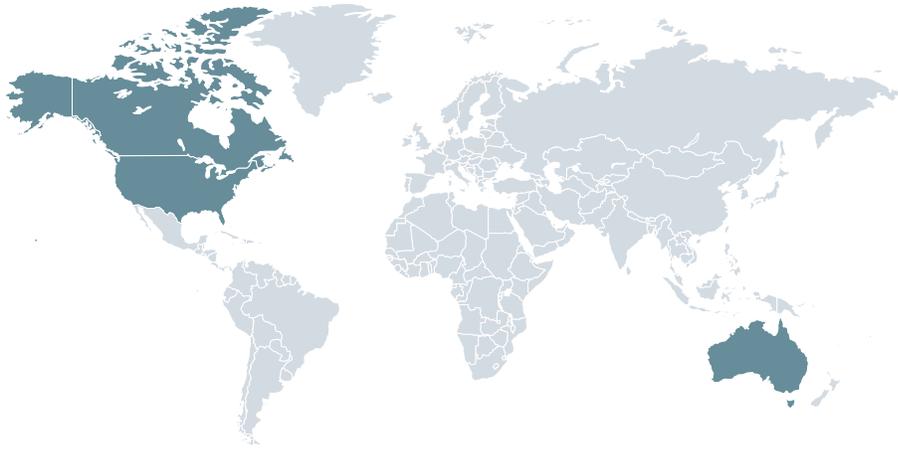
CAE est en bonne position pour répondre aux besoins en matière de formation sur hélicoptère, un marché mal desservi.



Simulateur d'hélicoptère de Série CAE 3000 au centre de formation situé à Phoenix (États-Unis).

CAE a révolutionné la formation à la maintenance en lançant sa gamme de solutions de formation fondée sur la simulation CAE Simfinity, notamment à l'Académie Honeywell Aerospace en Arizona.





Qantas Airways a fait l'acquisition d'un deuxième simulateur de vol Airbus A380 de Série CAE 7000.



Ces élèves-pilotes d'AirAsia constituent la première cohorte à avoir entrepris le programme de licence de pilote en équipage multiple de CAE.

Civil

États-Unis / Canada / Australie

Aviation commerciale

CAE a agrandi son réseau mondial de centres de formation à 33, avec la signature d'un accord pluriannuel avec Virgin America portant sur le développement et le soutien d'un nouveau centre de formation au pilotage près des installations de la compagnie aérienne à San Francisco. CAE installe actuellement un simulateur de vol Airbus A320 de niveau D lui appartenant. Elle fournit également du soutien à l'exploitation du centre de formation et d'autres services connexes.

La compagnie australienne Qantas Airways a agrandi son vaste parc de dispositifs CAE avec l'achat d'un deuxième FFS de niveau D et de Série CAE 7000 représentant l'A380, l'appareil de passagers le plus spacieux au monde. Qantas, qui dispense également des formations sur six autres simulateurs et 19 autres dispositifs de formation de marque CAE, a commandé deux simulateurs Boeing 787.

Aviation d'affaires

CAE a poursuivi la croissance de son réseau de centres de formation pour l'aviation d'affaires en y ajoutant un FFS Falcon 50 EX et un FFS Phenom 300 à Dallas (États-Unis). La société a signé un renouvellement de contrat de cinq ans avec Flight Options portant sur des services de formation des pilotes sur six modèles d'avions. La formation sera effectuée à Dallas et à Morristown (New Jersey). Embraer CAE Training Services (ECTS), une coentreprise entre Embraer et CAE, fournira la formation sur Phenom 300 à Dallas.

CAE a également annoncé la vente d'un FFS de la Série CAE 7000 pour le nouvel aéronef d'affaires de Bombardier, le Learjet 85. Il s'agit du premier simulateur au monde pour cet appareil.

Hélicoptères

Le premier simulateur de missions sur hélicoptère de Série CAE 3000, un Eurocopter AS350 B2 situé à Phoenix (Arizona), a été certifié au niveau 7 dans la classification des dispositifs de

formation au vol par la Federal Aviation Administration (FAA) américaine. Il est situé à un endroit facile d'accès pour un grand nombre d'exploitants de l'AS350 de la région qui peuvent désormais former leurs pilotes à proximité de leur base d'exploitation.

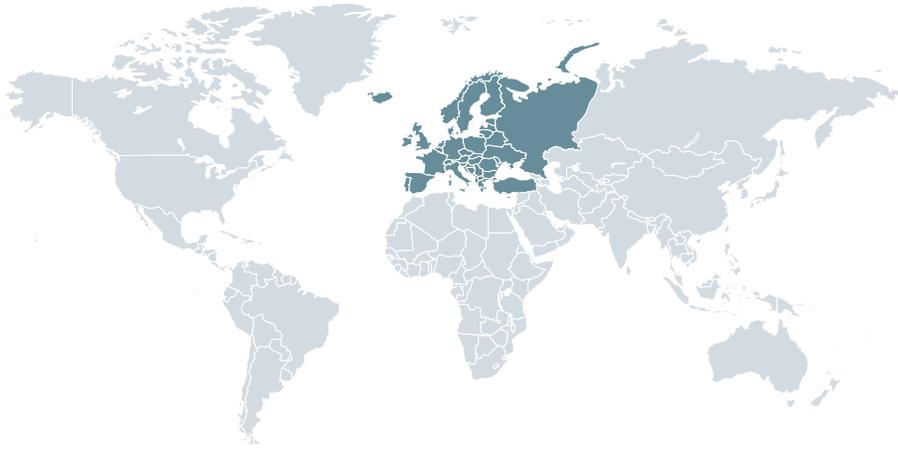
Académie mondiale CAE

Les élèves-pilotes inscrits au programme bêta de licence de pilote en équipage multiple (MPL) de CAE sont en voie d'obtenir leur diplôme à la mi-2011. Les élèves-pilotes d'AirAsia ont complété leur formation au Moncton Flight College (Nouveau-Brunswick, Canada) qui fait partie de l'Académie mondiale CAE, au centre CAE SimuFlite et au centre CAE Formation et services associés à Toronto (Canada).

Il s'agit de la première application d'un programme MPL qui se conformera aux nouvelles exigences de certification des ATO fondées sur le rendement qui ont été développées par Transports Canada. Le programme est conçu selon les normes de l'OACI pour la licence MPL.

Les pilotes de Gama Aviation ont été les premiers à s'entraîner sur le nouveau simulateur de vol Learjet 40/45 de Série CAE 5000 au centre de formation à Burgess Hill (Royaume-Uni).





Le centre de formation CAE à Burgess Hill offre la formation pour l'aviation commerciale et d'affaires.



L'acquisition des activités de formation de CHC Helicopter permet à CAE d'être l'un des plus importants fournisseurs de formation sur hélicoptère civil au monde.

Civil

Europe

Aviation commerciale

CAE a été sélectionnée pour concevoir et construire deux FFS Airbus A350 XWB de Série CAE 7000, les premiers FFS au monde pour le nouvel aéronef long-courrier. CAE développera également six dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity pour cet appareil.

CAE fournira une série de produits et de services de soutien aux exploitants d'appareils ATR en vertu d'un accord conclu avec ATR. CAE développera également les premiers FFS et dispositifs de formation ATR42/72-600 au monde. De plus, ATR s'est associée avec CAE Flightscape pour offrir des services de surveillance et d'analyse des données de vol à tous les exploitants d'appareils ATR.

Lufthansa Flight Training (LFT) ajoute un FFS A320 de Série CAE 5000 à sa vaste flotte de simulateurs CAE. Depuis 1980, la compagnie aérienne a fait l'achat de plus de 30 FFS CAE de niveau D, y compris quatre de Série CAE 5000.

Aviation d'affaires

En vertu de son entente de fournisseur autorisé de services de formation avec Bombardier, CAE a lancé la formation sur les avions d'affaires Bombardier Challenger 300 et Challenger 604 à Amsterdam (Pays-Bas). CAE a signé un accord à long terme avec Gama Aviation pour la prestation de services de formation des pilotes, y compris l'apprentissage en ligne, sur cinq modèles d'avions Bombardier. La formation a lieu aux centres de formation CAE à Burgess Hill et à Amsterdam. Les pilotes et les techniciens de Gama Aviation ont été les premiers à s'entraîner sur le nouveau FFS Learjet 40/40XR/45/45XR récemment certifié au centre CAE Burgess Hill.

Hélicoptères

CAE a élargi sa capacité de formation sur hélicoptère en procédant à l'acquisition de deux centres de formation situés à Stavanger (Norvège) et Aberdeen (Royaume-Uni), de même que de dispositifs de simulation connexes, auprès de CHC Helicopter, un chef

de file mondial dans le transport par hélicoptère pour l'industrie pétrolière et gazière en mer. CAE est aussi devenue le fournisseur à long terme de CHC pour la formation de plus de 2 000 pilotes et ingénieurs à la maintenance.

Académie mondiale CAE

Deux contrats signés en Europe mettent en lumière la capacité de CAE à personnaliser ses services en fonction des besoins de ses clients. CAE a renouvelé son contrat à long terme avec l'European Institute of Aviation and Business en Allemagne afin de former des élèves-pilotes débutants indépendants dans le cadre de son programme de baccalauréat en aviation. CAE a également signé un nouveau contrat avec le centre de formation Omni Aviation au Portugal pour former des élèves-pilotes débutants aux règles de vol à vue (VFR). Plus de 30 élèves-pilotes provenant de ces deux organisations s'entraîneront chaque année à l'Académie mondiale CAE – Phoenix (États-Unis).

Le centre de formation de São Paulo au Brésil a récemment procédé à l'ajout de quatre baies pour augmenter sa capacité à 10 baies.





CAE a formé une coentreprise afin de fournir de la formation aux pilotes d'hélicoptère établis en Amérique du Sud.



Le centre de formation de Santiago (Chili) procède actuellement à l'ajout de deux baies afin de répondre à la croissance des transporteurs sud-américains.

Civil

Amérique latine

Aviation commerciale

Pour répondre à la demande du marché aéronautique commercial sud-américain qui est en plein essor, CAE met en place un nouveau centre de formation au Pérou en 2012.

CAE a déjà élargi sa capacité de formation en ajoutant quatre simulateurs de vol de niveau D pour appuyer le renouvellement de contrats de formation à long terme avec les principales compagnies aériennes de la région, soit TAM Airlines, LAN Airlines et Gol Transportes Aéreos.

Pour appuyer la formation des pilotes de TAM, la plus importante compagnie aérienne au Brésil, CAE a ajouté un deuxième FFS Airbus A330 dans son centre de formation à São Paulo (Brésil). Un nouveau FFS Boeing 737NG a récemment été installé pour appuyer la formation des équipages du transporteur brésilien à bas tarifs Gol Transportes Aéreos et d'autres exploitants.

LAN Airlines (Chili) a prolongé son accord de services de formation à

long terme, et pourra compter sur un deuxième FFS Boeing 767-300 au centre de formation de CAE à Santiago (Chili). Ce dernier procède actuellement à l'ajout de deux baies de simulateurs, et sera bientôt équipé de nouveaux dispositifs de formation des équipages.

CAE ajoute également un FFS A320 de même que des programmes de formation des équipages à Lima, dans un centre loué auprès de LAN Peru. Ensemble, TAM, LAN et Gol représentent 60 % de la part du transport aérien intérieur en Amérique du Sud.

Aviation d'affaires

Dans les jours qui ont suivi la fin de l'exercice financier, CAE a annoncé le lancement au Mexique et au Brésil des premiers centres de formation au pilotage des jets d'affaires. Le centre mexicain proposera en premier lieu des formations sur le Bombardier Learjet 45. Le centre brésilien offrira quant à lui des programmes de formation des pilotes et techniciens de maintenance pour l'Embraer Phenom 100 et

Phenom 300, et ce, par l'intermédiaire de la coentreprise Embraer-CAE Training Services.

Hélicoptères

Líder Aviação, le plus important exploitant d'hélicoptères au Brésil, a signé un accord visant à former une coentreprise avec CAE qui fournira des programmes perfectionnés de formation fondée sur la simulation aux pilotes d'hélicoptère en Amérique du Sud au début de 2012. La nouvelle coentreprise fera l'acquisition du premier FFS Sikorsky S-76C++ de Série CAE 3000. Líder exploite plus de 50 hélicoptères, représentant près de la moitié de la flotte actuellement au service du marché de l'exploration pétrolière et gazière au Brésil.

CAE a également annoncé son intention de déployer un FFS Bell 412 au Mexique. L'établissement fournira la formation au sol, la qualification de vol aux instruments et la formation à la qualification de type sur simulateur avec les instructeurs CAE.

Conjointement avec le réseau mondial de centres de formation de qualification de type de CAE, les élèves-pilotes de l'Académie mondiale CAE peuvent obtenir toute la formation et les licences requises pour devenir des pilotes de ligne professionnels.





CAE développe les premiers simulateurs de vol pour le jet régional Mitsubishi (MRJ).



Le centre de formation CAE à Zhuhai (Chine), qui a procédé à un agrandissement, abritera le premier simulateur de vol et de missions de Série CAE 3000 représentant un hélicoptère civil à être installé en Asie.

Civil

Chine / Asie du Sud-Est

Aviation commerciale

CAE a continué à tirer profit de la croissance rapide de l'industrie aéronautique chinoise avec la vente de dix FFS, y compris un FFS A320 à un nouveau client, Sichuan Airlines. Parmi les clients réguliers, notons Shanghai Eastern Flight Training Centre, société détenue par China Eastern Airlines, une des plus importantes compagnies aériennes de la République populaire de Chine, qui a commandé trois FFS Boeing 737NG. Air China, le transporteur national, a commandé un FFS Airbus A330 et un FFS Boeing 737-800. Depuis 1994, ce transporteur a commandé 12 FFS. Les autres commandes proviennent du centre en coentreprise de CAE ainsi que de Xiamen Airlines qui a commandé deux FFS Boeing 737NG.

CAE a également vendu un FFS Airbus A380 et un FFS Boeing 777-300ER à Korean Air. Vietnam Airlines, la compagnie aérienne nationale du Vietnam, a commandé un FFS Airbus A320.

CAE développe actuellement une solution complète de formation pour le nouveau jet régional Mitsubishi

(MRJ), un avion régional de prochaine génération. L'entente avec Mitsubishi Aircraft Corporation inclut un programme de fournisseur exclusif de formation pendant 10 ans, et la création de deux centres de formation initialement au Japon et aux États-Unis. CAE élargit son réseau de formation et développe deux FFS MRJ de même que des dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures CAE Simfinity. CAE concevra également des programmes et des didacticiels, et fournira la formation aux pilotes, aux techniciens de maintenance, aux membres d'équipage, aux répartiteurs et au personnel de soutien au sol.

Aviation d'affaires

Dans les jours qui ont suivi la fin de l'exercice financier, dans le cadre de l'expansion de ses programmes de formation pour l'aviation d'affaires dans le monde entier, CAE a annoncé le lancement en Asie du premier centre de formation à service complet pour l'aviation d'affaires en 2013.

Hélicoptères

China Southern Airlines et CAE

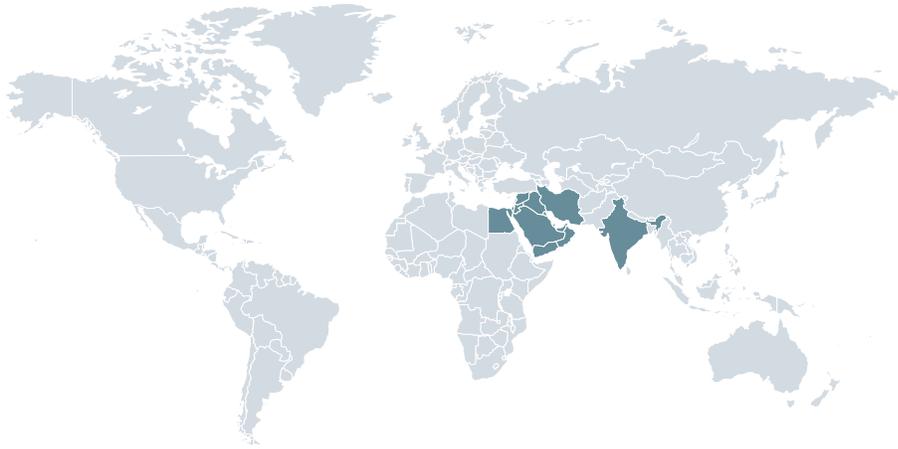
agrandissent leur centre de formation en coentreprise à Zhuhai (Chine) pour y inclure deux FFS de niveau D supplémentaires achetés auprès de CAE dont un Sikorsky S-76C++ de Série CAE 3000. Il s'agit du premier simulateur de vol et de missions de Série CAE 3000 représentant un hélicoptère civil à être installé en Asie.

Académie mondiale CAE

L'Académie mondiale CAE a ajouté un 11^e établissement à son réseau lorsque CAE a acquis une participation dans les capitaux propres du China Southern West Australian Flying College (CSWAFC) près de Perth (Australie). L'établissement exerce maintenant ses activités en tant que coentreprise entre China Southern Airlines, la plus importante compagnie aérienne chinoise, et CAE. L'élargissement de la relation entre CAE et China Southern est un exemple des solutions intégrées que CAE est en mesure d'offrir. Dans ce cas-ci, CAE aide à assurer la dotation en pilotes chinois auprès de la compagnie aérienne.

Le centre de formation CAE de Bengaluru est le premier établissement agréé de formation aux qualifications de type (TRTO) indépendant en Inde.





Le centre Emirates-CAE Flight Training à Dubaï a commandé un nouveau simulateur de vol Dassault Falcon 7X de Série CAE 7000.



Les premiers élèves-pilotes diplômés de l'Académie mondiale CAE à Gondia (National Flying Training Institute) amorcent leur carrière auprès de compagnies aériennes indiennes.

Civil

Inde / Moyen-Orient

Aviation commerciale

Le centre de formation CAE de Bengaluru, le premier centre indépendant en Inde, est devenu le premier centre non exploité par une compagnie aérienne à obtenir l'approbation requise par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) indienne pour devenir un établissement agréé de formation aux qualifications de type (TRTO) sur les appareils à voilure fixe. L'approbation TRTO couvre les programmes de formation (initiale, commandement et perfectionnement) faisant appel à la simulation pour les pilotes des appareils Airbus A320 et Boeing 737. Le centre, d'une capacité de six baies, offre actuellement la formation au pilotage sur trois simulateurs de vol construits par CAE. Plus de 1 500 pilotes se sont entraînés au centre en 2010, y compris les pilotes de compagnies aériennes indiennes comme Air India, Go Air, IndiGo, Kingfisher Airlines et Spicejet, de même que les pilotes commerciaux de la Force aérienne indienne.

Aviation d'affaires

Au Moyen-Orient, le centre Emirates-CAE Flight Training (ECFT), détenu conjointement par Emirates et CAE, a amélioré son catalogue de produits en annonçant la mise en place de trois nouveaux programmes de formation fondée sur la simulation pour les appareils Dassault Falcon 900/2000 EX EASy et Falcon 7X, et Bombardier Challenger 604. Ces programmes de formation, offerts à l'établissement situé à proximité de l'aéroport international de Dubaï, complètent les programmes existants de formation des pilotes sur les plateformes Airbus, Boeing, Bombardier, Gulfstream et Hawker Beechcraft.

Hélicoptères

L'Autorité aéroportuaire indienne (AAI) et CAE lancent actuellement un programme de formation initiale sur hélicoptère à l'Académie mondiale CAE – Gondia. Ce programme devrait permettre à près de 100 nouveaux pilotes d'hélicoptères d'obtenir leur

diplôme chaque année, et ce, d'ici les trois prochaines années.

Académie mondiale CAE

Le rôle de CAE en tant que chef de file de la formation des équipages en Inde a été mis en évidence au cours de l'exercice alors que les premiers élèves-pilotes diplômés de l'Académie mondiale CAE – Gondia ont reçu leur certification et ont amorcé leur carrière auprès de compagnies aériennes indiennes. L'Académie mondiale CAE – Gondia est une coentreprise entre CAE et l'AAI. CAE assure également la gestion de l'école de pilotage du gouvernement indien, l'Indira Gandhi Rashtriya Uran Akademi (IGRUA). L'Inde prévoit avoir besoin de quelque 7 000 nouveaux pilotes commerciaux au cours des sept prochaines années, ce qui devrait assurer un bon taux de fréquentation du centre de formation de CAE pour de nombreuses années à venir.

Le générateur d'images CAE Tropos-6000 de nouvelle génération a fait un pas de géant au niveau des repères visuels comme les conditions météorologiques défavorables, les jeux d'ombre et de lumière, les reflets sur l'eau et les autres effets spéciaux.



Civil

Recherche et développement

CAE met au point une série de simulateurs pour l'Airbus A350 de prochaine génération qui sera en service en 2013. Nous avons également été sélectionnés pour construire les tout premiers simulateurs représentant trois nouveaux modèles d'aéronefs – l'ATR-600, le LearJet 85 et le jet régional Mitsubishi. Au total, nous avons développé les premiers simulateurs de plus de 35 modèles. Nos ingénieurs travaillent actuellement à la mise au point du premier simulateur Bombardier CSeries ainsi que d'une série d'outils de simulation afin d'aider Bombardier à développer le nouvel avion CSeries.

Ces contrats témoignent de la confiance des fabricants d'équipement d'origine en notre leadership technologique en matière de conception et de développement de simulateurs pour leurs nouveaux appareils.

Générateur d'images CAE Tropos-6000

Le réalisme est essentiel pour assurer une expérience de formation immersive; les générateurs d'images CAE Tropos-6000 ont établi la norme depuis

leur lancement en 2006. Plus de 100 systèmes de première et de deuxième génération ont été mis en service.

La dernière génération de CAE a fait un pas de géant au niveau des repères visuels comme les conditions météorologiques défavorables, les jeux d'ombre et de lumière, les reflets sur l'eau et les autres effets spéciaux. En plus des effets visuels améliorés, la plus récente version de CAE Tropos-6000 permet une réduction de la main-d'œuvre et du matériel, ce qui engendre une diminution des coûts d'exploitation.

Reposant uniquement sur du matériel prêt à l'emploi (COTS), ce nouveau générateur d'images tire pleinement parti de la puissance des plus récents processeurs graphiques commerciaux. Conçu pour assurer une mise à niveau homogène de tout simulateur construit par CAE actuellement en service, il peut également s'adapter aux simulateurs construits par d'autres fournisseurs.

Portail Web de bases de données visuelles des aéroports

Le service CAE True Airport donne accès à la plus importante base de

données à jour de l'industrie regroupant tous les aéroports pouvant être utilisés sur les systèmes visuels de CAE. Cette base de données évolutive compte maintenant plus de 200 aéroports du monde entier prêts à être téléchargés par l'entremise du portail Web du client.

Simulation du trafic aérien

CAE a également mis au point son produit CAE True Environment, qui fournit des circuits de circulation et des scénarios de simulation du trafic aérien plus réalistes de sorte que les équipages font face à un environnement de formation plus exigeant à l'intérieur du simulateur.

Une simulation interactive et haute fidélité du trafic aérien est essentielle à la formation des pilotes, particulièrement pour ce qui est des aéroports les plus occupés au monde.



CAE développe les premiers simulateurs de vol pour l'avion CSeries de Bombardier.



CAE concevra les premiers simulateurs de vol au monde pour le nouvel aéronef long-courrier Airbus A350 XWB.

AMÉRIQUE

CANADA

- ▼ Bagotville
- ▼ Cold Lake
- ▲ Fredericton
- Gagetown
- Greenwood
- ▼ Halifax
- ▼ Mirabel
- ▲▼◆ Montréal
- Moose Jaw
- ▼ Ottawa
- Petawawa*
- ▼ Toronto
- Trenton

ÉTATS-UNIS

- Altus
- Boston
- Cherry Point
- Columbus
- Dallas
- Davis-Monthan
- Dobbins
- ▲ Durham
- Dyess
- Fairchild
- Fort Benning
- Fort Knox
- Grand Forks
- Grissom
- ▼ Hampton Roads
- Holloman
- Keesler
- Little Rock
- MacDill
- March
- McChord
- McConnell
- Milwaukee
- Minneapolis
- Morristown
- ▲▼◆ Orlando
- Pease
- ◆ Richardson
- San Diego
- ◆ San Jose
- Scott
- Seymour Johnson
- Sherwood
- Tampa

EUROPE

ALLEMAGNE

- Büchel
- Bückeburg
- Fassberg
- Fürstenfeldbruck
- Geilenkirchen
- Holzdorf
- Jagel
- Kiel
- Laage
- Lechfeld
- Neuburg
- Nordholz
- Nörvenich
- ▲▼ Stolberg
- Wittmund
- Wunstorf

BELGIQUE

- Bruxelles

FRANCE

- ◆ Vélizy

HONGRIE

- ▲ Budapest

ITALIE

- Pise
- ◆ Milan
- Sesto Calende
- Viterbo

PAYS-BAS

- Amsterdam
- Den Helder

ROYAUME-UNI

- Anglesey
- Benson
- ▲▼ Burgess Hill
- Culdrose
- Lyneham
- Mildenhall
- ◆ Swindon
- Yeovilton

ASIE

INDE

- ▲ Bengaluru
- Chennai
- Gorakhpur
- Hasimara
- Mumbai
- Nasik
- Palam
- Visakhapatnam

JAPON

- Okinawa

SINGAPOUR

- ▲ Singapour

OCÉANIE

AUSTRALIE

- Amberley*
- ▲ Brisbane
- ▼ Canberra
- ▼ Melbourne
- Nowra
- Oakey
- Richmond
- ▲ Sydney
- Townsville



LÉGENDE

- Formation militaire
- Services militaires
- ▲ Exploitation de produits de simulation
- ▼ CAE Services professionnels
- ◆ Presagis

Défense

CAE dessert plus de 50 forces de défense nationale dans des marchés qui représentent la plupart des dépenses en matière de défense dans le monde. CAE, qui est un chef de file dans le domaine de la formation aéronautique virtuelle, est un intégrateur de systèmes d'entraînement reconnu à l'échelle mondiale possédant un savoir-faire dans un large éventail de modèles d'aéronefs, de véhicules terrestres et de systèmes aériens sans pilote.

Moteurs du marché

La vaste flotte d'appareils existants et la mise en service d'aéronefs de remplacement beaucoup plus performants entraînent une demande en services de formation périodique et en nouveaux simulateurs. La demande est également attribuable au recours accru à la modélisation et à la simulation. Les forces reconnaissent de plus en plus que ces options peuvent entraîner une diminution des coûts associés à la préparation aux missions, un facteur qui vient contrebalancer la récente tendance visant à rationaliser les dépenses militaires dans la plupart des principaux marchés.

Les gouvernements et les forces de défense des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et d'autres importants marchés ont clairement exprimé leur désir d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation, non seulement pour la formation, mais aussi pour l'analyse et la prise de décision opérationnelle. Les

plateformes existantes de systèmes d'armes sont également mises à niveau afin de prolonger leur vie utile, ce qui nous ouvre des portes en matière de formation et de mise à niveau de simulateurs.

Stratégie de croissance

CAE prend de l'expansion dans le marché de la défense en aidant ses clients à utiliser davantage la modélisation et la simulation pour se préparer aux missions, en élargissant sa présence au sein de marchés adjacents comme les systèmes terrestres et les systèmes aériens sans pilote (UAS), en procédant à des acquisitions stratégiques qui accroissent son savoir-faire et son offre, et en établissant des coentreprises et des relations de collaboration avec les fabricants d'équipement d'origine.

Un élément clé de la stratégie de CAE consiste à se tailler une place sur le marché des plateformes militaires nécessitant des programmes de longue durée, ce qui favorisera l'octroi

d'éventuels contrats à long terme. CAE fournit actuellement des simulateurs, de la formation et d'autres services connexes sur une série de modèles d'aéronefs, y compris les aéronefs de transport et de patrouille maritime, les hélicoptères, les avions d'entraînement évolués, les systèmes aériens sans pilote et les autres aéronefs qui font partie des éléments clés sur lesquels s'appuient les forces de défense à l'échelle mondiale.

CAE s'est concentrée sur son positionnement en tant qu'intégrateur de systèmes d'entraînement, un rôle qui tire parti de l'ampleur de son savoir-faire. Les contraintes budgétaires entraînent une demande en services de formation clés en main qui sont impartis sous forme de contrats à long terme, et CAE poursuit activement ces occasions d'affaires.

Par l'entremise de sa division Services professionnels, CAE applique la modélisation et la simulation au-delà de la formation. Elle les transpose



Par l'entremise de sa division Services professionnels, CAE applique la modélisation et la simulation au-delà de la formation. Elle les transpose dans des domaines comme l'analyse et la prise de décision opérationnelle en offrant aux forces de défense et de sécurité un parfait complément aux solutions fondées sur la simulation.

dans des domaines comme l'analyse et la prise de décision opérationnelle en offrant aux forces de défense et de sécurité un parfait complément aux solutions fondées sur la simulation. Ces solutions vont de l'utilisation de la simulation pour le développement de concepts et l'expérimentation, jusqu'à l'intégration de la simulation aux systèmes opérationnels afin que les commandants puissent déployer des scénarios envisagés en temps réel.

Les marchés adjacents comme les systèmes terrestres et les UAS sont également propices à la croissance. CAE offre une série de solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres, comme des simulateurs pour conducteur et des simulateurs d'instruction de tir d'équipage pour les véhicules blindés, des dispositifs d'entraînement aux tirs d'artillerie et de contrôle aérien avancé, des entraîneurs à la maintenance pour les chars d'assaut, et des systèmes d'entraînement des commandants et officiers. Les solutions d'entraînement et de simulation terrestre de CAE

ont été améliorées en 2011 grâce à l'acquisition stratégique de la division Technology Assisted Learning de RTI International aux États-Unis.

Présence mondiale

CAE dessert ses clients à partir de centres régionaux dans les principaux marchés du monde, ce qui assure un meilleur service sur place tout en tirant parti de la portée mondiale et des capacités de l'ensemble de l'organisation. Les centres d'exploitation régionaux et les centres d'excellence sont situés au Canada, aux États-Unis, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Inde, en Australie et à Singapour. CAE fournit aussi des services de soutien à la formation dans plus de 60 emplacements additionnels dans le monde.

À l'exercice 2011, le secteur de la défense de CAE a obtenu d'excellents résultats et s'est placé en bonne position avec d'importants contrats remportés tant dans les marchés développés qu'émergents et dans l'ensemble de son éventail de produits et services.



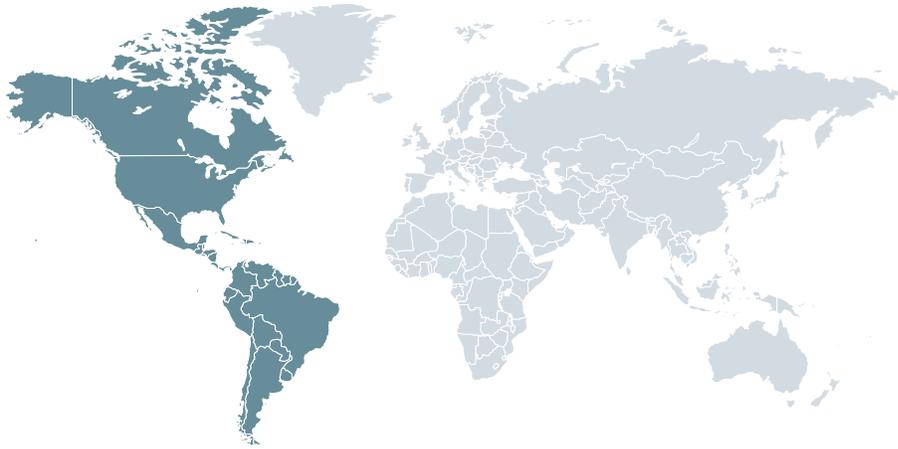
Les systèmes aériens sans pilote sont de plus en plus utilisés par les forces armées pour des missions de renseignement, surveillance et reconnaissance.



Les solutions d'entraînement et de simulation terrestre de CAE ont été améliorées en 2011 grâce à une acquisition stratégique aux États-Unis.

CAE est un chef de file mondial en systèmes d'entraînement des pilotes et de l'équipage arrière sur la gamme d'hélicoptères navals MH-60.





Défense

Amérique

États-Unis

CAE a donné un nouvel essor à sa position sur le marché américain en étant sélectionnée comme maître d'œuvre pour la fourniture de services complets d'entraînement des équipages de l'United States Air Force (USAF) qui exploitent plus de 400 avions-citernes KC-135 Stratotanker. La formation est assurée sur 13 bases de l'USAF aux États-Unis et à plus de 3 500 pilotes, copilotes et opérateurs de perche KC-135 établis aux quatre coins du monde. Ce contrat, échelonné sur une période de 10 ans, devrait engendrer des revenus de plus de 250 millions \$US. Ce sera la première fois que CAE agira à titre de maître d'œuvre d'un important contrat de systèmes d'entraînement de l'équipage aux États-Unis. Ce contrat place également CAE en bonne position pour répondre à la demande croissante des forces de défense du monde entier qui impartissent leurs services de formation et de maintenance à des entreprises privées.

CAE a continué à resserrer ses liens avec l'U.S. Navy à titre de partenaire sur le plan de la formation sur hélicoptère avec la signature de plusieurs nouveaux contrats. CAE a remporté un contrat de 44 millions \$US portant sur la conception et la construction de deux entraîneurs de vol tactique et opérationnel (TOFT) MH-60R. Ce contrat est assorti d'options portant sur la construction de deux dispositifs additionnels.

Le premier simulateur, un entraîneur TOFT MH-60R à base fixe, sera livré à la mi-2013. L'autre dispositif TOFT MH-60R, reconfigurable en version MH-60S, sera équipé du système de mouvement complet et sera livré à l'été 2014.

Une autre étape importante a été atteinte en respectant l'échéancier et le budget prévus lorsque le premier entraîneur TOFT MH-60R à système de mouvement complet construit par CAE a été déclaré « prêt pour la formation » et est entré en service à la station navale de Mayport près de Jacksonville (Floride).

Canada

Lockheed Martin a octroyé à CAE un contrat portant sur la fourniture d'une solution complète d'entraînement des techniciens de maintenance sur l'avion CC-130J pour la nouvelle flotte de 17 avions de transport CC-130J Hercules du Canada. Ce programme conjoint échelonné sur plusieurs années démontrera le savoir-faire de CAE en matière d'intégration de systèmes de formation dans un domaine qui va au-delà de la formation des équipages. CAE continuera à fournir aux Forces canadiennes des services de maintenance des simulateurs, et des services de soutien logistique et technique pour les dispositifs d'entraînement construits ou non par CAE. L'équipe CAE Services professionnels fournira des services de soutien au Centre de recherche opérationnelle et d'analyse (CROA) de RDDC. De plus, elle fournira son appui aux Forces canadiennes sur des questions liées à la stratégie, aux politiques et au développement des forces.



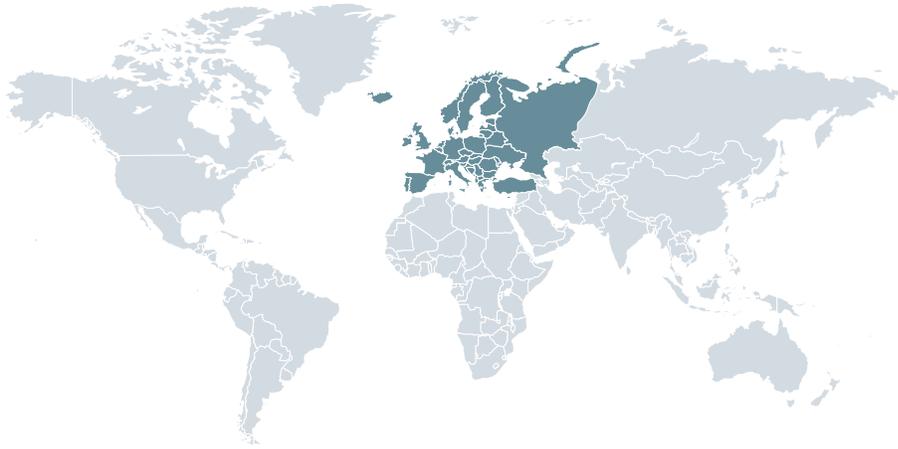
CAE est le maître d'œuvre sur le programme MH-60R de l'U.S. Navy depuis 2006.



CAE fournit des services complets d'entraînement aux équipages de l'USAF qui exploitent une flotte de plus de 400 avions-citernes KC-135 Stratotanker.

Le centre de formation des équipages des hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) de CAE au Royaume-Uni fournit à la Royal Air Force et aux forces de défense nationale un entraînement préalable au déploiement dans diverses missions.





CAE conçoit et construit un simulateur des opérations de maintenance du poste de pilotage pour le nouvel avion de transport A400M.



CAE a été sélectionnée pour fournir plus de 190 générateurs d'images CAE Medallion-6000 sur une série de simulateurs de vol de la Force aérienne turque.

Défense

Europe

Allemagne

CAE a remporté un contrat visant à continuer à fournir des services de maintenance et de soutien à la formation au centre de simulation de la German Army Aviation School à Bückeburg, l'un des centres de formation sur hélicoptère les plus importants et les plus perfectionnés au monde abritant 12 simulateurs d'hélicoptères construits par CAE. CAE mettra également à niveau le générateur d'images et les systèmes visuels des simulateurs. CAE a remporté un contrat octroyé par Airbus Military portant sur la conception et la construction d'un simulateur des opérations de maintenance du poste de pilotage (CMOS) A400M pour appuyer la formation des techniciens de maintenance sur le nouvel avion de transport polyvalent A400M.

Royaume-Uni

Le ministère de la Défense britannique a octroyé un contrat à CAE portant sur l'exécution d'une importante mise à niveau sur un simulateur d'hélicoptères Puma situé au centre MSHATF de CAE à la base Benson de la Royal Air Force (RAF). Le ministère de la Défense met

à niveau 28 hélicoptères en y ajoutant de nouveaux moteurs plus puissants, un nouvel équipement de commandes de vol, et un poste de pilotage et des technologies de communications modernes dans le cadre du programme de prolongation de la durée de vie du Puma. CAE a également remporté un contrat de cinq ans pour continuer à fournir des services de soutien à la formation sur les systèmes d'entraînement sur hélicoptère Lynx de la Royal Navy de même que sur les systèmes d'entraînement Sea King Mk6.

Pays-Bas

CAE fournira un système complet de formation théorique pour les appareils C-130 et KDC-10, qui sont exploités par les Forces aériennes royales néerlandaises (RNLAf). Fondé sur le logiciel de simulation de missions C-130H et KDC-10 utilisé dans les simulateurs de missions que CAE développe actuellement pour la RNLAf, ce système de formation théorique inclura une série d'équipements de formation en classe, d'outils pour l'instructeur et de didacticiels. CAE fournira une série de simulateurs virtuels CAE Simfinity, d'entraîneurs virtuels aux

systèmes et d'outils pour l'instructeur qui pourront être utilisés pour surveiller, créer et modifier les plans de cours et les scénarios d'entraînement. En outre, CAE développera des didacticiels multimédias interactifs aussi bien pour le C-130H que pour le KDC-10.

Turquie

Havelsan, la plus importante société de formation et de simulation en Turquie, a choisi CAE pour lui fournir plus de 190 générateurs d'images CAE Medallion-6000 qui seront installés sur une série de simulateurs de vol de la Force aérienne turque. De plus, Havelsan et la Force aérienne turque ont adopté l'architecture de bases de données communes (CDB) développée par CAE pour améliorer considérablement leur capacité à corréliser et à mettre à jour rapidement les bases de données et ainsi répondre aux exigences en matière d'entraînement et de répétition de missions. Le générateur d'images CAE Medallion-6000 sera utilisé sur les simulateurs de vol des chasseurs F-16, les avions d'entraînement T-38 et les entraîneurs de base KT-1T de la Force aérienne turque.

CAE a développé une série de systèmes d'entraînement pour le nouvel appareil MRTT KC-30A de la RAAF.





Défense

Australie / Pacifique

Australie

CAE a effectué une importante mise à niveau du simulateur d'entraînement au vol et aux missions (FFMS) S-70A Black Hawk de l'Armée australienne en respectant les délais et en n'occasionnant aucun temps d'indisponibilité du simulateur tout au long du programme de mise à niveau. À titre de maître d'œuvre en vertu du contrat MSAAS portant sur la gestion et le soutien des simulateurs d'aéronefs des Forces armées australiennes, CAE a modernisé le FFMS S-70A Black Hawk en y ajoutant des capacités de guerre électronique, dont un nouveau système de détection des missiles, un système éjecteur de contremesures et des capteurs de détection des missiles. De plus, CAE a récemment terminé la mise à niveau du système visuel du simulateur en y ajoutant le générateur d'images CAE Medallion-6000.

CAE assurera la prestation de services complets de formation visant à soutenir les appareils multirôles de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) KC-30A de la Royal Australian Air Force (RAAF). En vertu d'une modification

au contrat MSAAS, CAE Australie sera responsable de fournir des services complets de formation en vue d'appuyer la nouvelle flotte d'avions-citernes KC-30A de la RAAF pour une période initiale de huit ans. Le personnel de CAE en place à la base de la RAAF d'Amberley se chargera de l'instruction en classe et sur simulateur, de la mise au point du programme de formation, de la maintenance et du soutien des dispositifs de formation, et de la gestion des installations.

Brunei

Le ministère de la Défense du Brunei a octroyé à CAE un contrat portant sur la conception, le développement et la mise en place d'un Centre national de modélisation et de simulation (CNMS) clé en main et entièrement intégré. Le centre sera utilisé par les Forces armées royales et le ministère de la Défense du Brunei pour analyser les structures de forces, évaluer et valider les capacités, élaborer des doctrines et des tactiques, et appuyer les exercices d'entraînement et de répétition de missions.

Dans le cadre du projet, CAE assurera la mise en place du centre,

de l'infrastructure informatique et de réseautage, du centre de contrôle tactique, du développement de bases de données, des services d'intégration des systèmes, d'environnement synthétique, et de services de développement de scénarios et de soutien continu. Presagis, la société de logiciels commerciaux (COTS) de CAE, fournira une série de logiciels de simulation. Le CNMS sera également utilisé par d'autres organismes gouvernementaux du Brunei qui effectueront des activités de recherche et développement, de l'expérimentation et de la formation dans leurs champs de compétence respectifs.

Malaisie

CAE a signé un accord avec IGTEC, une société technologique du domaine de l'aéronautique établie en Malaisie, pour concevoir et construire un simulateur de missions C-130H. IGTEC construira un centre régional de simulation près de l'aéroport international Subang en Malaisie pour appuyer la formation des exploitants régionaux de l'appareil C-130 Hercules. CAE livrera le simulateur C-130H au nouveau centre de formation à la fin de 2012.



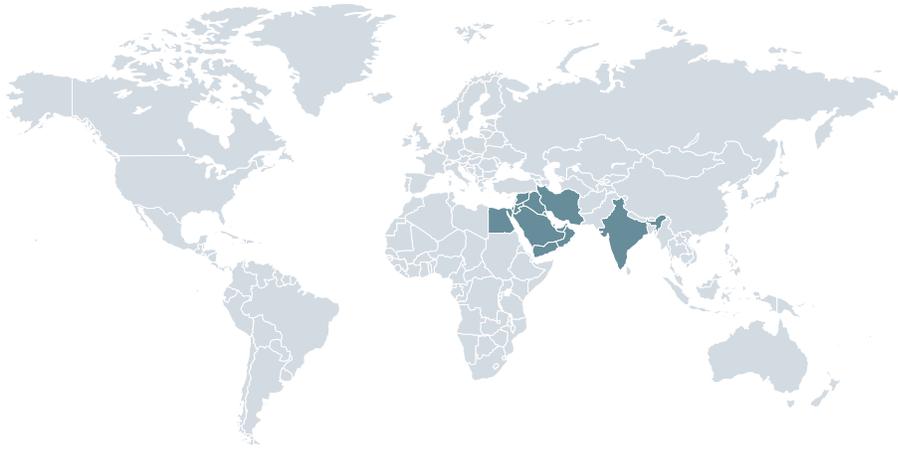
CAE a remporté un contrat portant sur la conception, le développement et la mise en place d'un Centre national de modélisation et de simulation (CNMS) clé en main au Brunei.



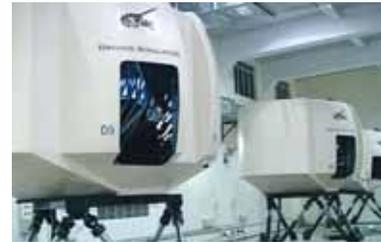
L'an dernier, CAE a effectué une importante mise à niveau du simulateur d'hélicoptère S-70A Black Hawk de l'Armée australienne en respectant les délais.

L'Helicopter Academy to Train by Simulation of Flying (HATSOFF) est le premier centre évolué de formation sur hélicoptère en Inde.





CAE conçoit un simulateur de missions C-130H pour la Force aérienne égyptienne.



CAE a développé des simulateurs de chars Arjun pour l'Armée indienne dans le but de former les conducteurs, les tireurs et les chefs d'équipage.

Défense

Inde / Moyen-Orient

Inde

CAE a continué à accroître sa présence en Inde avec l'atteinte d'étapes importantes à l'exercice 2011.

CAE a officiellement inauguré un nouveau complexe de 116 000 pi² destiné à l'aéronautique et à la défense à Bengaluru (Inde) le 11 février 2011. Dans cet établissement, CAE conçoit et développe des systèmes d'entraînement pour les forces de défense indiennes et exploite un centre d'excellence technique où sont développés des bases de données visuelles et d'autres composants logiciels destinés aux simulateurs de CAE.

De plus, l'Helicopter Academy to Train by Simulation of Flying (HATSOFF), une coentreprise appartenant à parts égales à Hindustan Aeronautics Limited (HAL) et à CAE, a amorcé la formation sur le simulateur d'hélicoptère Bell 412.

Des postes de pilotage additionnels représentant la variante civile de l'hélicoptère Dhruv construit par HAL, la variante de l'Armée indienne/Force aérienne indienne de l'hélicoptère Dhruv

et l'Eurocopter Dauphin s'ajouteront au centre de formation HATSOFF au cours de la prochaine année.

CAE a développé et fourni une série complète de systèmes d'entraînement sur les chars Arjun à l'Armée indienne, dans le but de former le conducteur, le tireur et l'équipage. Le char d'assaut Arjun a été développé par l'Organisation de recherche et développement pour le secteur de la défense et par l'Établissement de recherche et de développement en matière de véhicules de combat de l'Inde.

L'armée indienne a mis en place le premier régiment blindé composé de chars de combat principaux Arjun en 2009.

Égypte

CAE a remporté un contrat portant sur la conception et la construction d'un simulateur de missions C-130H pour la Force aérienne égyptienne. Le contrat a été octroyé à CAE USA dans le cadre du programme américain de vente de matériel militaire à l'étranger.

Le simulateur, qui sera livré au Caire (Égypte) en 2013, sera doté du système de mouvement électrique CAE True de même que de la solution visuelle de dernière génération de CAE qui renferme un système de visualisation de 210 degrés sur 50 degrés et un générateur d'images CAE Medallion-6000.

Le développement d'un environnement synthétique dynamique qui évolue en temps réel fournira des scénarios plus réalistes de répétition de missions et du soutien à la prise de décision opérationnelle aux commandants militaires.



Défense

Recherche et développement

Les forces de défense du monde entier se tournent actuellement vers la modélisation et la simulation pour répondre à leurs exigences en matière d'entraînement et de répétition de missions. Elles cherchent à réaliser des économies par rapport à la formation sur l'appareil réel sans pour autant compromettre le réalisme et l'expérience pratique acquise lors des exercices de combat à simple action. CAE s'efforce de rendre le monde virtuel le plus réaliste possible.

CAE a réuni des employés provenant de six endroits différents du monde dans le cadre d'un programme de R-D échelonné sur trois ans qui porte sur le développement d'un environnement synthétique dynamique. Avec l'aide d'employés de Presagis, une filiale qui développe des solutions logicielles COTS, cette équipe met au point un monde synthétique qui, comme le monde réel, varie au fil du temps.

Ce projet repose sur le développement d'un environnement synthétique qui évolue en fonction d'éléments comme les conditions météorologiques, les

missions ou d'autres facteurs ayant une incidence sur ce monde virtuel. Par l'intermédiaire d'un environnement synthétique réaliste et constant, les forces de défense peuvent s'entraîner en toute sécurité sur leurs bases tout en se préparant efficacement à réagir aux pires scénarios et aux missions les plus difficiles.

Cet environnement synthétique dynamique sera également en mesure de prendre en charge des scénarios fictifs, augmentant ainsi le recours à la modélisation et à la simulation non seulement pour la formation, mais aussi pour la prise de décision opérationnelle.

Systemes aériens sans pilote (UAS)

Les solutions aux missions sur UAS de CAE offrent une approche axée sur un niveau de coûts et de risques peu élevé pour ce qui est de la formation, de l'évaluation et des essais. Nous avons mis au point une solution UAS complète et conçue pour doter ce secteur de nouvelles capacités de formation aux missions virtuelles. En combinant

nos technologies et notre expérience en matière de simulation dans des domaines comme la simulation des instruments de détection, les effets d'armes, les forces générées par ordinateur, l'intelligence artificielle, les bases de données communes et la modélisation haute fidélité, nous fournissons une formation plus réaliste à tout l'équipage de missions sur UAS. Nos solutions de missions sur UAS fondées sur la simulation peuvent également être utilisées pour la recherche, l'élaboration de concepts, les essais, l'évaluation et la validation.

Les systèmes UAS sont de plus en plus utilisés pour les activités de surveillance, y compris la patrouille frontalière dans les régions éloignées.



CAE vise un réalisme accru au niveau de la formation des équipages de missions sur UAS.



CAE a mis en place un projet de recherche et développement visant à créer la base d'un environnement synthétique dynamique.

CAE Caesar est un simulateur de patient haute fidélité conçu principalement pour améliorer la formation initiale et continue des paramédics civils et militaires participant au soin des patients ayant subi des traumatismes sur les lieux de l'accident.





Nouveaux marchés principaux

Santé



CAE a vendu plus de 80 simulateurs chirurgicaux à des institutions prestigieuses partout dans le monde.



CAE VIMEDIX est un simulateur utilisé pour que les professionnels de la santé s'exercent à effectuer des examens échographiques au chevet du patient.

Par le biais d'acquisitions, de synergies internes et de partenariats avec des institutions et des professionnels de la santé, CAE tire parti de son savoir-faire et des meilleures pratiques du domaine de l'aviation pour accélérer le développement et l'adoption généralisée à l'échelle mondiale de solutions innovatrices de formation fondée sur la simulation dans le domaine des soins de santé.

Objectifs

CAE croit que les systèmes de santé du monde entier sont prêts à accueillir les solutions perfectionnées de formation fondée sur la simulation médicale. Pour tirer parti de cette occasion de marché, nous investissons dans le développement d'outils d'apprentissage et de solutions de simulation innovatrices pour la formation médicale dans le but d'offrir aux professionnels de la santé diverses plateformes de simulation qui leur permettront d'acquérir une expérience pratique et de mieux se préparer à traiter leurs patients. Notre objectif est de se tailler une place de premier plan dans ce marché émergent tout en contribuant à améliorer de façon mesurable la qualité de la formation en soins de santé, la sécurité des patients et l'efficacité des systèmes de santé.

Rapport d'activité

CAE Santé en est encore à ses débuts, mais plusieurs institutions renommées partout dans le monde ont déjà adopté ses solutions révolutionnaires en matière de formation médicale.

- CAE Caesar, un simulateur de patient haute fidélité conçu principalement pour améliorer la formation initiale et continue des paramédics civils et militaires participant au soin des patients ayant subi des traumatismes sur les lieux de l'accident, fait actuellement l'objet de plusieurs essais par divers corps d'armée américains.

- CAE Owl, un système de gestion de centres de simulation fondé sur les meilleures pratiques du domaine de l'aéronautique, a été sélectionné par huit centres canadiens de simulation en soins de santé, y compris l'Université du nord de la Colombie-Britannique et l'Université d'Ottawa.

- CAE VIMEDIX, un simulateur utilisé pour que les professionnels de la santé s'exercent à effectuer des examens échographiques au chevet du patient, a été vendu au Beth Israel Deaconess Medical Centre, un hôpital d'enseignement de la Harvard Medical School, et à la Mayo Clinic, de même qu'à plus de 45 autres centres répartis partout dans le monde.

- Le programme d'apprentissage en ligne sur l'échographie CAE ICCU a été adopté par l'American College of Chest Physicians (ACCP) qui l'intégrera dans son programme de formation en échographie dans le domaine des soins intensifs. Ce programme est également requis chez les professionnels de la santé qui cherchent à acquérir la certification de l'ACCP en échographie dans le domaine des soins intensifs.

- Plus de 80 simulateurs chirurgicaux ont été vendus à des établissements de soins de santé en Chine, au Japon, à Singapour, en Indonésie, en Inde, en Russie, en Turquie et au Royaume d'Arabie saoudite.

- CAE Santé a célébré la première année d'exploitation de deux centres canadiens de simulation en soins de santé qu'elle administre : le Michener Institute of Applied Health Sciences à Toronto et le centre de simulation de la faculté de médecine de l'Université de Montréal.

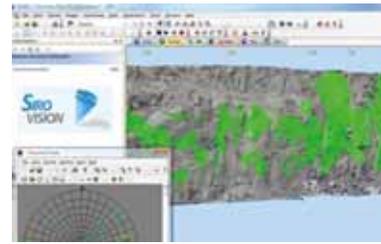
Les logiciels de planification, de gestion et d'optimisation de CAE Mines sont utilisés dans les établissements des clients répartis dans 50 pays.





Nouveaux marchés principaux

Mines



CAE Mines détient la licence du logiciel Sirovision qui permet la génération de modèles 3D de la structure d'une masse rocheuse par le biais du traitement d'images stéréoscopiques.



CAE Mines a mis au point un produit qui peut être utilisé conjointement avec le logiciel Sirovision et qui est doté de capteurs à distance pour analyser la structure de la masse rocheuse souterraine.

CAE est à l'avant-garde de l'industrie en matière de développement et de fourniture de technologies et de services innovateurs pour planifier, gérer et optimiser l'exploitation minière.

Objectifs

CAE a entrepris une stratégie à long terme visant à fournir les solutions les plus efficaces sur le plan de l'exploitation minière durable en combinant un savoir-faire propre à l'industrie avec un leadership reconnu dans les domaines de la modélisation, de la visualisation, de la simulation et de la formation. Notre objectif est de développer des logiciels, du matériel, des solutions de formation et des services intégrés de simulation pour l'industrie minière qui dépassent largement ceux actuellement offerts sur le marché. CAE tirera également parti de son expérience dans le domaine des centres d'exploitation éloignés étant donné que ces technologies sont adoptées par l'industrie minière mondiale pour répondre à la grave pénurie de main-d'œuvre à laquelle elle doit faire face.

Rapport d'activité

CAE a fait son entrée dans l'industrie minière par le biais de deux acquisitions

à l'exercice 2011. Elles ont renforcé notre expérience existante en fourniture d'outils perfectionnés de visualisation et de services professionnels.

- CAE Mines a vu le jour à la suite de l'acquisition de The Datamine Group, un important fournisseur de logiciels et de services de modélisation géologique, et de planification et d'optimisation des mines. Datamine possède des clients dans 70 pays, y compris les plus importantes sociétés minières au monde. Sur une période de près de 30 ans, cette société a bâti un catalogue complet de produits et de services de consultation allant de la gestion des données à la modélisation géologique, en passant par la planification et la gestion opérationnelle des mines. Datamine possède des bureaux de vente et de soutien à la clientèle dans neuf pays.

- CAE Mines a élargi son catalogue au début 2011 par le biais de l'acquisition de Century Systems Technologies, un fournisseur de systèmes de gouvernance et de gestion des

données géologiques. Ses applications logicielles et de gestion des données simplifient les processus d'exploitation et d'exploration des mines, et ont été utilisées par plus de 80 entreprises. Ces solutions permettent également aux sociétés minières de se conformer aux meilleures pratiques et aux lignes directrices en ce qui a trait à l'évaluation des ressources minérales établies par les organismes de réglementation internationaux.

- Les logiciels de planification, de gestion et d'optimisation de CAE Mines ont fait leur entrée dans d'importantes sociétés minières, notamment BHP Billiton, Vale et Anglo American. CAE Mines a ajouté 175 établissements de clients répartis dans 50 pays par le biais de nouvelles ventes de logiciels et de projets de mise en œuvre.

Quelque 120 employés ont agi à titre de représentants de CAE-Centraide au cours de cette campagne annuelle de collecte de fonds à Montréal.





Les employés de CAE ont participé à la construction d'un terrain de jeux pour le Boys & Girls Club à Atlanta (États-Unis).



Les employés de CAE des Pays-Bas, de la Belgique, du Royaume-Uni et de l'Espagne ont organisé un tournoi de soccer pour la Malayaka house, un organisme de bienfaisance en Ouganda.

Responsabilité sociale

CAE s'engage à exercer ses activités de manière durable, en insistant fortement sur de saines pratiques environnementales, la santé et la sécurité de ses employés, et l'appui soutenu envers la collectivité. En avril 2011, CAE a remporté le Prix Bombardier Aéronautique de la responsabilité sociale d'entreprise 2010. Ce prix rend hommage aux fournisseurs qui se distinguent par leurs initiatives en matière de responsabilité sociale d'entreprise.

Collectivité

L'esprit de générosité est profondément enraciné dans la grande famille de CAE à l'échelle mondiale. Chaque année, des employés appuient de nombreuses causes et participent à des activités qui visent à améliorer leur collectivité.

En 2010, les employés de Montréal ont remis la somme record de 737 929 \$ à Centraide, soit une augmentation de 18 % par rapport à l'année précédente. Le taux de participation a atteint 51 %, comparativement à 42 % à l'exercice 2009. Quelque 120 employés ont agi à titre de représentants de CAE-Centraide au cours de cette campagne annuelle de collecte de fonds. En témoignage de sa générosité, CAE a reçu deux prix Solidaires, dont le prix Appui global qui est le plus prestigieux à être remis à une entreprise de la part de Centraide du Grand Montréal. Centraide est la division québécoise de l'organisation United Way.

Les employés de CAE partout dans le monde organisent des activités de collecte de fonds et appuient

des organismes, en voici quelques exemples :

Les employés de CAE en Europe (Amsterdam, Bruxelles, Burgess Hill et Madrid) ont organisé leur tout premier Tournoi européen de soccer et ont amassé des fonds dans le cadre du programme local d'entreprise citoyenne de CAE. Un montant total de 1 560 € a été remis à la Malayaka House, un organisme de bienfaisance à Entebbe (Ouganda) qui vient au secours des enfants vivant dans la pauvreté et leur apporte des soins.

Des employés en Allemagne ont remis 5 000 € à un projet appelé Mittagessen im Kindergarten. Ce projet fournit à 160 jeunes enfants à la maternelle, issus de familles à faible revenu, un dîner santé.

Le centre de formation CAE Amsterdam, en collaboration avec la High Flyers Foundation, a invité neuf enfants gravement malades en compagnie de leurs parents à vivre une journée dans la vie d'un pilote. De plus, les employés de CAE Amsterdam

et de CAE Bruxelles ont amassé des fonds afin d'appuyer diverses causes, notamment un orphelinat aux Philippines, une église dans la région de Bijlmer à Amsterdam pour la communauté ghanéenne et un centre du Suriname à Amsterdam.

Tous les ans, pendant la période des Fêtes, les employés de CAE Tampa décorent un « Arbre des anges » au profit de la Heart Gallery of Tampa, un organisme visant à augmenter le nombre de familles adoptives pour les enfants dans le besoin. L'Arbre est décoré de noms d'enfants qui vivent dans des centres d'accueil et qui sont à la recherche d'un foyer permanent. Les employés de CAE Tampa jouent au Père Noël et leur remettent des cadeaux.

Les employés d'Ottawa ont amassé plus de 22 000 \$ en organisant une série d'activités comme des ventes de pâtisseries, des barbecues et des courses à pied. Les fonds ont été remis à plusieurs causes allant du fonds de secours aux sinistrés en Haïti à la recherche sur le cancer de la prostate, en passant par l'organisme United Way.



Le recours au simulateur de vol plutôt qu'à l'appareil réel pour la formation au pilotage permet d'économiser chaque année des millions de gallons de carburant. Avec le lancement des simulateurs d'hélicoptère de Série CAE 3000, CAE permet également au secteur de la formation sur hélicoptère d'en bénéficier.

Environnement

Les produits et services de CAE sont fondamentalement écologiques et nous innovons constamment pour les rendre encore plus verts.

Les simulateurs de vol de Série CAE 5000 et Série CAE 7000 sont équipés des systèmes de mouvement électrique CAE True qui réduisent les coûts d'exploitation, la consommation d'énergie, les travaux prévus de maintenance et les déchets dangereux. Par l'entremise de l'introduction des systèmes de mouvement électromécanique présents dans nos simulateurs, les clients ont réduit leur consommation moyenne d'énergie de près de 70 %. De plus, nous avons complètement éliminé l'utilisation de 400 gallons d'huile minérale par simulateur, de même que tous les travaux réguliers de maintenance associés à l'utilisation de l'huile hydraulique.

Les solutions de modélisation et de simulation offrent des avantages incontestables sur le plan de la réduction des gaz à effet de serre. Selon les estimations, 18,5 millions de gallons de carburant sont économisés chaque année lorsqu'un pilote s'entraîne sur un simulateur de vol CAE Boeing 747 au lieu d'utiliser l'appareil réel. Lorsque les forces de défense ont recours à

ces solutions, elles réduisent l'usure de l'équipement et des infrastructures civiles, comme les routes et les ponts. La formation fondée sur la simulation contribue également à faire de l'avion l'un des moyens de transport les plus sécuritaires.

CAE se conforme à des règlements environnementaux stricts dans l'exercice de ses activités. Nous respectons les directives européennes RoHS (Restriction de l'utilisation de certaines matières dangereuses) et le règlement REACH (Registration, Evaluation, Authorization and Restriction of Chemical substances) pour l'ensemble de nos produits de simulation, même ceux qui ne sont pas vendus en Europe. CAE continue d'évaluer l'applicabilité de la directive RoHS sur ses produits et a éliminé les substances dangereuses en remplaçant des matériaux et en modifiant des processus internes par des solutions plus écologiques.

Dans son usine à Montréal, CAE a entrepris plusieurs projets et a modifié divers processus afin de réduire la pollution. Nous avons élaboré un programme de maintenance et d'analyse chimique pour les bains galvanoplastiques, ce qui prolonge la durée de vie utile des produits chimiques de 500 %. CAE a mis en place un processus de nettoyage à

l'eau pour remplacer le solvant pétrolier auparavant utilisé pour nettoyer les pièces avant l'application de la peinture. Nos programmes d'inspection de l'équipement antipollution (installation de traitement des eaux résiduelles, épurateurs de gaz, etc.) dépassent largement les exigences et ont été qualifiés d'exemplaires par les inspecteurs gouvernementaux.

CAE a également mis en place le programme En route, en vert! qui fournit des incitatifs, des infrastructures et des outils de communication afin d'encourager les employés de Montréal à utiliser les transports en commun, le covoiturage ou le vélo pour se rendre au travail. CAE a reçu le prix Reconnaissance des Leaders en transport durable pour son rôle dans le domaine du transport durable. Ce prix vise à souligner les initiatives qui font la promotion du transport durable en entreprise.

Le recyclage est une priorité. Nous avons mis en place des programmes pour le recyclage des piles, du verre, des bouteilles de plastique, des boîtes métalliques, du papier et du carton. Nous récupérons les huiles usagées et le bois qui pourraient servir à des fins utiles, de même que les métaux. Plus de 70 % de tous nos matériaux résiduels produits dans l'usine à Montréal sont recyclés.

Revue financière





1. POINTS SAILLANTS	47
2. INTRODUCTION	48
3. À PROPOS DE CAE	49
3.1 Qui nous sommes	49
3.2 Notre vision	49
3.3 Notre stratégie et notre proposition de valeur	50
3.4 Nos activités	52
3.5 Variations de change	60
3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières	61
4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS	63
4.1 Résultats d'exploitation – Quatrième trimestre de l'exercice 2011	63
4.2 Résultats d'exploitation – Exercice 2011	64
4.3 Résultats d'exploitation – Exercice 2010 par rapport à l'exercice 2009	66
4.4 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés	66
5. RÉSULTATS PAR SECTEUR	67
5.1 Secteurs civils	68
5.2 Secteurs militaires	72
6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET DES LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS	76
6.1 Mouvements de trésorerie consolidés	76
6.2 Sources de financement	77
6.3 Partage des coûts avec les gouvernements	78
6.4 Obligations contractuelles	78
7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	79
7.1 Capital utilisé consolidé	79
7.2 Entités à détenteurs de droits variables	80
7.3 Arrangements hors bilan	81
7.4 Instruments financiers	82
8. ACQUISITIONS, REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET CESSIONS	85
8.1 Acquisitions	85
9. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ	86
9.1 Risques liés à l'industrie	86
9.2 Risques propres à la Société	87
9.3 Risques liés au marché	89
10. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES	90
10.1 Principaux changements de conventions comptables – Exercice 2011	90
10.2 Modifications futures de normes comptables	90
10.3 Estimations comptables critiques	98
11. CONTRÔLES ET PROCÉDURES	102
11.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information	102
11.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière	102
12. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	102
13. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	102
14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES	103

Rapport de gestion

pour le quatrième trimestre et l'exercice terminés le 31 mars 2011

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011

Revenus en hausse par rapport au trimestre précédent et à ceux du quatrième trimestre de l'exercice 2010

- Les revenus consolidés se sont établis à 464,4 millions \$ ce trimestre, en hausse de 53,1 millions \$, soit 13 %, par rapport au trimestre précédent et de 68,5 millions \$, soit 17 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010.

Bénéfice net en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2010, abstraction faite de la charge de restructuration

- Le bénéfice net s'est élevé à 49,7 millions \$ (soit 0,19 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 40,7 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) pour le trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 9,0 millions \$, soit 22 %, et comparativement à 40,5 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 9,2 millions \$, soit 23 %;
- Abstraction faite de la reprise de la provision de restructuration de 1,0 million \$ pour le trimestre, le bénéfice net s'est élevé à 48,9 millions \$ (soit 0,19 \$ par action). Abstraction faite de la charge de restructuration de 1,9 million \$ engagée au quatrième trimestre de l'exercice 2010, le bénéfice net s'est élevé à 42,3 millions \$ (soit 0,16 \$ par action).

Flux de trésorerie disponibles¹ de 161,2 millions \$ pour le trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies se sont établis à 190,5 millions \$ ce trimestre, comparativement à 32,2 millions \$ pour le trimestre précédent et à 148,7 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance¹ et les autres dépenses liées aux actifs se sont élevées à 19,3 millions \$ ce trimestre, comparativement à 17,2 millions \$ pour le trimestre précédent et à 26,2 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en espèces ont totalisé 10,1 millions \$ pour ce trimestre et pour le trimestre précédent, et 7,6 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent.

EXERCICE 2011

Revenus en hausse par rapport à l'exercice 2010

- Les revenus consolidés se sont établis à 1 629,0 millions \$, en hausse de 102,7 millions \$, soit 7 %, par rapport à l'exercice précédent.

Bénéfice net en hausse

- Le bénéfice net s'est élevé à 169,8 millions \$ (soit 0,66 \$ par action), comparativement à 144,5 millions \$ (soit 0,56 \$ par action) pour l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 25,3 millions \$, soit 18 %;
- Abstraction faite de la reprise de la provision de restructuration de 1,0 million \$ pour l'exercice, le bénéfice net s'est élevé à 169,0 millions \$ (soit 0,66 \$ par action). Abstraction faite de la charge de restructuration de 34,1 millions \$ engagée à l'exercice précédent, le bénéfice net s'était élevé à 168,6 millions \$ (soit 0,66 \$ par action) pour l'exercice 2010.

Flux de trésorerie disponibles de 147,1 millions \$

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies se sont établis à 247,0 millions \$ pour l'exercice, comparativement à 267,0 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance et les autres dépenses liées aux actifs se sont élevées à 63,5 millions \$ pour l'exercice, comparativement à 66,5 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes en espèces ont totalisé 37,9 millions \$ pour l'exercice, comparativement à 30,3 millions \$ pour l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ de 1 467,5 millions \$ à la fin de l'exercice

- Le capital utilisé a augmenté de 131,9 millions \$, soit 10 %, cet exercice;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 32,9 millions \$;
- Le fonds de roulement hors trésorerie¹ a augmenté de 54,0 millions \$, pour s'établir à 13,6 millions \$ à la fin de l'exercice 2011;
- La dette nette¹ a augmenté de 18,3 millions \$, pour s'établir à 198,1 millions \$ à la fin de l'exercice 2011.

COMMANDES¹

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes¹ pour le trimestre s'est établi à 1,03 (ratio combiné de 1,09 pour les secteurs civils et de 0,98 pour les secteurs militaires). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,14 (ratio combiné de 1,20 pour les secteurs civils et de 1,09 pour les secteurs militaires);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 1 854,5 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 279,6 millions \$ comparativement à l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes¹ s'établissait à 3 440,5 millions \$ au 31 mars 2011, en hausse de 397,7 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.

¹ Mesure hors PCGR (Voir point 3.6).

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a conclu des contrats d'une valeur prévue de 584,9 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu des nouvelles commandes de 330,8 millions \$ de contrats, notamment pour 29 simulateurs de vol (FFS).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu des nouvelles commandes de 558,9 millions \$ pour de nouveaux systèmes d'entraînement et des mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a conclu des contrats d'une valeur de 379,9 millions \$.

ACQUISITIONS ET COENTREPRISES

- Au premier trimestre de l'exercice 2011, nous avons acquis Datamine Corporate Limited (Datamine). Datamine est un fournisseur de services et de logiciels d'optimisation des mines;
- Au premier trimestre de l'exercice 2011, nous avons acquis la participation sans contrôle restante dans l'Academia Aeronautica de Evora S.A.;
- Au quatrième trimestre de l'exercice 2011, nous avons acquis Century Systems Technologies Inc. (Century). Century est un fournisseur de systèmes de gouvernance et de gestion des données géologiques desservant l'industrie minière;
- Au quatrième trimestre de l'exercice 2011, nous avons acquis les actifs de la division Technology Assisted Learning (TAL) de RTI International. TAL conçoit, construit et livre des dispositifs d'entraînement à la maintenance de même que des entraîneurs virtuels de bureau pour les blindés et les véhicules blindés de combat de l'U.S. Army;
- Au quatrième trimestre de l'exercice 2011, nous avons acquis les actifs des activités de formation de CHC Helicopter. Nous serons responsables de la formation en pilotes d'hélicoptères et d'ingénieurs de maintenance de même que de la fourniture de formation générale, de dotation en pilotes et de certaines formations aux missions de recherche et de sauvetage;
- Au cours de l'exercice 2011, nous nous sommes engagés dans deux coentreprises : China Southern West Australia Flying College (CSWAFC) au premier trimestre (participation de 47 %) et CAE-Lider Training do Brasil Ltda au quatrième trimestre (participation de 50 %).

AUTRES

- Le 1^{er} avril 2011, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable de 450,0 millions \$US afin de repousser la date d'échéance de deux ans, celle-ci passant d'avril 2013 à avril 2015.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2011* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2011;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2010;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 19 mai 2011 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion) pour l'exercice et le trimestre clos le 31 mars 2011, ainsi que les états financiers consolidés et les notes qui les complètent pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours de l'exercice 2011. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Toute l'information trimestrielle présentée dans le rapport de gestion est fondée sur des chiffres non vérifiés.

D'autres renseignements figurent dans nos états financiers consolidés annuels que vous trouverez dans le rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Le rapport de gestion vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Les variations de change;
- Les mesures hors PCGR et les autres mesures financières;
- Les résultats consolidés;
- Les acquisitions, regroupements d'entreprises et cessions;
- Les risques et les incertitudes liés à notre activité;
- Les modifications de conventions comptables;
- Les procédures et moyens de contrôle;
- Le rôle de surveillance du comité de vérification et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et *font* aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée du cycle de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies plus loin dans le présent rapport de gestion, sous la rubrique *Risques et incertitudes liés à notre activité*.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial en matière de technologie de modélisation et de simulation de même que de solutions de formation pour les secteurs de l'aéronautique civile et de la défense. CAE est présente dans le monde entier, comptant plus de 7 500 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans plus de 20 pays. Nos revenus annuels sont supérieurs à 1,6 milliard \$ et proviennent à hauteur de près de 90 % d'exportations mondiales et d'activités internationales. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires et d'un vaste réseau mondial de formation aéronautique, lequel compte 32 centres de formation civils, militaires et sur hélicoptères à partir desquels nous assurons chaque année la formation de plus de 80 000 membres d'équipage civils et militaires. Nous tirons environ la moitié de nos revenus de la vente de produits de simulation, de logiciels et de mises à niveau de simulateurs, le reste provenant de services, dont la formation, la maintenance, les services aéronautiques et les services professionnels. Nous tirons parti de ces compétences et de nos pratiques exemplaires en matière d'aviation pour nous tailler une place dans de nouveaux marchés, comme les soins de santé et les mines, soumis à des impératifs opérationnels semblables.

Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol (FFS) qui recréent le comportement des appareils dans une large gamme de situations et de conditions ambiantes. Les systèmes visuels très perfectionnés reproduisent des centaines d'aéroports et d'emplacements géospécifiques dans le monde, ainsi qu'une vaste gamme de pistes d'atterrissage et d'environnements de vol. Ajoutant le mouvement et les effets sonores à cette simulation visuelle, les simulateurs plongent les pilotes et les équipages dans un environnement d'entraînement réaliste à tous les niveaux.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 60 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Nous voulons que CAE soit synonyme de sécurité, d'efficacité et de préparation aux missions. Nous voulons être le partenaire de mission de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des produits et des services innovateurs en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et de permettre la prise de meilleures décisions.

3.3 Notre stratégie et notre proposition de valeur

Notre stratégie

Nous sommes l'un des plus importants fournisseurs de services de formation faisant appel à la modélisation et à la simulation et de solutions d'aide à la prise de décisions dans le monde. À l'heure actuelle, nous servons des clients œuvrant dans deux principaux marchés : le marché aéronautique civil et le marché de la défense. Nous étendons nos compétences à de nouveaux marchés pour les services de formation fondée sur la simulation et les solutions d'optimisation dans les secteurs des soins de santé et des mines.

L'un des principes clés de notre stratégie dans nos principaux marchés, soit le marché aéronautique civil et le marché de la défense, est de tirer une partie importante de nos activités de la flotte existante. Nous proposerions notamment des solutions à nos clients à l'égard des avions civils et militaires dans le monde. Par le passé, le principal facteur de croissance de nos activités était la livraison de nouveaux avions commerciaux. Notre secteur PS/C, qui a compté pour 17 % de nos revenus consolidés à l'exercice 2011, est celui qui dépend le plus de ce facteur de marché, qui est très cyclique. Grâce à nos efforts de diversification, nos autres activités nous procurent surtout des sources de revenus plus stables et plus récurrentes, notamment la formation et services associés ainsi que les produits et services de simulation au marché militaire.

En plus de diversifier nos sources de revenus parmi nos clients, notre stratégie demande également davantage d'équilibre entre les produits, lesquels tendent à être plus à court terme et cycliques, et les services, lesquels tendent à être plus à long terme et stables. En outre, nous continuons à diversifier nos sources de revenus à l'échelle mondiale. Nous sommes ainsi en mesure d'offrir nos solutions à proximité des installations des clients, ce qui constitue d'après nous un avantage concurrentiel. Par conséquent, nous dépendons moins d'un marché en particulier et, étant donné que la conjoncture est rarement la même d'un pays à l'autre, nous sommes d'avis que cette stratégie nous permet de maintenir une stabilité à l'égard de nos revenus. Nous investissons dans les marchés développés et émergents afin de tirer profit des occasions d'affaires actuelles et futures. Environ le tiers de nos revenus proviennent des États-Unis, un autre tiers de l'Europe, alors que le reste du monde se partage le dernier tiers, y compris les marchés émergents à croissance rapide. Nous poursuivons la mise en œuvre de notre stratégie de croissance en investissant de façon judicieuse afin d'être en mesure de répondre aux besoins à long terme de nos clients des secteurs de l'aéronautique et de la défense, de même qu'en investissant dans des secteurs parallèles à nos marchés principaux et dans nos nouveaux marchés principaux.

Proposition de valeur

La valeur que nous proposons aux clients est la capacité d'accroître la sécurité de leurs activités, d'améliorer la préparation aux missions dans des situations pouvant présenter des dangers et de diminuer leurs coûts en les aidant à améliorer leur efficacité opérationnelle. Nous offrons un éventail de produits et de services qui améliorent les capacités de planification et de prise de décisions de nos clients, ainsi qu'une vaste gamme de produits et services, lesquels peuvent être personnalisés pour répondre aux besoins des clients et adaptés en fonction de l'évolution de leurs besoins tout au long du cycle de vie de leurs activités. Nous sommes également un fournisseur de produits et services largement présent dans le monde. Par conséquent, nous sommes en mesure de fournir des solutions à proximité de nos clients, ce qui constitue un facteur coût-bénéfice important pour eux.

Nos compétences de base et avantages concurrentiels comprennent :

- Chef de file mondial en technologies de modélisation et de simulation;
- Connaissance approfondie des méthodes de formation et d'apprentissage visant l'utilisation de systèmes complexes faisant appel à la modélisation et à la simulation;
- Éventail complet de produits, services et solutions de formation;
- Relations durables avec les clients;
- Présence mondiale étendue et connaissance approfondie des pays dans lesquels nous sommes présents;
- Valeur reconnue;
- Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés;
- Soutien à la clientèle de premier plan;
- Présence bien établie sur les nouveaux marchés et les marchés émergents.

Chef de file mondial en technologies de modélisation et de simulation

Nous jouissons d'un leadership technologique manifeste. Des pilotes des quatre coins du monde considèrent nos simulations comme étant ce qui se rapproche le plus des conditions de vol réelles. Nous avons toujours su garder une longueur d'avance pour ce qui est de l'évolution technologique des systèmes de formation et de simulation de vol, et innover en mettant des produits inédits sur le marché. Nous avons élaboré des simulateurs pour toute la gamme des gros avions civils, pour bon nombre des principaux avions de transport régional et avions d'affaires, et pour certains types d'hélicoptères civils. Nous sommes aussi un chef de file dans le domaine de la fourniture de produits de simulation et de formation sur les avions de transport à voilure fixe, les avions de patrouille en mer et de nombreux hélicoptères à usage militaire. Nous jouissons par ailleurs d'un vaste savoir, d'une expérience poussée et d'une grande crédibilité pour ce qui est de la conception et du développement de simulateurs des avions prototypes de la plupart des grands avions. Nous avons amené notre expertise en modélisation et simulation au-delà de la formation vers d'autres secteurs essentiels à la mission pour lesquels ces technologies servent à la prise de meilleures décisions. Nous commençons à étendre nos compétences pour pénétrer de nouveaux marchés, notamment ceux des soins de santé et des mines.

Connaissance approfondie des méthodes de formation et d'apprentissage visant l'utilisation de systèmes complexes faisant appel à la modélisation et à la simulation

En lançant nos solutions de formation et nos didacticiels CAE Simfinity^{MC}, nous avons révolutionné le domaine de la formation aéronautique. Le poste de pilotage peut ainsi être recréé virtuellement dans la salle de cours dès le début de la formation au sol, ce qui rend la formation d'autant plus efficace et pertinente. À partir de la gamme de produits CAE Simfinity^{MC}, nous concevons les entraîneurs utilisés dans le cadre des programmes de formation des pilotes et des techniciens de maintenance d'Airbus. Nous avons également élaboré des solutions d'apprentissage en ligne pour permettre aux pilotes et aux techniciens de suivre la formation n'importe où, n'importe quand.

Éventail complet de produits, services et solutions de formation

Grâce à un important réseau de centres de formation, nous sommes un chef de file mondial dans le domaine de la formation aéronautique. Cela nous permet de fournir une solution complète qui répond aux besoins des clients en matière de placement et de formation des pilotes. Nos programmes civils de formation au pilotage, qui couvrent plus de 90 différents modèles d'aéronefs, y compris les avions d'affaires, les hélicoptères civils et les avions de ligne, répondent à la demande en matière de formation initiale, périodique, à la qualification de type et à la maintenance. Notre solution de dotation en pilotes civils ajoute de la valeur et fait croître les entreprises de nos clients en leur offrant des services de dépistage, d'évaluation, de sélection, de formation et de placement de pilotes. De plus, nous offrons des services au civil de formation initiale des pilotes par l'intermédiaire de l'Académie mondiale CAE, le plus important réseau d'écoles de pilotage au monde (11 établissements). Avec plus de 60 ans d'expérience en simulation, nous sommes des spécialistes de l'industrie en matière de formation aéronautique et nous offrons une solution complète dans le domaine de la formation civile.

Relations durables avec les clients

Nous sommes en affaires depuis plus de 60 ans et avons établi des liens avec la majorité des compagnies aériennes dans le monde et avec les forces de défense nationales d'environ 50 pays, notamment l'ensemble des corps d'armée américains. Nos comités consultatifs des clients et nos comités consultatifs techniques font appel à des compagnies aériennes et à des exploitants du monde entier. Parce que nous sommes à l'écoute des clients, nous comprenons clairement leurs besoins et sommes en mesure de leur fournir des produits et des services innovateurs qui les aident à améliorer la sécurité et l'efficacité de leurs activités et à prendre de meilleures décisions.

Présence mondiale étendue et connaissance approfondie des pays dans lesquels nous sommes présents

Nous exerçons des activités et nous offrons de la formation et des services de soutien dans plus de 20 pays répartis sur cinq continents et offrons nos produits et services aux clients de plus de 150 pays. Cette vaste présence géographique nous permet de répondre rapidement et économiquement aux besoins des clients et de saisir de nouvelles occasions d'affaires tout en ayant une compréhension approfondie des lois et coutumes locales et en nous y conformant. Nous exploitons une flotte de plus de 170 simulateurs de vol et de missions dans 32 centres de formation civils, militaires et sur hélicoptères afin de répondre aux nombreux besoins opérationnels de nos clients sur le plan de l'exploitation. Notre flotte comprend des simulateurs pour tous les types d'aéronefs des principaux fabricants, y compris des jets commerciaux, des jets d'affaires et des hélicoptères, tant pour le marché civil que militaire.

Valeur reconnue

Nos simulateurs sont parmi les mieux cotés de l'industrie sur le plan de la fiabilité et de la disponibilité. Cet avantage est essentiel puisque les simulateurs sont appelés à fonctionner jusqu'à 20 heures par jour.

Notre vaste présence mondiale nous permet de tisser des liens étroits et durables avec nos clients. En plus de promettre des technologies de pointe, notre marque est associée à un soutien à la clientèle de premier plan. La taille de la structure de vente et de soutien de CAE rivalise avec la taille globale de plusieurs de nos concurrents.

Nous concevons des simulateurs que nos clients peuvent mettre à niveau par la suite, soit pour suivre l'évolution technique des appareils, soit pour satisfaire à de nouvelles règles de navigabilité.

Alors que nous pénétrons les nouveaux marchés, notamment les secteurs des soins de santé et des mines, nous réalisons que la marque CAE est largement reconnue comme la marque de référence en matière de technologies de modélisation et de simulation, et de services de formation.

Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés

Nous continuons d'élaborer des solutions et de livrer des programmes complexes sur le plan technique dans les délais prévus pour assurer que les équipages et les troupes de partout dans le monde sont entraînés et prêts pour les missions, y compris des simulateurs MH-60 pour l'U.S. Navy; des simulateurs C-130J pour les forces de défense des États-Unis, de l'Inde et du Canada; des simulateurs MRH90 pour les Forces de défense australiennes, la Marine royale néerlandaise et les Forces armées allemandes; des dispositifs de formation sur l'aéronef multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330 pour la Royal Australian Air Force, la UAE Air Force et la Royal Saudi Air Force; et des simulateurs d'entraînement pour jets M-346 pour les Forces aériennes italiennes et un client du secteur militaire en Asie. Ces programmes et d'autres encore s'ajoutent à notre investissement continu en R-D pour consolider notre leadership technologique et renforcer notre savoir-faire en gestion de la livraison de programmes complexes dotés de la simulation des capteurs aux fins des activités en mer, d'environnements tactiques synthétiques aux fins des activités navales et de chasse, ainsi que de nos technologies de visualisation et de bases de données communes qui produisent des environnements synthétiques immersifs et évolués pour fournir la formation la plus efficace possible.

Soutien à la clientèle de premier plan

Nous accordons une grande importance au soutien après-vente, lequel est souvent essentiel et peut nous valoir de nouveaux contrats de vente ainsi que des occasions d'affaires en prestation de services de mise à niveau et de maintenance. Nos pratiques en matière de soutien à la clientèle, notamment un portail client Web, un tableau de bord du rendement et des fiches de rendement automatisées, ont donné lieu à une amélioration du soutien à la clientèle selon les commentaires obtenus des clients.

Présence bien établie sur les nouveaux marchés et les marchés émergents

Notre approche à l'égard des marchés mondiaux consiste à ce que nous soyons considérés comme une société présente dans plusieurs pays et non comme une société étrangère. Cette approche nous a permis d'être les premiers à pénétrer des marchés en croissance, tels que la Chine, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est.

3.4 Nos activités

CAE dessert essentiellement deux grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes spécialisés dans la formation d'élèves-pilotes et les organismes de formation aéronautique;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier.

Nous avons commencé à desservir le marché des soins de santé, particulièrement des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des entreprises médicales et des constructeurs, ainsi que le marché minier, desservant des entreprises minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur.

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre quatre secteurs, un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun des deux marchés. Chacun des secteurs compte pour une part importante de nos résultats.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires au personnel navigant et au personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés

Notre secteur FS/C est le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous exploitons un important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale. Nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation générale, l'aviation régionale, l'aviation commerciale, les exploitants d'hélicoptères civils et l'aviation d'affaires. Nous offrons une gamme complète de services, notamment l'élaboration de solutions et de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des techniciens de maintenance, la gestion des stocks de pièces de rechange des simulateurs, l'apprentissage en ligne et les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour permettre l'étude efficace et la compréhension des données de vol enregistrées dans le but de rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et d'améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. L'Académie mondiale CAE est le plus important réseau d'écoles de formation d'élèves-pilotes au monde avec une flotte de près de 300 appareils dans les écoles de pilotage détenues et exploitées par CAE et chez les membres indépendants de l'Académie mondiale CAE, et une capacité de formation de plus de 1 800 élèves-pilotes chaque année. Parallèlement à l'Académie mondiale CAE, nous offrons aux compagnies aériennes une solution à long terme en matière de recrutement des pilotes grâce à notre service de placement. Cette capacité nous permet de synchroniser la formation d'élèves-pilotes de ligne et la demande de pilotes de notre bassin mondial de clients. Nous nous sommes hissés à ce rang grâce à des acquisitions, à des coentreprises et à des investissements internes dans des installations neuves. Nous exploitons actuellement 156 FFS, et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans une vingtaine de pays partout dans le monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des organismes de formation aéronautique (FTO) et des centres appartenant à des tiers. Nous effectuons des investissements sélectifs afin d'ajouter de nouvelles unités NESA (nombre équivalent de simulateurs actifs) dans notre réseau en vue de maintenir notre position, d'accroître notre part de marché et de répondre aux nouveaux créneaux qui pourraient s'ouvrir.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, construit et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Notre secteur PS/C est le chef de file mondial de la fourniture de matériels de simulation de vol pour l'aviation civile. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous possédons une grande expérience en matière de conception de simulateurs pour de nouveaux types d'appareils, dont plus de 25 modèles différents. Tout récemment, nous avons conçu, ou conclu des contrats pour concevoir, des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, les Boeing 747-8 et 787, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR 42-600 et 72-600, les Bombardier CSeries, Global Express et Learjet 85, les Embraer Phenom 100 et 300, le Dassault Falcon 7X et l'ARJ21 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la mise à niveau de simulateurs, les services de maintenance, la vente de pièces de rechange et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, la croissance de la capacité et du trafic passager est surtout tributaire du PIB mondial. Cette mesure de l'activité économique sous-tend le fait que l'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Grâce aux populations de plus en plus prospères de ces régions, les taux de croissance dans les marchés émergents comme la Chine, l'Inde, l'Amérique du Sud, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est ont surclassé la croissance des marchés parvenus à maturité comme l'Europe et l'Amérique du Nord. Ce niveau d'activité vigoureux a contribué au nombre élevé d'avions commerciaux en carnet, soit quelque 8 000 appareils. Les constructeurs OEM d'avions commerciaux ont intensifié leur production et ont annoncé de nouveaux programmes, notamment les Airbus A320NEO et A350, les Boeing B747-8 et B787, le Bombardier CSeries et le Mitsubishi MRJ. D'autres constructeurs OEM ont également annoncé de nouvelles plateformes, comme l'UAC SSJ100, qui vient d'entrer en service en Russie, de même que les appareils COMAC ARJ121 et C919.

Dans le secteur de l'aviation d'affaires, les commandes d'appareils et l'utilisation sont aussi surtout tributaires du PIB, mais plus précisément de la rentabilité des entreprises. Durant la plus récente récession, le secteur a été touché par une chute des livraisons d'appareils et par une diminution importante des heures et des cycles de vol dont il ne s'est pas encore remis. Bien que les indicateurs soient positifs, autant en ce qui a trait à la croissance des bénéfices des entreprises aux États-Unis qu'à l'utilisation, les livraisons d'appareils et l'utilisation des avions exploités aux États-Unis doivent encore s'améliorer de l'ordre de 15 % à 20 % pour regagner le terrain perdu durant la récession. Au cours des derniers mois, d'importants constructeurs d'avions d'affaires, dont Bombardier, Dassault et Gulfstream, ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils, ce qui illustre leur confiance envers le marché. La demande de formation sur avions d'affaires s'est améliorée dans les secteurs des appareils de grande dimension et de moyenne dimension, alors que dans le secteur des appareils de petite dimension, elle demeure stable quoique faible. La demande devrait reprendre avec l'amélioration soutenue de facteurs économiques tels que la croissance des profits des entreprises et la hausse des dépenses en immobilisations.

Dans le secteur PS/C, le niveau d'activité du marché s'est relevé durant l'exercice. Cependant, la concurrence demeure intense et les prix se sont légèrement améliorés par rapport à ceux qui avaient cours durant la récession. Au cours de l'exercice 2011, nous avons reçu des commandes pour 29 FFS. Pour l'instant, nous prévoyons des ventes semblables pour l'exercice 2012.

Les tendances suivantes appuient notre point de vue optimiste à moyen et à long terme en ce qui concerne le marché civil :

- Carnets de commandes d'appareils;
- Nouvelles plateformes moins énergivores;
- Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés;
- Exigences internationales pour la certification des dispositifs de formation au vol (FSTD);
- Resserrement des exigences de formation.

Carnets de commandes d'appareils

La conjoncture du marché de l'aviation civile commerciale s'est considérablement améliorée depuis la dernière récession mondiale. Au cours de l'année 2010, Boeing a reçu un total net de 530 commandes d'appareils neufs (commandes fermes moins les annulations), comparativement à 142 pour l'année 2009, et Airbus a reçu un total net de 574 commandes au cours de l'année 2010, comparativement à 271 pour l'année 2009. Bien que Boeing et Airbus aient reçu un total net de 106 commandes et de 1 commande, respectivement, pour le trimestre terminé le 31 mars 2011, les niveaux élevés de leurs carnets de commandes, soit plus de 3 000 appareils chacun, devraient créer des occasions d'affaires pour l'ensemble de notre catalogue de produits et de services de formation. En 2010, Boeing a fait état d'un total de 462 livraisons d'appareils commerciaux, tandis qu'Airbus a annoncé 510 livraisons pendant la même période. Les chiffres sont essentiellement restés stables par rapport à l'année précédente. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2011, Boeing a fait état d'un total de 104 livraisons d'appareils commerciaux, tandis qu'Airbus a annoncé 119 livraisons pendant la même période.

En 2010, Airbus a annoncé qu'elle allait augmenter la production de jets de la gamme A320 afin de la porter à 40 appareils par mois d'ici le premier trimestre de 2012. Pour la gamme A320, Airbus a récemment mentionné que le rythme de production pourrait atteindre 42 ou même 44 appareils par mois après 2012, et Airbus a également annoncé son intention de lancer l'A320 NEO (New Engine Option). Boeing a aussi annoncé des plans visant l'augmentation graduelle de la production du 737NG, qui passerait de 31,5 appareils par mois à 35 d'ici le début de 2012 puis à 38 d'ici le deuxième trimestre de 2013. En ce qui concerne le 737NG, Boeing évalue également la possibilité de porter la production à 42 appareils par mois, puis d'atteindre ultérieurement 50 par mois. Pour ce qui est du 777, la production mensuelle passera de 5 à 7 appareils par mois d'ici le milieu de 2011, puis elle sera haussée à 8,3 appareils par mois au premier trimestre de 2013. Les hausses seront mises en œuvre graduellement, et devraient ultimement se traduire par une augmentation de la demande pour les produits et les services de formation.

Un nouveau vent d'optimisme souffle sur le secteur de l'aviation d'affaires. Les commandes d'aéronefs d'affaires sont en hausse, en raison de la demande d'appareils de grande dimension, surtout dans les marchés internationaux et émergents. Bien qu'il règne toujours une certaine incertitude, les constructeurs ont accru leur taux de production et ont lancé un grand nombre de nouveaux programmes. Au dernier trimestre de 2010, les livraisons mondiales ont augmenté de 7 % par rapport à l'année précédente, selon la General Aviation Manufacturers Association (GAMA). En outre, le nombre de vols de jets d'affaires s'est accru au cours des 12 derniers mois, surtout pour ce qui est des vols outre-mer, selon la Federal Aviation Administration (FAA). Cette année, NetJets, le plus important exploitant de jets privés au monde, a signé une commande ferme visant 50 jets d'affaires Global de Bombardier, avec la possibilité d'acquérir 70 appareils supplémentaires. À l'automne 2010, NetJets avait déjà commandé 50 Phenom 300 auprès d'Embraer, avec la possibilité d'acquérir 75 appareils supplémentaires. Ces commandes d'envergure sont une preuve encourageante de la reprise du secteur des jets d'affaires, qui se remet lentement du ralentissement économique.

Nouvelles plateformes moins énergivores

Les constructeurs OEM ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes qui vont stimuler la demande mondiale en simulateurs et en services de formation. Les Boeing 747-8 et 787, l'Airbus A350 XWB, l'Airbus A320 NEO, l'Embraer 190, le Dassault Falcon 7X, les jets très légers et légers Embraer Phenom 100 et 300, le MRJ, le COMAC ARJ21 ainsi que les Bombardier Learjet 85 et CSeries en sont des exemples récents.

L'arrivée de nouvelles plateformes va entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour resserrer les liens avec eux et être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ainsi, au cours de l'exercice 2010, nous avons signé avec Bombardier des contrats en vertu desquels nous utiliserons notre savoir-faire en matière de simulation et de modélisation pour appuyer la conception, le développement et la validation des nouveaux avions CSeries. Nous développerons également le premier simulateur de vol CSeries. Au premier trimestre de l'exercice 2011, nous avons conclu une entente avec ATR qui servira de cadre d'application pour la fourniture d'une série de produits et de services de soutien aux exploitants d'appareils ATR, y compris le développement du premier simulateur de vol pour le nouvel appareil ATR42/72-600. Au deuxième trimestre de l'exercice 2011, nous avons annoncé la fourniture à Mitsubishi Aircraft Corporation d'un programme de fournisseur exclusif de solutions de formation de 10 ans pour développer et fournir une solution de formation complète pour le nouveau jet régional Mitsubishi (MRJ). Parallèlement à cette entente, nous élargissons notre réseau de formation et développons deux simulateurs de vol MRJ de Série CAE 7000 de même que des dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC}. Au deuxième trimestre de l'exercice 2011, nous avons aussi annoncé la conclusion d'un contrat avec Airbus visant la conception et la construction de deux FFS de Série CAE 7000 pour l'Airbus A350 XWB, soit les premiers simulateurs au monde pour ce nouvel appareil long-courrier. Nous concevrons aussi six dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} pour l'Airbus A350 XWB. Cependant, si le programme subit des retards et que, par conséquent, les livraisons de nouveaux appareils sont aussi retardées, nos prises de commandes et nos livraisons le seront également.

Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de l'Asie du Sud-Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de la Chine, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité. On prévoit également la libéralisation progressive de leurs politiques de transport aérien et la conclusion d'accords bilatéraux en la matière. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande de la vaste gamme de produits et de services offerts par CAE.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Le trafic passager a augmenté de 8,2 % et le fret-tonne-kilomètre, de plus de 20,6 %, pour l'année 2010 par rapport à l'année 2009. Au cours des trois premiers mois de l'année 2011, le trafic passager a progressé de 5,9 % comparativement aux trois premiers mois de l'année 2010, tandis que le fret-tonne-kilomètre s'est accru de 4,6 %. Au cours des 20 dernières années, la croissance moyenne du trafic aérien a été de 4,8 %, et nous estimons que pour les 20 prochaines années, le trafic aérien, tant pour les passagers que pour les marchandises, atteindra cette croissance ou la surpassera légèrement. Parmi les événements majeurs susceptibles de perturber cette croissance soutenue, notons l'instabilité politique régionale, le terrorisme, une pandémie, des catastrophes naturelles, une forte hausse soutenue du prix du carburant, une crise économique prolongée ou d'autres événements mondiaux.

Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de membres d'équipage qualifiés dans plusieurs marchés. Les contraintes sur l'offre comprennent le vieillissement des équipages, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques. Dans les marchés à croissance élevée comme l'Inde, la Chine, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, on s'attend à ce que la croissance à long terme du trafic aérien soit plus forte que dans les pays développés, et l'infrastructure nécessaire pour satisfaire la demande prévue est absente.

Cette pénurie crée des occasions d'affaires pour le placement de pilotes, notre formule clé en main qui inclut des services d'évaluation, de sélection, de formation et de placement de pilotes. Elle crée aussi des débouchés pour l'Académie mondiale CAE qui regroupe actuellement 11 organismes de formation aéronautique dans le monde, ce qui en fait le plus important réseau d'écoles de formation initiale. De concert avec nos partenaires, nous sommes, grâce à l'Académie mondiale CAE, en mesure de former plus de 1 800 élèves-pilotes chaque année pour leur permettre de devenir des pilotes d'appareils à voilure fixe professionnels ou des pilotes d'hélicoptères. En outre, la pénurie mondiale de techniciens de maintenance nous donne la possibilité de placer plus rapidement nos solutions pour la formation technique. Cette tendance touche aussi les agents de bord pour lesquels nous fournissons également des solutions de formation.

Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commence à jouer un rôle encore plus important avec le processus d'attestation de compétence par une licence de pilote en équipage multiple (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qu'adoptent graduellement les autorités de réglementation de l'aviation partout dans le monde. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes compétents d'avions de ligne modernes. Au quatrième trimestre de l'exercice 2010, nous avons lancé un programme bêta de MPL avec AirAsia pour répondre aux nouvelles exigences fondées sur le rendement développées par Transports Canada. Jusqu'à présent, le programme bêta a atteint ou dépassé toutes les attentes, et le premier groupe de stagiaires a complété les phases Formation principale et Formation de base du programme. Si le processus MPL continue d'être adopté et de gagner en popularité dans les marchés comme ceux de la Chine, de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est et du Moyen-Orient où le besoin en pilotes qualifiés formés de manière la plus efficace possible est le plus important, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Exigences internationales pour la certification des dispositifs de formation au sol

Pendant l'été 2009, l'OACI a publié une analyse stratégique définissant les exigences de simulation de vol pour la certification des dispositifs de formation au vol (FSTD) dans les 190 pays membres de l'OACI. Selon le document de l'OACI, le FSTD standard de plus haute fidélité de l'OACI (type VII) est exigé dans chacune des étapes obligatoires d'un certain nombre de formations essentielles, notamment la formation initiale et périodique, la licence MPL et la licence de pilote de ligne. Ce document confirme ainsi et reconnaît la nécessité à long terme des FSTD de haute fidélité pour ces types de formations essentielles. Les exigences de certification du simulateur de type VII de l'OACI requièrent une plus grande fidélité dans la simulation (dans la simulation visuelle, le mouvement, les effets sonores et la simulation du contrôle du trafic aérien) que celle de l'actuel simulateur de niveau D, et nous pensons qu'en raison de nos capacités de formation et de notre savoir-faire, nous serons en mesure de répondre à l'accroissement de la demande de formations plus réalistes et immersives. Une initiative semblable de l'OACI a été entreprise, qui vise à établir les exigences pour les FSTD d'hélicoptères civils.

Resserrement des exigences de formation

Le 1^{er} août 2010, les États-Unis ont approuvé l'*Airline Safety and Federal Aviation Administration Act of 2010*. Cette loi exige que la FAA développe et publie de nouveaux règlements ainsi que des mises à jour devant entrer en vigueur entre août 2012 et août 2013 et visant des enjeux importants tels que :

- Des restrictions quant au temps de vol et à la période de service de vol afin de diminuer la fatigue des pilotes, ce qui aurait pour effet d'accroître l'effectif de pilotes;
- De nouveaux règlements régissant la formation spécialisée des pilotes, notamment en matière de décrochage, de perte de contrôle, d'accumulation de glace, de cisaillement du vent et d'autres phénomènes météorologiques défavorables;
- La durée, la fréquence et le contenu des programmes de formation des pilotes;
- Le besoin pour les copilotes de détenir une licence de pilote de ligne et d'avoir une expérience minimale de 1 500 heures de vol, alors que l'exigence actuelle ne fait état que d'une licence de pilote professionnel et d'au moins 250 heures de vol. La FAA se penche sur un système d'équivalences qui accepterait certaines formations théoriques et l'utilisation de simulateurs pour une partie des 1 500 heures requises.

La FAA a mis sur pied des comités de réglementation dans le secteur de l'aviation pour l'aider à formuler les nouvelles exigences. CAE participe à ces comités afin d'aider la FAA et le secteur de l'aviation aux États-Unis à répondre aux impératifs de cette nouvelle loi.

MARCHÉ MILITAIRE

Nos activités dégagent des revenus dans six segments interdépendants de la chaîne de valeur du marché de la défense. Nous fournissons des produits de simulation, comme des simulateurs de missions (FMS); nous effectuons des mises à niveau de simulateurs; nous fournissons des services de maintenance et de soutien; nous fournissons des services de formation clés en main; nous avons diverses capacités nous permettant d'offrir des services professionnels fondés sur la simulation et des installations pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle; et nous avons une entreprise de logiciels appelée Presagis, qui développe et vend des solutions logicielles prêtes à l'emploi pour les constructeurs OEM, les organismes gouvernementaux et les forces armées.

Notre stratégie dans le marché de la défense consiste à mondialiser et à diversifier nos activités dans ce secteur. Des pressions s'exercent sur bon nombre de budgets de défense traditionnels dans le monde, tandis que dans certaines régions, comme l'Inde et le Moyen-Orient, on prévoit une croissance des dépenses engagées en matière de défense. Afin de devenir une société d'envergure internationale, nous avons diversifié nos sources de revenus entre plusieurs marchés nationaux et, par conséquent, plusieurs budgets de la défense ce qui, à notre avis, nous permet d'accroître la prévisibilité et la résilience de nos activités dans le secteur militaire. Nous sommes l'un des principaux fournisseurs de solutions de modélisation, de simulation et de formation, et nous maintenons une présence locale importante dans les marchés clés de la défense. La mise en œuvre réussie de notre stratégie a donné lieu à des résultats favorables concrets. Bien que les programmes puissent subir des retards et des coupures qui pourraient avoir des répercussions, nous sommes optimistes face à la tendance mondiale vers la simulation dans le secteur militaire, ce qui nous porte à croire qu'à long terme, les solutions fondées sur la simulation seront en excellente position pour répondre à certains des enjeux budgétaires du secteur de la défense.

Nous abordons les marchés de la défense en tirant parti de nos réalisations dans le monde et de notre expertise locale. Nous sommes présents localement et avons des centres d'excellence dans des marchés clés, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada, en Allemagne, en Australie, en Inde et à Singapour. Nous avons mis en place des procédés d'exploitation à l'échelle mondiale qui nous permettent d'accorder une grande autonomie quant à la prise de décision au sein des régions tout en exploitant la gamme complète de nos produits, services et capacités. Cela se traduit par une efficacité accrue et des relations solides avec la clientèle.

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, construit et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements de simulation de vol militaires. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des aéronefs de patrouille en mer, et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation pour les forces terrestres et navales. Nous avons créé la plus vaste gamme de simulateurs d'hélicoptères militaires dans le monde et nous avons aussi élaboré plus de systèmes d'entraînement pour l'avion de transport Hercules C-130 que quiconque dans le monde. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes, ainsi que des solutions de modélisation et de simulation

Notre secteur FS/M fournit des services de formation clés en main et une expertise dans l'intégration des systèmes de formation aux forces armées du monde entier, comme le centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) de la base de la Royal Air Force (RAF) de Benson (Royaume-Uni), le programme Fournisseur de systèmes d'entraînement opérationnel (FSEO) des Forces canadiennes et le système d'entraînement de l'équipage du KC-135 de l'United States Air Force (USAF). Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance et l'entraînement sur simulateur dans plus de 60 établissements dans le monde. Le secteur FS/M fournit également une variété de services professionnels et de défense fondés sur la modélisation et la simulation.

Tendances et perspectives commerciales

Nous observons divers degrés de rationalisation des budgets de la défense à l'échelle mondiale, y compris les mesures mises en place au Royaume-Uni et en Allemagne. Aux États-Unis, M. Gates, le secrétaire à la Défense, a dévoilé le dernier budget de la défense, qui comprend des économies de 100 milliards \$. Nous n'avons pas constaté d'annulations massives des programmes susceptibles de modifier nos perspectives; néanmoins, les retards de financement du budget de la défense américaine en vertu de la résolution de continuation prorogée causent des retards dans l'attribution des contrats dans le cadre des programmes de défense des États-Unis. Cette situation crée de nouveaux défis pour le secteur de la défense dans son ensemble, mais CAE s'attend néanmoins, à long terme, à profiter de la hausse de l'utilisation des systèmes de formation faisant appel à la simulation dans tous ses marchés, en raison d'un important besoin de réduire les coûts.

Il est plus difficile de formuler des prévisions à long terme étant donné l'évolution du marché, mais pour l'instant, nous prévoyons qu'environ 9 000 nouveaux aéronefs militaires pilotés par des personnes seront mis en service dans les flottes militaires du monde au cours des cinq prochaines années, ce qui devrait créer une demande pour quelque 275 FMS. Nous ne nous intéressons pas à toutes les plateformes ni à tous les marchés à l'heure actuelle, mais nous sommes en mesure de répondre à une partie de la demande prévue.

Nous croyons que, dans le contexte actuel, la capacité de CAE de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire est unique. En plus de soutenir les flottes dans le monde et l'ajout de nouveaux appareils, la demande pour nos produits et services sera alimentée par :

- La volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- La demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation;
- Le coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation;
- La nature actuelle des conflits armés, qui nécessitent la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération.

Nous avons déjà fait nos preuves en ce qui concerne le respect du budget et de l'échéancier de livraison des programmes et nous sommes bien positionnés pour fournir aux forces armées des solutions pour une série de plateformes militaires utilisant des avions de transport, des avions-citernes, des hélicoptères, des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse et des avions de patrouille maritime. Ces appareils comprennent l'avion de transport C-130J Hercules, les avions de patrouille maritime P-8A Poseidon et P-3C Orion, l'aéronef multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, l'hélicoptère NH90, les avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse M-346 et Hawk, les nouvelles versions des hélicoptères S-70 et H-60, les hélicoptères de transport lourd CH-47 Chinook, les systèmes aériens sans pilote (UAS) et d'autres aéronefs qui font partie des éléments clés sur lesquels s'appuient les forces de défense à l'échelle mondiale. Nos perspectives positives reposent sur la prévision que la demande mondiale pour ces types d'appareils se maintiendra. Ces plateformes mettent en jeu de nouveaux types d'appareils nécessitant des programmes à long terme et nous croyons que cela créera pour nous des occasions au cours des dix années à venir. De plus, nous continuons à rechercher la croissance dans divers secteurs parallèles du marché de la défense tels que la formation sur véhicules terrestres, comme en témoigne notre acquisition, au quatrième trimestre de l'exercice 2011, de la division TAL de RTI International.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation

La volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle est un facteur supplémentaire qui contribue à stimuler nos activités dans le secteur militaire. Des organisations militaires du monde entier ont manifesté la même volonté, plus particulièrement les forces armées des États-Unis et d'autres pays aux prises avec des contraintes budgétaires. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées ne sont pas obligées de former leurs pilotes sur simulateur, et, par conséquent, l'usage de simulateurs a traditionnellement été plus rare. La simulation comporte de nombreux avantages qui permettent de faire face à la menace croissante à l'échelle mondiale et aux nouvelles contraintes économiques qui font pression sur les dépenses en matière de défense. La modélisation et la simulation permettent la réalisation d'économies considérables. L'USAF estime que la formation sur appareil coûte environ 10 fois plus cher que la formation fondée sur la modélisation et la simulation. Selon la demande de budget du Department of Defence pour l'exercice 2012, les officiers de l'USAF, dans le but de réduire les coûts, ont proposé la baisse du budget de formation au vol. L'USAF promet que, en consacrant davantage de temps à la « formation évoluée sur simulateur », les équipages compenseront la perte de formation au vol. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armes sont autant d'arguments en faveur du recours accru à la simulation et à la formation synthétique. Ce type de formation est essentiel afin d'assurer la préparation des forces de défense, alors qu'elles sont aux prises avec des menaces nouvelles et complexes. Un officier militaire britannique commentait les réductions imminentes des dépenses militaires du Royaume-Uni de la façon suivante : « de toutes les incertitudes entourant l'examen actuel de la défense stratégique, une certitude émerge : l'intensification du recours à la simulation dans l'avenir en raison de ses avantages intrinsèques ».

Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation

Nouvelles plateformes d'avions

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs du secteur de défense en vue de resserrer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs sont en train de mettre sur le marché de nouvelles plateformes qui devraient alimenter la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Ainsi, Hawker Beechcraft offre maintenant l'avion de reconnaissance armé et léger AT-6; Boeing conçoit actuellement un nouvel aéronef de patrouille en mer, le P-8A Poseidon; NH Industries livre actuellement ses hélicoptères NH90; EADS est en train de promouvoir vigoureusement l'avion polyvalent de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) A330 et son appareil de transport C-295 dans le monde entier; Lockheed Martin a doublé la production du C-130; Alenia Aermacchi commercialise avec succès les avions d'entraînement de pointe M-346 pour la formation initiale des pilotes de chasse, et Sikorsky propose de nouvelles versions de son hélicoptère H-60 aux forces armées et navales du monde entier. Tout ceci stimule la demande pour de nouveaux simulateurs et des services de formation, et nous disposons de produits à différents stades de conception et de production pour y répondre.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation. Cette application est bien comprise, et elle est utilisée par les forces militaires et les agences civiles du monde entier. Nous sommes d'avis qu'il existe des possibilités de croissance si nous sortons la simulation du simulateur et l'appliquons dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces militaires cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation aux programmes de recherche et de développement de même qu'à la conception et à l'essai des systèmes, et qu'ils souhaitent également bénéficier d'outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Nous avons par exemple signé un contrat au début de 2011 pour la mise en place d'un centre national de modélisation et de simulation (CNMS) pour le ministère de la Défense du Brunei. Les Forces armées royales du Brunei et le ministère de la Défense de ce pays auront recours au centre pour analyser les possibilités en matière de structure des forces, pour évaluer et valider les capacités, pour élaborer la doctrine et les tactiques, et pour soutenir les exercices de répétition de formation et de missions.

Tendance à l'impartition des services de formation et de maintenance

Aux prises avec des contraintes de budget et de ressources, les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens d'économiser et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements impartissent leurs services de formation, car ils peuvent ainsi être livrés plus rapidement et à moindres coûts. Nous avons obtenu des contrats de cette nature, ou y avons participé, au Canada, en Allemagne, en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Au troisième trimestre de l'exercice 2011, nous avons annoncé que CAE USA a remporté un contrat d'une durée prévue de dix ans (sous réserve du financement annuel) portant sur la fourniture de services complets d'entraînement de l'équipage du KC-135 à l'USAF. CAE USA sera le maître d'œuvre responsable de la fourniture de services de gestion des programmes, d'instruction en classe et sur simulateur, de maintenance et de logistique, de mises à niveau des dispositifs d'entraînement et de déménagement des dispositifs pour plus de 3 500 membres d'équipage des avions-citernes KC-135 de l'USAF.

Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes

Les constructeurs prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mise à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes. Ainsi, plusieurs constructeurs OEM proposent aux forces armées du monde entier qui utilisent des appareils C-130 une série de mises à niveau des logiciels d'avionique, ce qui rend nécessaires d'importantes mises à niveau des systèmes de formation pour les appareils C-130 déjà en exploitation ou d'éventuels nouveaux systèmes de formation pour ces appareils. Au Royaume-Uni, la flotte d'hélicoptères Puma des Forces aériennes royales fait actuellement l'objet d'un programme visant à en prolonger la durée de vie jusqu'en 2022. Cela nous a permis de conclure un contrat avec le ministère britannique de la Défense pour la mise à niveau du simulateur Puma et du programme de formation à notre MSHATF. L'USAF modernise 52 anciens appareils C-5, les faisant passer à la configuration C-5M, qui comprend une mise à niveau des logiciels d'avionique et un programme de réingénierie. Au deuxième trimestre de l'exercice 2011, nous avons remporté un appel d'offres concurrentiel visant la mise à niveau des dispositifs de formation sur simulateur pour les C-5 de l'USAF durant les prochaines années.

Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à faire face à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers.

Nature actuelle des conflits, qui nécessitent la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération

Demande de réseautage

Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes.

Acceptation grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation. Les logiciels d'environnement synthétique permettent aux militaires de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions de bout en bout, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. À titre d'exemple, au cours des dernières années, nous avons livré au 160^e régiment d'aviation des opérations spéciales de l'Armée de terre américaine des simulateurs de missions de combat MH-47G et MH-60L dotés de l'architecture environnement commun/base de données commune (CE/CDB) développée par nous. L'architecture CE/CDB rehausse les capacités de création rapide des bases de données pour les répétitions de missions sur simulateur.

NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX

Marché des soins de santé

La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. À l'heure actuelle, nos services au secteur des soins de santé vont de la fourniture de solutions de formation fondée sur la simulation à la gestion de centres de formation de ce type.

Au cours de l'exercice précédent, CAE Santé a amélioré ses capacités dans deux domaines : les centres de formation et les solutions médicales. Nous avons tiré parti de notre vaste savoir-faire en gestion de centres de simulation aéronautique de manière à élargir notre offre de centres de simulation en soins de santé, pour inclure notamment des services de gestion de centres de formation et des solutions de formation ainsi que le lancement du système CAE Owl^{MC}. CAE Owl, une technologie de formation fondée sur le secteur de l'aviation, est un système de briefing/débriefing qui sert à optimiser le déroulement de la formation. En ce qui concerne les solutions médicales, nous sommes présents dans la formation en imagerie et en chirurgie, deux secteurs qui sont prioritaires pour nous et dans lesquels CAE Santé peut mettre à profit les principales forces de CAE en simulation et modélisation. Les acquisitions d'ICCU Imaging inc. (ICCU) et de Solutions de formation en imagerie médicale virtuelle VIMEDIX inc. (VIMEDIX) nous permettent d'offrir une solution complète de formation en échographie au chevet grâce à l'utilisation de simulateurs dans le cadre d'un programme de formation complet. L'acquisition de trois gammes de produits médicaux auprès de la société Immersion a marqué notre entrée dans le domaine de la formation en micromanipulation chirurgicale.

Au cours du premier trimestre de 2011, CAE Santé a annoncé qu'elle a conclu cinq nouveaux contrats portant sur son nouveau système de gestion de centres de simulation CAE Owl. Les contrats ont été signés avec l'Université Laval, le Michener Institute for Applied Health Sciences, l'Université d'Ottawa et l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal (HSCM). CAE Santé a également annoncé qu'elle avait vendu son premier simulateur d'échocardiographie transthoracique CAE VIMEDIX^{MC} au Beth Israel Deaconess Medical Center, un hôpital d'enseignement de la Harvard Medical School.

CAE Santé et le Michener Institute for Applied Health Sciences ont célébré l'ouverture officielle de l'un des plus importants centres de simulation en soins de santé au Canada au cours du premier trimestre de l'exercice 2011.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2011, CAE Santé a intensifié les ventes de nos solutions d'échographie dirigée au chevet du patient CAE VIMEDIX et CAE ICCU ainsi que de nos simulateurs chirurgicaux. Nous avons également poursuivi le déploiement de plusieurs systèmes de briefing/débriefing CAE Owl. Les ventes de CAE VIMEDIX ont totalisé 15 unités, y compris des contrats militaires clés aux États-Unis. De plus, l'American College of Chest Physicians (ACCP) intégrera notre programme ICCU à son premier programme de certification de l'échographie en soins intensifs. Nous avons aussi vendu 10 systèmes de simulation chirurgicale et une variété de mises à niveau de systèmes déjà déployés auprès de nos clients.

Au troisième trimestre de l'exercice 2011, CAE Santé a continué d'accroître sa part de marché. Des progrès ont été réalisés en Asie, au Moyen-Orient et en Russie. Nous fournissons des solutions de chirurgie et d'imagerie à des institutions médicales, notamment au Novosibirsk NII PK/ Meshalkin, important hôpital de chirurgie cardiaque en Russie, à la Princess Noura University de Riyad au Royaume d'Arabie saoudite, à de nombreuses universités au Japon et à des institutions majeures en Chine, à Singapour, en Indonésie, en Inde et en Turquie. En Amérique du Nord, nous avons effectué plusieurs déploiements dans des hôpitaux d'enseignement clés, notamment le New York Presbyterian Hospital (Columbia University) et le St. Michaels Hospital (Toronto), et de multiples clients du Department of Defense (DoD) des États-Unis ainsi que des Veterans Administration Medical Centers (VAMC).

Au quatrième trimestre de l'exercice 2011, CAE Santé a annoncé le lancement de son simulateur de patient ayant subi des traumatismes CAE Caesar^{MC}. CAE Caesar est un simulateur de patient haute fidélité qui servira principalement à améliorer la formation initiale et continue des paramédics militaires ainsi que la formation des paramédics des forces de l'ordre, des équipes de recherche et de sauvetage et de tout autre organisme participant aux soins des patients ayant subi des traumatismes sur les lieux de l'accident.

Marché des mines

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2011, nous avons fait l'acquisition de Datamine pour accroître notre présence dans le domaine de la simulation et de l'optimisation des mines. Le vaste catalogue de produits et de services-conseils de Datamine comprend notamment la gestion des données d'exploration, la modélisation géologique (corps minéralisés), la planification des mines et la gestion des activités minières. Cette acquisition s'inscrit dans notre stratégie à long terme visant à tirer parti de nos capacités en matière de modélisation, de simulation et de formation dans de nouveaux marchés soumis aux mêmes impératifs de réduction des risques et d'efficacité opérationnelle accrue que les secteurs de l'aviation civile et de la défense.

CAE Mines a réalisé des progrès notables grâce à la vente de nos solutions logicielles d'optimisation, de gestion et de planification des mines à des sociétés minières importantes, notamment BHP Mitsubishi Alliance, Vale Ferrus et Anglo American.

Le 1^{er} janvier 2011, nous avons acquis les actions de Century, un fournisseur de systèmes de gouvernance et de gestion des données géologiques desservant l'industrie minière. L'intégration se poursuit afin de tirer parti de son expertise en systèmes de gestion des données géologiques et de la transposer dans un plus vaste éventail de marchés et de solutions.

Au quatrième trimestre de l'exercice 2011, nous avons constaté une nouvelle croissance des ventes de logiciels grâce à de nouveaux clients en Amérique latine, dont Colquisiri, Minera Lincuna et Yamana (Caraïbes) et à de nouvelles ventes à Votorantim Metais (Brésil), ainsi qu'à de multiples emplacements de Fresnillo (Mexique).

Au quatrième trimestre de l'exercice 2011, CAE Mines a également commencé à aller au-delà de ses entreprises de consultation en logiciels et en produits et à partager notre vision avec le marché minier. Afin d'appuyer cette vision, elle a conclu des ententes avec d'importants organismes de recherche dans le but d'intensifier notre leadership éclairé en matière de technologie minière et d'étendre nos gammes de produits et de services de formation et de consultation.

Nos initiatives dans le cadre du programme Nouveaux marchés principaux en sont encore à leurs débuts. Elles présentent un potentiel de croissance à long terme intéressant et offrent à CAE la possibilité de se démarquer en tant que chef de file, comme nous l'avons fait dans tous nos marchés principaux. Les résultats du programme Nouveaux marchés principaux sont comptabilisés dans le secteur FS/C.

3.5 Variations de change

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les opérations libellés en devises selon divers taux de change, comme l'exigent les PCGR.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales devises dans lesquelles sont libellées nos opérations. Nous avons utilisé les taux de change ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	2011	2010	Augmentation (diminution)
Dollar américain (\$US)	0,97	1,02	(5 %)
Euro (€)	1,38	1,37	1 %
Livre sterling (£)	1,56	1,54	1 %

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les revenus et les charges étaient les suivants :

	2011	2010	Diminution
Dollar américain (\$US)	1,02	1,09	(6 %)
Euro (€)	1,34	1,54	(13 %)
Livre sterling (£)	1,58	1,74	(9 %)

Pour l'exercice 2011, la conversion des résultats de nos filiales autonomes en dollars canadiens a fait diminuer les revenus de 81,0 millions \$ et le bénéfice net de 11,7 millions \$ par rapport à l'exercice 2010.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– Notre réseau de centres de formation civils et militaires

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Selon les PCGR, les gains ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans une filiale autonome sont reportés dans l'écart de conversion (cumul des autres éléments du résultat étendu), qui est présenté dans la section Capitaux propres du bilan. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état des résultats de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni, Australie et Inde)

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les filiales autonomes le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et de matériels qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

– Nos activités de produits de simulation au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des devises (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en devises), une part importante des revenus annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en devises (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en devises font l'objet d'une opération de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos revenus sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état des résultats.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos revenus futurs des risques actuels de volatilité accrue du taux de change entre le dollar canadien et le dollar US. Nous couvrons une partie des revenus de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des revenus futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars US et en euros, nous effectuons des opérations de couverture de coûts libellés en devises à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Analyse de sensibilité

Nous avons réalisé une analyse de sensibilité en vue de déterminer l'effet à court terme des variations de change. Nous avons évalué les sources des revenus et des charges libellés en devises et déterminé que le risque de change sur une base consolidée se manifestait principalement dans deux secteurs, à savoir :

- Les revenus et les charges en devises liés aux activités de fabrication au Canada – nous prenons des couvertures sur une partie des risques;
- La conversion des opérations en devises de filiales autonomes à l'étranger. Le risque couru à cet égard concerne principalement notre bénéfice d'exploitation.

Dans un premier temps, nous avons calculé les revenus et les charges par devise en vue d'établir le bénéfice d'exploitation dans chaque devise. Nous en avons ensuite soustrait le montant des revenus et des charges faisant l'objet d'une couverture pour arriver au risque net par devise. Puis, nous avons ajouté le risque net des filiales autonomes pour arriver au risque de change consolidé pour chacune des devises.

Enfin, nous avons réalisé une étude de sensibilité visant à déterminer l'effet qu'aurait une dépréciation de 1 cent (¢) du dollar canadien par rapport à chacune des trois autres devises. Le tableau ci-après présente l'effet type de cette variation (après impôts) sur nos revenus et notre bénéfice d'exploitation annuels, ainsi que notre risque net :

Risque (<i>en millions</i>)	Revenus	Résultat d'exploitation	Couverture	Risque net
Dollar américain (\$US)	9,0 \$	2,2 \$	(1,4) \$	0,8 \$
Euro (€)	2,6	0,3	(0,1)	0,2
Livre sterling (£)	1,0	0,2	(0,1)	0,1

Un raffermissement probable de 1 cent du dollar canadien aurait eu l'effet contraire.

3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

BAII

Le bénéfice avant intérêts et impôts (BAII) est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du BAII, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie à court terme comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôts et des autres actifs hors exploitation) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie à court terme comprise, et des autres passifs hors exploitation).

Provenance du capital :

- Nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres pour voir d'où provient notre capital.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M, et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les revenus attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des revenus de la période.

Commandes non financées

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options non exercées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Dépenses en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie à court terme comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités d'exploitation poursuivies, dont sont soustraites toutes les dépenses en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif à court terme (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie à court terme des actifs disponibles à la vente) et le passif à court terme (abstraction faite de la partie à court terme de la dette à long terme et de la partie à court terme des passifs liés aux actifs destinés à la vente).

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat d'exploitation sectoriel dont sont déduits les frais de vente et d'administration, et les frais généraux.

Nombre équivalent de simulateurs actifs

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des revenus au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être démantelé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le bénéfice provenant des activités poursuivies, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé. Nous calculons aussi ce rendement en ajustant le bénéfice et le capital utilisé en fonction des contrats de location-exploitation ordinaires qui ne figurent pas dans le bilan.

Résultat d'exploitation sectoriel

Le résultat d'exploitation sectoriel (RES) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs d'exploitation. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur exploitation. Le RES correspond au bénéfice avant les autres revenus (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées. Ces éléments sont présentés dans le rapprochement du résultat d'exploitation sectoriel total et du BAII (voir la note 26 afférente aux états financiers consolidés).

4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

4.1 Résultats d'exploitation – Quatrième trimestre de l'exercice 2011

(en millions, sauf les montants par action)	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010
Revenus	\$ 464,4	411,3	386,6	366,7	395,9
Résultat d'exploitation sectoriel total ²	\$ 69,4	64,8	61,9	62,2	64,9
Reprise de la provision de restructuration (charge de restructuration)	\$ 1,0	–	–	–	(1,9)
Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII) ²	\$ 70,4	64,8	61,9	62,2	63,0
En pourcentage des revenus	% 15,2	15,8	16,0	17,0	15,9
Intérêts débiteurs, montant net	\$ 7,8	8,4	7,6	6,9	5,5
Bénéfice avant impôts	\$ 62,6	56,4	54,3	55,3	57,5
Charge d'impôts	\$ 12,9	15,7	14,3	15,9	17,0
Bénéfice net	\$ 49,7	40,7	40,0	39,4	40,5
Bénéfice de base et dilué par action	\$ 0,19	0,16	0,16	0,15	0,16

Revenus en hausse de 13 % par rapport au trimestre précédent et de 17 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010

Les revenus sont en hausse de 53,1 millions \$ par rapport à ceux du dernier trimestre. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur PS/M ont enregistré une hausse de 25,7 millions \$, soit 17 %, principalement attribuable à la hausse des volumes au titre des programmes exécutés au Canada, à l'augmentation des activités de nos différents programmes liés aux simulateurs NH90, à l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février, et à un contrat obtenu au cours du trimestre pour le développement d'un CNMS au Brunei;
- Les revenus du secteur FS/M ont enregistré une hausse de 10,0 millions \$, soit 15 %, principalement attribuable à l'intensification du niveau d'activité dans notre division Services professionnels au Canada et aux États-Unis, du volume des activités de formation au Canada et du soutien en service au titre d'un contrat en Europe, ces facteurs étant contrebalancés en partie par l'écart de change défavorable;
- Les revenus du secteur PS/C ont enregistré une hausse de 9,6 millions \$, soit 14 %, principalement attribuable à la hausse des niveaux de production par suite d'une augmentation des commandes enregistrées, partiellement contrebalancée par des taux de couverture moins favorables;
- Les revenus du secteur FS/C ont enregistré une hausse de 7,8 millions \$, soit 6 %, principalement attribuable aux revenus plus élevés réalisés en Amérique du Nord et du Sud ainsi que, dans une moindre mesure, en Europe, de même qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. L'augmentation a été neutralisée en partie par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro.

Les revenus affichent une hausse de 68,5 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur PS/M ont enregistré une hausse de 30,1 millions \$, soit 20 %, principalement attribuable à la hausse des volumes au titre des programmes exécutés au Canada, en Allemagne et en Australie de même qu'à l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'écart de change défavorable;
- Les revenus du secteur FS/C ont enregistré une hausse de 18,5 millions \$, soit 16 %, principalement attribuable aux revenus plus élevés réalisés en Amérique du Nord et du Sud de même que dans les marchés émergents, à l'intégration dans nos résultats de la coentreprise CSWAFIC et des activités de formation de CHC Helicopter ainsi qu'à l'apport accru de nos nouveaux marchés principaux. L'augmentation a été en partie annulée par l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro;
- Les revenus du secteur PS/C ont enregistré une hausse de 11,4 millions \$, soit 18 %, principalement attribuable à la hausse des niveaux de production par suite d'une augmentation des commandes enregistrées, partiellement contrebalancée par des taux de couverture moins favorables;
- Les revenus du secteur FS/M ont enregistré une hausse de 8,5 millions \$, soit 12 %, principalement attribuable aux revenus plus élevés tirés du programme portant sur le système d'entraînement de l'équipage (ATS) visant le KC-135, à l'augmentation du volume des activités de formation au Canada et à l'intensification du soutien en service au titre d'un contrat en Europe, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'écart de change défavorable.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

² Mesure hors PCGR (Voir point 3.6).

BAll en hausse de 5,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 7,4 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010

Le BAll s'est établi à 70,4 millions \$ ce trimestre, soit 15,2 % des revenus. Le BAll a augmenté de 5,6 millions \$, soit 9 %, par rapport au trimestre précédent et de 7,4 millions \$, soit 12 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010. La reprise d'une provision de restructuration de 1,0 million \$ a été comptabilisée ce trimestre, comparativement à une charge de restructuration de 1,9 million \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2010.

Par rapport au trimestre précédent, le résultat d'exploitation sectoriel a augmenté de 7 %, soit 4,6 millions \$. Les hausses de 2,6 millions \$, de 1,9 million \$ et de 0,7 million \$ attribuables aux secteurs PS/M, FS/C et PS/C, respectivement, ont été partiellement neutralisées par la baisse de 0,6 million \$ attribuable au secteur FS/M.

Par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010, le résultat d'exploitation sectoriel a augmenté de 7 %, soit 4,5 millions \$. Les hausses de 5,1 millions \$ et de 0,7 million \$ attribuables aux secteurs PS/M et FS/M, respectivement, ont été partiellement neutralisées par les baisses de 0,9 million \$ et de 0,4 million \$ attribuables aux secteurs PS/C et FS/C, respectivement.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Intérêts débiteurs nets en baisse de 0,6 million \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 2,3 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010

La baisse du montant net des intérêts débiteurs par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par la baisse des taux de change moyens et par la hausse des intérêts capitalisés sur les immobilisations en cours. L'augmentation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2010 s'explique surtout par l'utilisation accrue de la facilité de crédit renouvelable et d'autres intérêts, en plus de la diminution des intérêts capitalisés sur les immobilisations en cours, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la baisse des intérêts créditeurs.

Taux d'imposition effectif de 21 % ce trimestre

Pour ce trimestre, les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 12,9 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 21 %, comparativement à 28 % au trimestre précédent et à 30 % au quatrième trimestre de l'exercice 2010.

La baisse du taux d'imposition effectif au quatrième trimestre s'explique en grande partie par la constatation d'actifs d'impôts découlant de la provision pour moins-value au titre des pertes d'exploitation nettes au Royaume-Uni et par d'autres économies d'impôts. Au cours du trimestre, nous avons également comptabilisé des avantages additionnels en raison de la réduction des taux d'imposition futurs auxquels les passifs d'impôts futurs se matérialiseront. Abstraction faite de ces éléments, la charge d'impôts du trimestre aurait été de 17,5 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 28 %.

4.2 Résultats d'exploitation – Exercice 2011

(en millions, sauf les montants par action)

		2011	2010	2009
Revenus	\$	1 629,0	1 526,3	1 662,2
Marge brute ³	\$	493,9	452,2	499,9
<i>En pourcentage des revenus</i>	%	30,3	29,6	30,1
Résultat d'exploitation sectoriel total	\$	258,3	264,1	305,8
Reprise de la provision de restructuration (charge de restructuration)	\$	1,0	(34,1)	–
Bénéfice avant intérêts et impôts (BAll)	\$	259,3	230,0	305,8
<i>En pourcentage des revenus</i>	%	15,9	15,1	18,4
Intérêts débiteurs, montant net	\$	30,7	26,0	20,2
Bénéfice des activités poursuivies (avant impôts)	\$	228,6	204,0	285,6
Bénéfice avant impôts	\$	58,8	59,5	83,4
Bénéfice des activités poursuivies	\$	169,8	144,5	202,2
Résultats des activités abandonnées	\$	–	–	(1,1)
Bénéfice net	\$	169,8	144,5	201,1
Bénéfice de base et dilué par action	\$	0,66	0,56	0,79

³ Mesure hors PCGR (Voir point 3.6)

Revenus en hausse de 7 %, soit 102,7 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Les revenus sont en hausse par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- Les revenus du secteur FS/C ont augmenté de 58,5 millions \$, soit 13 %, ce qui est essentiellement attribuable aux revenus plus élevés réalisés en Amérique du Nord et du Sud, en Europe et dans les marchés émergents, ainsi qu'aux activités des FTO. L'augmentation s'explique également par l'intégration dans nos résultats de la coentreprise CSWAFC et des activités de formation de CHC Helicopter. L'apport de nos nouveaux marchés principaux a été complètement annulé par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport à l'euro, au dollar américain et à la livre sterling;
- Les revenus du secteur PS/M ont augmenté de 40,5 millions \$, soit 7 %, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse des volumes au titre des programmes exécutés au Canada, en Allemagne et aux États-Unis, partiellement contrebalancée par l'écart de change défavorable de 22,8 millions \$ à la conversion des résultats des filiales étrangères autonomes et la baisse des revenus tirés du programme NH90, surtout en raison de la livraison d'un important programme NH90 en Allemagne au cours de l'exercice 2010;
- Les revenus du secteur FS/M ont augmenté de 15,9 millions \$, soit 6 %, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse des activités de formation aux États-Unis et dans notre réseau de centres de formation en Europe, aux revenus plus élevés tirés du programme ATS visant le KC-135 et à l'intensification du niveau d'activité dans notre division Services professionnels aux États-Unis, ces facteurs ayant été partiellement contrebalancés par l'écart de change défavorable de 20,7 millions \$ à la conversion des résultats des filiales étrangères autonomes;
- Les revenus du secteur PS/C ont diminué de 12,2 millions \$, soit 4 %, ce qui est essentiellement attribuable aux taux de couverture moins favorables et aux revenus moins élevés tirés des contrats de location-acquisition, ces facteurs ayant été partiellement contrebalancés par la hausse des niveaux de production par suite d'une augmentation des commandes enregistrées.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Marge brute en hausse de 41,7 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La marge brute s'est établie à 493,9 millions \$ pour l'exercice, soit 30,3 % des revenus, comparativement à 452,2 millions \$, soit 29,6 % des revenus pour l'exercice précédent. En pourcentage des revenus, la marge brute est demeurée stable par rapport à celle de l'exercice précédent.

BAIL en hausse de 29,3 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Pour l'exercice, le BAIL s'est établi à 259,3 millions \$, soit 15,9 % des revenus. Le BAIL a augmenté de 29,3 millions \$, soit 13 %, par rapport à l'exercice précédent. Une reprise de provision de restructuration de 1,0 million \$ a été comptabilisée pour l'exercice, comparativement à une charge de restructuration de 34,1 millions \$ à l'exercice 2010.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Intérêts débiteurs nets en hausse de 4,7 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	2010 à 2011	2009 à 2010
Intérêts de l'exercice précédent, montant net	26,0 \$	20,2 \$
Augmentation des intérêts sur la dette à long terme	3,4	1,5
Augmentation des intérêts créditeurs	(1,5)	–
(Augmentation) diminution des intérêts capitalisés	(0,7)	1,9
Augmentation (diminution) de l'amortissement des frais de financement reportés	0,7	(0,3)
Autres	2,8	2,7
Augmentation du montant net des intérêts débiteurs depuis l'exercice précédent	4,7 \$	5,8 \$
Intérêts de l'exercice écoulé, montant net	30,7 \$	26,0 \$

Les intérêts débiteurs nets se sont établis à 30,7 millions \$ pour l'exercice, une hausse de 4,7 millions \$, soit 18 %, comparativement à l'exercice précédent. La hausse s'explique surtout par l'augmentation des intérêts débiteurs sur la dette à long terme globale, surtout en raison de l'utilisation accrue de la facilité de crédit renouvelable et de l'augmentation des autres intérêts débiteurs, facteurs partiellement contrebalancés par la progression des autres intérêts créditeurs.

Taux d'imposition effectif de 26 %

Pour l'exercice, les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 58,8 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 26 %, comparativement à 29 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du taux d'imposition effectif par rapport à l'exercice 2010 s'explique en grande partie par la baisse des taux prévus par la loi au Canada et à l'étranger et par la répartition des bénéfices dans divers territoires. De plus, le taux d'imposition a été avantagé par la modification des taux d'imposition en vigueur, par la baisse de la provision pour moins-value au titre des pertes d'exploitation nettes au Royaume-Uni et par d'autres économies d'impôts.

4.3 Résultats d'exploitation – Exercice 2010 par rapport à l'exercice 2009

Revenus

Les revenus s'étaient établis à 1 526,3 millions \$ à l'exercice 2010, soit une baisse de 135,9 millions \$ ou de 8 % par rapport à l'exercice 2009. La baisse s'expliquait principalement par :

- La diminution des niveaux de production découlant d'une baisse des commandes enregistrées dans le secteur PS/C. Elle a été neutralisée en partie par les taux plus favorables sur les contrats de couverture des revenus au cours de l'exercice 2010;
- La faiblesse des marchés en Amérique du Nord et en Europe et l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien dans le secteur FS/C. Cette diminution a été neutralisée en partie par l'ajout de nouvelles unités NESAs à notre réseau, par l'augmentation des activités des FTO et par la hausse des revenus réalisés dans les marchés émergents;
- La hausse des volumes et l'intégration dans nos résultats de l'ancienne division Défense, sécurité et aérospatiale (DSA) de Bell Aliant, acquise en mai 2009, dans le secteur PS/M. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par l'écart de change défavorable;
- Le niveau d'activité plus élevé dans notre division Services professionnels et l'intensification des services de formation fournis en Europe dans le secteur FS/M. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par l'écart de change défavorable.

Marge brute

La marge brute s'était établie à 452,2 millions \$ pour l'exercice 2010, ou 29,6 % des revenus, soit une baisse de 47,7 millions \$ ou de 10 % par rapport à celle de l'exercice 2009. La marge brute de l'exercice 2009 s'était établie à 499,9 millions \$, ou 30,1 % des revenus. Exprimée en pourcentage des revenus, la marge brute est demeurée stable.

BAIL

Le BAIL s'était établi à 230,0 millions \$ pour l'exercice 2010, ou 15,1 % des revenus, soit une baisse de 75,8 millions \$ ou de 25 % par rapport au BAIL de l'exercice 2009, qui avait totalisé 305,8 millions \$. Une charge de restructuration de 34,1 millions \$ avait été comptabilisée à l'exercice 2010, comparativement à une charge de néant à l'exercice 2009.

Le résultat d'exploitation sectoriel a diminué de 14 %, soit 41,7 millions \$. Les baisses du résultat d'exploitation sectoriel des secteurs civils, soit 42,7 millions \$ et 11,9 millions \$ pour les secteurs PS/C et FS/C, respectivement, ont été compensées en partie par les augmentations dans les secteurs militaires, soit 8,0 millions \$ et 4,9 millions \$ pour les secteurs PS/M et FS/M, respectivement.

Intérêts nets

Le montant net des intérêts avait été de 26,0 millions \$ pour l'exercice 2010, soit une hausse de 5,8 millions \$ ou de 29 % par rapport à celui de l'exercice 2009, en raison surtout de :

- La hausse des intérêts débiteurs sur la dette à long terme globale, surtout attribuable à une augmentation nette des billets de premier rang d'un montant de 15,0 millions \$ et de 45,0 millions \$US aux termes d'un placement privé réalisé au premier trimestre de l'exercice 2010, à une augmentation nette des contrats de location-acquisition et à l'émission de nouveaux titres d'emprunt;
- La diminution des intérêts capitalisés sur les immobilisations en cours;
- La hausse des autres intérêts débiteurs.

Impôts sur les bénéfices

Nous avons constaté une charge d'impôts de 59,5 millions \$ à l'exercice 2010, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 29 %, comparativement à 29 % pour l'exercice 2009.

4.4 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 440,5 millions \$ à la fin de l'exercice 2011, soit 13 % de plus qu'à la fin de l'exercice précédent. Les nouvelles commandes de 1 854,5 millions \$ et les ajustements de 172,2 millions \$ ont augmenté la valeur du carnet de commandes pour l'exercice, mais celle-ci a été réduite par les revenus de 1 629,0 millions \$ tirés du carnet de commandes.

Augmentation de 13 % du carnet de commandes par rapport à l'exercice précédent

(en millions)	2011	2010	2009
Carnet de commandes en début de période	3 042,8 \$	3 181,8 \$	2 899,9 \$
+ commandes	1 854,5	1 574,9	1 940,2
- revenus	(1 629,0)	(1 526,3)	(1 662,2)
+/- ajustements	172,2	(187,6)	3,9
Carnet de commandes en fin de période	3 440,5 \$	3 042,8 \$	3 181,8 \$

Pour l'exercice 2011, outre l'écart de change défavorable découlant de l'appréciation du dollar canadien, les ajustements tiennent compte d'un montant de 187,8 millions \$ lié à l'acquisition des activités de formation de CHC Helicopter, d'un montant de 56,3 millions \$ lié à l'acquisition de la division TAL de RTI International, ainsi que des prévisions révisées à la baisse de 21,1 millions \$ concernant les revenus liés aux contrats acquis dans le cadre de l'acquisition de DSA, pour lesquels les travaux ont été retardés.

Pour l'exercice 2010, outre l'écart de change défavorable découlant de l'appréciation du dollar canadien, les ajustements tenaient compte d'un ajustement à la baisse de 44,5 millions \$ dans le secteur FS/C afin de prendre en compte l'incidence des prévisions révisées concernant les revenus liés aux contrats fermes conclus avec des clients clés qui reflétaient la conjoncture économique de cette période, ainsi que les contrats acquis dans le cadre de l'acquisition de DSA, pour un total de 177,8 millions \$.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,03. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,14.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*, ci-après.

5. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre quatre secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Les opérations intersectorielles sont comptabilisées au coût au niveau consolidé et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat d'exploitation sectoriel

(en millions, sauf marges d'exploitation)

	2011	2010	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010
<i>Secteurs civils</i>							
Formation et services associés – Civil	\$ 80,4	75,1	20,6	18,7	18,9	22,2	21,0
	% 16,3	17,3	15,6	15,0	16,0	18,9	18,5
Produits de simulation – Civil	\$ 30,3	49,4	8,0	7,3	6,8	8,2	8,9
	% 11,1	17,4	10,5	11,0	10,8	12,3	13,8
<i>Secteurs militaires</i>							
Produits de simulation – Militaire	\$ 101,9	95,7	30,9	28,3	24,7	18,0	25,8
	% 17,4	17,5	17,2	18,4	18,0	15,5	17,3
Formation et services associés – Militaire	\$ 45,7	43,9	9,9	10,5	11,5	13,8	9,2
	% 16,4	16,7	12,9	15,7	16,8	20,8	13,4
Résultat d'exploitation sectoriel (RES) total	\$ 258,3	264,1	69,4	64,8	61,9	62,2	64,9
Reprise de la charge de restructuration (charge)	\$ 1,0	(34,1)	1,0	–	–	–	(1,9)
BAII	\$ 259,3	230,0	70,4	64,8	61,9	62,2	63,0

Capital utilisé⁴

(en millions)	31 mars 2011	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 juin 2010	31 mars 2010
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	\$ 1 066,1	1 001,8	1 020,2	1 007,2	969,8
Produits de simulation – Civil	\$ 25,7	86,4	83,1	76,9	29,6
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	\$ 201,0	229,6	194,5	177,4	147,0
Formation et services associés – Militaire	\$ 187,4	193,0	201,7	202,2	174,2
	\$ 1 480,2	1 510,8	1 499,5	1 463,7	1 320,6

⁴ Mesure hors PCGR (Voir point 3.6).

5.1 Secteurs civils

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2011

- Nous avons acquis une participation dans les capitaux propres de CSW AFC à proximité de Perth (Australie) et assurerons la gestion de l'école de formation au pilotage au sein du réseau de l'Académie mondiale CAE. CSW AFC exercera ses activités en tant que coentreprise détenue à 53 % par China Southern Airlines et à 47 % par CAE;
- Nous avons mis en service quatre nouveaux simulateurs pour l'aviation d'affaires : un FFS Bombardier Learjet 40/40XR/45/45XR convertible et un FFS Cessna Citation II à Burgess Hill, au Royaume-Uni, ainsi qu'un FFS Embraer Phenom 100/300 convertible et un FFS Dassault Falcon 50EX à Dallas, aux États-Unis;
- Nous avons conclu une entente avec le constructeur d'avions ATR qui servira de cadre d'application pour la fourniture d'une série de produits et de services de soutien aux exploitants d'appareils ATR. En vertu de cette entente, ATR et CAE collaboreront au déploiement de programmes de formation et de matériels de simulation dans les centres de formation d'ATR, de CAE ou de clients partout dans le monde;
- Nous avons signé une entente avec Mitsubishi Aircraft Corporation (MJET) pour développer et fournir une solution de formation complète pour le nouveau MRJ. L'entente inclut un programme de fournisseur exclusif de formation pendant 10 ans, et la création de deux centres de formation initialement au Japon et aux États-Unis. Pour fournir les services prévus dans l'entente, nous agrandissons notre réseau de centres de formation et nous développons deux simulateurs de vol MRJ de Série CAE 7000 ainsi que des dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC};
- Nous avons renforcé l'alliance Honeywell-CAE Training Alliance qui offre maintenant des cours de formation à la maintenance aux techniciens en Europe, au Moyen-Orient et en Asie;
- Nous avons installé à Phoenix (Arizona) le premier simulateur de missions d'hélicoptères de la Série CAE 3000, un modèle Eurocopter AS350 B2. Ce simulateur a été certifié au niveau 7 dans la classification des dispositifs de formation au vol par la FAA des États-Unis;
- Nous avons annoncé que les élèves-pilotes d'AirAsia inscrits au programme bêta de MPL de CAE ont réussi les phases Formation principale et Formation de base;
- Nous collaborons avec les principaux transporteurs aériens pour élargir notre capacité de formation dans le marché sud-américain de l'aviation commerciale, en plein essor. Nous avons ajouté quatre FFS de niveau D et inauguré un nouveau centre de formation au Pérou pour appuyer le renouvellement de contrats de formation à long terme;
- Nous avons convenu avec Airbus de renouveler notre accord de coopération pour les services de formation des équipages jusqu'en 2017. La coopération, qui a vu le jour en 2002, fournit aux exploitants d'Airbus un réseau mondial commun de centres de formation avec la flotte la plus importante de FFS pour différents modèles d'avions Airbus, de même que des didacticiels normalisés et des instructeurs chevronnés;
- Nous installerons un FFS Cessna Citation Sovereign de la Série CAE 5000 à la mi-2011 au centre de formation CAE du Nord-Est à Morristown, dans le New Jersey;
- Nous avons reçu l'approbation de la FAA concernant la prestation de la formation au sol pour l'hélicoptère Eurocopter AS350 par le biais d'un programme d'apprentissage en ligne CAE Simfinity^{MC}, qui permet aux pilotes de réduire le temps passé au centre de formation pour la formation initiale et périodique;
- Nous avons annoncé, de concert avec APS Emergency Maneuver Training, la disponibilité d'un cours de formation en ligne conçu pour améliorer la capacité des pilotes de jets d'affaires à reconnaître les situations de perte de contrôle en vol, à les éviter et, au besoin, à rétablir l'appareil;
- Nous avons acquis les activités de formation de CHC Helicopter, y compris quatre FFS situés en Norvège, au Royaume-Uni et au Canada, et nous avons conclu une entente qui a fait de nous le partenaire à long terme de CHC en matière de formation. Nous serons responsables de la formation de plus de 2 000 pilotes d'hélicoptères et ingénieurs de maintenance de même que de la fourniture de formation générale, de dotation en pilotes et de certaines formations aux missions de recherche et de sauvetage en appui de la flotte mondiale de CHC;
- Nous avons annoncé, en collaboration avec Líder Aviação, le plus important exploitant d'hélicoptères au Brésil, un accord portant sur la création d'une coentreprise qui fournira des programmes de formation perfectionnés et fondés sur la simulation aux pilotes d'hélicoptères en Amérique du Sud au début de 2012. La nouvelle coentreprise fera l'achat du tout premier FFS de niveau D et de la Série CAE 3000 qui reproduira l'appareil Sikorsky S-76C++;
- Nous avons annoncé, en collaboration avec l'Autorité aéroportuaire indienne (AAI), un programme de formation initiale des pilotes d'hélicoptères à l'Académie mondiale CAE de Gondia (Inde). Le programme mènera à une licence de pilote professionnel pour hélicoptère (CHPL) et devrait, d'ici les trois prochaines années, permettre à près de 100 nouveaux pilotes d'hélicoptères d'obtenir leur diplôme chaque année;
- Nous avons annoncé que notre centre de formation de Bangalore (Inde) est devenu le premier centre de formation non exploité par une compagnie aérienne à recevoir la désignation d'établissement agréé de formation aux qualifications de type (TRTO) pour les appareils à voilure fixe de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) indienne;
- Nous avons annoncé le lancement de la troisième génération de notre générateur d'images (GI) CAE Tropes^{MC}-6000 qui domine le marché de la formation pour l'aviation civile. Le nouveau GI fournit un environnement plus immersif et une expérience améliorée de formation au pilotage avec de nouvelles fonctions qui tirent parti de la puissance des plus récents processeurs graphiques commerciaux NVIDIA.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des revenus futurs de 168,3 millions \$, notamment :

- Un contrat de plusieurs années avec Virgin America pour le développement et le soutien d'un nouveau centre de formation au pilotage près du centre névralgique de la compagnie aérienne à San Francisco (États-Unis);
- Un renouvellement d'un an pour donner la formation au pilotage initiale et périodique à XOJET;
- Un contrat pour la fourniture d'un laboratoire complet de recherche sur la sécurité aérienne destiné au Bureau d'enquête sur les accidents (BEA) de la République fédérale du Nigéria;
- Un contrat à long terme avec l'European Institute of Aviation and Business GmbH (EIAB) établi à Saarlouis (Allemagne) pour la formation des élèves-pilotes débutants indépendants dans le cadre de son programme de baccalauréat en aviation;
- Un nouveau contrat avec le centre de formation Omni Aviation à Tires (Portugal) pour la formation des élèves-pilotes débutants aux règles de vol à vue (VFR);
- Des contrats additionnels par le biais de notre service de Dotation en pilotes portant sur la fourniture de plus de 150 pilotes à trois compagnies aériennes en Asie et en Europe, de même qu'à l'Association des pilotes professionnels antillo-guyanais (APPAG), une initiative parrainée par la Commission européenne.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges
d'exploitation, unités NESA et
FFS déployés)

	2011	2010	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010
Revenus	\$ 492,0	433,5	132,1	124,3	118,0	117,6	113,6
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 80,4	75,1	20,6	18,7	18,9	22,2	21,0
Marges d'exploitation	% 16,3	17,3	15,6	15,0	16,0	18,9	18,5
Amortissements	\$ 66,3	65,2	17,1	16,9	16,3	16,0	15,5
Dépenses en immobilisations	\$ 82,2	79,5	28,4	18,3	24,0	11,5	23,9
Capital utilisé	\$ 1 066,1	969,8	1 066,1	1 001,8	1 020,2	1 007,2	969,8
Carnet de commandes	\$ 986,5	728,7	986,5	774,2	695,3	706,8	728,7
Unités NESA ⁵	131	129	132	132	131	132	131
FFS déployés	156	148	156	152	151	150	148
Nouveaux marchés principaux (inclus ci-dessus)							
Revenus	\$ 38,0	2,3	11,1	11,1	8,1	7,7	1,2
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ (6,9)	(2,3)	(2,6)	(1,3)	(1,2)	(1,8)	(1,3)

Revenus en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent et de 16 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par les revenus plus élevés réalisés en Amérique du Nord et du Sud ainsi que, dans une moindre mesure, en Europe, de même que par l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. L'augmentation a été neutralisée en partie par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010 est principalement attribuable aux revenus plus élevés réalisés en Amérique du Nord et du Sud de même que dans les marchés émergents, à l'intégration dans nos résultats de la coentreprise CSWAFC et des activités de formation de CHC Helicopter ainsi qu'à l'apport accru de nos nouveaux marchés principaux. L'augmentation a été en partie annulée par l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro.

Revenus de 492,0 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 13 %, soit 58,5 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est essentiellement attribuable aux revenus plus élevés réalisés en Amérique du Nord et du Sud, en Europe et dans les marchés émergents, ainsi qu'aux activités des FTO. L'augmentation s'explique également par l'intégration dans nos résultats de la coentreprise CSWAFC et des activités de formation de CHC Helicopter. L'apport de nos nouveaux marchés principaux a été complètement annulé par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport à l'euro, au dollar américain et à la livre sterling.

Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 2 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 20,6 millions \$ (15,6 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 18,7 millions \$ (15,0 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 21,0 millions \$ (18,5 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence de nos nouveaux marchés principaux, le résultat d'exploitation sectoriel se serait établi à 23,2 millions \$ (19,2 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 20,0 millions \$ (17,7 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 22,3 millions \$ (19,8 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

⁵ Mesure hors PCGR (Voir point 3.6).

Par rapport au trimestre précédent, le résultat d'exploitation sectoriel a augmenté de 1,9 million \$, soit 10 %. L'augmentation s'explique essentiellement par les revenus plus élevés de la période écoulée, et elle a été partiellement annulée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien et par les dépenses plus élevées engagées à l'égard de nos nouveaux marchés principaux.

Par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010, le résultat d'exploitation sectoriel a diminué de 0,4 million \$, soit 2 %. Les dépenses plus élevées engagées à l'égard de nos nouveaux marchés principaux et l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien ont été partiellement contrebalancées par l'incidence favorable des revenus plus élevés de la période écoulée.

Résultat d'exploitation sectoriel de 80,4 millions \$, en hausse de 7 %, soit 5,3 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 80,4 millions \$ (16,3 % des revenus) pour l'exercice, comparativement à 75,1 millions \$ (17,3 % des revenus) pour l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence de nos nouveaux marchés principaux, le résultat d'exploitation sectoriel se serait établi à 87,3 millions \$ (19,2 % des revenus) pour l'exercice, comparativement à 77,4 millions \$ (17,9 % des revenus) pour l'exercice précédent.

L'augmentation s'explique essentiellement par les revenus plus élevés de la période écoulée. De plus, nous avons constaté un gain à la vente de notre participation dans un centre de formation secondaire en Allemagne. L'augmentation a été neutralisée en partie par la réalisation d'un important gain à la cession de deux actifs usagés au cours de l'exercice précédent, par les dépenses plus élevées engagées à l'égard de nos nouveaux marchés principaux et par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien.

Dépenses en immobilisations de 28,4 millions \$ pour le trimestre et de 82,2 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 4,3 millions \$ pour le trimestre et à 15,8 millions \$ pour l'exercice. Les dépenses en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 24,1 millions \$ pour le trimestre et à 66,4 millions \$ pour l'exercice. Nous poursuivons l'expansion sélective de notre réseau de formation pour tenir compte de nos gains de part de marché et pour répondre aux demandes de nos clients.

Capital utilisé en hausse de 64,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 96,3 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation du capital utilisé par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de l'incidence de l'intégration des activités de formation de CHC Helicopter, des investissements dans notre réseau de formation, de la hausse du fonds de roulement hors trésorerie et des investissements dans nos nouveaux marchés principaux. L'augmentation a été annulée en partie par l'incidence de l'appréciation du dollar canadien.

L'augmentation du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de l'intégration de nos nouveaux marchés principaux découlant en grande partie de l'acquisition de Datamine et des activités de formation de CHC Helicopter, des investissements dans notre réseau de formation et de la hausse du fonds de roulement hors trésorerie. L'augmentation a été annulée en partie par l'incidence de l'appréciation du dollar canadien.

Carnet de commandes en hausse de 35 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Carnet de commandes en début de période	728,7 \$	1 006,4 \$
+ commandes	584,9	351,2
- revenus	(492,0)	(433,5)
+/- ajustements	164,9	(195,4)
Carnet de commandes en fin de période	986,5 \$	728,7 \$

Les ajustements pour l'exercice 2011 comprennent un montant de 187,8 millions \$ lié à l'acquisition des activités de formation de CHC Helicopter et l'écart de change défavorable découlant de l'appréciation du dollar canadien.

Les ajustements de l'exercice 2010 tenaient compte d'un ajustement à la baisse de 44,5 millions \$ effectué au cours de l'exercice afin de prendre en compte l'incidence des prévisions révisées concernant les revenus liés aux contrats conclus avec des clients qui reflétaient la conjoncture économique de cette période, ainsi que l'écart de change défavorable découlant de l'appréciation du dollar canadien.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,27. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,19.

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats pour les sept FFS suivants :

- Un FFS Sikorsky S-76C++ de la Série CAE 3000 pour une coentreprise entre CAE et Líder Aviação;
- Un FFS A320 de la Série CAE 5000 pour Lufthansa Flight Training;
- Deux FFS Boeing 737NG de la Série CAE 7000 pour Xiamen Airlines;
- Un FFS Sikorsky S-76C++ de la Série CAE 3000 pour la coentreprise entre CAE et China Southern Airlines;
- Un FFS B737 de la Série CAE 5000 pour la coentreprise entre CAE et China Southern Airlines;
- Un FFS A320 de la Série CAE 5000 pour un transporteur asiatique dont l'identité demeure confidentielle.

Le nombre total de commandes de FFS du secteur PS/C est de 29 pour l'exercice.

Résultats financiers*(en millions, sauf marges d'exploitation)*

		2011	2010	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010
Revenus	\$	271,9	284,1	75,9	66,3	62,8	66,9	64,5
Résultat d'exploitation sectoriel	\$	30,3	49,4	8,0	7,3	6,8	8,2	8,9
Marges d'exploitation	%	11,1	17,4	10,5	11,0	10,8	12,3	13,8
Amortissements	\$	6,2	6,5	1,5	1,7	1,5	1,5	1,7
Dépenses en immobilisations	\$	7,4	14,7	1,7	1,7	2,6	1,4	12,3
Capital utilisé	\$	25,7	29,6	25,7	86,4	83,1	76,9	29,6
Carnet de commandes	\$	305,1	252,4	305,1	325,3	305,3	251,7	252,4

Revenus en hausse de 14 % par rapport au trimestre précédent et de 18 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010

L'augmentation par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2010 est principalement attribuable à la hausse des niveaux de production par suite d'une augmentation des commandes enregistrées, partiellement contrebalancée par des taux de couverture moins favorables.

Revenus de 271,9 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 4 %, soit 12,2 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

La diminution des revenus s'explique essentiellement par des taux de couverture moins favorables et par les revenus moins élevés tirés des contrats de location-acquisition, ces facteurs ayant été partiellement contrebalancés par la hausse des niveaux de production par suite d'une augmentation des commandes enregistrées.

Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 10 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 8,0 millions \$ (10,5 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 7,3 millions \$ (11,0 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 8,9 millions \$ (13,8 % des revenus) pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par les marges plus élevées sur des projets spécifiques et par l'augmentation de volume susmentionnée, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'écart de change défavorable.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010 est principalement attribuable à l'écart de change défavorable, partiellement contrebalancé par l'augmentation de volume susmentionnée.

Résultat d'exploitation sectoriel de 30,3 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 39 %, soit 19,1 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 30,3 millions \$ (11,1 % des revenus) pour l'exercice, comparativement à 49,4 millions \$ (17,4 % des revenus) pour l'exercice précédent.

La diminution s'explique essentiellement par l'écart de change défavorable, par l'utilisation moindre des fonds liés à nos programmes de R-D en coûts partagés et par la diminution des marges sur les projets découlant des conditions de marché plus difficiles à l'exercice 2011 qu'à l'exercice 2010.

Capital utilisé en baisse de 60,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 3,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La diminution du capital utilisé par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la diminution du fonds de roulement hors trésorerie.

La diminution du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de la diminution du fonds de roulement hors trésorerie, partiellement annulée par l'augmentation des actifs incorporels et des autres actifs.

Carnet de commandes en hausse de 21 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>		2011	2010
Carnet de commandes en début de période		252,4 \$	288,2 \$
+ commandes		330,8	254,6
- revenus		(271,9)	(284,1)
+/- ajustements (principalement l'écart de change)		(6,2)	(6,3)
Carnet de commandes en fin de période		305,1 \$	252,4 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,76. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,22.

Rendement combiné des secteurs civils

Les revenus se sont établis à 208,0 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 190,6 millions \$ pour le trimestre précédent et à 178,1 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010. Pour l'exercice 2011, les revenus se sont établis à 763,9 millions \$, comparativement à 717,6 millions \$ pour l'exercice 2010. Compte non tenu de l'écart de change défavorable de 37,5 millions \$ découlant de la conversion des résultats des filiales étrangères autonomes par rapport à l'exercice 2010, les revenus de l'exercice 2011 se seraient établis à 801,4 millions \$.

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 28,6 millions \$ (13,8 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 26,0 millions \$ (13,6 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 29,9 millions \$ (16,8 % des revenus) pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010. Pour l'exercice 2011, le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 110,7 millions \$ (14,5 % des revenus), comparativement à 124,5 millions \$ (17,3 % des revenus) pour l'exercice 2010.

Compte non tenu de l'incidence de nos nouveaux marchés principaux, les revenus et le résultat d'exploitation sectoriel se seraient établis à 196,9 millions \$ et à 31,2 millions \$ (15,8 % des revenus), respectivement, pour le trimestre, et à 725,9 millions \$ et à 117,6 millions \$ (16,2 % des revenus) pour l'exercice 2011.

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,09 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,20.

5.2 Secteurs militaires

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2011

- Nous avons conclu une entente avec Hawker Beechcraft à titre de fournisseur de systèmes de formation au sol sur l'appareil AT-6, leur avion de reconnaissance armé et léger;
- Nous avons annoncé la certification au niveau D du premier simulateur de vol perfectionné haute fidélité, modèle Bell 412, de l'Inde par la Direction générale de l'aviation civile (DGCA) de l'Inde et par l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA). Le FFS est situé à l'Helicopter Academy to Train by Simulation of Flying (HATSOFF), coentreprise détenue à parts égales entre Hindustan Aeronautics Limited (HAL) et CAE;
- Nous avons remporté un contrat auprès de l'USAF portant sur la fourniture de services complets d'entraînement de l'équipage du KC-135. C'est la première fois que CAE agit à titre de maître d'oeuvre d'un programme d'entraînement de l'équipage de l'USAF;
- Nous avons démontré les nouvelles capacités de CAE en matière de solutions de formation aux missions sur systèmes aériens non pilotés (UAS) dans le cadre du plus important événement axé sur la simulation et la formation militaires dans le monde, l'Interservice/Industry Training Simulation and Education Conference;
- Nous avons acquis la division TAL de RTI International par l'intermédiaire de notre filiale CAE USA, dans le but d'élargir davantage nos solutions de formation et de simulation dans le domaine terrestre. TAL fournit des dispositifs d'entraînement à la maintenance pour les véhicules terrestres de l'U.S. Army depuis le début des années 90. TAL conçoit, construit et livre des dispositifs d'entraînement à la maintenance pleine grandeur et de haute fidélité de même que des entraîneurs virtuels de bureau pour une série de variantes des véhicules de combat Bradley, des chars d'assaut Abrams et du système de roquettes d'artillerie à grande mobilité (HIMARS);
- Nous avons pris livraison par l'intermédiaire de HATSOFF du poste de pilotage de son simulateur représentant la variante civile/conventionnelle de l'hélicoptère Dhruv, lequel sera désormais installé et intégré au simulateur de missions construit par CAE actuellement en service à HATSOFF. Le poste de pilotage représentant la variante civile/conventionnelle de l'hélicoptère Dhruv sera prêt pour la formation en mai 2011;
- CAE, AgustaWestland (une société du groupe Finmeccanica) et BAE Systems ont fait équipe en vue d'obtenir le programme AIR 9000 Phase 7 en Australie. Le programme AIR 9000 Phase 7, également connu sous le nom de Système d'entraînement des équipages d'hélicoptères (HATS), vise à fournir une capacité de formation sur hélicoptère aux Forces terrestres et navales de l'Australie en vue de répondre aux besoins futurs de formation des Forces de défense australiennes.

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 129,8 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Un contrat auprès de la Marine américaine portant sur la conception et la construction d'une série de dispositifs d'entraînement P-3C pour la Marine taïwanaise. Le contrat a été accordé à CAE USA dans le cadre du programme américain de vente de matériel militaire à l'étranger. CAE USA assurera la conception et la construction d'un entraîneur au vol opérationnel (OFT) P-3C de même que d'un entraîneur au vol opérationnel et tactique (OTT) P-3C;
- Un contrat auprès de la Marine américaine pour l'exécution d'une importante mise à niveau sur un OFT MH-60S situé à la base aéronavale (NAS) de North Island. Cet OFT MH-60S a été conçu et construit par un autre sous-traitant. CAE fournira une série de mises à niveau sur cet OFT MH-60S, y compris des mises à jour logicielles, un nouveau dispositif de variation du durcissement des commandes, un poste de l'instructeur amélioré et l'ajout de générateurs d'images de caméra infrarouge (FLIR);
- Un contrat auprès de Rotorsim, le consortium qui appartient à parts égales à CAE et à AgustaWestland, pour un FFS de Série CAE 3000 représentant l'appareil AW139. Le nouveau FFS AW139, qui sera livré en 2012, sera développé conjointement par CAE et AgustaWestland.

Résultats financiers*(en millions, sauf marges d'exploitation)*

		2011	2010	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010
Revenus	\$	586,1	545,6	179,4	153,7	137,2	115,8	149,3
Résultat d'exploitation sectoriel	\$	101,9	95,7	30,9	28,3	24,7	18,0	25,8
Marges d'exploitation	%	17,4	17,5	17,2	18,4	18,0	15,5	17,3
Amortissements	\$	9,9	11,3	2,6	2,4	2,4	2,5	2,8
Dépenses en immobilisations	\$	10,1	5,8	3,2	2,5	2,6	1,8	0,9
Capital utilisé	\$	201,0	147,0	201,0	229,6	194,5	177,4	147,0
Carnet de commandes	\$	886,6	868,0	886,6	881,0	920,3	921,2	868,0

Revenus en hausse de 17 % par rapport au trimestre précédent et de 20 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la hausse des volumes des certains programmes exécutés au Canada, à l'augmentation des activités de nos différents programmes liés aux simulateurs NH90, à l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février, et à un contrat obtenu au cours du trimestre pour le développement d'un CNMS au Brunei.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010 est principalement attribuable à la hausse des volumes au titre des programmes exécutés au Canada, en Allemagne et en Australie ainsi qu'à l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février, ces facteurs ayant été partiellement contrebalancés par l'écart de change défavorable.

Revenus de 586,1 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 7 %, soit 40,5 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation des revenus est essentiellement attribuable à la hausse des volumes au titre des programmes exécutés au Canada, en Allemagne et aux États-Unis, partiellement contrebalancée par l'écart de change défavorable de 22,8 millions \$ à la conversion des résultats des filiales étrangères autonomes et la baisse des revenus tirés du programme NH90, surtout en raison de la livraison d'un important programme NH90 en Allemagne au cours de l'exercice 2010.

Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 9 % par rapport au trimestre précédent et de 20 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 30,9 millions \$ (17,2 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 28,3 millions \$ (18,4 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 25,8 millions \$ (17,3 % des revenus) pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'intensification et l'amélioration de certains programmes au Canada. L'augmentation a été neutralisée en partie par l'ajustement annuel négatif du taux de main-d'oeuvre en Allemagne.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010 s'explique essentiellement par l'intensification et l'amélioration de certains programmes au Canada, en Australie et aux États-Unis.

Résultat d'exploitation sectoriel de 101,9 millions \$, en hausse de 6 %, soit 6,2 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 101,9 millions \$ (17,4 % des revenus) pour l'exercice, comparativement à 95,7 millions \$ (17,5 % des revenus) pour l'exercice précédent.

L'augmentation du résultat d'exploitation sectoriel s'explique principalement par l'augmentation du volume au Canada et aux États-Unis dont il est fait mention ci-dessus, partiellement annulée par l'utilisation moindre des fonds liés à nos programmes de R-D en coûts partagés et par l'écart de change défavorable.

Capital utilisé en baisse de 28,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 54,0 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique par les comptes de fonds de roulement hors trésorerie moins élevés, partiellement contrebalancés par le fonds de roulement hors trésorerie, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels découlant de l'acquisition de la division TAL de RTI International.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des comptes de fonds de roulement hors trésorerie, de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels.

Carnet de commandes en hausse de 2 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Carnet de commandes en début de période	868,0 \$	893,0 \$
+ commandes	558,9	545,7
- revenus	(586,1)	(545,6)
+/- ajustements	45,8	(25,1)
Carnet de commandes en fin de période	886,6 \$	868,0 \$

Les ajustements de l'exercice 2011 tiennent compte d'un montant de 56,3 millions \$ lié à l'acquisition de la division TAL de RTI International.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,72. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,95.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 120,4 millions \$, notamment :

- Un contrat auprès de Lockheed Martin pour fournir des services de maintenance, de logistique et de soutien technique dans le cadre du programme de Systèmes de maintenance et d'entraînement des équipages de C-130J de l'USAF;
- Un contrat auprès de Lockheed Martin portant sur la fourniture d'une série de services de soutien, y compris du soutien à la maintenance et du soutien logistique intégré sur les dispositifs d'entraînement C-130J construits par CAE et exploités par la Force aérienne italienne au Centre national de formation situé à Pise, en Italie;
- Un contrat auprès de Lockheed Martin pour fournir des services de soutien et de maintenance sur les systèmes d'entraînement C-130J de la RAF situés à la base de la RAF à Lyneham, dans le cadre d'un programme appelé « UK RAF C-130J Hercules Integrated Operational Support »;
- Un contrat auprès du ministère de la Défense nationale (MDN) du Canada portant sur le programme appelé « Aircraft Technician Training Models »;
- Un contrat auprès du MDN du Canada pour la fourniture de services de soutien en recherche opérationnelle et analyse au Centre de recherche opérationnelle et d'analyse (CROA) de Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC);
- Un contrat d'une durée de sept ans auprès du gouvernement australien portant sur la fourniture de services d'entraînement des équipages de l'aéronef multirôle de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) de la Royal Australian Air Force. Ce contrat s'inscrit dans le contrat de gestion et de soutien des simulateurs aéronautiques des Forces de défense australiennes (MSAAS) qui lie CAE et le gouvernement australien jusqu'en 2018.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges d'exploitation)

	2011	2010	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010
Revenus	\$ 279,0	263,1	77,0	67,0	68,6	66,4	68,5
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 45,7	43,9	9,9	10,5	11,5	13,8	9,2
Marges d'exploitation	% 16,4	16,7	12,9	15,7	16,8	20,8	13,4
Amortissements	\$ 14,5	10,2	5,2	3,1	3,3	2,9	2,3
Dépenses en immobilisations	\$ 15,2	30,9	3,8	1,5	2,3	7,6	11,4
Capital utilisé	\$ 187,4	174,2	187,4	193,0	201,7	202,2	174,2
Carnet de commandes	\$ 1 262,3	1 193,7	1 262,3	1 234,8	1 270,0	1 226,4	1 193,7

Revenus en hausse de 15 % par rapport au trimestre précédent et de 12 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à l'intensification du niveau d'activité dans notre division Services professionnels au Canada et aux États-Unis, du volume des activités de formation au Canada et du soutien en service au titre d'un contrat en Europe, ces facteurs étant contrebalancés en partie par l'écart de change défavorable.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010 est principalement attribuable aux revenus plus élevés tirés du programme ATS visant le U.S. KC-135, à l'augmentation du volume des activités au Canada et à l'intensification du soutien en service au titre d'un contrat en Europe, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'écart de change défavorable.

Revenus de 279,0 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 6 %, soit 15,9 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse des activités de formation aux États-Unis et dans notre réseau de centres de formation en Europe, aux revenus plus élevés tirés du programme ATS visant le U.S. KC-135 et à l'intensification du niveau d'activité dans notre division Services professionnels aux États-Unis, ces facteurs ayant été partiellement contrebalancés par l'écart de change défavorable de 20,7 millions \$ à la conversion des résultats des filiales étrangères autonomes.

Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 6 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 8 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 9,9 millions \$ (12,9 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 10,5 millions \$ (15,7 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 9,2 millions \$ (13,4 % des revenus) pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010.

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'ajustement annuel négatif du taux de main-d'oeuvre lié aux contrats militaires aux États-Unis et en Europe, partiellement contrebalancé par l'intensification du niveau d'activité dans la division Services professionnels au Canada et du soutien en service au titre d'un contrat en Europe.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010 s'explique essentiellement par l'intensification et l'amélioration du soutien en service au titre de contrats en Europe et par une composition différente des programmes au Canada, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'ajustement annuel négatif du taux de main-d'oeuvre lié aux contrats militaires aux États-Unis.

Résultat d'exploitation sectoriel de 45,7 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 4 %, soit 1,8 million \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 45,7 millions \$ (16,4 % des revenus) pour l'exercice, comparativement à 43,9 millions \$ (16,7 % des revenus) pour l'exercice précédent.

L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse des activités dans notre réseau de centres de formation en Europe, contrebalancée en partie par l'écart de change défavorable.

Capital utilisé en baisse de 5,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 13,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique par les comptes de fonds de roulement hors trésorerie moins élevés.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des autres actifs, des immobilisations corporelles et des comptes de fonds de roulement hors trésorerie. L'augmentation a été neutralisée en partie par la hausse des gains reportés et des autres passifs à long terme.

Carnet de commandes en hausse de 6 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	2011		2010	
Carnet de commandes en début de période	1 193,7	\$	994,2	\$
+ commandes	379,9		423,4	
- revenus	(279,0)		(263,1)	
+/- ajustements	(32,3)		39,2	
Carnet de commandes en fin de période	1 262,3	\$	1 193,7	\$

Pour l'exercice 2011, outre l'écart de change défavorable découlant de l'appréciation du dollar canadien, les ajustements tiennent compte de prévisions révisées à la baisse de 21,1 millions \$ concernant les revenus liés aux contrats acquis dans le cadre de l'acquisition de DSA, pour lesquels les travaux ont été retardés.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,56. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,36.

Rendement combiné des secteurs militaires

Les revenus se sont établis à 256,4 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 220,7 millions \$ pour le trimestre précédent et à 217,8 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010. Pour l'exercice 2011, les revenus se sont établis à 865,1 millions \$, comparativement à 808,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'écart de change défavorable de 43,5 millions \$ découlant de la conversion des résultats des filiales étrangères autonomes par rapport à l'exercice 2010, les revenus de l'exercice 2011 se seraient établis à 908,6 millions \$, ce qui représente une hausse de 99,9 millions \$, soit 12 %.

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 40,8 millions \$ (15,9 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 38,8 millions \$ (17,6 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 35,0 millions \$ (16,1 % des revenus) pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011. Pour l'exercice 2011, le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 147,6 millions \$ (17,1 % des revenus), comparativement à 139,6 millions \$ (17,3 % des revenus) pour l'exercice 2010.

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,98 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,09.

Carnet de commandes non financées combinées des secteurs militaires⁶

Les commandes non financées combinées des secteurs militaires s'établissaient à 461,4 millions \$ au 31 mars 2011 et comprenaient le contrat portant sur la fourniture de systèmes d'entraînement de l'équipage du KC-135, le contrat de services pour les CF-18 en vertu d'un contrat de sous-traitance conclu avec L-3 Communications MAS (Canada) inc., le contrat portant sur la fourniture de systèmes d'entraînement de l'équipage du C-130 en vertu d'un contrat de sous-traitance conclu avec Lockheed Martin aux États-Unis, et les dispositifs d'entraînement au vol opérationnel tactique MH-60R pour l'U.S. Navy.

6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, dont le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

6.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(en millions)</i>	2011	2010	2009	T4 2011	T3 2011	T4 2010
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies*	284,4 \$	270,6 \$	289,5 \$	91,6 \$	56,0 \$	87,6 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(37,4)	(3,6)	(95,1)	98,9	(23,8)	61,1
Flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies	247,0 \$	267,0 \$	194,4 \$	190,5 \$	32,2 \$	148,7 \$
Dépenses en immobilisations liées à la maintenance ⁶	(38,2)	(53,5)	(54,5)	(10,8)	(9,2)	(23,0)
Autres actifs	(25,3)	(13,0)	(5,7)	(8,5)	(8,0)	(3,2)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,5	8,8	–	0,1	0,1	–
Dividendes en espèces	(37,9)	(30,3)	(29,6)	(10,1)	(10,1)	(7,6)
Flux de trésorerie disponibles ⁶	147,1 \$	179,0 \$	104,6 \$	161,2 \$	5,0 \$	114,9 \$
Dépenses en immobilisations liées à la croissance ⁶	(76,7)	(77,4)	(149,2)	(26,3)	(14,8)	(25,5)
Frais de développement reportés	(22,6)	(14,6)	(10,5)	(6,3)	(7,7)	(5,2)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	0,4	5,6	(4,1)	7,4	0,6	1,5
Acquisitions d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(74,1)	(34,7)	(41,5)	(49,2)	(3,7)	(5,1)
Coentreprise (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(1,9)	–	–	–	–	–
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4,0)	(32,1)	17,7	(2,5)	(4,5)	(11,7)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(31,8) \$	25,8 \$	(83,0) \$	84,3 \$	(25,1) \$	68,9 \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles de 161,2 millions \$ pour le trimestre écoulé

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 156,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 46,3 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010.

La progression par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la variation favorable du fonds de roulement hors trésorerie et à l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies.

La progression par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010 est principalement attribuable à la variation favorable du fonds de roulement hors trésorerie et à la diminution des dépenses en immobilisations liées à la maintenance.

La variation favorable du fonds de roulement hors trésorerie de 98,9 millions \$ pour le trimestre est essentiellement attribuable à la hausse des comptes créditeurs et des charges à payer ainsi qu'à la diminution des contrats en cours. L'écart de change favorable a été partiellement neutralisé par l'augmentation des comptes débiteurs.

⁶ Mesure hors PCGR (Voir point 3.6).

Flux de trésorerie disponibles de 147,1 millions \$ pour l'exercice

Les flux de trésorerie disponibles sont inférieurs de 18 %, soit 31,9 millions \$, à ceux d'il y a un an.

La diminution des flux de trésorerie disponibles est principalement attribuable à la variation défavorable du fonds de roulement hors trésorerie, à la hausse des autres actifs découlant des investissements dans notre système ERP et à l'augmentation des dividendes versés, facteurs neutralisés en partie par la baisse des dépenses en immobilisations liées à la maintenance et la hausse des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies.

La variation défavorable du fonds de roulement hors trésorerie de 37,4 millions \$ pour l'exercice 2011 est essentiellement attribuable à la hausse des comptes débiteurs et à la baisse des acomptes sur des contrats. La variation défavorable a été neutralisée en partie par la diminution des contrats en cours ainsi que par l'augmentation des comptes créditeurs et des charges à payer.

Baisse de 15,3 millions \$ des dépenses en immobilisations liées à la maintenance et baisse de 0,7 million \$ des dépenses en immobilisations liées à la croissance pour l'exercice

Les dépenses totales en immobilisations de 114,9 millions \$ pour l'exercice comprenaient l'investissement continu dans l'expansion de notre réseau de formation.

6.2 Sources de financement

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales désignées, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins généraux et les besoins d'exploitation, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Le montant total disponible en vertu de ces marges de crédit bancaire au 31 mars 2011 était de 450,0 millions \$US (400,0 millions \$US et 100,0 millions € en 2010) avec la possibilité de porter le montant total à 650,0 millions \$US, dont 168,8 millions \$US (189,7 millions \$US en 2010) ont servi à l'émission des lettres de crédit. Le taux d'intérêt sur ces facilités de crédit à terme renouvelables est, à notre gré, fondé sur le taux préférentiel bancaire, le taux des acceptations bancaires ou le TIOL majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit accordée par Standard & Poor's Rating Services. Aucun prélèvement n'avait été effectué sur ces facilités en date du 31 mars 2011 ou du 31 mars 2010. Le 1^{er} avril 2011, nous avons modifié l'entente afin de repousser la date d'échéance de deux ans, celle-ci passant d'avril 2013 à avril 2015. De plus, la marge en sus du TIOL a été rétrécie afin de refléter les cours du marché.

Le 31 mars 2011, nous avons converti une dette sans recours liée à deux de nos centres de formation civile en dette avec recours. Ce faisant, nous pourrions tirer pleinement parti du financement pour maximiser le potentiel des centres de formation et les occasions de croissance, en plus de réduire le coût de la structure de financement. Au 31 mars 2011, l'encours total de ces emprunts s'établissait à 80,9 millions \$ (89,5 millions \$ en 2010).

Nous disposons d'une garantie pour cautionnement bancaire d'un montant de 150,0 millions \$US d'Exportation et développement Canada (EDC). Il s'agit d'une facilité renouvelable non engagée au titre de cautionnements bancaires, de garanties de restitution d'acomptes ou d'instruments semblables. Au 31 mars 2011, l'encours de l'ensemble de ces instruments, converti en dollars canadiens, s'élevait à 63,3 millions \$, comparativement à 100,0 millions \$ au 31 mars 2010.

Nous disposons d'une facilité de 30,0 millions € auprès d'une banque européenne pour qu'elle procède à l'émission de garanties bancaires et de lettres de crédit, aux termes de laquelle nous avons prélevé environ 21,5 millions \$ pour soutenir nos activités militaires en Europe.

Nous participons à un programme en vertu duquel nous vendons certains comptes débiteurs. Au cours de l'exercice 2011, nous avons modifié les accords afin de permettre la vente de contrats en cours et avons porté les facilités de 50,0 millions \$ à 150,0 millions \$. Au 31 mars 2011, nous avons vendu pour 54,4 millions \$ de comptes débiteurs (36,7 millions \$ en 2010) et pour 37,4 millions \$ de contrats en cours (néant en 2010).

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus nous permettront de poursuivre notre croissance, de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Le tableau suivant présente notre dette à long terme :

<i>(en millions)</i>	31 mars 2011	31 mars 2010
Total de la dette à long terme	474,5 \$	492,7 \$
Déduire :		
Partie à court terme de la dette à long terme	26,3	40,1
Partie à court terme des contrats de location-acquisition	4,4	11,0
Partie à long terme de la dette à long terme	443,8 \$	441,6 \$

6.3 Partage des coûts avec les gouvernements

Nous avons conclu des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers partagent les coûts de certains programmes de R-D concernant la modélisation et la simulation, les systèmes visuels, la technologie perfectionnée de simulation de vol servant à des applications civiles et la simulation en réseau servant à des applications militaires. Nous sommes aussi partenaires avec le gouvernement pour des initiatives provenant de nos nouveaux marchés principaux.

Au cours de l'exercice 2006, nous avons lancé le projet Phœnix, dans le cadre duquel nous prévoyions investir 630 millions \$ dans un programme de R-D d'une durée de cinq à six ans. Ce projet est destiné à favoriser le perfectionnement continu des technologies de pointe actuelles et la mise au point de nouvelles technologies, dans le but de consolider notre position de chef de file mondial de la simulation, de la modélisation et des services associés. Le gouvernement du Canada a convenu, dans le cadre de son programme Partenariat technologique Canada (PTC), d'investir jusqu'à concurrence de 30 % (soit 189 millions \$) de la valeur du projet. Nous avons également signé une entente avec le gouvernement du Québec au cours de l'exercice 2007 relativement à une contribution, par Investissement Québec (IQ), d'un montant pouvant aller jusqu'à 31,5 millions \$ sur cinq ans pour le projet Phœnix. Le 31 mars 2011, le projet Phœnix était terminé, et nous n'avions plus aucun montant à recevoir à ce titre.

Au cours de l'exercice 2009, nous avons annoncé notre intention d'investir un montant pouvant atteindre 714 millions \$ dans le projet Falcon, un programme de R-D qui se poursuivra sur cinq ans. L'objectif du projet Falcon est de développer nos technologies en matière de modélisation et de simulation, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter nos capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché de l'aérospatiale et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au projet Falcon au moyen d'un investissement remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité (voir les notes 1 et 12 afférentes à nos états financiers consolidés).

Au cours de l'exercice 2010, nous avons annoncé notre intention d'investir un montant pouvant atteindre 274 millions \$ dans le projet Nouveaux marchés principaux, un programme de R-D qui se poursuivra sur sept ans. L'objectif est de tirer parti de notre savoir-faire en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans les nouveaux marchés des soins de santé, des mines et de l'énergie. Le gouvernement du Québec a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 100 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2016.

Outre ces programmes, nous avons également conclu avec le gouvernement du Canada, au cours d'exercices antérieurs, des accords de R-D visant le partage d'une partie des coûts que nous avons engagés dans le cadre d'anciens programmes de R-D.

Vous trouverez plus de détails à la note 22 afférente aux états financiers consolidés.

6.4 Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous contractons certaines obligations et certains engagements commerciaux sous la forme de débetures, de billets et autres. Le tableau ci-dessous résume les diverses échéances de nos obligations contractuelles.

Obligations contractuelles

31 mars 2011 (en millions)	2012	2013	2014	2015	2016	Par la suite	Total
Dette à long terme (exclusion faite des intérêts)	27,1 \$	57,5 \$	50,4 \$	33,4 \$	27,4 \$	251,5 \$	447,3 \$
Contrats de location-acquisition (exclusion faite des intérêts)	4,4	4,4	4,7	4,9	3,0	8,4	29,8
Contrats de location-exploitation	60,2	47,5	41,2	33,3	19,5	112,3	314,0
Obligations d'achat	2,1	1,1	0,2	0,1	—	—	3,5
	93,8 \$	110,5 \$	96,5 \$	71,7 \$	49,9 \$	372,2 \$	794,6 \$

Au 31 mars 2011, nous disposions également d'un montant de 281,2 millions \$US au titre de nos facilités de crédit consenties, comparativement à 210,3 millions \$US et 100,0 millions € au 31 mars 2010.

Nous avons des obligations d'achat aux termes d'ententes exécutoires qui nous lient juridiquement. La plupart de ces ententes sont conclues avec des sous-traitants relativement à la fourniture des services prévus aux contrats à long terme que nous avons avec des clients. Les modalités des ententes sont importantes, car elles prescrivent des obligations d'acheter des biens ou services en quantités fixes ou minimales, à des prix fixes, minimaux ou variables, et selon un échéancier approximatif.

Au 31 mars 2011, nous avons d'autres passifs à long terme qui ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. Ils représentent certaines obligations au titre des prestations de retraite constituées, des revenus reportés, des gains reportés sur des actifs et divers passifs à long terme. Les obligations de paiement au titre des prestations de retraite constituées dépendent de divers facteurs, dont les rendements boursiers, les gains et pertes actuariels et le taux d'intérêt.

Nous n'avons pas inclus les passifs d'impôts futurs, car ces paiements sont fonction du bénéfice imposable et des reports prospectifs de pertes fiscales dont nous pourrions disposer.

7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

7.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	31 mars 2011	31 mars 2010
Utilisation du capital :		
Actif à court terme	1 022,2 \$	963,0 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(276,4)	(312,9)
Passif à court terme	(762,9)	(741,6)
Déduire : partie à court terme de la dette à long terme	30,7	51,1
Fonds de roulement hors trésorerie ⁷	13,6 \$	(40,4) \$
Immobilisations corporelles, montant net	1 180,1	1 147,2
Autres actifs à long terme	655,6	511,7
Autres passifs à long terme	(381,8)	(282,9)
Total du capital utilisé	1 467,5 \$	1 335,6 \$
Provenance du capital :		
Partie à court terme de la dette à long terme	30,7 \$	51,1 \$
Dette à long terme	443,8	441,6
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(276,4)	(312,9)
Dette nette ⁷	198,1 \$	179,8 \$
Capitaux propres	1 269,4	1 155,8
Provenance du capital	1 467,5 \$	1 335,6 \$

Capital utilisé en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation découle surtout de la hausse des autres actifs à long terme, du fonds de roulement hors trésorerie et des immobilisations corporelles, partiellement contrebalancée par l'augmentation des autres passifs à long terme.

Notre rendement du capital utilisé⁷ (RCU) s'est élevé à 12,9 % (soit 12,3 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour l'exercice écoulé, comparativement à 11,4 % (soit 10,9 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour l'exercice précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 54,0 millions \$

La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des comptes débiteurs, des impôts à recouvrer et des charges payées d'avance, en plus de la diminution des acomptes sur des contrats. La hausse a été neutralisée en partie par l'augmentation des comptes créditeurs et des charges à payer.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 32,9 millions \$

La hausse résulte surtout des dépenses en immobilisations de 114,9 millions \$ et des immobilisations corporelles de 8,9 millions \$ acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'amortissement de 74,8 millions \$ et l'écart de change de 16,9 millions \$.

Augmentation de la dette nette par rapport à l'exercice précédent

La hausse résulte en grande partie de la diminution de la trésorerie, avant le produit et le remboursement de la dette à long terme, partiellement contrebalancée par l'incidence des taux de change sur la dette à long terme.

⁷ Mesure hors PCGR (Voir point 3.6).

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	31 mars 2011	31 mars 2010
Dette nette en début de période	179,8 \$	285,1 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	31,8	(25,8)
Acquisitions d'entreprises, coentreprises et autres	(2,6)	14,8
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	(10,9)	(94,3)
Augmentation (diminution) de la dette nette pour la période	18,3 \$	(105,3) \$
Dette nette en fin de période	198,1 \$	179,8 \$

Capitaux propres

L'augmentation de 113,6 millions \$ des capitaux propres découle en grande partie du bénéfice net de 169,8 millions \$, contrebalancé en partie par des dividendes de 37,9 millions \$ et par l'augmentation de 24,7 millions \$ de la perte au titre des autres éléments du résultat étendu.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 mars 2011, nous avons au total 256 964 756 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 445,9 millions \$. Nous avons aussi au total 6 020 489 options en cours, dont 2 345 225 pouvaient être exercées. Nous n'avons émis aucune action privilégiée à cette date.

Au 30 avril 2010, nous avons au total 256 973 327 actions ordinaires émises et en circulation.

Politique en matière de dividendes

Nous avons versé un dividende de 0,04 \$ par action chaque trimestre de l'exercice 2011, à l'exception du premier trimestre, où nous avons versé un dividende de 0,03 \$ par action. Ces dividendes étaient admissibles au titre de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de ses équivalents provinciaux.

Le montant de tout dividende et le moment auquel son versement a lieu sont déterminés au gré du conseil d'administration. Ce dernier revoit la politique en matière de dividendes annuellement, en fonction des besoins de trésorerie aux fins des activités d'exploitation, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. Compte tenu de la politique actuelle en matière de dividendes et des 257 millions d'actions ordinaires en circulation au 31 mars 2011, nous prévoyons verser des dividendes annuels d'environ 41,1 millions \$ pour l'exercice 2012.

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous avons émis des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution non inscrites au bilan consolidé qui se sont établies à 153,7 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 209,1 millions \$ pour l'exercice précédent. Cette baisse est due à la diminution des obligations au titre de la restitution d'acomptes.

Obligations au titre des régimes de retraite

Nous avons des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées. Nous prévoyons cotiser environ 7,6 millions \$ en sus des cotisations annuelles requises au titre des services rendus au cours de l'exercice pour combler une partie du déficit de capitalisation du régime de retraite à prestations déterminées.

7.2 Entités à détenteurs de droits variables

La note 25 afférente aux états financiers consolidés récapitule, pour chaque secteur, le total de l'actif et du passif des principales entités dans lesquelles nous détenons des droits variables (les entités à détenteurs de droits variables ou EDDV). Ils sont présentés par secteur et tiennent compte des structures de cession-bail et des accords de partenariat.

Contrats de cession-bail

Nous avons conclu des contrats de cession-bail avec des structures d'accueil. Ces contrats concernent des simulateurs de vol utilisés dans nos centres de formation pour l'aviation militaire et civile. Un de ces contrats vient à échéance en 2037, tandis que les autres viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2023. Nous avons normalement l'option d'acheter le matériel à une période précise pendant la durée du contrat de location à un prix d'achat déterminé. Certains contrats prévoient des options de renouvellement à l'échéance. Dans certains cas, nous avons fourni des garanties pour la valeur résiduelle du matériel à la date d'échéance du contrat ou à la date à laquelle nous exerçons notre option d'achat.

Ces structures d'accueil sont financées au moyen d'une dette à long terme garantie et de tiers investisseurs de fonds qui bénéficient dans certains cas d'encouragements fiscaux. Le matériel sert de garantie pour la dette à long terme de la structure d'accueil.

Les droits variables que nous détenons à l'égard de ces structures d'accueil ne sont que des options d'achat à prix fixe et des garanties sur la valeur résiduelle, exception faite d'un cas, où il s'agit de capitaux propres et d'un prêt subordonné.

Certaines structures d'accueil sont elles-mêmes des EDDV. Nous étions le principal bénéficiaire de l'une d'elles à la fin des exercices 2011 et 2010. Les actifs et passifs de cette EDDV ont été pleinement intégrés dans nos états financiers consolidés aux 31 mars 2011 et 2010, avant même que la structure d'accueil ne soit classée comme EDDV et que CAE n'en soit désignée la principale bénéficiaire.

Nous ne sommes le principal bénéficiaire d'aucune des autres structures d'accueil qui sont des EDDV; par conséquent, la consolidation n'est pas appropriée aux termes de la NOC-15 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. À la fin de l'exercice 2011, le risque de perte maximale auquel nous étions exposés au titre de ces structures d'accueil non consolidées se chiffrait à 37,1 millions \$ (38,7 millions \$ en 2010).

Accords de partenariat

Nous avons conclu des accords de partenariat portant sur la fourniture de produits de simulation pour le secteur militaire et la prestation de services de formation et de services associés pour les secteurs militaire et civil. De plus, nous nous sommes associés avec deux autres parties pour former une société en commandite qui offrira aux clients admissibles un financement concurrentiel par crédit-bail pour le matériel civil de simulation de vol (structure de financement).

Notre participation à ces accords de partenariat consiste principalement en des placements dans les titres de participation de ces entités ou en prêts subordonnés, ainsi qu'en contrats de fabrication et contrats de formation et services à long terme. Bien que certaines de ces entités soient des EDDV, nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire ni n'avons consolidé ces entités. Hormis la structure de financement en partenariat, nous continuons de comptabiliser ces placements à la valeur de consolidation et de comptabiliser notre quote-part du bénéfice net ou de la perte selon les modalités de l'accord de partenariat. Nous comptabilisons la structure de financement en partenariat comme un instrument financier disponible à la vente.

Aux 31 mars 2011 et 2010, le risque maximal hors bilan auquel nous étions exposés au titre des pertes liées à ces EDDV non consolidées, autre que le risque découlant de leurs obligations contractuelles, était négligeable.

7.3 Arrangements hors bilan

La plupart de nos obligations hors bilan nous viennent de contrats de location-exploitation liés à deux secteurs :

- Le secteur FS/C, qui exploite 156 simulateurs dans nos centres de formation et ailleurs. Nous avons conclu des opérations de cession-bail avec plusieurs institutions financières que nous traitons comme des contrats de location-exploitation;
- Le secteur FS/M, qui exploite un centre de formation dans le cadre du projet MSH avec le ministère britannique de la Défense portant sur la fourniture de services de formation fondée sur la simulation. Les engagements au titre de contrats de location-exploitation sont établis entre l'exploitant (qui détient l'entente de services avec le ministère britannique de la Défense) et le propriétaire (qui détient les biens). Ces contrats sont sans possibilité de recours contre nous.

L'un des éléments clés de notre stratégie de financement actuelle pour soutenir l'investissement dans les activités de formation et de services dans les secteurs civil et militaire est la cession-bail de certains simulateurs de vol installés dans notre réseau mondial de centres de formation, qui nous fournit une source durable et rentable de financement à coût fixe. Une opération de cession-bail peut être réalisée uniquement après que le simulateur de vol a été agréé par les autorités réglementaires et installé et mis à la disposition des clients pour les activités de formation.

Les structures de cession-bail sont habituellement montées comme des contrats de location avec un propriétaire participant. Avant la clôture d'une opération de cession-bail, nous inscrivons le coût de fabrication du simulateur dans nos dépenses en immobilisations et le présentons dans les immobilisations corporelles inscrites au bilan consolidé. À la conclusion de l'opération, nous l'enregistrons comme une cession d'immobilisation corporelle. Le produit de disposition alors touché équivaut approximativement à la juste valeur marchande du simulateur.

L'écart entre le produit touché et notre coût (soit la marge que nous dégagerions si le simulateur était vendu à un tiers) est inscrit dans les gains reportés et autres passifs à long terme, et est ensuite amorti sur la durée de l'opération de cession-bail en diminution de la charge locative, déduction faite de la valeur résiduelle garantie, le cas échéant. Au terme de l'opération, la valeur résiduelle garantie est portée aux résultats dans la mesure où le simulateur n'a pas perdu de valeur.

Nous n'avons pas conclu de nouvelle opération de cession-bail classée à titre de contrat de location-exploitation au cours de l'exercice écoulé. En conséquence, le produit tiré de la cession-bail d'actifs est nul tant pour l'exercice écoulé que pour l'exercice précédent.

Le tableau ci-dessous résume les opérations de cession-bail portant sur des simulateurs de vol qui étaient en service au 31 mars 2011 dans les centres de formation du secteur FS/C. Ces opérations sont comptabilisées comme des contrats de location-exploitation dans nos états financiers consolidés.

Simulateurs de vol faisant l'objet d'un contrat de cession-bail

(en millions, sauf indication contraire)	Exercice	Nombre de simulateurs	Obligations locatives	Durée initiale (en années)	Taux d'intérêt théorique	Gain reporté non amorti	Valeur résiduelle garantie
SimuFlite	2002 à 2005	15	91,3 \$	10 à 20	5,0 % à 6,7 %	10,4 \$	– \$
CAE inc.	2000 à 2002	3	25,0	20 à 21	6,4 % à 7,6 %	16,9	13,1
CAE Civil Aviation Training Solutions Inc.	2003	4	36,1	20	5,0 %	15,7	–
Coentreprise Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited ¹⁾	2003	5	12,4	15	3,0 %	–	–
Autres	–	2	5,0	8	6,6 % à 7,0 %	–	–
Total		29	169,8 \$			43,0 \$	13,1 \$
Loyers annuels (12 prochains mois)			31,9 \$				

¹⁾ Nous détenons une participation de 49 % dans cette coentreprise.

La charge de location des simulateurs faisant l'objet d'un contrat de location-exploitation aux termes des accords de cession-bail a été de 25,4 millions \$ pour l'exercice 2011, comparativement à 27,4 millions \$ pour l'exercice précédent.

Vous trouverez un complément d'information sur les obligations découlant des contrats de location-exploitation aux notes 21 et 25 afférentes aux états financiers consolidés.

7.4 Instruments financiers

Nous sommes exposés à divers risques financiers dans le cours normal de nos activités. Nous concluons des contrats à terme et des swaps pour atténuer le risque auquel nous exposent les fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et du cours de nos actions qui se répercutent sur notre charge de rémunération à base d'actions. Nous surveillons continuellement les instruments dérivés utilisés dans les opérations de couverture pour nous assurer qu'ils compensent efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts. Nous n'utilisons pas d'instrument financier à des fins de spéculation, mais uniquement pour réduire la volatilité de nos résultats pouvant découler de ces risques, et nous ne traitons qu'avec des contreparties solvables.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel l'instrument pourrait être échangé aux termes d'une opération réalisée dans des conditions de pleine concurrence entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date du bilan. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, nous avons recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige un modèle d'évaluation, nous nous appuyons principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer, s'il en est. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et notre propre risque de crédit ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Nous utilisons les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur de la trésorerie et les équivalents de trésorerie, de l'encaisse affectée, des comptes débiteurs, des contrats en cours, et des comptes créditeurs et des charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des contrats de location-acquisition est estimée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie;
- La juste valeur de la dette à long terme, d'obligation à long terme et des comptes débiteurs à long terme (incluant les avances) est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;
- La juste valeur des instruments dérivés (y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques économiques ne sont pas clairement et étroitement liées à celles du contrat hôte) est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actuelle des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe des taux d'intérêt et un taux de change appropriés et ajustés pour tenir compte du risque de crédit propre à CAE et lié à la contrepartie. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de bilan. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que nous encaisserions ou paierions pour les liquider à chaque date de bilan;
- La juste valeur des placements disponibles à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché.

Une description de la hiérarchie de la juste valeur est présentée à la note 18 afférente aux états financiers consolidés.

Gestion des risques financiers

En raison de la nature de nos activités et des instruments financiers que nous détenons, nous sommes principalement exposés au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, particulièrement au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Nous utilisons des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et de la rémunération à base d'actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur nos résultats et notre situation financière. Les actifs dérivés à court terme et à long terme sont pris en compte dans les comptes débiteurs et dans les autres actifs, respectivement. Les passifs dérivés à court terme et à long terme sont pris en compte, dans cet ordre, dans les comptes créditeurs et charges à payer et dans les autres passifs à long terme.

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte. Nous pouvons devenir partie à un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change du swap de taux de change incorporé. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date d'établissement du bilan avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le bénéfice net consolidé.

Notre politique est de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Nous pouvons désigner les instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des opérations prévues. Dans une certaine mesure, nous avons recours à des passifs financiers non dérivés pour couvrir nos expositions au risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que nous subissions une perte financière si un débiteur manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec nous. Nous sommes exposés au risque de crédit relativement aux comptes débiteurs et à certains autres actifs dans le cours normal de nos activités. Nous sommes également exposés au risque de crédit dans le cadre de nos activités courantes de trésorerie en raison de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des actifs d'instruments dérivés.

Le risque de crédit découlant de nos activités normales est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que nous soyons dans l'impossibilité de recouvrer les montants dus conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note 5 afférente aux états financiers consolidés). Lorsqu'un compte client n'est pas recouvrable, il est radié au moyen du compte de provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants radiés sont comptabilisés en résultat.

Nos clients sont essentiellement des entreprises bien établies dont les notations sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, nous recevons habituellement d'importants acomptes sur contrats. Nous surveillons de près le risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Nos comptes clients ne sont pas détenus auprès de clients en particulier, mais plutôt d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, nous réduisons davantage le risque de crédit en vendant certains comptes débiteurs et contrats en cours à un tiers, sans possibilité de recours. Nous ne détenons aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès de divers syndicats composés d'importantes institutions financières japonaises, nord-américaines et européennes.

Nous sommes aussi exposés au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à nos instruments financiers dérivés et prenons plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, nous concluons des contrats avec des contreparties très solvables (principalement celles ayant une notation de A ou plus). Nous avons signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui nous réalisons des opérations sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la pleine compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des opérations visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, nous ou nos contreparties (ou les deux, au besoin) pouvons demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des gains et des pertes sur chaque opération excède le seuil défini dans la convention cadre de l'ISDA. Enfin, nous surveillons régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que nous ne puissions honorer nos engagements financiers lorsqu'ils deviennent exigibles.

Nous gérons ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi constant des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, nous formulons une prévision détaillée de notre position de trésorerie consolidée afin de nous assurer de l'utilisation appropriée et efficace de nos ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations hors bilan. Nous réduisons le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer nos activités et honorer nos engagements et nos obligations. Pour gérer le risque de liquidité, nous avons accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 450,0 millions \$US que nous pouvons, à notre gré, porter à 650,0 millions \$US. De plus, nous avons conclu des ententes visant la vente de certains comptes débiteurs et contrats en cours d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$. Nous sommes constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de notre capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Risque de marché

Le risque de marché représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à son émetteur ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. Nous sommes principalement exposés au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change représente notre exposition à un gain ou à une perte de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux de change. Nous sommes principalement exposés au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en devises. De plus, nos établissements étrangers sont autonomes et utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar US, l'euro (€) et la livre sterling (£). Notre exposition au risque de change découle principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et d'autres éléments du fonds de roulement de nos établissements étrangers.

Nous gérons également le risque de change en demandant à nos établissements étrangers de conclure des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous avons recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer notre exposition aux opérations en devises et pour modifier la devise de certains postes du bilan. Parmi ces opérations, on retrouve les opérations prévues et les engagements fermes libellés en devises.

Nos programmes de couverture de change ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Nous avons pour ligne de conduite de couvrir les nouveaux contrats de fabrication libellés en devises dès leur passation. Nous ne couvrons le risque lié aux revenus à venir que lorsque le contrat a été signé. Nous constituons également des positions de couverture de devises visant à atténuer le risque que présente, pour une partie des revenus futurs, la grande volatilité du taux de change entre le dollar canadien et le dollar US. Pour ce qui est du solde des revenus futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport aux devises.

Nous atténuons le risque lié aux contrats signés en concluant des contrats de change à terme (voir la note 18 afférente aux états financiers consolidés pour un complément d'information). À la clôture de l'exercice 2011, approximativement 30 % de la valeur totale des contrats en cours n'avait pas été couverte. La partie non couverte s'explique par la couverture partielle des contrats visant à tirer parti de la couverture naturelle attribuable au fait que les coûts d'un projet donné sont libellés dans la même devise que le contrat.

Nous avons recours à des contrats de change à terme pour gérer le risque auquel nous exposent les ventes conclues en monnaies étrangères. Le montant et l'échéance de ces contrats dépendent d'un certain nombre d'éléments liés aux projets, tels la facturation par étapes, l'utilisation de matières acquises à l'étranger ou le recours à des sous-traitants étrangers. À la clôture de l'exercice 2011, nos contrats à terme représentaient l'équivalent en dollars canadiens de 621,4 millions \$ (133,0 millions \$ en contrats d'achat et 488,4 millions \$ en contrats de vente), comparativement à 481,1 millions \$ (103,6 millions \$ en contrats d'achat et 377,5 millions \$ en contrats de vente) à la fin de l'exercice précédent. L'augmentation des contrats de vente s'explique essentiellement par la conclusion d'un plus grand nombre de contrats commerciaux libellés en devises ayant fait l'objet d'une couverture.

Analyse de sensibilité aux taux de change

Le risque de change découle des instruments financiers qui sont libellés en devises. En supposant une appréciation raisonnablement probable de 5 % des devises pertinentes par rapport au dollar canadien pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, l'incidence avant impôts sur le bénéfice net et sur les autres éléments du résultat étendu aurait été un ajustement net négatif de 4,9 millions \$ (ajustement net négatif de 2,9 millions \$ en 2010) et de 23,0 millions \$ (ajustement net négatif de 19,1 millions \$ en 2010), respectivement.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente notre exposition à une augmentation et à une baisse de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. Nous sommes exposés au risque de taux d'intérêt en raison de notre dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de notre dette à long terme à taux fixe. Nous gérons essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation du flux de trésorerie. Nous avons également une dette à taux variable sous forme d'un emprunt bancaire non garanti, une couverture de juste valeur et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. Nous cherchons à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt portent principalement sur des swaps de taux d'intérêt.

Nous avons aussi recours à des instruments financiers pour gérer le risque que posent les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que pour maintenir dans certaines proportions les éléments à taux fixe et à taux variable de notre dette à long terme. À la clôture de l'exercice écoulé, la répartition était de 74 % à taux fixe et de 26 % à taux variable (74 % à taux fixe et 26 % à taux variable en 2010).

Nos programmes de couverture de taux d'intérêt ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, un changement dans les taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence importante sur le bénéfice net consolidé et sur les autres éléments du résultat étendu.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

Pour les exercices 2011 et 2010, une hausse ou une baisse de 1 % du taux d'intérêt n'aurait aucune incidence importante sur le bénéfice net et sur les autres éléments du résultat étendu.

Charge de rémunération à base d'actions

Nous avons conclu des swaps sur actions avec une importante institution canadienne afin de réduire l'effet, sur notre encaisse et nos résultats nets, des fluctuations du cours de nos actions visées par le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA) et le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT). Aux termes de ce swap, nous bénéficions de l'avantage économique que nous procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés à l'institution financière pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours de nos actions, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA et du RDLT, et les swaps sont redéfinis tous les mois. Au 31 mars 2011, les contrats de swap sur actions visaient 2 755 000 actions ordinaires (2 155 000 en 2010) de la Société.

Couverture d'investissement net dans des établissements étrangers autonomes

Nous avons désigné une partie de nos effets de premier rang, dont la valeur totalisait 105,0 millions \$US au 31 mars 2011 (138,0 millions \$US en 2010), comme couverture des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes. Les gains et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu afin de compenser tout gain ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes.

Se reporter à l'état consolidé du résultat étendu pour obtenir le montant total de la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat au cours de la période et le montant total des gains et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. De plus, se reporter à la note 18 afférente aux états financiers consolidés pour le classement des instruments financiers et à la note 19 afférente aux états financiers consolidés pour les montants des gains et des pertes liés aux instruments financiers, notamment les dérivés qui ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

8. ACQUISITIONS, REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET CESSIONS**8.1 Acquisitions****Acquisitions au cours de l'exercice 2011**

Nous avons effectué des transactions pour une contrepartie totale de 79,0 millions \$ versée sous forme de trésorerie, frais d'acquisition compris. Le coût total ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 5,6 millions \$ liée à certaines conditions.

Datamine Corporate Limited

Nous avons acquis Datamine Corporate Limited (Datamine). Datamine est un fournisseur de services et de logiciels d'optimisation des mines.

Academia Aeronautica de Evora S.A.

Nous avons acquis la participation sans contrôle restante dans l'Academia Aeronautica de Evora S.A.

Century Systems Technologies inc.

Nous avons acquis Century Systems Technologies inc. (Century). Century est un fournisseur de systèmes de gouvernance et de gestion des données géologiques desservant l'industrie minière.

Division Technology Assisted Learning de RTI International

Nous avons acquis les actifs de la division Technology Assisted Learning (TAL) de RTI International. TAL conçoit, construit et livre des dispositifs d'entraînement à la maintenance de même que des entraîneurs virtuels de bureau.

Activités de formation de CHC Helicopter

Nous avons acquis les actifs des activités de formation de CHC Helicopter. Nous serons responsables de la formation de pilotes d'hélicoptères et d'ingénieurs de maintenance de même que de la fourniture de formation générale, de dotation en pilotes et de certaines formations aux missions de recherche et de sauvetage.

Les répartitions du prix d'achat de Datamine, Century, TAL et les activités de formation de CHC Helicopter sont provisoires et devraient être finalisées dans un avenir prochain.

L'actif net des activités de formation de CHC Helicopter, de Century et de Datamine est inclus dans le secteur Formation et services associés – Civil. L'actif net de TAL est inclus dans le secteur Produits de simulation – Militaire. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple, en prenant les résultats d'exploitation en compte à partir de la date de l'acquisition.

Au cours de l'exercice 2011, nous avons comptabilisé un prix d'achat supplémentaire de 1,7 million \$ au titre des acquisitions des exercices antérieurs. Le solde de la contrepartie conditionnelle au titre de l'exercice 2010 s'établit à 26,9 millions \$ et pourrait devoir être payé si certaines conditions sont réunies.

Un sommaire du total de l'actif net acquis est présenté à la note 3 afférente à nos états financiers consolidés.

9. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ

Nous exerçons nos activités dans différents secteurs industriels comportant chacun divers éléments de risque et d'incertitude. La direction et le conseil d'administration se penchent sur les principaux risques liés à notre activité, particulièrement dans le cadre du processus annuel de planification stratégique et d'établissement du budget. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. Ces risques sont classés comme suit : risques liés à l'industrie, risques propres à la Société et risques liés au marché. Ces risques ne sont pas nécessairement les seuls auxquels la Société est exposée; d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités.

La direction cherche à atténuer les risques qui sont susceptibles de se répercuter négativement sur notre rendement à venir par un processus de mise en évidence, d'évaluation, de déclaration et de gestion des risques considérés comme importants du point de vue de l'entreprise dans son ensemble.

9.1 Risques liés à l'industrie

Concurrence

Les marchés où nous écoupons notre matériel de simulation et proposons nos services de formation sont hautement compétitifs. De nouvelles entreprises font leur apparition et d'autres se positionnent dans le but d'accroître leur part de marché. Certains de nos concurrents ont une plus grande envergure que nous et disposent de ressources financières et techniques, et de ressources de marketing, de fabrication et de distribution beaucoup plus importantes. De plus, certains concurrents ont des relations bien établies avec des constructeurs d'aéronefs, des compagnies aériennes et des gouvernements ou sont d'importants fournisseurs de ces derniers, ce qui pourrait leur donner un avantage au moment de l'attribution de contrats par ces organisations. Nous faisons particulièrement concurrence à Boeing, qui jouit d'un avantage concurrentiel sur nous en ce qui concerne les prix et d'autres facteurs relativement aux services de formation, de mise à niveau et de maintenance destinés aux simulateurs d'appareils Boeing. Boeing a un modèle d'octroi de licences pour les nouveaux simulateurs destinés à ses appareils civils, selon lequel les fabricants de simulateurs et les fournisseurs de services de formation sont tenus de verser à Boeing des redevances au titre de la fabrication, de la mise à jour ou de la mise à niveau des simulateurs, et des services de formation à l'égard des nouveaux simulateurs.

Nous obtenons la plupart de nos contrats dans le cadre de processus d'appel d'offres qui nous amènent à consacrer beaucoup de temps et d'énergie à des soumissions pour des contrats qui, à terme, pourraient ne pas nous être attribués. Rien ne garantit que nous continuerons de remporter des contrats octroyés par voie d'appel d'offres aussi régulièrement que nous l'avons fait par le passé.

En 2008 et en 2009, la récession et les contraintes de crédit pour les produits destinés au marché civil se sont traduites par une concurrence accrue pour chaque vente possible, ce qui a donné lieu à une baisse des profits réalisés sur les ventes conclues au cours de cette période. Si de telles conditions se reproduisent, nos prix et nos marges pourraient s'en ressentir.

Budgets de la défense et calendrier des dépenses à cet égard

Nous tirons une très grande partie de nos revenus des ventes aux clients des secteurs militaires dans le monde. Au cours de l'exercice 2011, les ventes dans les secteurs PS/M et FS/M ont ainsi représenté 53 % de nos revenus. Nous agissons à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant pour le compte de divers programmes gouvernementaux canadiens, américains, européens et autres. L'interruption du financement d'un programme gouvernemental pourrait entraîner pour nous un important manque à gagner, ce qui pourrait nuire à nos activités. En outre, une réduction importante des dépenses militaires dans les pays auprès desquels nous avons obtenu des contrats pourrait nuire considérablement à nos ventes et à notre bénéfice. Les réformes et retards budgétaires, comme ceux survenus aux États-Unis au début de l'année civile 2011, pourraient prolonger l'exécution des contrats et se traduire par la constatation reportée des revenus.

Secteur de l'aviation civile

Nous tirons une part importante de nos revenus de la vente de matériels et de services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires.

Si le prix du carburant devait atteindre des niveaux élevés pendant une longue période, cela pourrait inciter davantage les compagnies aériennes à remplacer leurs vieux appareils plus énergivores. Cependant, une hausse de cette nature pourrait aussi restreindre les ressources financières que les compagnies aériennes ont à leur disposition et éventuellement entraîner des retards ou des annulations dans les livraisons de nouveaux appareils. Si le prix du carburant connaissait une hausse soutenue, les compagnies aériennes pourraient être amenées à réduire leur capacité de vol ou à ralentir leur croissance, car une telle capacité ne serait alors pas économiquement viable. Cette réaction provoquerait, par ricochet, une baisse de la demande visant notre matériel et nos services de formation.

Les contraintes sur le marché du crédit pourraient entraver la capacité des compagnies aériennes et d'autres sociétés à acheter de nouveaux avions, ce qui nuirait à la demande visant notre matériel et nos services de formation et à la capacité d'acheter nos produits.

De plus, les comptes débiteurs nous exposent au risque de crédit. Afin d'atténuer ce risque, nous avons adopté des politiques visant à ne pas nous exposer outre mesure à un client particulier. Ces politiques prévoient l'analyse de la situation financière de nos clients et l'examen à intervalles réguliers de leur solvabilité. Nous souscrivons également, de temps à autre, de l'assurance crédit et, dans certains cas, exigeons une lettre de crédit bancaire garantissant les paiements que nos clients nous doivent.

Réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation

Nous sommes tenus de nous conformer à la réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation, réglementation qui peut changer sans préavis et pourrait perturber nos ventes et activités. Tout changement imposé par un organisme de réglementation, tel que des changements aux normes de sécurité imposés par les autorités du secteur de l'aviation comme la Federal Aviation Administration des États-Unis, pourrait nous obliger à apporter des modifications imprévues à nos produits et services et entraîner des retards ou des annulations dans les ventes. Nous ne pouvons prévoir l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des modifications aux lois et règlements en vigueur. Tout changement pourrait avoir de grandes conséquences sur nos résultats d'exploitation ou notre situation financière.

Vente ou octroi sous licence de produits de CAE nécessitant l'approbation d'autorités de réglementation et le respect des exigences

La vente ou l'octroi sous licence de plusieurs de nos produits est assujéti à des contrôles réglementaires. Ces contrôles peuvent notamment nous interdire de vendre à certains pays ou de vendre une certaine technologie, comme les simulateurs liés au domaine militaire ou encore tout matériel d'entraînement, y compris les données militaires et les pièces, sans avoir préalablement obtenu une licence d'exportation ou d'autres approbations auprès d'une ou de plusieurs autorités gouvernementales. Ces règlements changent assez fréquemment et rien ne garantit que nous serons autorisés ultérieurement à vendre ou à octroyer sous licence certains produits à des clients, ce qui pourrait entraîner pour nous des pertes ou un manque à gagner.

L'incapacité de nous conformer aux lois et règlements en matière de contrôle des exportations et aux impératifs de sécurité nationale pourrait nous exclure temporairement ou définitivement des marchés publics à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur nos revenus d'exploitation ou notre rentabilité, sans compter que cela porterait atteinte à notre réputation et à notre capacité d'obtenir d'autres marchés publics par la suite.

Programmes militaires financés par l'État

Comme la plupart des titulaires de marchés publics, nous pouvons faire l'objet de vérifications et de contrôles périodiques. Les ajustements rendus nécessaires par les vérifications et contrôles gouvernementaux pourraient nuire à nos résultats d'exploitation. De plus, certains frais pourraient ne pas être remboursés ou admis dans la négociation de contrats à prix fixe. Par conséquent, nous courons un risque plus grand d'actions en justice et de poursuites en responsabilité intentées à notre encontre que des entreprises qui ne traitent qu'avec le secteur privé, ce qui pourrait nuire considérablement à nos activités.

9.2 Risques propres à la Société

Évolution des produits

Le marché militaire et celui de l'aviation civile dans lesquels nous évoluons sont caractérisés par des changements au niveau des exigences des clients, par l'arrivée de nouveaux modèles d'aéronefs ainsi que par l'évolution des normes de l'industrie. Notre incapacité à prévoir précisément les besoins futurs de nos clients actuels et éventuels et à mettre au point des produits améliorés qui répondent à l'évolution des normes et des technologies pourrait nous faire perdre des clients ou nuire à notre capacité d'en attirer de nouveaux et, du coup, se répercuter sur nos revenus. L'évolution de la technologie pourrait également influencer sur la valeur de la flotte de simulateurs de vol.

Activités de recherche et de développement

Certaines de nos initiatives en matière de R-D sont menées grâce à l'appui financier des gouvernements, dont le gouvernement du Québec, par l'entremise d'IQ, et le gouvernement du Canada, par l'entremise de l'ISAD. Si nous ne pouvons pas remplacer ces programmes à l'avenir par d'autres programmes gouvernementaux de partage des risques aussi avantageux pour nous, cela pourrait avoir des conséquences négatives sur notre rendement financier ainsi que sur nos activités de recherche et de développement.

Contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme

Nous fournissons des produits et services principalement aux termes de contrats à prix fixe qui nécessitent l'absorption du dépassement des coûts, malgré la difficulté à estimer tous les coûts engagés pour la réalisation de ces contrats et la difficulté de prévoir le chiffre final des ventes que nous pourrions atteindre. De plus, bon nombre de nos contrats de fourniture de simulateurs et de services à des compagnies aériennes et à des organisations du secteur de la défense sont des contrats de longue durée, pouvant aller jusqu'à 20 ans. Certains de ces contrats établissent le prix des simulateurs à livrer ou des services de formation à fournir sous réserve d'ajustements tenant compte de l'inflation et de l'augmentation des coûts. Si ces ajustements se révélaient insuffisants pour absorber l'inflation ou l'augmentation des coûts, nos résultats d'exploitation pourraient en souffrir.

Approvisionnement et empiètement des constructeurs

Nous devons obtenir des données, des pièces, du matériel et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre de constructeurs et de sous-traitants. Nous ne sommes pas toujours en mesure de trouver au moins deux fournisseurs pour les intrants dont nous avons besoin et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants importants ne proviennent que d'un seul fournisseur. Nous sommes donc vulnérables aux retards dans le calendrier de livraison, à la situation financière des fournisseurs uniques et à leur volonté de faire affaire avec nous. Les groupes commerciaux de certains fournisseurs uniques comprennent des entreprises qui font concurrence à une partie de nos activités.

Garanties et autres réclamations sur des produits

Nous fabriquons des simulateurs qui sont de nature complexe et perfectionnée. Ils peuvent contenir des défauts difficiles à déceler et à corriger. Les irrégularités de fonctionnement ou pannes de ces produits pourraient nous valoir des réclamations au titre de la garantie ou encore nous faire perdre des clients. La correction de ces défauts pourrait nécessiter d'importantes dépenses en immobilisations. Si ces produits défectueux étaient intégrés au matériel des clients, nous pourrions en outre faire l'objet d'une action en responsabilité du fait des dommages causés par nos produits à ce matériel. Tout défaut ou toute action ou erreur pourrait nuire à nos résultats et à nos activités. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Risque lié à l'intégration des produits et à la gestion des programmes

Notre activité pourrait également souffrir d'une éventuelle incompatibilité de nos produits avec d'autres logiciels, systèmes informatiques et systèmes de communications perfectionnés et en constante évolution. Si nous éprouvons des difficultés avec un projet ou n'en atteignons pas les étapes prescrites dans les délais impartis, nous pourrions devoir consacrer à un projet particulier plus de ressources qu'il n'en avait été prévu pour lui à l'origine, notamment sur le plan de l'ingénierie. Bien que le montant des provisions couvrant les risques de pertes sur contrats à prix fixe nous semble adéquat, nous pourrions subir des pertes plus élevées que les provisions établies à la suite des obligations qui nous sont faites aux termes des contrats d'approvisionnement à long terme et à prix fixe.

Protection des droits de propriété intellectuelle

Nous comptons en partie sur nos secrets industriels et sur des restrictions contractuelles, comme des ententes de confidentialité et des licences, pour établir et protéger nos droits de propriété intellectuelle. Or, ces moyens pourraient se révéler inefficaces dans la prévention du détournement de nos technologies ou dans la dissuasion d'autres parties d'élaborer des technologies semblables. Il pourrait se révéler impossible ou difficile de faire respecter nos droits de propriété intellectuelle ou d'en acquérir et de les faire respecter dans certains pays.

Propriété intellectuelle

Nos produits tournent à l'aide de logiciels et de systèmes informatiques complexes qui nous sont fournis par des tiers et qui pourraient parfois nous être inaccessibles. La construction de nos simulateurs dépend souvent de la réception de données, notamment de données confidentielles ou exclusives relatives aux fonctionnalités, à la conception et aux performances d'un produit ou d'un système, que nos simulateurs sont censés reproduire. Rien ne garantit que nous pourrions obtenir ces données à des conditions acceptables, ni même que nous pourrions les obtenir.

Des actions de contrefaçon pourraient être intentées à notre encontre ou à l'encontre de nos clients. Le cas échéant, nous pourrions perdre la cause ou ne pas être en mesure de mettre au point un procédé qui ne viole pas les droits de tiers ou d'obtenir des licences à des conditions acceptables sur le plan commercial, ni même que nous pourrions les obtenir.

De plus, tout litige relatif à la protection de nos droits de propriété intellectuelle pourrait se révéler long et onéreux, et porter préjudice à nos activités ou résultats financiers, que nous ayons gain de cause ou non.

Personnel clé

Notre pérennité et notre prospérité dépendent en partie de notre capacité d'attirer et de garder à notre service du personnel clé possédant les compétences, l'expertise et l'expérience pertinentes. Notre politique de rémunération vise à atténuer ce risque.

Responsabilité environnementale

Nos activités actuelles et passées ainsi que celles d'anciens exploitants de certains de nos établissements actuels et anciens entraînent ou ont entraîné l'utilisation, la production, l'entreposage, le transport et la destruction de matières dangereuses.

L'adoption de nouvelles lois et de leurs règlements d'application, le resserrement des lois et règlements existants, la découverte d'une contamination inconnue, l'imposition de nouvelles exigences de nettoyage ou des réclamations fondées sur des engagements d'indemnisation des dommages à l'environnement que nous pourrions avoir pris pourraient nous contraindre à des dépenses substantielles, ce qui pourrait porter un grand préjudice à nos résultats d'exploitation et à notre situation financière.

Nous avons constitué des provisions à l'égard des réclamations dont nous connaissons l'existence et des réparations qui pourraient être attendues de nous, mais ces provisions pourraient se révéler insuffisantes.

De plus, comme nos activités abandonnées ne sont pas assurées contre de pareilles réclamations, toute action d'importance intentée contre l'une d'entre elles pour des motifs environnementaux serait susceptible de nuire considérablement à notre rentabilité future.

Actions en responsabilité pour risques divers

En raison de la nature même de nos activités, nous sommes exposés à des actions en responsabilité, notamment des actions pour préjudices physiques importants ou décès, qui pourraient faire suite à :

- Des accidents ou sinistres mettant en cause du matériel de formation que nous avons vendu ou des aéronefs pour lesquels nous avons fourni du matériel ou des services de formation;
- Nos services de dotation en pilotes;
- Nos activités de formation au vol en situation réelle.

Nous pourrions être également visés par des actions en responsabilité à l'égard de nos produits consécutives à des dommages découlant de la vente de matériel ou de la prestation de services par des entités ayant repris à leur compte des activités que nous avons abandonnées. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Intégration des entreprises acquises

La réussite de nos acquisitions va dépendre de notre capacité à cristalliser les synergies, tant en termes de commercialisation de notre gamme élargie de produits offerts que d'intégration à notre mode de fonctionnement des activités des nouvelles unités.

Capacité à pénétrer de nouveaux marchés

Nous cherchons à tirer parti de nos connaissances, de notre expérience et de nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation et d'optimisation afin de pénétrer les nouveaux marchés de la formation fondée sur la simulation dans les secteurs des soins de santé, des mines et de l'énergie.

Alors que nous pénétrons ces nouveaux marchés, nous pourrions faire face à des difficultés et à des dépenses imprévues qui pourraient porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation. La pénétration de nouveaux marchés est, par définition, plus difficile que la gestion de nos marchés principaux déjà établis. Les risques associés à la pénétration de nouveaux marchés sont plus importants. Cependant, nous estimons que CAE aura la possibilité de dégager, à long terme, des revenus importants de ces nouveaux champs d'activité.

Planification des ressources de l'entreprise

Nous investissons temps et argent dans un système de gestion intégré (ERP). Si ce système n'est pas exploité de la façon prévue, au moment prévu, nous pourrions avoir de la difficulté à obtenir des dédommagements ou correctifs de la part des tiers. Nous pourrions aussi ne pas être en mesure de tirer du système toute la valeur que nous en attendions, ce qui pourrait porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation.

Durée du cycle de vente

Le cycle de vente de nos produits et services est long et imprévisible, allant de 6 à 18 mois pour les applications dans le domaine de l'aviation civile, et de 6 à 24 mois ou plus pour les applications militaires. Pendant que les clients évaluent nos produits et services, nous pouvons être tenus d'engager des dépenses et de déployer des efforts de gestion. Le résultat de ces dépenses, pour lesquelles il n'y a aucun revenu d'exploitation correspondant dans un trimestre, pourrait accentuer les fluctuations de nos résultats d'exploitation trimestriels et la volatilité du cours de nos actions. Nous pourrions fabriquer d'avance certains produits en prévision des commandes à venir et pour faciliter une livraison plus rapide en vue d'obtenir un avantage concurrentiel. Par contre, si les commandes pour ces produits ne se concrétisent pas au moment prévu, nous devons conserver le produit préfabriqué en stock jusqu'à ce qu'une vente soit conclue.

9.3 Risques liés au marché

Écart de change

Nous exerçons nos activités à l'échelle mondiale, et près de 90 % de nos revenus sont réalisés en devises, principalement en dollars US, en euros et en livres sterling. Nos revenus sont répartis à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un autre tiers en Europe et le dernier tiers dans le reste du monde.

Les activités que nous menons au Canada génèrent environ 39 % de nos revenus et une grande proportion de nos charges d'exploitation sont libellées en dollars canadiens. L'appréciation du dollar canadien a un effet défavorable sur nos revenus libellés en monnaies étrangères et, de ce fait, sur nos résultats financiers. La dépréciation du dollar canadien a quant à elle un effet défavorable sur nos coûts libellés en monnaies étrangères et sur notre compétitivité par rapport à d'autres constructeurs de matériels dans des pays où les charges d'exploitation sont moindres. Pour atténuer en partie ce risque, nous avons mis sur pied divers programmes de couverture. Cependant, nos activités de couverture de devises ne permettent pas d'éliminer complètement le risque de change et ne procurent qu'une compensation à court terme.

Les activités de nos établissements étrangers – surtout de la formation et des services associés pour les secteurs Militaire et Civil – sont essentiellement libellées dans les monnaies locales. Une couverture naturelle existe du fait que les revenus et les charges d'exploitation sont libellés dans les mêmes devises. Ces activités nous exposent toutefois à un risque de change non couvert étant donné que nous consolidons nos résultats en dollars canadiens aux fins de la présentation de l'information financière.

Disponibilité du capital

Notre principale facilité de crédit, refinancée en avril 2011, devra être renouvelée en avril 2015. À l'heure actuelle, il nous est impossible de déterminer si elle sera renouvelée au même coût, pour la même durée et selon des modalités similaires à celles qui nous ont été offertes cette année.

Régimes de retraite

La capitalisation des régimes de retraite s'appuie sur des estimations actuarielles et est assujettie aux limites prévues par la réglementation fiscale et autre. Les estimations actuarielles établies au cours de l'exercice étaient fondées sur des hypothèses liées aux niveaux prévus de rémunération des salariés lors de leur départ à la retraite et au rendement à long terme prévu des actifs des régimes de retraite. Les rapports d'évaluation actuarielle sur la capitalisation déterminent le montant des cotisations en trésorerie que nous devons verser aux régimes de retraite agréés. Selon les derniers rapports sur la capitalisation de nos régimes, les régimes de retraite accusent des déficits de solvabilité. Nous sommes donc tenus de verser des cotisations pour les financer. Si la valeur des actifs des régimes ne remonte pas avant la date des prochaines évaluations de la capitalisation, nous devons augmenter le montant de ces cotisations en trésorerie, ce qui l'empêchera d'affecter les fonds visés à d'autres fins.

Faire des affaires à l'étranger

Nous exerçons des activités dans plus de 20 pays et vendons nos produits et services auprès de clients d'un peu partout dans le monde. Pour l'exercice 2011, les ventes à des clients de l'extérieur du Canada et des États-Unis ont compté pour environ 60 % de nos revenus, et nous nous attendons à ce qu'elles continuent d'en représenter une grande portion dans un avenir prévisible. Du coup, nous sommes exposés au risque de faire des affaires à l'étranger.

Les principaux risques auxquels nous faisons face sont les suivants :

- L'évolution des lois et des règlements;
- Les tarifs douaniers, embargos, contrôles et autres restrictions;
- L'évolution générale de la conjoncture et des conditions géopolitiques;
- Les risques liés au recours à des représentants et à des consultants à l'étranger et la complexité s'y rattachant.

10. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

10.1 Principaux changements de conventions comptables – exercice 2011

Nos états financiers sont dressés conformément aux PCGR du Canada publiés par le Conseil des normes comptables (CNC) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) dans les chapitres de son *Manuel*, dans les notes d'orientation concernant la comptabilité (NOC) et dans les abrégés des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN).

Il n'y a eu aucune modification importante des conventions comptables au cours de l'exercice.

10.2 Modifications futures de normes comptables

Nous cesserons de préparer nos états financiers consolidés selon les PCGR du Canada présentés dans la Partie V du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité* (PCGR du Canada) pour l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2011, date à laquelle notre principal référentiel comptable deviendra les Normes internationales d'information financière présentées dans la Partie I du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. Par conséquent, nous ne nous penchons pas sur les modifications comptables futures aux PCGR du Canada pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2011. Nous ne prévoyons pas publier d'états financiers selon les PCGR du Canada dans l'avenir.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que les IFRS remplaceront les PCGR du Canada le 1^{er} janvier 2011 pour les entreprises ayant une obligation d'information publique de rendre des comptes. Bien que les principes et le cadre conceptuel des PCGR du Canada et des IFRS soient semblables, ils diffèrent considérablement en ce qui concerne la constatation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir.

À compter du premier trimestre de l'exercice 2012, nous préparerons nos états financiers intermédiaires et annuels conformément aux IFRS.

Nous avisons le lecteur que l'information qui suit n'est fournie que pour aider les investisseurs et d'autres parties à obtenir une meilleure compréhension de notre plan de transition aux IFRS et des répercussions prévues sur nos états financiers; l'information peut ne pas convenir à d'autres fins. Les différences de conventions comptables et les répercussions relevées ne sont ni complètes, ni définitives, l'information présentée ci-après reflétant nos hypothèses, estimations et attentes actuelles, lesquelles sont susceptibles d'être modifiées. Des changements aux IFRS, à la réglementation ou à la conjoncture économique peuvent également avoir une incidence sur l'information présentée ici. De plus, des décisions financières concernant les conventions comptables n'ont pas besoin d'être prises avant la préparation des états financiers annuels de l'exercice 2012.

Plan de transition aux IFRS

Nous mettons en œuvre un plan de transition détaillé pour passer des PCGR du Canada aux IFRS. Nous avons créé un groupe de transition aux IFRS qui réunit des directeurs financiers du siège social et des différents secteurs ainsi que des membres d'autres groupes touchés par le changement. En outre, nous avons établi divers comités relativement au projet de transition aux IFRS, auxquels nous faisons rapport sur l'état d'avancement du projet.

État d'avancement des éléments clés du plan de transition

Élément clé	État d'avancement
<p>Conventions comptables</p> <p><i>Sélectionner des conventions comptables</i></p>	<p>Des décisions concernant les conventions comptables ont été prises en ce qui concerne les possibilités selon les IFRS et certains choix possibles en conformité avec IFRS 1, <i>Première application des normes internationales d'information financière</i>.</p> <p>En plus de décrire l'incidence des exemptions que nous avons appliquées aux termes d'IFRS 1, nous présentons ci-après la détermination, les répercussions et la quantification des différences importantes entre nos conventions comptables aux termes des PCGR du Canada et des IFRS.</p>
<p>Systèmes de technologies de l'information (TI) et de données</p> <p><i>Déterminer les modifications à apporter aux systèmes de technologies de l'information et de données, notamment afin de compiler les données requises aux fins des états financiers comparatifs de l'exercice 2011</i></p>	<p>L'incidence de l'adoption des IFRS sur notre système de TI est principalement liée à la modification des normes d'évaluation et au resserrement des normes d'information au titre des immobilisations corporelles et incorporelles. Les autres modifications devant être apportées au système de TI sont mineures. Nous avons évalué les modifications au système de TI.</p> <p>Nous nous assurons d'intégrer les IFRS dans la mise en œuvre de notre nouveau système ERP.</p>
<p>Contrôle interne à l'égard de l'information financière</p> <p><i>Réviser les procédés et processus de contrôle interne pour prendre en compte les modifications importantes apportées aux conventions comptables et aux pratiques courantes</i></p>	<p>Nous avons achevé la révision des procédés et processus de contrôle interne existants visant à prendre en compte les modifications importantes aux conventions comptables et aux pratiques courantes, en fonction des normes actuellement en vigueur. Nous avons évalué tout effet de la mise en œuvre des IFRS sur nos processus de contrôle interne. Nous avons mis en place des contrôles internes relatifs aux ajustements ponctuels liés à la transition et à notre exercice comparatif.</p>
<p>Contrôles et procédures de communication de l'information</p> <p><i>Évaluer les conséquences sur la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information</i></p>	<p>Nous avons évalué l'incidence de la mise en œuvre des IFRS sur la conception des contrôles et procédures de communication de l'information.</p> <p>Nous avons élaboré des outils de communication de l'information qui nous permettent de réunir toutes les données requises aux fins des informations à fournir dans les états financiers en IFRS.</p>
<p>Savoir-faire en matière d'information financière</p> <p><i>Retenir les services d'experts pour faciliter la transition</i></p> <p><i>Fournir la formation appropriée aux employés concernés</i></p>	<p>Nous avons une équipe de projet spécialisée qui possède une connaissance suffisante des IFRS.</p> <p>Une formation officielle à l'échelle de la Société a été fournie à l'ensemble du personnel financier clé. En outre, de la formation a été fournie à divers groupes au sein de CAE.</p> <p>Nous avons présenté à notre comité de vérification des rapports trimestriels sur l'état d'avancement du projet, un bilan d'ouverture préliminaire en IFRS et les incidences trimestrielles comparatives que nous avons relevées.</p>
<p>Activités commerciales</p> <p><i>Incidence des modifications sur les autres parties prenantes</i></p>	<p>Nous avons recensé les différents groupes touchés par la transition aux IFRS et leur avons communiqué les différences.</p>
<p><i>Budgets et plans stratégiques</i></p>	<p>Nos parties prenantes externes ont été informées sur notre plan de transition aux IFRS dans les rapports de gestion intermédiaires et annuels.</p> <p>Des budgets et plans stratégiques conformes aux IFRS sont en voie de préparation pour l'exercice 2012.</p>
<p><i>Clauses restrictives</i></p>	<p>Nous avons évalué l'incidence des IFRS sur les clauses restrictives de nos dettes, et nous ne prévoyons aucun effet qui entraînerait la violation de ces clauses.</p>

Première adoption des IFRS

IFRS 1, *Première adoption des Normes internationales d'information financière*, exige que les entreprises qui adoptent les IFRS pour la première fois choisissent des conventions comptables cohérentes avec chaque IFRS en vigueur à la fin de leur première période de présentation de l'information en IFRS et qu'elles appliquent ces conventions à toutes les périodes présentées dans leurs premiers états financiers en IFRS. Aux termes d'IFRS 1, toutes les normes comptables doivent être adoptées rétrospectivement dans leur intégralité. Cependant, certaines exemptions facultatives peuvent être utilisées. Nous prévoyons nous prévaloir des exemptions suivantes :

- Constatation de certains dispositifs de formation à la juste valeur estimative utilisée comme coût réputé à la date de transition;
- Constatation de tous les écarts actuariels des régimes à prestations déterminées qui étaient reportés selon les anciens PCGR du Canada dans les résultats non distribués d'ouverture au 1^{er} avril 2010;
- Ajustement de l'écart de conversion cumulé lié aux établissements étrangers au 1^{er} avril 2010 pour le ramener à néant, l'ajustement étant porté aux résultats non distribués d'ouverture;
- Application des exigences d'IAS 23, *Coûts d'emprunt*, en vertu duquel les intérêts doivent être capitalisés aux actifs admissibles uniquement après le 1^{er} avril 2010;
- Non-application d'IFRS 3 (dans sa version modifiée en 2008), *Regroupements d'entreprises*, aux regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} avril 2010. Par conséquent, au 1^{er} avril 2010, la valeur comptable de l'écart d'acquisition aux termes des IFRS correspondrait à celle de l'écart d'acquisition aux termes des PCGR du Canada.

L'incidence transitoire de ces exemptions que nous prévoyons appliquer est présentée dans la rubrique *Principaux changements de conventions comptables aux termes des IFRS*.

Ajustements prévus à l'état consolidé de la situation financière lors de l'adoption des IFRS

Le tableau suivant rapproche le bilan consolidé selon les PCGR du Canada et l'état consolidé de la situation financière en IFRS à la date de transition, soit le 1^{er} avril 2010, en fonction des incidences préliminaires prévues. Les répercussions des sujets importants ont été isolées et sont présentées à la rubrique *Principaux changements de conventions comptables aux termes des IFRS*, avec les autres changements de conventions comptables. D'autres éléments devraient avoir une incidence sur notre état de la situation financière d'ouverture, mais dans une moindre mesure. L'incidence prévue de ces éléments a été regroupée dans la colonne *Impôts sur le résultat et autres*.

Tel que mentionné précédemment, les différences de conventions comptables et les répercussions relevées ne sont ni complètes, ni définitives, l'information présentée reflétant nos hypothèses, estimations et attentes actuelles, lesquelles sont susceptibles d'être modifiées. Des changements aux IFRS, à la réglementation ou à la conjoncture économique peuvent également avoir une incidence sur l'information présentée ci-après.

<i>Chiffres non vérifiés 1^{er} avril 2010 (en millions)</i>	PCGR du Canada	Subventions publiques et instruments financiers**	Immobilisations corporelles*	Avantages du personnel*	Coûts d'emprunt*	Contrats de location	Produits des activités ordinaires	Reclassements*	Impôts sur le résultat et autres	IFRS
Actif										
Actif à court terme	\$ 963,0	6,3	-	-	-	(9,5)	(1,0)	9,3	(1,9)	966,2
Immobilisations corporelles	1 147,2	7,6	(84,9)	-	(23,5)	150,7	-	-	-	1 197,1
Actifs incorporels et écart d'acquisition	287,3	5,5	-	-	(1,7)	-	-	-	(0,7)	290,4
Actifs d'impôt différé	82,9	-	-	-	2,2	-	-	(14,8)	(45,6)	24,7
Autres actifs	141,5	-	-	(29,6)	-	-	-	-	1,0	112,9
	\$ 2 621,9	19,4	(84,9)	(29,6)	(23,0)	141,2	(1,0)	(5,5)	(47,2)	2 591,3
Passif										
Passif à court terme	\$ 741,6	8,6	-	0,8	-	17,2	7,4	(6,6)	7,8	776,8
Provisions	-	-	-	-	-	-	-	2,6	5,6	8,2
Dette à long terme	441,6	-	-	-	-	159,3	-	-	-	600,9
Obligation au titre des redevances	-	148,0	-	-	-	-	-	-	-	148,0
Obligation découlant des avantages sociaux	-	-	-	47,5	-	-	-	33,9	-	81,4
Passifs d'impôt différé	82,4	(36,8)	(16,5)	(20,8)	-	(12,0)	(2,4)	1,1	18,2	13,2
Gains reportés et autres passifs à long terme	200,5	-	-	-	-	-	-	(54,5)	(1,6)	144,4
	\$ 1 466,1	119,8	(16,5)	27,5	-	164,5	5,0	(23,5)	30,0	1 772,9
Capitaux propres										
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société	\$ 1 155,8	(100,4)	(68,4)	(57,1)	(23,0)	(23,3)	(6,0)	-	(77,2)	800,4
Part des actionnaires sans contrôle	\$ -	-	-	-	-	-	-	18,0	-	18,0
	\$ 1 155,8	(100,4)	(68,4)	(57,1)	(23,0)	(23,3)	(6,0)	18,0	(77,2)	818,4
	\$ 2 621,9	19,4	(84,9)	(29,6)	(23,0)	141,2	(1,0)	(5,5)	(47,2)	2 591,3

* Ces éléments tiennent compte des ajustements pertinents aux termes d'IFRS 1.

** Les titres complets de ces éléments sont : Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique, et Instruments financiers : Présentation.

Principaux changements de conventions comptables aux termes des IFRS

Nous avons relevé les sujets importants qui suivent et avons comparé nos conventions comptables actuelles avec les normes qui devront être appliquées aux fins de l'établissement de nos états financiers en IFRS. Nous avons également déterminé les incidences prévues sur le bilan d'ouverture résultant de l'application rétroactive des IFRS et des exemptions selon IFRS 1. Les sujets choisis ont été jugés les plus pertinents en fonction de nos activités.

Les différences de conventions comptables et les répercussions relevées ne sont ni complètes, ni définitives, l'information présentée reflétant nos hypothèses, estimations et attentes actuelles, lesquelles sont susceptibles d'être modifiées.

IAS 20 et IAS 32 – Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique/Instruments financiers : Présentation

Accords de redevances avec le gouvernement

Convention comptable selon les PCGR du Canada	<p>À l'exception de la participation du gouvernement du Canada au projet Falcon, les autres contributions gouvernementales sont inscrites à titre de réduction des coûts du programme de R-D connexe ou de réduction des dépenses capitalisées au titre du programme.</p> <p>L'obligation de remboursement des contributions gouvernementales est constatée lorsque les conditions sont réunies. Ces remboursements sont constatés dans les états consolidés des résultats lorsque les redevances sont exigibles.</p> <p>Nous constatons la participation au projet Falcon à titre d'obligation à long terme portant intérêt. L'écart entre la valeur nominale de l'obligation à long terme et sa valeur actualisée est inclus dans les contributions gouvernementales, qui sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses capitalisées.</p>
Convention comptable selon les IFRS	<p>On s'attend à ce que les accords avec le gouvernement concernant les redevances remboursables soient comptabilisés dans les obligations au titre des redevances. L'obligation de rembourser des redevances serait constatée lorsque le montant est reçu et serait estimée en fonction de projections. La réévaluation ultérieure de ces obligations serait comptabilisée dans l'état consolidé des résultats.</p>
Incidence sur le bilan d'ouverture	<p>En raison de l'application de la nouvelle convention prévue, une obligation au titre des redevances d'un montant de 156,6 millions \$ (y compris la partie à court terme), évaluée à la valeur actualisée et augmentée au fil du temps, devrait être comptabilisée au bilan, avec une baisse correspondante des capitaux propres de 100,4 millions \$, déduction faite d'une incidence fiscale différée de 36,8 millions \$, et une hausse des actifs de 19,4 millions \$ afin de rendre compte rétroactivement de l'aide gouvernementale qui a été comptabilisée à titre de réduction des coûts et de réduction des dépenses en immobilisations, respectivement, conformément aux PCGR du Canada.</p>
Incidence comptable sur les activités poursuivies	<p>Cette modification de traitement comptable devrait donner lieu à une augmentation des intérêts débiteurs en raison de l'augmentation de l'obligation à long terme et à une diminution de l'obligation au titre des redevances pour les exercices subséquents. L'obligation au titre des redevances sera réévaluée annuellement. Tout changement important des hypothèses futures servant à évaluer l'obligation pourrait donner lieu à la volatilité de l'obligation au titre des redevances et du bénéfice.</p>

IAS 16 – Immobilisations corporelles

Exemption selon IFRS 1 – Utilisation de la juste valeur comme coût réputé

Exemption retenue	<p>Une société peut choisir d'utiliser la juste valeur comme coût réputé à la date de transition pour tout élément d'immobilisations corporelles.</p>
Incidence sur le bilan d'ouverture	<p>Nous prévoyons utiliser la juste valeur comme coût réputé pour certains dispositifs de formation, ce qui devrait se traduire par une baisse de 76,4 millions \$ des immobilisations corporelles.</p>
Incidence comptable sur les activités poursuivies	<p>Étant donné l'application de l'exemption prévue, la charge d'amortissement diminuera en raison de la baisse des coûts réputés.</p>

Séparation des composantes

Convention comptable selon les PCGR du Canada	<p>Le coût d'une immobilisation corporelle constituée de composantes séparables importantes est imputé aux composantes lorsque cela est possible et lorsque la durée de vie des composantes peut être estimée.</p>
Convention comptable selon les IFRS	<p>Toute partie d'une immobilisation corporelle dont le coût est important par rapport au coût total de l'immobilisation et dont la durée d'utilité diffère de celle de l'actif principal doit être amortie séparément.</p>
Incidence sur le bilan d'ouverture	<p>Nous nous attendons à ce que certains immeubles soient séparés en composantes. Les trois composantes relevées sont le toit, le système de chauffage et de climatisation, ainsi que le reste de l'immeuble. La séparation des composantes devrait se traduire par une baisse de 2,0 millions \$ des immobilisations corporelles au 1^{er} avril 2010.</p>
Incidence comptable sur les activités poursuivies	<p>Nous ne prévoyons aucune modification importante de la séparation des composantes de nos principaux actifs.</p>

 Décomptabilisation

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les immobilisations corporelles sont constatées au coût moins l'amortissement cumulé, déduction faite de toute perte de valeur. Les coûts subséquents sont capitalisés s'il s'agit d'une amélioration et sont passés en charges s'il s'agit de travaux de réparation ou de maintenance.
Convention comptable selon les IFRS	Au remplacement d'une composante, une perte de cession sera constatée dans les résultats lorsque la valeur comptable de l'élément remplacé est décomptabilisée, sauf si l'élément est transféré dans les stocks. S'il est impossible de déterminer cette valeur comptable, le coût et l'amortissement cumulé seront évalués en fonction du coût de l'élément de remplacement.
Incidence sur le bilan d'ouverture	La prise en compte rétroactive des décomptabilisations passées devrait se traduire par une baisse de 6,5 millions \$ des immobilisations corporelles au 1 ^{er} avril 2010.
Incidence comptable sur les activités poursuivies	Cette modification pourrait entraîner la volatilité de nos résultats.

IAS 19 – Avantages du personnel

 Exemption selon IFRS 1 et incidence comptable sur les activités poursuivies – Écarts actuariels

Convention comptable selon les PCGR du Canada	L'excédent du gain ou de la perte actuariel net au-delà de 10 % des obligations au titre des prestations ou de la juste valeur des actifs des régimes, n'est pas immédiatement comptabilisé en résultat, mais est plutôt amorti sur la durée résiduelle d'activité des salariés actifs (méthode du corridor). Les gains et pertes actuariels non comptabilisés qui sont sous la fourchette inférieure du corridor sont reportés.
Exemption selon IFRS 1 retenue et convention comptable selon les IFRS	IFRS 1 permet à une société de choisir de constater tous les écarts actuariels des régimes à prestations déterminées qui étaient reportés selon les anciens PCGR du Canada dans les résultats non distribués d'ouverture. Par la suite, nous sommes d'avis que les écarts actuariels de nos régimes à prestations déterminées seront inscrits au bilan et comptabilisés dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils se produisent.
Incidence sur le bilan d'ouverture	Nous avons l'intention de nous prévaloir du choix selon IFRS 1. Selon nous, la constatation de tous les écarts actuariels cumulés au 1 ^{er} avril 2010 donnerait lieu à une diminution de 29,6 millions \$ de nos autres actifs à long terme et à la constatation d'un montant additionnel de 25,7 millions \$ lié à l'obligation au titre des avantages sociaux.
Incidence comptable sur les activités poursuivies	Les écarts actuariels enregistrés dans la période seront inscrits intégralement au bilan. L'excédent des écarts actuariels au-delà de 10 % des obligations au titre des prestations ou de la juste valeur des actifs des régimes, si ce montant est plus élevé, ne sera plus comptabilisé dans les résultats. Les écarts actuariels constatés seront plutôt présentés dans les <i>autres éléments du résultat global</i> .

 Évaluations actuarielles

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Il est possible d'évaluer les actifs et les obligations des régimes de retraite jusqu'à trois mois avant la fin de l'exercice.
Convention comptable selon les IFRS	Les actifs et les obligations des régimes doivent être évalués à la date de l'état de la situation financière.
Incidence sur le bilan d'ouverture	Le changement de date d'évaluation devrait se traduire par une hausse de 17,0 millions \$ de l'obligation au titre des avantages sociaux.
Incidence comptable sur les activités poursuivies	Les évaluations actuarielles auront lieu à la date de l'état de la situation financière.

Coûts des services passés

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les coûts des services passés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs qui devraient recevoir des prestations aux termes du régime jusqu'à la date d'admissibilité complète.
Convention comptable selon les IFRS	Les coûts des services passés sont passés en charges selon la méthode linéaire sur la période moyenne d'acquisition des prestations. Dans la mesure où les prestations sont déjà acquises après la mise en place ou la modification d'un régime à prestations déterminées, les coûts des services passés sont comptabilisés immédiatement.
Incidence sur le bilan d'ouverture	La constatation des prestations déjà acquises devrait se traduire par une hausse de 4,8 millions \$ de l' <i>obligation au titre des avantages du personnel</i> .
Incidence comptable sur les activités poursuivies	Les coûts des services passés acquis seront comptabilisés immédiatement dans les résultats et dans l'état de la situation financière au fur et à mesure qu'ils surviennent.

IAS 23 – Coûts d'emprunt

Exemption selon IFRS 1 – Coûts d'emprunt

Exemption retenue	Une société peut choisir d'appliquer les exigences d'IAS 23, <i>Coûts d'emprunt</i> , en vertu desquelles les intérêts ne doivent être capitalisés aux actifs admissibles qu'à compter du 1 ^{er} avril 2010.
Incidence sur le bilan d'ouverture	Nous avons l'intention de nous prévaloir de ce choix. Par conséquent, les intérêts capitalisés non amortis avant le 1 ^{er} avril 2010 seront éliminés par le biais d'un ajustement des bénéfices non distribués, ce qui se traduirait par une diminution respective de 23,5 millions \$ et de 1,7 million \$ des immobilisations corporelles et des actifs incorporels.
Incidence comptable sur les activités poursuivies	Étant donné la diminution de la valeur des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, la charge d'amortissement sera moins élevée pour les exercices futurs aux termes des IFRS.

IAS 17 – Contrats de location

Classement

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Conformément aux PCGR du Canada, un contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition (location-financement) ou de location-exploitation, selon que la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété d'un actif loué est transférée au locataire, et l'évaluation a lieu à la naissance du contrat de location. Des seuils quantitatifs servent à la détermination des seuils de classement.
Convention comptable selon les IFRS	Le classement des contrats de location aux termes des IFRS varie également selon que la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété d'un actif loué est transférée au locataire, et l'évaluation a également lieu à la naissance du contrat de location. Il n'existe aucun seuil quantitatif, et des indicateurs qualitatifs supplémentaires sont fournis.
Incidence sur le bilan d'ouverture	Les contrats de location importants, lesquels étaient auparavant classés dans les contrats de location-exploitation, devraient être constatés dans le bilan à titre de contrats de location-financement, y compris certains FFS de notre réseau mondial de centres de formation ainsi que certains immeubles. Le reclassement de ces contrats de location devrait entraîner une augmentation de 150,7 millions \$ des immobilisations corporelles et une hausse correspondante de 176,5 millions \$ de la dette à long terme, y compris la partie à court terme, au 1 ^{er} avril 2010.
Incidence comptable sur les activités poursuivies	Le reclassement des contrats de location-exploitation dans les contrats de location-financement se traduira par la constatation de la dépréciation de l'actif reclassé, des intérêts débiteurs et du remboursement de la dette au lieu de la constatation des loyers et charges locatives.

IAS 18 – Produits des activités ordinaires**Accords de services à long terme**

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les revenus tirés des contrats de maintenance sont généralement constatés dans les résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat. Lorsque les preuves historiques démontrent clairement que des coûts seront engagés selon une autre méthode que la méthode de l'amortissement linéaire, les revenus sont constatés sur la période contractuelle proportionnellement aux coûts qui devraient être engagés pour fournir les services visés par le contrat (méthode de l'avancement des travaux).
Convention comptable selon les IFRS	La notion que des preuves historiques doivent exister pour qu'on puisse constater les revenus selon la méthode de l'avancement des travaux n'est pas nécessaire. En conséquence, dans le cas des accords de services pour lesquels la méthode de l'avancement des travaux permet d'estimer plus fidèlement l'issue du contrat, il n'est pas approprié d'utiliser la méthode linéaire.
Incidence sur le bilan d'ouverture	L'application rétroactive de la méthode de l'avancement des travaux pour un faible nombre d'accords devrait avoir une incidence défavorable de 6,0 millions \$ sur les résultats non distribués.
Incidence comptable sur les activités poursuivies	La constatation immédiate des gains et pertes pourrait donner lieu à la volatilité de nos résultats.

Impôts sur le résultat et autres**IFRS 3 – Regroupements d'entreprises****Frais connexes aux acquisitions**

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les frais connexes à une acquisition sont les coûts engagés par l'acquéreur pour conclure un regroupement d'entreprises. Aux termes des PCGR du Canada, les coûts directs d'une acquisition d'entreprise sont capitalisés dans le cadre de la répartition du prix d'acquisition, alors que les coûts indirects sont passés en charges.
Convention comptable selon les IFRS	L'acquéreur passera tous les frais connexes aux acquisitions en charges dans les périodes au cours desquelles les coûts sont engagés et les services reçus, à l'exception des coûts liés à l'émission de titres d'emprunt ou de titres de capitaux propres.
Incidence sur le bilan d'ouverture	Aucune incidence, étant donné le choix selon IFRS 1 d'appliquer IFRS 3 aux regroupements d'entreprises survenant le 1 ^{er} avril 2010 ou après cette date.

Actif d'impôt différé non constaté

Convention comptable selon les IFRS	Certains ajustements transitoires ont donné lieu à la constatation d'un actif d'impôt différé supplémentaire. Cependant, comme les IFRS restreignent la constatation intégrale des impôts futurs en exigeant leur comptabilisation uniquement dans la mesure où leur réalisation est probable, certains actifs d'impôts futurs n'ont pas été constatés étant donné que certains avantages devraient se matérialiser dans des périodes subséquentes à la période au cours de laquelle sont réunis les critères de probabilité de recouvrement nécessaires au soutien de ces actifs.
Incidence sur le bilan d'ouverture	Les actifs d'impôts futurs sont constatés uniquement dans la mesure où leur réalisation est probable.

Ajustements préliminaires prévus pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011

Le tableau suivant rapproche l'état consolidé des résultats selon les PCGR du Canada et le compte de résultat (état des résultats) en IFRS pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, en fonction des incidences préliminaires prévues. Les répercussions préliminaires prévues ont été isolées et sont présentées ci-après à la rubrique *Principaux changements de conventions comptables aux termes des IFRS*, avec les autres changements de conventions comptables.

Comme nous l'avons déjà mentionné, les différences de conventions comptables et les répercussions relevées ne sont ni complètes, ni définitives, l'information présentée reflétant nos hypothèses, estimations et attentes actuelles, lesquelles sont susceptibles d'être modifiées. Des changements aux IFRS, à la réglementation ou à la conjoncture économique peuvent également avoir une incidence sur l'information présentée ci-après.

(chiffres non vérifiés, montants en millions, sauf les montants par action)

	Neuf premiers mois de l'exercice 2011	Bénéfice de base et dilué par action
Bénéfice net selon les PCGR du Canada	120,1 \$	0,47 \$
Ajustements aux termes des IFRS :		
Subventions gouvernementales et instruments financiers	(4,4)	
Immobilisations corporelles	4,0	
Avantages sociaux	0,9	
Coûts d'emprunt	(1,9)	
Contrats de location	(0,6)	
Revenus	0,2	
Impôts sur les bénéfices et autres	(3,4)	
Bénéfice net selon les IFRS	114,9 \$	0,45 \$

Plan de travail lié aux IFRS

L'International Accounting Standards Board (IASB) a mis en place un plan de travail lié aux IFRS qui pourrait donner lieu à des modifications de certaines normes en vigueur après notre année de transition. Les sujets suivants, entre autres, pourraient éventuellement avoir une incidence sur notre entreprise :

- Revenus – Un exposé-sondage a été publié par suite d'un projet conjoint du Financial Accounting Standards Board (FASB) des États-Unis et de l'IASB visant le remplacement des normes actuelles sur la comptabilisation des revenus. L'exposé-sondage propose l'application d'une seule approche à tous les contrats avec des clients, en vertu de laquelle une entité constate les revenus lorsqu'elle a transféré le bien ou le service promis au client. L'exposé-sondage fournit des directives s'appliquant aux situations dans lesquelles les biens ou services promis sont transférés au client sur une base continue, comme c'est le cas de nos contrats à long terme. La norme définitive devrait être publiée au premier semestre de l'année 2011 et elle devrait être en vigueur à notre exercice 2015. Nous aurons besoin de directives additionnelles sur le concept de contrôle avant de pouvoir tirer des conclusions quant aux répercussions possibles de l'exposé-sondage;
- Contrats de location – Un exposé-sondage a été publié par suite d'un projet conjoint du FASB et de l'IASB visant le remplacement de la norme actuelle sur les contrats de location. Un des objectifs clés de l'exposé-sondage consiste à mettre en place une seule méthode de comptabilisation des contrats de location qui ferait en sorte que tous les actifs et passifs découlant des contrats de location sont constatés au bilan. Une proposition est cependant à l'étude afin d'assouplir les règles régissant les contrats de location de moins de 12 mois. La norme définitive devrait être publiée au premier semestre de l'année 2011;
- Coentreprises – En mai 2011, l'IASB a publié la nouvelle norme IFRS 11, *Partenariats*, qui élimine la consolidation proportionnelle des entités sous contrôle commun et oblige les coentrepreneurs à appliquer la méthode de la mise en équivalence. La nouvelle norme s'appliquera à notre exercice 2014, mais son application anticipée est permise.

10.3 Estimations comptables critiques

Pour dresser les états financiers consolidés conformément aux PCGR, nous devons faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et les montants des revenus et des charges de la période concernée. Nous révisons régulièrement nos estimations, en particulier celles qui concernent :

- La constatation des revenus;
- Les impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à l'investissement;
- La dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs à long terme;
- Les regroupements d'entreprises;
- Les frais de recherche et de développement (R-D);
- Les avantages sociaux futurs;
- La juste valeur des instruments financiers.

La direction formule ces estimations à la lumière de l'information dont elle dispose sur les événements courants et les actions que nous pourrions prendre à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations; nous présentons les changements à nos estimations dans la période au cours de laquelle ils ont lieu.

Nos conventions comptables critiques sont celles que nous jugeons être les plus importantes dans la détermination de notre situation financière et de nos résultats, et elles nécessitent dans une large mesure l'exercice de jugement de la part de la direction. Nous considérons une estimation comptable comme critique si celle-ci nécessite des hypothèses de la part de la direction qui portent sur des éléments fort incertains au moment où l'estimation est faite, si différentes estimations possibles sont aussi valables les unes que les autres, ou si des changements d'estimation susceptibles d'avoir un effet important sur notre situation financière ou nos résultats d'exploitation risquent de se produire d'une période à l'autre.

Les *notes afférentes aux états financiers consolidés* contiennent un résumé de nos principales conventions comptables, notamment des conventions comptables exposées ci-après.

Constatation des revenus

Contrats à long terme

Les revenus tirés des contrats à long terme visant la conception, l'ingénierie et la fabrication de simulateurs de vol sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'une entente, lorsque le prix est établi ou peut être déterminé et lorsque le recouvrement est raisonnablement certain.

Selon cette méthode, les revenus sont inscrits au fur et à mesure que les coûts connexes sont engagés, d'après le pourcentage des coûts réellement engagés jusqu'ici par rapport au total estimatif des coûts nécessaires à l'achèvement du contrat. Les revenus et les marges constatés peuvent être révisés au fil de l'avancement du contrat. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les revenus et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et du bénéfice sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis. Les provisions pour les pertes contractuelles estimatives sont constatées au cours de la période durant laquelle la perte est déterminée. Les pertes contractuelles correspondent à l'excédent des coûts estimatifs totaux sur le total des revenus estimatifs du contrat. Les provisions pour garanties sont inscrites au moment où les revenus sont constatés, d'après l'expérience acquise. L'assistance après la livraison est facturée séparément, et les revenus correspondants sont constatés au cours de la période sur laquelle l'assistance est fournie.

Maintenance des produits

Les revenus tirés des contrats de maintenance sont généralement constatés dans les résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat. Lorsqu'il est évident que des coûts seront engagés selon une autre méthode que la méthode de l'amortissement linéaire, les revenus sont constatés sur la période contractuelle proportionnellement aux coûts qui devraient être engagés pour fournir les services visés par le contrat.

Pièces de rechange

Les revenus tirés de la vente des pièces de rechange sont constatés lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque la livraison a eu lieu, lorsque le prix est déterminé ou déterminable, et lorsque le recouvrement est raisonnablement certain.

Accords concernant des logiciels

Les revenus tirés des accords visant les licences d'utilisation du logiciel qui ne nécessitent pas d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation sont constatés lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque la livraison a eu lieu, lorsque le prix est déterminé ou déterminable, et lorsque le recouvrement est raisonnablement certain. Les revenus tirés des accords concernant des logiciels à prix fixe et des contrats de personnalisation de logiciels qui nécessitent d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation des logiciels sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux.

Services de formation et de consultation

Les revenus tirés des services de formation et de consultation sont constatés lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'une entente, lorsque le prix est établi ou peut être déterminé, lorsque le recouvrement est raisonnablement certain et lorsque les services ont été rendus.

Pour les écoles de vol, les programmes de formation des stagiaires sont offerts principalement par voie de cours en salle et de vols sur des appareils. Les revenus sont constatés dans les résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire à l'étape des cours en salle, tandis qu'ils sont constatés en fonction des heures de vol réelles à l'étape des vols sur des appareils.

Accords de prestations multiples

Nous concluons parfois des accords de prestations multiples générateurs de revenus, qui peuvent inclure une combinaison de services de conception, d'ingénierie et de fabrication de simulateurs de vol ainsi que des services de fourniture de pièces de rechange et de maintenance. Un accord de prestations multiples est divisé en plus d'une unité de comptabilisation et les critères de constatation des revenus applicables sont considérés de façon distincte pour les différentes unités de comptabilisation si tous les critères suivants sont réunis :

- i) L'élément livré a une valeur en soi pour le client;
- ii) Il existe une preuve objective et fiable de la juste valeur de l'article ou des articles non livré(s);
- iii) Si l'accord englobe un droit de retour général lié à l'élément livré, la livraison ou le rendement de l'élément non livré est considéré comme probable et est essentiellement contrôlé par le vendeur.

La répartition des revenus d'un accord de prestations multiples se fait selon la juste valeur d'un article non livré, déterminée sur la base du prix vérifiable couramment pratiqué pour cet article lorsque nous le vendons seul. Nous concluons régulièrement des opérations autonomes relativement à la vente de pièces de rechange et de contrats de maintenance. Par conséquent, le prix imputé aux éléments vendus séparément peut facilement être vérifié. En ce qui concerne la conception, l'ingénierie et la fabrication des simulateurs de vol, la détermination de la juste valeur des éléments non livrés passe par une évaluation au cas par cas prenant en compte les particularités de chaque contrat.

Incentifs à la vente

Nous pouvons fournir des incitatifs à la vente sous forme de crédits, de produits et services gratuits ou de garanties de valeurs résiduelles minimales. En général, les crédits ainsi que les produits et services gratuits sont constatés à leur juste valeur estimative en réduction des revenus ou inclus dans le coût des ventes, respectivement. Les ventes visées par une garantie de valeur résiduelle minimale sont comptabilisées conformément aux critères de comptabilisation applicables aux contrats de location.

Opérations non monétaires

Nous pouvons également conclure des accords de vente assortis d'une contrepartie monétaire négligeable, voire inexistante. Les opérations non monétaires sont évaluées à la juste valeur de l'actif cédé ou à la juste valeur de l'actif reçu, selon la mesure la plus fiable.

Impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à l'investissement

Nous suivons la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés selon les écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs.

Cette méthode exige également la constatation des avantages fiscaux futurs tels que les reports prospectifs de pertes d'exploitation nettes dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que ces avantages se réaliseront. Une provision pour moins-value est constituée dans la mesure où, selon la direction, il est plus probable qu'improbable que les avantages fiscaux futurs ne seront pas réalisés.

Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont mesurés en appliquant les taux et les lois en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers consolidés des exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber.

Nous n'avons pas constitué de charge d'impôts sur les bénéfices non répartis de filiales étrangères que nous ne prévoyons pas rapatrier dans un avenir prévisible.

Les crédits d'impôt à l'investissement (CII) découlant des activités de recherche et de développement sont déduits des frais connexes et, par conséquent, sont inclus dans la détermination du bénéfice net lorsqu'il y a une assurance raisonnable que les crédits seront réalisés. Les CII découlant de l'acquisition ou du développement d'immobilisations corporelles et de frais de développement reportés sont déduits du coût de ces actifs et l'amortissement est calculé sur le montant net.

Nous sommes assujettis à une vérification fiscale dans divers territoires. La détermination des impôts à payer et des CII à recevoir comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. En conséquence, nous constituons une provision pour les éventuels impôts à payer et CII à recevoir d'après les estimations les plus probables de la direction. Les différences entre les estimations et les montants réels des impôts et des CII sont inscrites dans le résultat net au moment où il est possible de les déterminer.

Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs à long terme

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût des entreprises acquises sur le solde des montants attribués aux actifs identifiables acquis et aux passifs pris en charge. La contrepartie conditionnelle supplémentaire éventuelle est considérée comme un écart d'acquisition lorsque certaines conditions sont réunies. L'écart d'acquisition est assujetti à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de circonstances indiquent une dépréciation possible.

Le test de dépréciation consiste à comparer la juste valeur de nos unités d'exploitation à leur valeur comptable. Lorsque la valeur comptable de l'unité d'exploitation excède sa juste valeur, nous procédons, dans un deuxième temps, à la comparaison de la juste valeur de l'écart d'acquisition lié à l'unité d'exploitation à sa valeur comptable, et constatons une perte de valeur égale à l'excédent. La juste valeur d'une unité d'exploitation est calculée en fonction d'une ou de plusieurs mesures de juste valeur, y compris des techniques d'actualisation des flux de trésorerie estimatifs futurs, et des montants estimatifs auxquels l'unité dans son ensemble pourrait être achetée ou vendue au cours d'une opération courante entre des parties intéressées non apparentées. Si la valeur comptable de l'unité d'exploitation excède sa juste valeur, cette dernière doit, selon la deuxième étape, être attribuée aux actifs et aux passifs sous-jacents de l'entité, donnant lieu à la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition. Si la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation excède la juste valeur implicite de cet écart d'acquisition, une perte de valeur égale à l'excédent est alors inscrite dans les résultats nets consolidés.

Nous procédons à l'évaluation annuelle de l'écart d'acquisition en date du 31 décembre de chaque année. Selon les tests effectués aux 31 décembre 2008, 2009 et 2010, aucune réduction de ce genre ne s'était imposée.

Actifs à long terme

Les actifs à long terme ou les groupes d'actifs à long terme font l'objet d'un test de dépréciation si des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, d'après la comparaison de la valeur comptable aux flux de trésorerie non actualisés estimatifs futurs tirés de l'utilisation et de la sortie éventuelle de ces actifs. La perte de valeur, le cas échéant, correspond à l'excédent de la valeur comptable des actifs ou du groupe d'actifs sur leur juste valeur.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le coût total d'une acquisition est réparti entre les actifs nets sous-jacents, en fonction de la juste valeur estimative de ces éléments. À cet égard, nous sommes appelés à identifier les actifs acquis, à leur attribuer une valeur et à estimer leur durée de vie utile. Cet exercice fait appel à une large part de jugement et implique souvent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses importantes, notamment celles qui ont trait aux flux de trésorerie futurs, au taux d'actualisation et à la durée de vie des actifs. Ces calculs influent sur le montant de l'amortissement à constater sur la durée de vie estimative des actifs au cours des exercices à venir.

Frais de recherche et de développement (R-D)

Les frais de recherche sont imputés aux résultats consolidés de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement sont également portés aux résultats de la période au cours de laquelle ils sont engagés, à moins qu'ils ne répondent à tous les critères de report. L'aide gouvernementale découlant des activités de recherche et de développement est déduite des frais ou des dépenses en immobilisations connexes. L'amortissement des frais de développement reportés débute lorsque le produit passe en production commerciale.

Avantages sociaux futurs

Nous avons des régimes de retraite à prestations déterminées offrant des prestations fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière. Les coûts au titre des services rendus et les obligations découlant des régimes de retraite sont établis par calcul actuariel à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service des salariés et selon les estimations les plus probables de la direction quant au rendement des placements des régimes, à la hausse des salaires et à l'âge de départ à la retraite des salariés. Pour les besoins du calcul du rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à la juste valeur. L'excédent des gains actuariels nets (pertes) sur 10 % des obligations au titre des prestations et de la juste valeur des actifs des régimes, si ce montant est plus élevé, est amorti sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs. Le coût des services passés découlant des modifications apportées aux régimes est reporté et amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs à la date des modifications.

Lorsqu'il y a compression d'un régime de retraite, tous les coûts au titre des services passés non amortis associés à la réduction des services futurs sont constatés immédiatement. L'augmentation ou la baisse des obligations au titre des prestations est également constatée à titre de perte ou de gain, déduction faite des gains ou des pertes actuariels non constatés. Enfin, lorsqu'un événement entraîne simultanément une compression et un règlement des obligations, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel l'instrument pourrait être échangé aux termes d'une opération réalisée dans des conditions de pleine concurrence entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date du bilan. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, nous avons recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, nous nous appuyons principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer, s'il en est. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et notre propre risque de crédit ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et les méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, de l'encaisse affectée, des comptes débiteurs, des contrats en cours, et des comptes créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des contrats de location-acquisition est estimée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie;
- La juste valeur de la dette à long terme, d'obligation à long terme et des comptes débiteurs à long terme (incluant les avances) est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;
- La juste valeur de nos instruments dérivés (y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques économiques ne sont pas clairement et étroitement liées à celles du contrat hôte) est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actuelle des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change, après ajustement pour tenir compte du risque de crédit propre à CAE et du risque de crédit de la contrepartie. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de bilan. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que nous encaisserions ou paierions pour les liquider à chaque date de bilan;
- La juste valeur des placements disponibles à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché.

11. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le vérificateur interne fait régulièrement rapport à la direction des faiblesses qu'il trouve dans nos processus de contrôle interne, rapports qui sont soumis à l'examen du comité de vérification.

En conformité avec le Règlement 52-109 publié par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM), des certificats signés par le président et chef de la direction et par le chef de la direction financière ont été déposés. Ces documents attestent le caractère approprié des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société ainsi que la conception et l'efficacité de ses contrôles internes à l'égard de l'information financière.

11.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information est accumulée et communiquée à notre président et chef de la direction, à notre chef de la direction financière et aux autres membres de la direction de manière à permettre la prise de décisions opportunes à l'égard de l'information à fournir.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière, la direction a évalué, en date du 31 mars 2011, l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information, au sens des règles 13a-15(e) et 15d-15(e) de la *U.S. Securities Exchange Act of 1934*. À partir de leur évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière en sont arrivés à la conclusion que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communications de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2011 et de nature à assurer que l'information est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois canadiennes et américaines régissant les valeurs mobilières.

11.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien de mécanismes adéquats de contrôle interne à l'égard de l'information financière, tels qu'ils sont définis dans les règles 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *U.S. Securities Exchange Act of 1934*. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR. La direction a évalué la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en date du 31 mars 2011 à partir du cadre et des critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission, et elle a conclu à leur efficacité. La direction n'a signalé aucune faiblesse importante à cet égard.

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue pendant l'exercice 2011 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

12. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Comité de vérification examine notre rapport de gestion annuel et les états financiers consolidés connexes avec la direction et les vérificateurs externes, et il recommande leur approbation au Conseil d'administration. De plus, la direction et nos vérificateurs internes font périodiquement rapport au comité de vérification sur leur évaluation de nos contrôles et procédures internes de communication de l'information financière. Les vérificateurs externes présentent périodiquement à la direction un rapport sur les faiblesses qu'ils ont relevées dans nos contrôles internes, rapport qui est soumis à l'examen du comité de vérification.

13. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires sur CAE, dont sa plus récente notice annuelle, peuvent être consultés en ligne sur son site Web à www.cae.com ou sur SEDAR à www.sedar.com ou sur EDGAR à www.sec.gov.

14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Principales informations trimestrielles

(chiffres non vérifiés, en millions,
sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2011					
Revenus	\$ 366,7	386,6	411,3	464,4	1 629,0
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 39,4	40,0	40,7	49,7	169,8
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,15	0,16	0,16	0,19	0,66
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,15	0,16	0,16	0,19	0,66
Bénéfice net	\$ 39,4	40,0	40,7	49,7	169,8
Bénéfice de base par action	\$ 0,15	0,16	0,16	0,19	0,66
Bénéfice dilué par action	\$ 0,15	0,16	0,16	0,19	0,66
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	256,5	256,6	256,8	256,9	256,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	256,6	256,9	257,5	258,0	257,3
Taux de change moyen du dollars US en dollar canadien	\$ 1,03	1,04	1,01	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,31	1,34	1,38	1,35	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,53	1,61	1,60	1,58	1,58
Exercice 2010					
Revenus	\$ 383,0	364,5	382,9	395,9	1 526,3
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 27,2	39,1	37,7	40,5	144,5
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Bénéfice net	\$ 27,2	39,1	37,7	40,5	144,5
Bénéfice de base par action	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Bénéfice dilué par action	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	255,4	255,6	255,9	256,4	255,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,4 ¹⁾	255,6 ¹⁾	255,9 ¹⁾	256,4 ¹⁾	255,8 ¹⁾
Taux de change moyen du dollars US en dollar canadien	\$ 1,17	1,10	1,06	1,04	1,09
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,59	1,57	1,56	1,44	1,54
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,81	1,80	1,73	1,63	1,74
Exercice 2009					
Revenus	\$ 392,1	406,7	424,6	438,8	1 662,2
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 48,2	49,2	52,1	52,7	202,2
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice net	\$ 47,3	49,0	52,1	52,7	201,1
Bénéfice de base par action	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice dilué par action	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	254,3	254,9	254,9	254,9	254,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,1	255,4	254,9 ¹⁾	254,9 ¹⁾	255,0
Taux de change moyen du dollars US en dollar canadien	\$ 1,01	1,04	1,21	1,25	1,13
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,58	1,56	1,60	1,62	1,59
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,99	1,97	1,90	1,79	1,91

¹⁾ Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour les périodes présentées, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

Principales informations sectorielles (quatrièmes trimestres terminés les 31 mars)

(chiffres non vérifiés, en millions, sauf les marges d'exploitation)

	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Civil						
Revenus	75,9 \$	64,5 \$	132,1 \$	113,6 \$	208,0 \$	178,1 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	8,0	8,9	20,6	21,0	28,6	29,9
Marge d'exploitation (%)	10,5	13,8	15,6	18,5	13,8	16,8
Militaire						
Revenus	179,4 \$	149,3 \$	77,0 \$	68,5 \$	256,4 \$	217,8 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	30,9	25,8	9,9	9,2	40,8	35,0
Marge d'exploitation (%)	17,2	17,3	12,9	13,4	15,9	16,1
Total						
Revenus	255,3 \$	213,8 \$	209,1 \$	182,1 \$	464,4 \$	395,9 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	38,9	34,7	30,5	30,2	69,4	64,9
Marge d'exploitation (%)	15,2	16,2	14,6	16,6	14,9	16,4
				Autres	1,0 \$	(1,9) \$
				BAIL	70,4 \$	63,0 \$

Principales informations sectorielles (annuelles)

(chiffres non vérifiés, en millions, sauf les marges d'exploitation)

	Produits de simulation			Formation et services associés			Total		
	2011	2010	2009	2011	2010	2009	2011	2010	2009
Civil									
Revenus	271,9 \$	284,1 \$	477,5 \$	492,0 \$	433,5 \$	460,5 \$	763,9 \$	717,6 \$	938,0 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	30,3	49,4	92,1	80,4	75,1	87,0	110,7	124,5	179,1
Marge d'exploitation (%)	11,1	17,4	19,3	16,3	17,3	18,9	14,5	17,3	19,1
Militaire									
Revenus	586,1 \$	545,6 \$	483,5 \$	279,0 \$	263,1 \$	240,7 \$	865,1 \$	808,7 \$	724,2 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	101,9	95,7	87,7	45,7	43,9	39,0	147,6	139,6	126,7
Marge d'exploitation (%)	17,4	17,5	18,1	16,4	16,7	16,2	17,1	17,3	17,5
Total									
Revenus	858,0 \$	829,7 \$	961,0 \$	771,0 \$	696,6 \$	701,2 \$	1 629,0 \$	1 526,3 \$	1 662,2 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	132,2	145,1	179,8	126,1	119,0	126,0	258,3	264,1	305,8
Marge d'exploitation (%)	15,4	17,5	18,7	16,4	17,1	18,0	15,9	17,3	18,4
							Autres	1,0 \$	(34,1) \$
							BAIL	259,3 \$	230,0 \$
									305,8 \$

Rétrospective financière sur cinq ans

<i>(chiffres non vérifiés, en millions, sauf les montants par action)</i>	2011	2010	2009	2008	2007
Revenus	\$ 1 629,0	\$ 1 526,3	\$ 1 662,2	\$ 1 423,6	\$ 1 250,7
Bénéfice des activités poursuivies	169,8	144,5	202,2	163,4	126,5
Bénéfice net	169,8	144,5	201,1	151,3	124,8
Taux de change moyen du dollars US en dollar canadien	1,02	1,09	1,13	1,03	1,14
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,34	1,54	1,59	1,46	1,46
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,74	1,91	2,07	2,16
Situation financière :					
Total de l'actif	\$ 2 857,9	2 621,9	2 665,8	2 243,2	1 945,1
Total de la dette, montant net	198,1	179,8	285,1	124,1	133,0
Par action :					
Bénéfice de base des activités poursuivies	\$ 0,66	0,56	0,79	0,64	0,50
Bénéfice dilué des activités poursuivies	0,66	0,56	0,79	0,64	0,50
Bénéfice net de base	0,66	0,56	0,79	0,60	0,50
Bénéfice net dilué	0,66	0,56	0,79	0,59	0,49
Dividendes de base	0,15	0,12	0,12	0,04	0,04
Capitaux propres	4,95	4,52	4,70	3,71	3,27



CAE INC.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	107
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	107
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	109
Bilans consolidés	109
États consolidés des résultats	110
États consolidés des variations en capitaux propres	110
États consolidés du résultat étendu	112
État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu	113
États consolidés des flux de trésorerie	114
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	115
Note 1 Nature des activités et principales conventions comptables	115
Note 2 Modification future de normes comptables	123
Note 3 Acquisitions et regroupements d'entreprises	123
Note 4 Participations dans des coentreprises	125
Note 5 Comptes débiteurs	126
Note 6 Stocks	127
Note 7 Immobilisations corporelles	127
Note 8 Actifs incorporels	127
Note 9 Écart d'acquisition	128
Note 10 Autres actifs	128
Note 11 Comptes créditeurs et charges à payer	128
Note 12 Facilités d'emprunt	129
Note 13 Gains reportés et autres passifs à long terme	132
Note 14 Impôts sur les bénéfices	133
Note 15 Capital-actions	135
Note 16 Régimes de rémunération à base d'actions	135
Note 17 Gestion du capital	139
Note 18 Instruments financiers et gestion des risques financiers	139
Note 19 Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie et les résultats	149
Note 20 Éventualités	149
Note 21 Engagements	149
Note 22 Aide gouvernementale	150
Note 23 Avantages sociaux futurs	151
Note 24 Charge de restructuration	156
Note 25 Entités à détenteurs de droits variables	157
Note 26 Secteurs d'exploitation et secteurs géographiques	158
Note 27 Différences entre les principes comptables généralement reconnus du Canada et les principes comptables généralement reconnus des États-Unis	160
Note 28 Chiffres correspondants	165

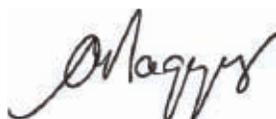
Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction de CAE est responsable de la mise en place et du maintien d'un processus de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière (aux termes des dispositions 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis). Ce processus a été conçu sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière de CAE pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Au 31 mars 2011, la direction a fait une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon le cadre et les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, la direction a conclu que, au 31 mars 2011, le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace.



M. Parent
Président et chef de la direction



A. Raquepas
Vice-président, Finances et chef de la direction financière

Montréal (Canada)
Le 19 mai 2011

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de CAE inc.

Nous avons effectué des audits intégrés des états financiers consolidés de CAE inc. pour 2011, 2010 et 2009 et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 mars 2011. Nous présentons ci-après notre opinion sur ces audits.

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de CAE inc. (la Société), qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2011 et 2010, et les états consolidés des résultats, des variations en capitaux propres, du résultat étendu, du cumul des autres éléments du résultat étendu, et des flux de trésorerie pour chacun des trois exercices clos le 31 mars 2011, ainsi que les notes annexes incluant un résumé des principales méthodes comptables.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et à celles du *Public Company Accounting Oversight Board* (des États-Unis). Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir, par voie de contrôles par sondages, des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de CAE inc. au 31 mars 2011 et au 31 mars 2010, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des trois exercices clos le 31 mars 2011, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons également effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE inc. au 31 mars 2011, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* (COSO) de la *Treadway Commission*.

Responsabilité de la direction pour le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière pour évaluer l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière figurant dans le Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon les normes du *Public Company Accounting Oversight Board* (des États-Unis). Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces, dans tous leurs aspects significatifs.

Un audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comprend l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation du risque de faiblesse importante, l'application de tests et l'évaluation de l'efficacité de conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de l'évaluation du risque, ainsi que la mise en place d'autres procédures que l'auditeur a jugées nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion d'audit sur le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière.

Définition du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus, et qui comprend les politiques et procédures qui i) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la Société; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de la Société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la Société; iii) fournissent l'assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la Société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit interdite, soit détectée à temps.

Limites inhérentes

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

Opinion

À notre avis, CAE inc. maintenait, dans tous les aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 mars 2011 selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* (COSO) de la *Treadway Commission*.

*PricewaterhouseCoopers LLP*¹

Le 19 mai 2011
Montréal (Québec) Canada

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 12300

Bilans consolidés

Aux 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	2011	2010
Actif		
<i>Actif à court terme</i>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	276,4 \$	312,9 \$
Comptes débiteurs (note 5)	296,9	237,5
Contrats en cours	207,9	220,6
Stocks (note 6)	125,1	126,9
Charges payées d'avance	54,5	33,7
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	52,2	24,3
Impôts sur les bénéfices futurs (note 14)	9,2	7,1
	1 022,2 \$	963,0 \$
Immobilisations corporelles, montant net (note 7)	1 180,1	1 147,2
Impôts sur les bénéfices futurs (note 14)	76,7	82,9
Actifs incorporels (note 8)	178,8	125,4
Écart d'acquisition (note 9)	198,5	161,9
Autres actifs (note 10)	201,6	141,5
	2 857,9 \$	2 621,9 \$
Passif et capitaux propres		
<i>Passif à court terme</i>		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 11)	527,1 \$	467,8 \$
Acomptes sur contrats	173,3	199,7
Partie à court terme de la dette à long terme (note 12)	30,7	51,1
Impôts sur les bénéfices futurs (note 14)	31,8	23,0
	762,9 \$	741,6 \$
Dette à long terme (note 12)	443,8	441,6
Gains reportés et autres passifs à long terme (note 13)	262,6	200,5
Impôts sur les bénéfices futurs (note 14)	119,2	82,4
	1 588,5 \$	1 466,1 \$
Capitaux propres		
Capital-actions (note 15)	445,9 \$	441,5 \$
Surplus d'apport	13,5	10,9
Bénéfices non répartis	1 050,1	918,8
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(240,1)	(215,4)
	1 269,4 \$	1 155,8 \$
	2 857,9 \$	2 621,9 \$

Éventualités et engagements (notes 20 et 21)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé par le Conseil,


M. Parent
Administrateur

L. R. Wilson
Administrateur

États consolidés des résultats

Exercices terminés les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2011	2010	2009
Revenus	1 629,0 \$	1 526,3 \$	1 662,2 \$
Bénéfice avant charge de restructuration, intérêts et impôts	258,3 \$	264,1 \$	305,8 \$
Charge de restructuration (reprise de la provision) (note 24)	(1,0)	34,1	–
Bénéfice avant intérêts et impôts (note 26)	259,3 \$	230,0 \$	305,8 \$
Intérêts débiteurs, montant net (note 12)	30,7	26,0	20,2
Bénéfice avant impôts	228,6 \$	204,0 \$	285,6 \$
Charge d'impôts (note 14)	58,8	59,5	83,4
Bénéfice des activités poursuivies	169,8 \$	144,5 \$	202,2 \$
Résultats des activités abandonnées	–	–	(1,1)
Bénéfice net	169,8 \$	144,5 \$	201,1 \$
Bénéfice de base et dilué par action des activités poursuivies	0,66 \$	0,56 \$	0,79 \$
Bénéfice de base et dilué par action	0,66 \$	0,56 \$	0,79 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base) (note 15)	256,7	255,8	254,8
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué) (note 15) ¹⁾	257,3	255,8	255,0

¹⁾ Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour l'exercice 2010, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations en capitaux propres

Exercice terminé le 31 mars 2011

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires			Bénéfices non	Cumul des autres	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	répartis	éléments du résultat étendu	
Soldes au début de l'exercice	256 516 994	441,5 \$	10,9 \$	918,8 \$	(215,4) \$	1 155,8 \$
Options sur actions exercées	394 850	2,8	–	–	–	2,8
Transfert sur exercice d'options sur actions	–	1,0	(1,0)	–	–	–
Dividendes en actions	52 912	0,6	–	(0,6)	–	–
Rémunération à base d'actions (note 16)	–	–	3,6	–	–	3,6
Bénéfice net	–	–	–	169,8	–	169,8
Dividendes	–	–	–	(37,9)	–	(37,9)
Autres éléments du résultat étendu	–	–	–	–	(24,7)	(24,7)
Soldes à la fin de l'exercice	256 964 756	445,9 \$	13,5 \$	1 050,1 \$	(240,1) \$	1 269,4 \$

Le total des *bénéfices non répartis* et du *cumul des autres éléments du résultat étendu* pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 s'élevait à 810,0 millions \$ (703,4 millions \$ en 2010; 757,5 millions \$ en 2009).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Exercice terminé le 31 mars 2010

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
Soldes au début de l'exercice	255 146 443	430,2 \$	10,1 \$	805,0 \$	(47,5) \$	1 197,8 \$
Options sur actions exercées	1 327 220	7,5	–	–	–	7,5
Transfert sur exercice d'options sur actions	–	3,4	(3,4)	–	–	–
Dividendes en actions	43 331	0,4	–	(0,4)	–	–
Rémunération à base d'actions (note 16)	–	–	4,2	–	–	4,2
Bénéfice net	–	–	–	144,5	–	144,5
Dividendes	–	–	–	(30,3)	–	(30,3)
Autres éléments du résultat étendu	–	–	–	–	(167,9)	(167,9)
Soldes à la fin de l'exercice	256 516 994	441,5 \$	10,9 \$	918,8 \$	(215,4) \$	1 155,8 \$

Exercice terminé le 31 mars 2009

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
Soldes au début de l'exercice	253 969 836	418,9 \$	8,3 \$	634,5 \$	(122,4) \$	939,3 \$
Options sur actions exercées	1 077 200	9,3	–	–	–	9,3
Transfert sur exercice d'options sur actions	–	1,0	(1,0)	–	–	–
Dividendes en actions	99 407	1,0	–	(1,0)	–	–
Rémunération à base d'actions (note 16)	–	–	2,8	–	–	2,8
Bénéfice net	–	–	–	201,1	–	201,1
Dividendes	–	–	–	(29,6)	–	(29,6)
Autres éléments du résultat étendu	–	–	–	–	74,9	74,9
Soldes à la fin de l'exercice	255 146 443	430,2 \$	10,1 \$	805,0 \$	(47,5) \$	1 197,8 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu

Exercices terminés les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	2011	2010	2009
Bénéfice net	169,8 \$	144,5 \$	201,1 \$
Autres éléments du résultat étendu :			
Écart de conversion			
(Pertes) gains de change nets à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(27,4) \$	(225,0) \$	113,5 \$
Variation nette des gains (pertes) sur certaines dettes à long terme libellées en devises et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes	5,2	18,3	(7,7)
Reclassement aux résultats	(0,6)	0,3	(1,9)
Impôts	(1,3)	(0,6)	(1,3)
	(24,1) \$	(207,0) \$	102,6 \$
Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie			
Variation nette des gains (pertes) sur produits dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	9,1 \$	58,1 \$	(48,8) \$
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	(10,2)	(2,2)	10,4
Impôts	0,5	(16,8)	10,7
	(0,6) \$	39,1 \$	(27,7) \$
Total des autres éléments du résultat étendu	(24,7) \$	(167,9) \$	74,9 \$
Résultat étendu	145,1 \$	(23,4) \$	276,0 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés du cumul des autres éléments du résultat étendu

<i>Aux 31 mars et pour les exercices terminés à ces dates (montants en millions de dollars canadiens)</i>	Écart de conversion	Couverture de flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde au début de l'exercice 2009	(122,0) \$	(0,4) \$	(122,4) \$
Détail des autres éléments du résultat étendu :			
Variation nette des gains (pertes)	105,8	(48,8)	57,0
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	(1,9)	10,4	8,5
Impôts	(1,3)	10,7	9,4
Total des autres éléments du résultat étendu pour l'exercice 2009	102,6 \$	(27,7) \$	74,9 \$
Solde à la fin de l'exercice 2009	(19,4) \$	(28,1) \$	(47,5) \$
Détail des autres éléments du résultat étendu :			
Variation nette des (pertes) gains	(206,7)	58,1	(148,6)
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	0,3	(2,2)	(1,9)
Impôts	(0,6)	(16,8)	(17,4)
Total des autres éléments du résultat étendu pour l'exercice 2010	(207,0) \$	39,1 \$	(167,9) \$
Solde à la fin de l'exercice 2010	(226,4) \$	11,0 \$	(215,4) \$
Détail des autres éléments du résultat étendu :			
Variation nette des (pertes) gains	(22,2)	9,1	(13,1)
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	(0,6)	(10,2)	(10,8)
Impôts	(1,3)	0,5	(0,8)
Total des autres éléments du résultat étendu pour l'exercice 2011	(24,1) \$	(0,6) \$	(24,7) \$
Solde à la fin de l'exercice 2011	(250,5) \$	10,4 \$	(240,1) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	2011	2010	2009
Activités d'exploitation			
Bénéfice net	169,8 \$	144,5 \$	201,1 \$
Résultats des activités abandonnées	–	–	1,1
Bénéfice des activités poursuivies	169,8 \$	144,5 \$	202,2 \$
Ajustements pour rapprocher le bénéfice et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :			
Amortissement des immobilisations corporelles	74,8	75,4	71,3
Amortissement des frais de financement	1,0	0,8	0,8
Amortissement des actifs incorporels et d'autres actifs	22,1	17,8	17,6
Impôts sur les bénéfices futurs (note 14)	49,3	27,2	8,5
Crédits d'impôt à l'investissement	(17,7)	(8,6)	19,9
Régimes de rémunération à base d'actions (note 16)	17,3	13,9	(11,5)
Avantages sociaux futurs, montant net (note 23)	(10,7)	(1,4)	0,4
Amortissement des autres passifs à long terme	(9,0)	(7,3)	(9,6)
Autres	(12,5)	8,3	(10,1)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie (note 19)	(37,4)	(3,6)	(95,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	247,0 \$	267,0 \$	194,4 \$
Activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis (note 3)	(74,1) \$	(34,7) \$	(41,5) \$
Coentreprise, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(1,9)	–	–
Dépenses en immobilisations	(114,9)	(130,9)	(203,7)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,5	8,8	–
Frais de développement reportés	(22,6)	(14,6)	(10,5)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels	(18,5)	(9,8)	(5,3)
Autres	(6,8)	(3,2)	(0,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(237,3) \$	(184,4) \$	(261,4) \$
Activités de financement			
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction (note 12)	44,5 \$	191,0 \$	50,3 \$
Remboursement de la dette à long terme (note 12)	(44,2)	(115,1)	(22,7)
Produit tiré des contrats de location-acquisition (note 12)	11,0	21,6	–
Remboursement de contrats de location-acquisition (note 12)	(16,0)	(5,6)	(5,1)
Dividendes versés	(37,9)	(30,3)	(29,6)
Émissions d'actions ordinaires (note 15)	2,8	7,5	9,3
Autres	(2,4)	(1,9)	(13,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(42,2) \$	67,2 \$	(11,2) \$
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4,0) \$	(32,1) \$	17,7 \$
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(36,5) \$	117,7 \$	(60,5) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	312,9	195,2	255,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	276,4 \$	312,9 \$	195,2 \$

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 19)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices terminés les 31 mars 2011, 2010 et 2009 (sauf indication contraire, tous les montants sont en millions de dollars canadiens)

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent de l'équipement et des services de simulation, et mettent au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les aviateurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé, ainsi que l'industrie minière. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en quatre secteurs :

- i) Produits de simulation – Civil (PS/C) : conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- ii) Produits de simulation – Militaire (PS/M) : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iii) Formation et services associés – Civil (FS/C) : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés, de même que les résultats des initiatives du programme Nouveaux marchés principaux;
- iv) Formation et services associés – Militaire (FS/M) : fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes ainsi que des solutions de modélisation et de simulation.

Principes comptables généralement reconnus et présentation des états financiers

Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. À certains égards importants, ces principes comptables diffèrent des principes comptables généralement reconnus des États-Unis (PCGR des É.-U.). Les principales différences sont expliquées à la note 27. La monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société est le dollar canadien.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux PCGR exige que la direction de CAE (la direction) fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et les montants des revenus et des charges de la période concernée. La direction revoit régulièrement ses estimations, particulièrement celles qui se rapportent à la comptabilisation des contrats à long terme, aux durées de vie utile, aux avantages sociaux futurs, aux impôts sur les bénéfices, à la dépréciation d'actifs à long terme, aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à la juste valeur de certains instruments financiers, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, d'après la connaissance que la direction a des événements actuels et des mesures que la Société est susceptible de prendre à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les changements sont présentés dans la période au cours de laquelle ils sont observés.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de CAE inc. et de toutes les filiales dans lesquelles elle détient une participation majoritaire, ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables dont elle est la principale bénéficiaire. Ils comprennent également la quote-part revenant à la Société de l'actif, du passif et des résultats des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation (voir la note 4). Tous les comptes et opérations intersociétés importants ont été éliminés. Les participations sur lesquelles la Société exerce une influence notable sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les placements de portefeuille sont comptabilisés à leur juste valeur sauf s'il n'existe aucun prix coté sur un marché actif.

La Société détermine qu'une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) doit être consolidée lorsqu'elle est exposée à la majorité du risque de perte découlant des activités de l'EDDV ou lorsqu'elle peut recevoir la majorité des rendements résiduels de l'EDDV (si aucune partie n'est exposée à la majorité des pertes de l'EDDV), ou les deux (le principal bénéficiaire). La Société révisé le mode de comptabilisation des EDDV lorsque certains événements se produisent, par exemple si des documents constitutifs ou des ententes contractuelles sont modifiés. De plus amples renseignements sont fournis à la note 25.

Constatation des revenus

Accords de prestations multiples

La Société conclut parfois des accords de prestations multiples générateurs de revenus, qui peuvent inclure une combinaison de services de conception, d'ingénierie et de fabrication de simulateurs de vol ainsi que des services de fourniture de pièces de rechange et de maintenance. Un accord de prestations multiples est divisé en plus d'une unité de comptabilisation et les critères de constatation des revenus applicables sont considérés de façon distincte pour les différentes unités de comptabilisation si tous les critères suivants sont réunis :

- i) L'élément livré a une valeur en soi pour le client;
- ii) Il existe une preuve objective et fiable de la juste valeur de l'article ou des articles non livré(s);
- iii) Si l'accord englobe un droit de retour général lié à l'élément livré, la livraison ou le rendement de l'élément non livré est considéré comme probable et est essentiellement contrôlé par le vendeur.

La répartition des revenus d'un accord de prestations multiples se fait selon la juste valeur d'un article non livré, déterminée sur la base du prix vérifiable couramment facturé par la Société pour cet article lorsqu'elle le vend seul. La Société conclut régulièrement des opérations portant uniquement sur la vente de pièces de rechange et de prestations de maintenance, de sorte que le prix de vente individuel des éléments est connu. En ce qui concerne la conception, l'ingénierie et la fabrication des simulateurs de vol, la détermination de la juste valeur des éléments non livrés passe par une évaluation au cas par cas prenant en compte les particularités de chaque transaction.

Contrats à long terme

Les revenus tirés des contrats à long terme visant la conception, l'ingénierie et la fabrication de simulateurs de vol sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'une entente, lorsque le prix est établi ou peut être déterminé et lorsque le recouvrement est raisonnablement certain.

Selon cette méthode, les revenus sont inscrits au fur et à mesure que les coûts connexes sont engagés, d'après le pourcentage des coûts réellement engagés jusqu'ici par rapport au total estimatif des coûts nécessaires à l'achèvement du contrat. Les revenus et les marges constatés peuvent être révisés au fil de l'avancement du contrat. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les revenus et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et du bénéfice sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis. Les provisions pour les pertes contractuelles estimatives sont constatées au cours de la période durant laquelle la perte est déterminée. Les pertes contractuelles correspondent à l'excédent des coûts estimatifs totaux sur le total des revenus estimatifs du contrat. Les provisions pour garanties sont inscrites au moment où les revenus sont constatés, d'après l'expérience acquise. L'assistance après la livraison est facturée séparément, et les revenus correspondants sont constatés au cours de la période sur laquelle l'assistance est fournie.

Maintenance des produits

Les revenus tirés des contrats de maintenance sont généralement constatés dans les résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat. Lorsqu'il est évident que des coûts seront engagés selon une autre méthode que la méthode de l'amortissement linéaire, les revenus sont constatés sur la période contractuelle proportionnellement aux coûts qui devraient être engagés pour fournir les services visés par le contrat.

Pièces de rechange

Les revenus tirés de la vente de pièces de rechange sont constatés lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque la livraison a eu lieu, lorsque le prix est déterminé ou déterminable et lorsque le recouvrement est raisonnablement certain.

Accords concernant des logiciels

Les revenus tirés des accords visant les licences d'utilisation du logiciel qui ne nécessitent pas d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation sont constatés lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque la livraison a eu lieu, lorsque le prix est déterminé ou déterminable, et lorsque le recouvrement est raisonnablement certain. Les revenus tirés des accords concernant des logiciels à prix fixe et des contrats de personnalisation de logiciels qui nécessitent d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation des logiciels sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux.

Services de formation et de consultation

Les revenus tirés des services de formation et de consultation sont constatés au moment où les services sont rendus lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'une entente, lorsque le prix est établi ou peut être déterminé et lorsque le recouvrement est raisonnablement certain.

Pour les écoles de vol, les programmes de formation des stagiaires sont offerts principalement par voie de cours en salle et de vols sur des appareils. Les revenus sont constatés dans les résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire à l'étape des cours en salle, tandis qu'ils sont constatés en fonction des heures de vol réelles à l'étape des vols sur des appareils.

Incitatifs à la vente

La Société peut fournir des incitatifs à la vente sous forme de crédits, de produits et services gratuits ou de garanties de valeurs résiduelles minimales. En général, les crédits ainsi que les produits et services gratuits sont constatés à leur juste valeur estimative en réduction des revenus ou inclus dans le coût des ventes, respectivement. Les ventes visées par une garantie de valeur résiduelle minimale sont comptabilisées conformément aux critères de comptabilisation applicables aux contrats de location.

Opérations non monétaires

La Société peut aussi conclure des conventions de vente aux termes desquelles la contrepartie monétaire est nulle ou quasi nulle. Les opérations non monétaires sont évaluées selon l'évaluation la plus fiable entre la juste valeur de l'actif donné et la juste valeur de l'actif reçu.

Revenus constatés d'avance

Les paiements en trésorerie reçus et les avances au titre des ententes contractuelles sont comptabilisés dans les revenus constatés d'avance jusqu'à ce que tous les critères de constatation des revenus susmentionnés soient réunis.

Conversion des devises**Établissements étrangers autonomes**

Les actifs et passifs des établissements étrangers autonomes sont convertis de leur monnaie fonctionnelle au dollar canadien aux taux de change en vigueur à la date du bilan, et les gains ou les pertes de change découlant de la conversion sont inclus dans le poste *Cumul des autres éléments du résultat étendu*. Les gains et les pertes résultant de la conversion qui sont liés aux soldes intersociétés à long terme faisant partie de la participation nette globale dans des établissements étrangers et ceux provenant de la conversion de la dette en devises désignée comme une couverture du montant total net de la participation dans des établissements étrangers autonomes sont également inclus dans le poste *Cumul des autres éléments du résultat étendu*. Les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens pour la période.

Les montants liés à la conversion de devises inclus dans le poste *Cumul des autres éléments du résultat étendu* sont reclassés dans l'état consolidé des résultats lorsque la Société réduit sa participation nette globale dans les établissements étrangers en réduisant le capital ou en réglant les soldes intersociétés à long terme qui font partie de la participation nette globale de la Société.

Opérations en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non monétaires ainsi que les éléments des revenus et des charges libellés en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le taux de change en vigueur aux dates des opérations respectives.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et de placements très liquides dont l'échéance à l'émission est de 90 jours ou moins.

Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont inscrits au coût, déduction faite d'une provision pour créances douteuses, d'après la recouvrabilité prévue. La Société participe à un programme en vertu duquel elle vend certains de ses comptes débiteurs et de ses contrats en cours à des tiers pour une contrepartie en trésorerie dont le montant peut atteindre 150,0 millions \$, sans recours contre la Société. La Société continue d'agir à titre d'agent de recouvrement. Ces opérations sont comptabilisées lorsqu'il est estimé que la Société a abandonné le contrôle des comptes débiteurs ou des contrats en cours cédés. Les pertes et les gains sur ces opérations sont constatés en résultat. De plus amples renseignements sont fournis à la note 18.

Contrats en cours

Les contrats en cours, comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux, sont évalués en fonction du matériel, de la main-d'œuvre directe, des frais généraux de fabrication pertinents ainsi que des marges contractuelles estimatives (voir le paragraphe sur les comptes débiteurs pour la vente de contrats en cours).

Stocks

Les produits en cours de fabrication sont comptabilisés au coût établi selon la méthode d'identification spécifique du coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants. Le coût des produits en cours comprend le matériel, la main-d'œuvre et la répartition des coûts indirects de production en fonction de la capacité d'exploitation normale.

Les matières premières sont évaluées au coût moyen ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants. Les pièces de rechange à utiliser dans le cours normal des activités sont évaluées au coût établi selon la méthode d'identification spécifique du coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants.

La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des activités, moins les coûts estimatifs liés à l'achèvement et les coûts estimatifs nécessaires pour réaliser la vente. Dans le cas des matières premières et des pièces de rechange, le coût de remplacement constitue généralement la meilleure mesure de la valeur nette de réalisation.

Actifs à long terme**Immobilisations corporelles et amortissement**

Les immobilisations corporelles sont constatées au coût, moins l'amortissement cumulé, déduction faite de toute perte de valeur. Les durées de vie utile estimatives, les valeurs résiduelles et les méthodes d'amortissement sont les suivantes :

	Méthode	Taux/Années
Immeubles et améliorations	Amortissement dégressif/Amortissement linéaire	2,5 à 10 %/10 à 20 ans
Simulateurs	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 10 %)	N'excédant pas 25 ans
Matériel et outillage	Amortissement dégressif/Amortissement linéaire	20 à 35 %/3 à 10 ans
Avions	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 15 %)	N'excédant pas 12 ans
Moteurs d'avion	Basé sur l'utilisation	N'excédant pas 3 000 heures

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle la Société contracte une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation. L'obligation est d'abord mesurée à sa juste valeur, réduite à sa valeur d'actualisation au moyen d'un taux d'intérêt sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit, et les coûts qui en résultent sont capitalisés à la valeur comptable des actifs connexes. Le passif est porté aux résultats. Les coûts rattachés aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont amortis sur la durée de vie utile restante des actifs sous-jacents.

Une obligation conditionnelle connue liée à la mise hors service d'immobilisations, à savoir les activités futures d'enlèvement de l'amiante, ne peut être estimée de façon raisonnable, car la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations quant au moment et à la méthode du règlement de l'obligation. Par conséquent, cette obligation n'a pas été inscrite dans les états financiers consolidés, puisque sa juste valeur ne peut être raisonnablement estimée. Un passif au titre de cette obligation sera constaté dans la période au cours de laquelle des informations suffisantes concernant le moment et la méthode du règlement permettront de faire une estimation raisonnable de la juste valeur du passif en question.

Contrats de location

Les contrats de location qui transfèrent pratiquement tous les avantages et les risques de propriété à la Société sont inscrits à titre de contrats de location-acquisition et classés à titre d'immobilisations corporelles et de dette à long terme. Tous les autres contrats sont classés à titre de contrats de location-exploitation en vertu desquels les coûts de location sont passés en charges selon la méthode linéaire sur toute la durée du contrat. Les gains, déduction faite des coûts de transaction, liés à la cession-bail de simulateurs sont reportés et les gains nets supérieurs à la valeur résiduelle garantie sont amortis sur la durée du contrat. Lorsque, au moment des opérations de cession-bail, la juste valeur des actifs est inférieure à la valeur comptable, la différence est inscrite à titre de perte. La valeur résiduelle garantie sera par la suite constatée dans les résultats à l'expiration de l'accord de cession-bail correspondant, sauf si la Société décide d'exercer ses options de rachat anticipé. Le gain reporté lié à la valeur résiduelle garantie est ensuite porté en diminution du coût de l'actif.

Actifs incorporels ayant une durée de vie définie et amortissement

Les actifs incorporels ayant une durée de vie définie sont initialement inscrits au coût, lequel correspond à leur juste valeur à la date de l'acquisition. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire pour tous les actifs incorporels sur leur durée de vie estimative, comme suit :

	Période d'amortissement	Période d'amortissement moyenne pondérée
Frais de développement reportés	N'excédant pas 7 ans	5
Appellations commerciales	De 2 à 20 ans	17
Relations avec la clientèle	De 3 à 15 ans	10
Ententes contractuelles avec des clients	De 5 à 12 ans	10
Technologies	De 3 à 15 ans	10
Système de gestion intégré et autres logiciels	De 5 à 10 ans	7
Autres actifs incorporels	De 5 à 20 ans	11

Frais de recherche et de développement (R-D)

Les frais de recherche sont imputés aux résultats consolidés de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement sont également portés aux résultats de la période au cours de laquelle ils sont engagés, à moins qu'ils ne répondent à tous les critères de report. L'aide gouvernementale découlant des activités de recherche et de développement est déduite des frais ou des dépenses en immobilisations connexes. L'amortissement des frais de développement reportés commence lors de la production commerciale du produit.

Capitalisation des intérêts

Les intérêts débiteurs relatifs à la construction de simulateurs, d'immeubles abritant les centres de formation et d'autres actifs incorporels développés à l'interne sont capitalisés dans le coût des immobilisations corporelles et des actifs incorporels. La capitalisation des intérêts cesse lorsque l'actif est achevé et prêt à être utilisé.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme ou les groupes d'actifs à long terme font l'objet d'un test de dépréciation si des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, d'après la comparaison de la valeur comptable aux flux de trésorerie non actualisés estimatifs futurs tirés de l'utilisation et de la sortie éventuelle de ces actifs. La perte de valeur, le cas échéant, correspond à l'excédent de la valeur comptable des actifs ou du groupe d'actifs sur leur juste valeur.

Autres actifs**Encaisse affectée**

En vertu d'ententes de contrats de financement bancaire externes de certaines filiales, de certains contrats de vente gouvernementaux et des ententes d'acquisition d'entreprise, la Société est tenue de retenir un montant d'argent défini à titre de garantie.

Frais de financement reportés

Les frais de financement reportés liés aux facilités de crédit renouvelables non garanties et aux contrats de cession-bail sont inclus dans les autres actifs et amortis selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de financement connexes.

Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Les acquisitions sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et, par conséquent, les résultats d'exploitation de l'entreprise acquise sont inclus dans les états consolidés des résultats à partir de la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût des entreprises acquises sur le solde des montants attribués aux actifs identifiables acquis et aux passifs identifiables pris en charge. Une contrepartie supplémentaire éventuelle est comptabilisée à titre d'écart d'acquisition lorsque certaines conditions sont remplies. L'écart d'acquisition est assujéti à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent une dépréciation possible.

Le test de dépréciation consiste à comparer la juste valeur des unités d'exploitation de la Société à leur valeur comptable. Lorsque la valeur comptable de l'unité d'exploitation excède sa juste valeur, la Société procède, dans un deuxième temps, à la comparaison de la juste valeur de l'écart d'acquisition lié à l'unité d'exploitation à sa valeur comptable, et constate une perte de valeur égale à l'excédent. La juste valeur d'une unité d'exploitation est calculée en fonction d'une ou de plusieurs mesures de juste valeur, y compris des techniques d'actualisation des flux de trésorerie estimatifs futurs, et des montants estimatifs auxquels l'unité dans son ensemble pourrait être achetée ou vendue au cours d'une opération courante entre des parties intéressées non apparentées. Si la valeur comptable de l'unité d'exploitation excède sa juste valeur, cette dernière doit, selon la deuxième étape, être attribuée aux actifs et aux passifs sous-jacents de l'entité, donnant lieu à la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition. Si la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation excède la juste valeur implicite de cet écart d'acquisition, une perte de valeur égale à l'excédent est alors inscrite en résultat net.

Impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à l'investissement

La Société utilise la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser l'impôt sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés selon les écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs.

Cette méthode exige également la constatation des avantages fiscaux futurs tels que les reports prospectifs de pertes d'exploitation nettes dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que ces avantages se réaliseront. Une provision pour moins-value est constituée dans la mesure où, selon la direction, il est plus probable qu'improbable que les avantages fiscaux futurs ne seront pas réalisés.

Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont mesurés en appliquant les taux et les lois en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers consolidés des exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber.

La Société ne constitue pas de provision pour impôts sur les bénéfices non répartis d'établissements étrangers qui ne doivent pas être rapatriés dans un avenir prévisible.

Les crédits d'impôt à l'investissement (CII) découlant des activités de recherche et de développement sont déduits des frais connexes et, par conséquent, sont inclus dans la détermination du bénéfice net lorsqu'il y a une assurance raisonnable que les crédits seront réalisés. Les CII découlant de l'acquisition ou du développement d'immobilisations corporelles et de frais de développement reportés sont déduits du coût de ces actifs et l'amortissement est calculé sur le montant net.

La Société est assujétiée à une vérification fiscale dans divers territoires. La détermination des impôts à payer et des CII à recevoir comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. En conséquence, la Société constitue une provision pour les éventuels impôts à payer et CII à recevoir d'après les estimations les plus probables de la direction. Les différences entre les estimations et les montants réels des impôts et des CII sont inscrites dans les résultats nets au moment où il est possible de les déterminer.

Régimes de rémunération à base d'actions

La Société offre cinq catégories de régimes de rémunération à base d'actions : un régime d'options d'achat d'actions (ROA), un régime d'actionnariat (RA), un régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), un régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT) et un régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR). Tous les régimes sont décrits à la note 16.

La Société comptabilise la charge de rémunération à base d'actions sur le délai d'acquisition des droits, sauf pour les salariés ayant le droit de prendre leur retraite avant la fin de ce délai, dont la charge de rémunération est comptabilisée sur la période allant de la date d'attribution jusqu'à la date où le salarié a le droit de prendre sa retraite. De plus, si le salarié a le droit de prendre sa retraite à la date d'attribution, la charge de rémunération est constatée à cette date, sauf si le salarié est sous contrat, auquel cas, la charge de rémunération est comptabilisée sur la durée du contrat.

La Société estime la juste valeur des options à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Le modèle de Black et Scholes a été élaboré pour évaluer la juste valeur des options négociées n'ayant aucune restriction en matière d'acquisition et étant entièrement transférables. De plus, les modèles d'évaluation exigent généralement la formulation d'hypothèses très subjectives, y compris la volatilité prévue du cours des actions. Selon la méthode de la juste valeur, la charge de rémunération est mesurée à la date d'attribution et constatée sur la durée du service, et un montant correspondant est porté au crédit du surplus d'apport dans les capitaux propres.

Une charge de rémunération est également constatée pour la partie des contributions au RA versée par la Société et pour le nombre d'unités acquises à la date d'attribution à leur évaluation respective pour le RDDVA, le RDLT et le RDNR. Pour le RDDVA et le RDLT, la Société comptabilise un passif selon la méthode de la valeur intrinsèque, et toute variation de la valeur intrinsèque est constatée dans les résultats en fonction du cours des actions ordinaires de la Société. Tout changement ultérieur du cours des actions de la Société influera sur la charge de rémunération. La Société a conclu des swaps sur actions avec une importante institution financière canadienne pour réduire le risque auquel sont exposés ses liquidités et son bénéfice en raison de l'incidence des variations du cours de son action sur ses RDDVA et RDLT.

CAE a l'habitude d'émettre des options et des droits au premier trimestre de chaque exercice ou au moment de l'embauche de nouveaux employés ou de nouvelles nominations. Toute contrepartie payée par les participants aux régimes à l'exercice des options sur actions ou à l'achat d'actions est portée au crédit du capital-actions en plus de toute charge de rémunération à base d'actions connexe.

Avantages sociaux futurs

La Société a des régimes de retraite à prestations déterminées offrant des prestations fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière. Les coûts au titre des services rendus et les obligations découlant des régimes de retraite sont établis par calcul actuariel à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service des salariés et selon les estimations les plus probables de la direction quant au rendement des placements des régimes, à la hausse des salaires et à l'âge de départ à la retraite des salariés. Pour les besoins du calcul du rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à la juste valeur. L'excédent des gains actuariels nets (pertes) sur 10 % des obligations au titre des prestations et de la juste valeur des actifs des régimes, si ce montant est plus élevé, est amorti sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs. Le coût des services passés découlant des modifications apportées aux régimes est reporté et amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs à la date des modifications.

Lorsqu'il y a compression d'un régime de retraite, tous les coûts au titre des services passés non amortis associés à la réduction des services futurs sont constatés immédiatement. L'augmentation ou la baisse des obligations au titre des prestations est également constatée à titre de perte ou de gain, déduction faite des gains ou des pertes actuariels non constatés. Enfin, lorsqu'un événement entraîne simultanément une compression et un règlement des obligations, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Bénéfice par action

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net consolidé attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen dilué d'actions ordinaires en circulation est calculé en tenant compte de la dilution possible si les titres ou d'autres ententes d'émission d'actions ordinaires étaient exercés ou convertis en actions ordinaires au début de la période ou à la date d'émission, si elle est plus lointaine, à moins qu'ils aient un effet antidilutif. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet de dilution des options sur actions. La méthode du rachat d'actions est une méthode permettant de constater l'utilisation du produit pouvant être obtenu à la suite de l'exercice d'options et de bons de souscription dans le calcul du résultat dilué par action. Elle suppose que tout produit servirait à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché durant la période.

Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités

Les actifs à long terme destinés à la vente sont mesurés à la valeur comptable ou à la juste valeur diminuée des frais de vente, si cette dernière est inférieure, et ils ne sont pas amortis tant qu'ils sont classés comme étant disponibles à la vente. Les résultats d'exploitation des éléments de la Société qui ont été sortis par vente ou classés comme étant disponibles à la vente sont présentés comme activités abandonnées si les résultats et les flux de trésorerie de ces éléments ont été ou seront éliminés des activités poursuivies par suite de la vente et si la Société ne continuera pas à participer de façon importante à l'exploitation de l'élément après la vente. Un élément d'une entreprise s'entend d'un élément dont les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie peuvent être clairement distingués du reste des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de l'entreprise, sur le plan de l'exploitation et aux fins de la présentation de l'information financière.

Instruments financiers et relations de couverture

Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers, y compris les dérivés, sont constatés au bilan consolidé lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles qui créent et définissent l'instrument financier. À la constatation initiale, tous les instruments financiers sont évalués à la juste valeur. Par la suite, l'évaluation des instruments financiers dépend de leur classement, comme il est expliqué ci-dessous. Les actifs et les passifs financiers sont classés dans l'une des cinq catégories suivantes : détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, autres passifs financiers ou instruments disponibles à la vente. Le classement est fonction des caractéristiques de l'instrument financier et de l'objet dans lequel il a été acquis.

Instruments détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers qui sont classés comme détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à leur juste valeur évaluée à chaque date de bilan, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les résultats. Ce classement s'applique aux instruments financiers ayant les caractéristiques suivantes :

- Ce sont des dérivés, y compris les dérivés incorporés comptabilisés séparément du contrat hôte, qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture efficaces;
- Ils ont été acquis ou pris en charge principalement en vue de leur revente ou de leur rachat à court terme;
- Ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prises de bénéfices à court terme;
- Ils ont été irrévocablement désignés comme tels par la Société (option de la juste valeur).

Instruments détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et autres passifs financiers

Les instruments financiers qui sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance, comme prêts et créances ou comme autres passifs financiers sont comptabilisés au coût après amortissement calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le produit ou la charge d'intérêts est pris en compte dans les résultats de la période.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur à chaque date de bilan. Les gains et les pertes non réalisés, y compris les variations des taux de change, sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu de la période au cours de laquelle ils surviennent et sont virés aux résultats lorsque les actifs sont décomptabilisés ou qu'une moins-value durable est enregistrée. Les titres qui sont classés comme disponibles à la vente et qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif sont comptabilisés au coût.

Par conséquent, les classements suivants ont été établis :

- i) La trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse affectée et tous les instruments dérivés sont classés dans les instruments détenus à des fins de transaction;
- ii) Les comptes débiteurs, les contrats en cours, les comptes débiteurs à long terme et les avances sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que la Société a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments détenus à des fins de transaction;
- iii) Les placements de portefeuille sont classés dans les instruments disponibles à la vente;
- iv) Les comptes créditeurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, ainsi que les obligations au titre des contrats de location-acquisition sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif;
- v) Jusqu'à présent, la Société n'a classé aucun actif financier comme étant détenu jusqu'à son échéance.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux classés comme étant détenus à des fins de transaction) sont inclus dans la juste valeur initialement comptabilisée pour ces instruments financiers. Ces coûts sont amortis aux résultats selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Compensation d'actifs et de passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers doivent faire l'objet d'une compensation, et le solde net doit être présenté au bilan consolidé lorsque la Société a un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Comptabilité de couverture

Documentation

Lors de la mise en place d'une relation de couverture, si la Société choisit d'appliquer la comptabilité de couverture, elle doit constituer une documentation officielle concernant la désignation de la couverture, les objectifs de gestion des risques, la relation de couverture entre l'élément couvert et l'élément de couverture, ainsi que la méthode d'appréciation de l'efficacité de la couverture, laquelle doit être raisonnablement assurée pour la durée de la relation de couverture. La Société évalue formellement, lors de la mise en place d'une relation de couverture et en continu, si les dérivés utilisés dans les opérations de couverture offrent une compensation efficace des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

Méthode de comptabilisation

Lorsque les dérivés sont désignés comme couvertures, la Société les classe comme : a) couvertures de l'exposition aux variations de la juste valeur des actifs ou des passifs comptabilisés ou des engagements fermes (couvertures de juste valeur); ou b) couvertures de l'exposition aux variations hautement probables de flux de trésorerie, attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé, à un engagement ferme ou à une opération prévue (couvertures de flux de trésorerie).

Couverture de juste valeur

Dans le cas des relations de couverture de juste valeur en cours, les gains ou pertes qui apparaissent à l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture dérivés sont enregistrés dans les résultats, et la valeur comptable des éléments couverts est rajustée pour tenir compte des gains et des pertes attribuables aux risques couverts, qui sont enregistrés dans les résultats.

Couverture de flux de trésorerie

La portion efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés qui sont désignés et qui se qualifient comme couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée au résultat étendu. Tout gain ou perte de juste valeur lié à la portion inefficace est immédiatement comptabilisé dans les résultats. Les montants cumulés aux autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans les résultats de la période au cours de laquelle l'élément couvert a un impact sur les résultats nets. Cependant, lorsque les opérations prévues qui constituent des éléments couverts entraînent la constatation d'actifs non financiers (par exemple, des stocks ou des immobilisations corporelles), les gains et les pertes antérieurement reportés dans les autres éléments du résultat étendu sont inclus dans la valeur comptable initiale des actifs non financiers acquis ou des passifs non financiers pris en charge. En fin de compte, les montants reportés sont comptabilisés dans les résultats à mesure que les actifs non financiers connexes sont décomptabilisés ou amortis.

La comptabilité de couverture est abandonnée prospectivement lorsque la relation de couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture ou que l'instrument de couverture vient à échéance ou est vendu. Tout gain ou perte cumulé dans les autres éléments du résultat étendu à ce moment demeure dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert soit éventuellement comptabilisé aux résultats. Lorsqu'il est probable qu'une opération couverte ne surviendra pas, le gain ou la perte qui était cumulé dans les autres éléments du résultat étendu est immédiatement transféré aux résultats.

Couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes

La Société a désigné certains passifs à long terme comme couvertures de sa participation totale nette dans des établissements étrangers autonomes dont les activités sont libellées dans une devise autre que la monnaie fonctionnelle de la Société. La partie du gain ou de la perte sur l'élément de couverture qui est considérée comme constituant une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, nette d'impôts, et se limite à l'écart de conversion sur la participation nette.

Résultat étendu

Le résultat étendu correspond à la variation des capitaux propres découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les propriétaires.

Les autres éléments du résultat étendu comprennent les revenus, charges, gains et pertes qui sont constatés dans le résultat étendu, mais qui sont exclus des résultats. Ils correspondent aux variations nettes des gains et pertes de change non réalisés sur la conversion des états financiers d'établissements étrangers autonomes, aux variations nettes des gains ou pertes sur les éléments désignés comme couvertures d'investissements nets et comme couvertures de flux de trésorerie, aux reclassements au bénéfice ou aux actifs ou passifs non financiers connexes, et aux variations nettes des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente, ainsi qu'aux ajustements d'impôts.

Aide gouvernementale

Les contributions d'Industrie Canada aux termes du programme Partenariat technologique Canada (PTC) et des programmes d'Investissement Québec pour les frais engagés à l'égard du projet Nouveaux marchés principaux, du projet Phœnix et des programmes antérieurs de R-D sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses capitalisées.

L'obligation de remboursement des contributions gouvernementales est constatée lorsque les conditions sont réunies. Ces remboursements sont constatés dans les états consolidés des résultats lorsque les redevances sont exigibles.

La Société constate la participation du gouvernement du Canada au projet Falcon à titre d'obligation à long terme portant intérêt. L'évaluation initiale du passif comptable constaté au titre du remboursement au prêteur est actualisée au moyen des taux d'intérêt alors en vigueur sur le marché pour un instrument semblable (en ce qui concerne la devise, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une note de crédit similaire. L'écart entre la valeur nominale de l'obligation à long terme et sa valeur actualisée est inclus dans les contributions gouvernementales, qui sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses capitalisées.

Indemnités de départ, prestations de cessation d'emploi et coûts rattachés aux activités de retrait ou de sortie

La Société comptabilise les indemnités de départ qui ne sont pas acquises lorsqu'une décision de licenciement est prise. Les prestations spéciales de cessation d'emploi sont comptabilisées lorsque la direction s'engage envers un plan stipulant toutes les mesures importantes qui devront être prises, et l'information concernant ces prestations de cessation d'emploi est communiquée aux salariés avec suffisamment de détails pour leur permettre de déterminer le type et le montant des prestations qu'ils recevront. Tous les autres coûts associés aux activités de restructuration, de retrait et de sortie sont constatés dans la période pendant laquelle ils ont été engagés.

Information à fournir sur les garanties

La Société fournit toute l'information concernant certains types de garanties pouvant exiger des paiements en cas de réalisation de certains événements futurs stipulés. Dans le cours normal de ses activités, CAE émet des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution.

NOTE 2 – MODIFICATION FUTURE DE NORMES COMPTABLES

Pour l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2011, la Société cessera de préparer ses états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada énoncés dans la Partie V du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité* (« PCGR du Canada ») et adoptera comme référentiel comptable les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board et énoncées dans la Partie I du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. En conséquence, les présents états financiers consolidés ne présentent aucune modification aux PCGR du Canada pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2011. La Société ne prévoit pas publier d'états financiers établis conformément aux PCGR du Canada dans les périodes à venir.

NOTE 3 – ACQUISITIONS ET REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES**Acquisitions au cours de l'exercice 2011**

La Société a effectué des transactions pour une contrepartie totale de 79,0 millions \$ versée sous forme de trésorerie, frais d'acquisition compris. Le coût total ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 5,6 millions \$ liée à certaines conditions.

Datamine Corporate Limited

La Société a acquis Datamine Corporate Limited (Datamine). Datamine est un fournisseur de services et de logiciels d'optimisation des mines.

Academia Aeronautica de Evora S.A.

La Société a acquis la participation sans contrôle restante dans l'Academia Aeronautica de Evora S.A.

Century Systems Technologies Inc.

La Société a acquis Century Systems Technologies inc. (Century). Century est un fournisseur de systèmes de gouvernance et de gestion des données géologiques desservant l'industrie minière.

Division Technology Assisted Learning de RTI International

La Société a acquis les actifs de la division Technology Assisted Learning (TAL) de RTI International. TAL conçoit, construit et livre des dispositifs d'entraînement à la maintenance de même que des entraîneurs virtuels de bureau.

Activités de formation de CHC Helicopter

La Société a acquis les actifs des activités de formation de CHC Helicopter. CAE sera responsable de la formation de pilotes d'hélicoptères et d'ingénieurs de maintenance de même que de la fourniture de formation générale, de dotation en pilotes et de certaines formations aux missions de recherche et de sauvetage.

Les répartitions du prix d'achat de Datamine, Century, TAL et les activités de formation de CHC Helicopter sont provisoires et devraient être finalisées dans un avenir prochain.

Au cours de l'exercice 2011, la Société a comptabilisé un prix d'achat supplémentaire de 1,7 million \$ pour des acquisitions réalisées au cours des exercices antérieurs. La contrepartie supplémentaire résiduelle qui pourrait devoir être payée pour les acquisitions de 2010 si certaines conditions sont réunies s'élève à 26,9 millions \$.

Acquisitions au cours de l'exercice 2010

La Société a effectué des transactions pour une contrepartie totale de 30,7 millions \$ versée sous forme de trésorerie, frais d'acquisition compris mais compte non tenu du solde du prix d'achat.

Division Défense, sécurité et aérospatiale de Bell Aliant

La Société a acquis la division Défense, sécurité et aérospatiale (DSA) de Bell Aliant au moyen d'une convention d'achat d'actifs. La division DSA fournit des logiciels et des systèmes de simulation, de formation, de défense et de gestion intégrée de l'information sur le cycle de vie en temps réel aux industries de l'aérospatiale et de la défense. L'ajustement du fonds de roulement n'est pas encore arrêté et est actuellement contesté.

Seaweed Systems inc.

La Société a acquis Seaweed Systems inc. (Seaweed). Seaweed offre des solutions graphiques intégrées pour le marché militaire et le marché de l'aéronautique, et se spécialise dans le développement de pilotes graphiques critiques sur le plan de la sécurité.

ICCU Imaging inc.

La Société a acquis ICCU Imaging inc. (ICCU). ICCU se spécialise dans le développement de matériel pédagogique multimédia et dans la prestation de solutions pédagogiques afin d'aider les professionnels de la santé à pratiquer une échographie dirigée au chevet du patient.

Solutions de formation en imagerie médicale virtuelle VIMEDIX inc.

La Société a acquis Solutions de formation en imagerie médicale virtuelle VIMEDIX inc. (VIMEDIX). VIMEDIX se spécialise dans le développement de simulateurs d'échocardiographie transthoracique basés sur une technologie de réalité virtuelle et de solutions de formation de pointe en échographie fondée sur la simulation.

Simulation médicale d'Immersion Corporation

La Société a acquis une partie de l'unité de simulation médicale d'Immersion Corporation (Immersion) au moyen d'une convention d'achat d'actifs. L'unité de simulation médicale d'Immersion conçoit, fabrique et commercialise des systèmes de formation assistée par ordinateur utilisant la simulation et la réalité virtuelle, qui permettent aux cliniciens et aux étudiants de pratiquer et d'améliorer leurs compétences en micromanipulation chirurgicale.

Acquisitions au cours de l'exercice 2009

La Société a effectué des transactions pour une contrepartie totale de 64,3 millions \$, frais d'acquisition compris, versée principalement sous forme de trésorerie totalisant 43,9 millions \$ et de la prise en charge de titres d'emprunt de 20,4 millions \$.

Sabena Flight Academy

La Société a fait l'acquisition de la Sabena Flight Academy (Sabena). Sabena propose la formation des stagiaires, la formation évoluée et la consultation dans le domaine de l'aéronautique aux compagnies aériennes et aux candidats pilotes indépendants.

Academia Aeronautica de Evora S.A.

La Société a porté sa participation dans l'Academia Aeronautica de Evora S.A. (AAE) à 90 % pour une contrepartie autre qu'en trésorerie.

Kestrel Technologies Pte Ltd

La Société a fait l'acquisition de Kestrel Technologies Pte Ltd (Kestrel), qui fournit des services professionnels et de consultation, et des services de soutien technique et de maintenance de simulateurs.

Sommaire de l'actif acquis et du passif pris en charge

<i>(en millions)</i>	2011	2010	2009
Actif à court terme ¹⁾	23,0 \$	17,9 \$	12,9 \$
Passif à court terme	(21,1)	(17,0)	(25,4)
Immobilisations corporelles	8,9	1,1	40,2
Autres actifs	1,1	–	–
Actifs incorporels			
Appellations commerciales	0,8	–	0,1
Technologies	8,3	7,2	–
Relations avec la clientèle	17,0	9,6	10,9
Autres actifs incorporels	–	5,3	–
Écart d'acquisition ²⁾	37,6	23,3	21,7
Impôts sur les bénéfices futurs	(1,7)	(2,5)	6,4
Dette à long terme	–	–	(19,6)
Passif à long terme	(1,5)	(0,2)	(4,0)
Juste valeur de l'actif net acquis, abstraction faite de la position de trésorerie à l'acquisition	72,4 \$	44,7 \$	43,2 \$
Position de trésorerie à l'acquisition	6,6	0,4	5,4
Juste valeur de l'actif net acquis	79,0 \$	45,1 \$	48,6 \$
Déduire : Prix d'achat à payer	–	(14,4)	–
Valeur comptable d'un investissement à la date d'acquisition	–	–	(4,5)
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	(0,2)
Contrepartie totale en trésorerie pour les acquisitions au cours de l'exercice	79,0 \$	30,7 \$	43,9 \$
Ajouter : Contrepartie supplémentaire liée à des acquisitions d'exercices antérieurs	1,7	4,4	3,0
Contrepartie totale en trésorerie ³⁾	80,7 \$	35,1 \$	46,9 \$

¹⁾ Abstraction faite de la position de trésorerie.

²⁾ Cet écart d'acquisition comprend un montant de 13,3 millions \$ déductible aux fins fiscales (17,2 millions \$ en 2010; néant en 2009).

³⁾ La contrepartie totale en trésorerie pour les acquisitions effectuées en 2011, en 2010 et en 2009 inclut les frais d'acquisition de 2,5 millions \$, de 2,7 millions \$ et de 2,7 millions \$, respectivement.

L'actif net des activités de formation de CHC Helicopter, de Century, de Datamine, d'Immersion, de VIMEDIX, d'ICCU, de Sabena et d'AAE est inclus dans la division Formation et services associés – Civil. L'actif net de TAL, de Seaweed et de Kestrel est inclus dans la division Produits de simulation – Militaire. L'actif net de DSA est séparé entre les divisions Produits de simulation – Militaire, et Formation et services associés – Militaire.

Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple, en prenant les résultats d'exploitation en compte à partir de la date de l'acquisition.

NOTE 4 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Les bilans consolidés ainsi que les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie de la Société tiennent compte, sur la base d'une consolidation proportionnelle, de l'incidence de ses participations dans des coentreprises, soit celles de 49 % dans Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited, de 50 % dans Helicopter Training Media International GmbH, de 25 % dans Helicopter Flight Training Services GmbH, de 50 % dans le centre Emirates-CAE Flight Training, de 49 % dans Embraer CAE Training Services LLC, de 50 % dans HATSOFF Helicopter Training Private Limited, de 51 % dans National Flying Training Institute Private Limited, de 50 % dans CAE Flight Training (India) Private Limited, de 50 % dans Rotorsim S.r.l. (depuis l'exercice 2010), de 49 % dans Embraer CAE Training Services (R.-U.) Limited (depuis l'exercice 2010), de 47 % dans China Southern West Australia Flying College (depuis l'exercice 2011) et de 50 % dans CAE-Lider Training do Brasil Ltda (depuis l'exercice 2011).

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

L'incidence des coentreprises sur les états financiers consolidés de la Société s'établit comme suit :

<i>(en millions)</i>	2011	2010	2009
Actif			
Actif à court terme	67,6 \$	54,0 \$	58,4 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs à long terme	264,6	238,6	240,3
Passif			
Passif à court terme	49,0	33,4	44,9
Dette à long terme (y compris la partie à court terme)	123,1	117,2	120,4
Gains reportés et passif à long terme	8,4	7,3	4,5
Résultats			
Revenus	90,4 \$	89,1 \$	78,9 \$
Bénéfice net	21,4	21,4	17,7
Résultat d'exploitation sectoriel			
Produits de simulation – Militaire	2,8	5,1	6,0
Formation et services associés – Civil	16,1	15,4	14,5
Formation et services associés – Militaire	11,0	6,8	(0,9)
Flux de trésorerie nets liés aux :			
Activités d'exploitation	30,1 \$	25,4 \$	41,3 \$
Activités d'investissement	(15,0)	(29,4)	(40,1)
Activités de financement	3,9	6,7	34,6

NOTE 5 – COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont portés au bilan consolidé, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentent comme suit :

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Comptes clients en souffrance, mais non douteux		
1-30 jours	32,6 \$	18,2 \$
31-60 jours	24,0	11,8
61-90 jours	9,1	9,3
Plus de 90 jours	18,0	16,8
Total	83,7 \$	56,1 \$
Provision pour créances douteuses	(6,0)	(5,6)
Comptes clients courants	113,5	84,9
Comptes débiteurs non facturés	39,0	31,7
Actifs dérivés	18,9	27,9
Autres comptes débiteurs	47,8	42,5
Total des comptes débiteurs	296,9 \$	237,5 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Provision pour créances douteuses au début de l'exercice	(5,6) \$	(8,2) \$
Ajouts	(3,2)	(3,8)
Radiations	3,0	5,1
Écart de change	(0,2)	1,3
Provision pour créances douteuses à la fin de l'exercice	(6,0) \$	(5,6) \$

NOTE 6 – STOCKS

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Travaux en cours	83,8 \$	87,8 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	41,3	39,1
	125,1 \$	126,9 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de coût des ventes était le suivant :

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Travaux en cours	82,9 \$	76,8 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	23,7	27,5
	106,6 \$	104,3 \$

NOTE 7 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(en millions)</i>	2011			2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	23,5 \$	– \$	23,5 \$	23,6 \$	– \$	23,6 \$
Immeubles et améliorations	292,4	113,3	179,1	280,2	101,8	178,4
Simulateurs	1 013,9	236,2	777,7	953,0	208,5	744,5
Matériel et outillage	189,8	134,7	55,1	206,4	150,1	56,3
Avions et moteurs d'avion	20,8	7,9	12,9	14,7	4,1	10,6
Actifs visés par des contrats de location-acquisition ¹⁾	39,0	11,4	27,6	37,5	11,1	26,4
Actifs en construction	104,2	–	104,2	107,4	–	107,4
	1 683,6 \$	503,5 \$	1 180,1 \$	1 622,8 \$	475,6 \$	1 147,2 \$

¹⁾ Comprend des simulateurs, du matériel et de l'outillage ainsi qu'un immeuble.

La période moyenne restante d'amortissement pour les simulateurs est de 15 ans.

NOTE 8 – ACTIFS INCORPORELS

<i>(en millions)</i>	2011			2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Frais de développement reportés	78,8 \$	33,6 \$	45,2 \$	63,6 \$	33,4 \$	30,2 \$
Appellations commerciales	12,5	5,3	7,2	12,1	4,4	7,7
Relations avec la clientèle	58,0	10,5	47,5	35,3	6,1	29,2
Ententes contractuelles avec des clients	7,5	4,9	2,6	7,1	4,5	2,6
Technologies	34,8	10,1	24,7	26,4	7,2	19,2
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels	78,2	32,8	45,4	43,6	14,2	29,4
Autres actifs incorporels	10,0	3,8	6,2	10,1	3,0	7,1
	279,8 \$	101,0 \$	178,8 \$	198,2 \$	72,8 \$	125,4 \$

L'historique des actifs incorporels s'établit comme suit :

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Solde au début de l'exercice	125,4 \$	99,5 \$
Acquisitions (note 3)	26,1	22,1
Ajouts aux frais de développement reportés ¹⁾	18,5	11,2
ERP et autres acquisitions de logiciels	19,6	10,0
Autres ajouts	7,3	5,8
Amortissement	(17,3)	(14,7)
Écart de change	(0,8)	(8,5)
Solde à la fin de l'exercice	178,8 \$	125,4 \$

¹⁾ Déduction faite des contributions gouvernementales (voir la note 22).

L'amortissement annuel estimatif pour les cinq prochains exercices s'élèvera à environ 17,1 millions \$.

NOTE 9 – ÉCART D'ACQUISITION

<i>(en millions)</i>	PS/C	FS/C	PS/M	FS/M	2011 Total
Solde au début de l'exercice	– \$	29,8 \$	95,2 \$	36,9 \$	161,9 \$
Acquisitions (note 3)	–	29,6	10,1	–	39,7
Écart de change	–	0,1	(2,5)	(0,7)	(3,1)
Solde à la fin de l'exercice	– \$	59,5 \$	102,8 \$	36,2 \$	198,5 \$

<i>(en millions)</i>	PS/C	FS/C	PS/M	FS/M	2010 Total
Solde au début de l'exercice	– \$	27,6 \$	87,9 \$	43,6 \$	159,1 \$
Acquisitions (note 3)	–	7,2	21,5	–	28,7
Écart de change	–	(5,0)	(14,2)	(6,7)	(25,9)
Solde à la fin de l'exercice	– \$	29,8 \$	95,2 \$	36,9 \$	161,9 \$

NOTE 10 – AUTRES ACTIFS

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Encaisse affectée	10,6 \$	16,2 \$
Loyers payés d'avance à un placement de portefeuille	81,6	45,6
Avances consenties à un placement de portefeuille	26,1	21,7
Investissement dans des placements de portefeuille	1,4	1,4
Frais de financement reportés, déduction faite de l'amortissement cumulé de 19,8 \$ (18,8 \$ en 2010)	3,1	1,4
Comptes débiteurs à long terme	18,1	3,9
Actifs au titre des prestations constituées (note 23)	41,8	29,9
Actifs dérivés à long terme	11,6	15,1
Autres, déduction faite de l'amortissement cumulé de 9,7 \$ (8,7 \$ en 2010)	7,3	6,3
	201,6 \$	141,5 \$

NOTE 11 – COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Comptes créditeurs	274,3 \$	235,7 \$
Passifs au titre des contrats	59,9	46,2
Passifs dérivés	12,4	9,3
Impôts sur les bénéfices à payer	12,9	6,5
Autres charges à payer	167,6	170,1
Comptes créditeurs et charges à payer	527,1 \$	467,8 \$

NOTE 12 – FACILITÉS D'EMPRUNT

Le tableau qui suit présente la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction :

<i>(en millions)</i>	2011	2010
	Montant net	Montant net
Total de la dette avec recours	370,5 \$	294,7 \$
Total de la dette sans recours ¹⁾	104,0	198,0
Total de la dette à long terme	474,5 \$	492,7 \$
Déduire :		
Partie à court terme de la dette à long terme	26,3	40,1
Partie à court terme des contrats de location-acquisition	4,4	11,0
	443,8 \$	441,6 \$

¹⁾ La dette sans recours est une dette d'une filiale, pour laquelle le recours est limité à l'actif, à la participation et à l'engagement de cette filiale et non à celui de CAE inc.

La dette avec recours se détaille comme suit :

<i>(en millions)</i>	2011	2010
	Montant net	Montant net
i) Billets de premier rang (33,0 \$US échéant en juin 2012), versements semestriels d'intérêt en juin et en décembre au taux fixe de 7,76 %	34,2 \$	37,1 \$
ii) Billets de premier rang (15,0 \$ et 45,0 \$US échéant en juin 2016 et 60,0 \$US échéant en juin 2019), versements semestriels d'intérêt en juin et en décembre au taux fusionné moyen de 7,14 %	117,0	121,5
iii) Facilités de crédit à terme non garanties renouvelables échéant en avril 2013 (450,0 \$US) (400 \$US et 100 € en 2010)	-	-
iv) Emprunts à terme échéant en mai et en juin 2011 (encours de 1,6 € et de 0,3 € au 31 mars 2011 et encours de 7,4 € et de 1,5 € au 31 mars 2010), taux d'intérêt implicite de 4,60 %	2,6	12,2
v) Obligations de Grapevine Industrial Development Corporation, échéant en avril 2013 (19,0 \$US), taux d'intérêt de 0,55 % (1,35 % en 2010)	18,5	19,3
vi) Obligations de Miami Dade County, échéant en mars 2024 (11,0 \$US), taux d'intérêt de 0,34 % (0,47 % en 2010)	10,7	11,2
vii) Obligations découlant de contrats de location-acquisition, échéant à diverses dates entre juillet 2010 et octobre 2022, taux d'intérêt variant de 1,65 % à 6,09 %	29,8	35,1
viii) Emprunt à terme échéant en juin 2014 (encours de 17,5 \$US et de 7,3 £ au 31 mars 2011 et encours de 22,1 \$US et de 8,7 £ au 31 mars 2010)	27,7	-
Emprunt à terme échéant en juin 2018 (encours de 43,2 \$US et de 8,5 £ au 31 mars 2011 et encours de 43,2 \$US et de 8,5 £ au 31 mars 2010)	53,2	-
Le taux combiné du coupon pour la dette après swap se situe à 7,9 %		
ix) Obligation R-D de la part d'un organisme gouvernemental échéant en juillet 2029	28,8	9,1
x) Emprunt à terme échéant en décembre 2017 (encours de 9,2 € au 31 mars 2011 et de 9,7 € au 31 mars 2010), taux d'intérêt variable assorti d'un plancher de 2,5 %	12,6	13,3
xi) Emprunts à terme échéant en janvier 2020 et en janvier 2022 (encours de 6,3 € au 31 mars 2011 et de 6,0 € au 31 mars 2010), taux d'intérêt variable fondé sur le TIBEUR majoré d'une marge	8,4	8,1
xii) Facilité de crédit échéant en janvier 2015 (encours de 1,5 \$ et 458,4 roupies au 31 mars 2011 et de 362,7 roupies au 31 mars 2010), taux d'intérêt variable	11,5	8,2
xiii) Autres dettes, échéant à diverses dates entre avril 2010 et septembre 2016, taux d'intérêt moyen d'environ 5,22%	15,5	19,6
Total de la dette avec recours	370,5 \$	294,7 \$

- i) Dans le cadre d'un placement privé, la Société a emprunté 33,0 millions \$US. Ces billets de premier rang non garantis ont égalité de rang avec les financements bancaires à terme. La Société a conclu un swap de taux d'intérêt aux termes duquel le taux d'intérêt fixe a été échangé contre l'équivalent du TIOI à trois mois majoré de 3,6 %.
- ii) Représente des billets de premier rang non garantis de 15,0 millions \$ et de 105,0 millions \$US émis au moyen d'un placement privé. Les billets sont assortis d'une durée moyenne à l'émission de 8,5 ans. La Société a désigné son billet de premier rang, dont la valeur totalise 105,0 millions \$US, comme couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, ce montant étant utilisé pour gérer l'exposition au risque de change lié à ces placements.
- iii) Représente une facilité de crédit renouvelable consentie de 450,0 millions \$US avec la possibilité de porter le montant total à 650,0 millions \$US. La facilité est assortie de clauses qui exigent un ratio de couverture des charges fixes minimal et un ratio de couverture de la dette maximal. Le taux d'intérêt applicable de cette facilité de crédit à terme renouvelable est au gré de la Société, selon le taux préférentiel, le taux des acceptations bancaires ou le TIOI majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit attribuée par les services de notation de Standard & Poor's. Le 1^{er} avril 2011, la Société a modifié l'entente afin de repousser la date d'échéance de deux ans, celle-ci passant d'avril 2013 à avril 2015. En outre, la marge s'ajoutant au TIOI a été réduite afin de tenir compte des prix actuels du marché.
- iv) La Société et Iberia Lineas de España ont fusionné leurs activités de formation aéronautique en Espagne. Le capital doit être remboursé trimestriellement sur la durée du financement. Au 31 mars 2011, la valeur comptable nette des simulateurs faisant l'objet du financement était d'environ 63,8 millions \$ (46,3 millions €) [67,7 millions \$ (49,3 millions €) en 2010].
- v) Les taux sont établis annuellement par un négociateur, d'après la conjoncture du marché. Une lettre de crédit a été établie en guise de soutien des obligations pour l'encours des emprunts. Le taux d'intérêt combiné est de 3,05 % (2,35 % en 2010).
- vi) Le taux est un taux variable redéfini toutes les semaines. Une lettre de crédit a été établie en guise de soutien des obligations pour l'encours de l'emprunt. Le taux d'intérêt combiné est de 2,84 % (1,47 % en 2010).
- vii) Ces contrats de location-acquisition se rapportent à la location de diverses pièces de matériel, de simulateurs et d'un immeuble.
- viii) Représente un financement de premier rang pour deux centres de formation pour l'aviation civile. La tranche A est remboursée par versements trimestriels de capital et d'intérêt tandis que la tranche B fait l'objet d'un l'amortissement trimestriel qui débutera en juillet 2014. Au cours de l'exercice 2011, la Société a sorti ces emprunts à terme de la dette sans recours et les a convertis en dette avec recours à hauteur d'un montant net de 89,5 millions \$ en 2010.
- ix) Représente une obligation à long terme portant intérêt de la part du gouvernement du Canada en raison de sa participation dans le projet Falcon, un programme de R-D qui se poursuivra sur cinq ans, pour un montant maximal de 250,0 millions \$. Le montant total constaté à la fin de l'exercice 2011 s'est établi à 85,5 millions \$ (33,8 millions \$ en 2010) (voir la note 1). La valeur actualisée de la dette était de 28,8 millions \$ au 31 mars 2011 (9,1 millions \$ en 2010).
- x) Représente la quote-part revenant à la Société de la dette de Rotorsim S.r.l., qui totalise 12,7 millions \$ (9,2 millions €). Rotorsim S.r.l. a refinancé sa dette à l'exercice 2011.
- xi) Représente une convention d'emprunt de 8,7 millions \$ (6,3 millions €) aux fins du financement d'une filiale de la Société. La Société a ajouté une nouvelle tranche de financement à l'exercice 2011.
- xii) Représente une facilité de financement visant certaines des activités de la Société en Inde. La facilité de financement comprend un emprunt à terme pouvant atteindre 10,2 millions \$ (470,0 millions de roupies) et des facilités de fonds de roulement pouvant atteindre 2,7 millions \$ (125,0 millions de roupies). Les prélèvements peuvent être effectués en roupies ou dans toute autre monnaie importante qui est acceptable pour le prêteur.
- xiii) Les autres dettes comprennent une facilité non garantie assurant le financement des coûts d'établissement du système de gestion intégré (ERP). La facilité sera remboursée au moyen de versements mensuels sur sept ans à compter de la fin du premier mois suivant chaque prélèvement trimestriel.

La dette sans recours se détaille comme suit :

<i>(en millions)</i>	2011	2010
	Montant net	Montant net
i) Emprunt à terme garanti de 12,7 £, échéant en octobre 2016 (encours de 2,5 £ au 31 mars 2011 et de 3,0 £ au 31 mars 2010), taux d'intérêt qui se rapproche du TIOL majoré de 0,95 %	3,9 \$	4,6 \$
ii) Emprunt à terme échéant en décembre 2019 (encours de 41,8 € au 31 mars 2011 et de 43,9 € au 31 mars 2010), taux d'intérêt fondé sur le TIBEUR et, en vertu d'un swap, taux d'intérêt fixe de 4,80 %	56,8	59,4
iii) Emprunts à terme échéant à diverses dates jusqu'en août 2014 (encours de 17,9 \$US et de 21,6 ¥ au 31 mars 2011 et de 21,9 \$US et de 32,8 ¥ au 31 mars 2010)	20,6	27,2
iv) Emprunt à terme garanti échéant en septembre 2025 (encours de 21,1 \$US au 31 mars 2011 et de 14,3 \$US au 31 mars 2010), taux d'intérêt fixe de 10,35 %, compte tenu de l'incidence du swap de devises (dollar US – roupie indienne)	19,7	13,7
v) Emprunt à terme échéant en janvier 2020 (encours de 3,3 \$US au 31 mars 2011 et de 3,5 \$US au 31 mars 2010), taux d'intérêt variable	3,0	3,6
vi) Emprunt à terme échéant en juin 2014 (encours de 17,5 \$US et de 7,3 £ au 31 mars 2011 et encours de 22,1 \$US et de 8,7 £ au 31 mars 2010)	–	34,9
Emprunt à terme échéant en juin 2018 (encours de 43,2 \$US et de 8,5 £ au 31 mars 2011 et encours de 43,2 \$US et de 8,5 £ au 31 mars 2010)	–	54,6
Le taux combiné du coupon pour la dette après swap se situe à 8,33 %		
Total de la dette sans recours	104,0 \$	198,0 \$

- i) La facilité de crédit servant à financer le programme MSH de la Société pour le ministère de la Défense du Royaume-Uni comporte un emprunt à terme qui est garanti par les actifs de la filiale et qui doit être remboursé semestriellement jusqu'en 2016. La Société a conclu un swap de taux d'intérêt de 2,7 millions £, au terme duquel le taux d'intérêt a été fixé à 6,31 %. Au 31 mars 2011, la valeur comptable des actifs donnés en garantie de la facilité de crédit s'établissait à 79,6 millions £ (53,3 millions £ en 2010).
- ii) Représente la quote-part de la Société du projet NH90 en Allemagne. Le montant total disponible pour la société responsable du projet aux termes de la facilité est de 175,5 millions €.
- iii) Représente la quote-part de la Société de la dette liée à l'acquisition de simulateurs et à l'agrandissement de l'immeuble dans le cadre de sa participation dans la coentreprise Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited. Les emprunts à terme sont libellés en dollars US et en renminbis chinois (¥). Les emprunts en dollars US portent intérêt à un taux variable en fonction du TIOL des États-Unis majoré d'une marge variant entre 0,50 % et 2,00 % et viennent à échéance entre août 2013 et août 2014. Les emprunts en ¥ portent intérêt au taux local et viennent à échéance entre décembre 2010 et juin 2012.
- iv) Représente la quote-part de la Société du financement garanti sans recours de 42,1 millions \$US pour la coentreprise HATSOFF Helicopter Training Private Limited. L'amortissement semestriel de la dette commencera en septembre 2013.
- v) Représente la quote-part revenant à la Société d'un emprunt à terme pour financer la coentreprise Emirates-CAE Flight Training LLC.
- vi) Représente un financement de premier rang pour deux centres de formation pour l'aviation civile. La tranche A est remboursée par versements trimestriels de capital et d'intérêts tandis que la tranche B fait l'objet d'un amortissement trimestriel qui débutera en juillet 2014. Au cours de l'exercice 2011, la Société a sorti ces emprunts à terme de la dette sans recours et les a convertis en dette avec recours à hauteur d'un montant net de 89,5 millions \$ en 2010.

Les versements exigibles au cours des cinq prochains exercices en vertu des modalités de remboursement de la dette à long terme et de la valeur nominale des contrats de location-acquisition s'établissent comme suit :

<i>(en millions)</i>	Dette à long terme	Contrat de location-acquisition	Total
2012	27,1 \$	4,4 \$	31,5 \$
2013	57,5	4,4	61,9
2014	50,4	4,7	55,1
2015	33,4	4,9	38,3
2016	27,4	3,0	30,4
Par la suite	251,5	8,4	259,9
	447,3 \$	29,8 \$	477,1 \$

Au 31 mars 2011, CAE respectait ses engagements financiers.

Dettes à court terme

La Société dispose d'une marge de crédit bancaire non garantie et non engagée qui est libellée en euros et qui totalise 2,8 millions \$ (2,7 millions \$ en 2010; 5,0 millions \$ en 2009), sur laquelle un montant de 1,3 millions \$ avait été prélevé au 31 mars 2011 (néant en 2010). La marge de crédit porte intérêt à un taux de référence en euros.

Intérêts débiteurs, montant net

Les intérêts débiteurs (créditeurs) s'établissent comme suit :

<i>(en millions)</i>	2011	2010	2009
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme	31,8 \$	28,4 \$	26,9 \$
Amortissement des frais de financement reportés et autres	3,6	2,9	3,2
Intérêts capitalisés	(4,7)	(4,0)	(5,9)
Intérêts sur la dette à long terme	30,7 \$	27,3 \$	24,2 \$
Intérêts créditeurs	(4,1) \$	(2,6) \$	(2,6) \$
Autres intérêts débiteurs (créditeurs), montant net	4,1	1,3	(1,4)
Intérêts créditeurs, montant net	- \$	(1,3) \$	(4,0) \$
Intérêts débiteurs, montant net	30,7 \$	26,0 \$	20,2 \$

NOTE 13 – GAINS REPORTÉS ET AUTRES PASSIFS À LONG TERME

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Gains reportés découlant des cessions-bails ¹⁾	46,7 \$	47,2 \$
Revenus constatés d'avance	86,1	46,3
Gains reportés	4,7	5,2
Obligation découlant des avantages sociaux (note 23)	36,7	33,9
Participations ne donnant pas le contrôle ²⁾	20,5	18,0
Passifs dérivés à long terme	13,4	15,1
Obligations au titre de la rémunération en vertu du RDLT et du RDNR	41,5	21,8
Montant à payer lié à des licences	7,1	7,2
Autres	5,9	5,8
	262,6 \$	200,5 \$

¹⁾ L'amortissement qui se rapporte à ces éléments s'est chiffré à 4,5 millions \$ pour l'exercice (4,2 millions \$ en 2010; 4,4 millions \$ en 2009).

²⁾ Participations ne donnant pas le contrôle de 23 % dans le centre de formation Aircrew du secteur Militaire de CAE et de 20 % dans les centres de formation civile à Madrid.

NOTE 14 – IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le rapprochement des impôts sur les bénéfices aux taux canadiens prévus par la loi et des impôts sur les bénéfices présentés s'établit comme suit :

<i>(en millions, sauf les taux d'imposition)</i>	2011	2010	2009
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et activités abandonnées	228,6 \$	204,0 \$	285,6 \$
Taux d'imposition canadiens prévus par la loi	29,51 %	30,66 %	30,92 %
Impôts sur les bénéfices aux taux canadiens prévus par la loi	67,5 \$	62,5 \$	88,3 \$
Écart entre les taux canadiens prévus par la loi et ceux applicables aux filiales étrangères	(10,5)	(5,2)	(7,2)
Pertes non prises en compte aux fins fiscales	4,5	4,1	5,0
Économies d'impôts découlant de pertes d'exploitation non constatées antérieurement	(1,8)	(1,6)	(0,3)
Gain en capital non imposable	(0,9)	(0,8)	(0,8)
Éléments non déductibles	2,4	2,3	1,8
Ajustements et cotisations d'impôts d'exercices antérieurs	3,7	1,9	1,5
Incidence du changement de taux d'imposition sur les impôts futurs	(3,1)	(1,8)	(0,6)
Crédit d'impôt à l'investissement pour la recherche et le développement non imposable	(1,2)	(1,5)	(1,0)
Autres économies d'impôts non constatées antérieurement	(3,1)	(2,7)	(3,0)
Fluctuations de change et autres	1,3	2,3	(0,3)
Total de la charge d'impôts	58,8 \$	59,5 \$	83,4 \$

Les principaux éléments de la charge d'impôts attribuable aux activités poursuivies s'établissent ainsi :

<i>(en millions)</i>	2011	2010	2009
Charge d'impôts exigibles	9,5 \$	32,3 \$	74,9 \$
Charge (économie) d'impôts futurs :			
Économies d'impôts découlant de pertes d'exploitation non constatées antérieurement	(1,8)	(1,6)	(0,3)
Incidence du changement de taux d'imposition sur les impôts futurs	(3,1)	(1,8)	(0,6)
Autres économies d'impôts non constatées antérieurement	(3,1)	(2,7)	(3,0)
Variation liée aux écarts temporaires	57,3	33,3	12,4
Total de la charge d'impôts	58,8 \$	59,5 \$	83,4 \$

L'incidence fiscale des écarts temporaires qui ont donné lieu aux actifs et aux passifs d'impôts futurs s'établit comme suit :

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Actifs d'impôts futurs		
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	55,6 \$	44,8 \$
Reports prospectifs des pertes en capital	2,0	2,1
Montants non déductibles pour l'exercice	24,5	24,7
Revenus reportés	6,9	6,0
Report d'économie d'impôts	5,0	4,6
Frais de recherche et de développement non réclamés	6,3	5,3
Pertes de change non réalisées	3,1	2,1
	103,4 \$	89,6 \$
Provision pour moins-value	(22,3)	(17,2)
	81,1 \$	72,4 \$
Passifs d'impôts futurs		
Crédits d'impôt à l'investissement	(12,9) \$	(12,0) \$
Immobilisations corporelles	(41,0)	(23,8)
Différence entre la méthode de l'avancement des travaux et celle de l'achèvement des travaux	(38,7)	(18,0)
Instruments financiers	(0,9)	(4,6)
Actifs incorporels	(23,5)	(13,0)
Aide gouvernementale	(14,8)	(6,4)
Gain de change non réalisé	(7,4)	(6,9)
Régime de retraite	(4,2)	(0,6)
Autres	(2,8)	(2,5)
	(146,2) \$	(87,8) \$
Actifs (passifs) d'impôts futurs, montant net	(65,1) \$	(15,4) \$
Actifs d'impôts futurs à court terme, montant net	9,2 \$	7,1 \$
Actifs d'impôts futurs à long terme, montant net	76,7	82,9
Passifs d'impôts futurs à court terme, montant net	(31,8)	(23,0)
Passifs d'impôts futurs à long terme, montant net	(119,2)	(82,4)
	(65,1) \$	(15,4) \$

Au 31 mars 2011, relativement à des activités exercées au Canada, la Société avait cumulé des pertes autres qu'en capital reportées d'environ 29,8 millions \$. Aux fins de la présentation de l'information financière, un actif d'impôts futurs net de 7,5 millions \$ (6,5 millions \$ en 2010) a été constaté à l'égard de ces reports de pertes.

Au 31 mars 2011, relativement à des activités exercées aux États-Unis, la Société avait cumulé des pertes autres qu'en capital reportées d'environ 34,7 millions \$ (35,7 millions \$US). Aux fins de la présentation de l'information financière, un actif d'impôts futurs net de 8,3 millions \$ (8,6 millions \$US) [8,2 millions \$ (8,1 millions \$US) en 2010] a été constaté à l'égard de ces reports de pertes.

Relativement à des activités menées dans d'autres pays, la Société a cumulé des pertes autres qu'en capital reportées d'environ 110,2 millions \$. Aux fins de la présentation de l'information financière, un actif d'impôts futurs net de 24,2 millions \$ (18,3 millions \$ en 2010) a été constaté.

La Société a également cumulé des pertes en capital reportées d'environ 0,3 million \$ au titre de ses activités au Canada. Aux fins de la présentation de l'information financière, aucun actif d'impôts futurs n'a été constaté (néant en 2010), une provision pour moins-value intégrale ayant été constituée.

Relativement à des activités exercées aux États-Unis, la Société a également cumulé des pertes en capital reportées d'environ 5,5 millions \$ (5,7 millions \$US). Aucun actif d'impôts futurs n'a été constaté dans les états financiers (néant en 2010), la provision pour moins-value ayant été constituée pour la totalité du montant.

Les pertes autres qu'en capital à des fins fiscales expirent comme suit :

(en millions)

Année d'expiration	États-Unis (\$US)	Autres pays (\$CA)
2012	16,4 US\$	– \$
2013	7,4	–
2014	–	4,8
2015	–	0,1
2016	–	0,8
2017	–	2,9
2018	–	4,0
2019 – 2031	11,9	38,8
Sans expiration	–	88,6
	35,7 US\$	140,0 \$

La provision pour moins-value concerne principalement les avantages fiscaux découlant de pertes prospectivement dont la réalisation n'est pas probable en raison des antécédents en matière de report de pertes et de l'incertitude quant à la réalisation de bénéfices futurs imposables suffisants. En 2011, la provision pour moins-value a été réduite de 4,9 millions \$ (4,3 millions \$ en 2010) lorsque l'évaluation de la Société a fait apparaître comme plus probable qu'improbable que des économies d'impôt seraient réalisées.

NOTE 15 – CAPITAL-ACTIONS

Capital-actions

Autorisé

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale pouvant être émises en séries.

Les actions privilégiées peuvent être émises avec des droits et des conditions qui seront déterminés par le conseil d'administration, avant leur émission. À ce jour, la Société n'a émis aucune action privilégiée.

Émis

Le rapprochement des données sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société est présenté à l'état des variations en capitaux propres.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

	2011	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base	256 687 378	255 846 631	254 756 989
Effet dilutif des options sur actions	634 262	–	201 817
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué	257 321 640	255 846 631	254 958 806

Des options d'achat de 1 821 675 actions ordinaires (2 390 486 en 2010; 1 992 880 en 2009) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

NOTE 16 – RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

Conformément au programme d'intéressement à long terme institué par la Société, cette dernière peut attribuer à ses dirigeants et aux autres salariés clés de ses filiales des options visant l'achat d'actions ordinaires de la Société à un prix d'exercice équivalant à 100 % du cours du marché à la date de leur attribution. Le cours du marché correspond au cours de clôture moyen pondéré des actions ordinaires à la Bourse de Toronto (TSX) pour les cinq derniers jours de négociation précédant la date de l'attribution.

Au 31 mars 2011, le nombre total autorisé d'actions ordinaires pouvant encore être émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions (ROA) était de 13 325 626. Les options peuvent être exercées au cours d'une période d'au plus six ans, mais ne peuvent l'être dans les 12 mois suivant la date de leur attribution. Le droit d'exercer toutes les options devient acquis après une période de quatre ans de service continu à compter de la date d'attribution. Le processus d'acquisition des droits liés aux options se poursuit après la date du départ à la retraite, sous réserve du délai d'acquisition de quatre ans. Toutefois, s'il survient un changement de contrôle de la Société, les options en cours peuvent être exercées immédiatement par leurs porteurs. Elles font l'objet d'un ajustement au prorata à la suite du versement de dividendes en actions ou de tout fractionnement d'actions ordinaires de la Société.

Un rapprochement des options en cours est présenté ci-après :

<i>Exercices terminés les 31 mars</i>	2011		2010		2009	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de l'exercice	5 818 386	9,50 \$	4 211 150	9,87 \$	4 602 374	9,00 \$
Attribuées	836 614	9,65	3 102 500	7,44	829 600	13,09
Exercées	(394 850)	6,84	(1 327 220)	5,71	(1 077 200)	8,62
Éteintes	(224 161)	10,29	(131 769)	12,19	(79 574)	7,56
Échues	(15 500)	5,45	(36 275)	5,84	(64 050)	12,73
Options en cours à la fin de l'exercice	6 020 489	9,67 \$	5 818 386	9,50 \$	4 211 150	9,87 \$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	2 345 225	10,78 \$	1 433 118	10,76 \$	1 959 690	6,76 \$

Le tableau suivant présente des informations sur le ROA de la Société au 31 mars 2011 :

<i>Fourchette de prix d'exercice</i>	Options en cours		Options pouvant être exercées		
	Nombre d'options en cours	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré
5,83 à 8,52 \$	3 051 400	4,11	7,39 \$	805 075	7,24 \$
9,12 \$ à 11,10 \$	1 158 164	3,78	9,43	392 700	9,16
11,37 \$ à 14,10 \$	1 810 925	2,64	13,67	1 147 450	13,82
Total	6 020 489	3,60	9,67 \$	2 345 225	10,78 \$

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, la charge de rémunération liée aux options sur actions de CAE a été constatée dans le résultat net consolidé, et un montant correspondant de 3,6 millions \$ (4,2 millions \$ en 2010; 2,8 millions \$ en 2009) a été porté au crédit du surplus d'apport en utilisant la méthode de la juste valeur pour la comptabilisation des attributions effectuées depuis 2004.

Les hypothèses qui ont servi aux calculs dont il est question dans la présente note et qui portent sur les options sont les suivantes :

	2011	2010	2009
Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour le modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes :			
Rendement prévu de l'action	1,26%	1,57%	0,90%
Volatilité prévue	35,3%	36,0%	29,3%
Taux d'intérêt sans risque	2,38%	2,69%	3,50%
Durée prévue des options	4 ans	4 ans	4 ans
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	2,71 \$	2,27 \$	3,62 \$

Régime d'actionnariat

La Société a institué un régime d'actionnariat (RA) afin de permettre à ses salariés et à ceux de ses filiales participantes d'acheter des actions ordinaires de CAE par voie de retenues salariales régulières ou de cotisations forfaitaires, auxquelles s'ajoutent des cotisations patronales. La Société a inscrit une charge de rémunération de 4,6 millions \$ (4,2 millions \$ en 2010; 4,3 millions \$ en 2009) au titre des cotisations patronales à ce régime.

Régime de droits différés à la valeur d'actions

La Société a institué un régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA) à l'intention de ses dirigeants, régime aux termes duquel ceux-ci peuvent choisir de recevoir toute rémunération d'intéressement en trésorerie sous forme de droits différés à la valeur d'actions (DDVA). Ce régime vise à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. Un DDVA a la même valeur qu'une action ordinaire. Ces droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture moyen d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la TSX dans les 10 derniers jours de négociation précédant la date de leur émission. Ces droits donnent également droit à des dividendes sous forme de droits supplémentaires dont le montant équivalait aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les DDVA expirent lorsque le porteur quitte son poste. Le porteur a alors le droit de toucher un paiement en trésorerie correspondant à la juste valeur marchande du nombre équivalent d'actions ordinaires, déduction faite de certaines retenues.

La Société offre également un RDDVA à l'intention de ses administrateurs qui ne sont pas des salariés. Un administrateur qui n'est pas salarié de la Société et qui détient moins que les avoirs minimaux d'actions ordinaires de la Société reçoit le montant qui lui est dû à titre d'acompte et de jetons de présence sous forme de droits différés à la valeur d'actions. Pour détenir les avoirs minimums d'actions ordinaires, un administrateur qui n'est pas salarié doit détenir au moins un nombre d'actions ordinaires ou d'actions à dividendes différés dont la juste valeur équivaut à trois fois l'acompte annuel à verser à un administrateur pour son rôle au conseil d'administration. Il peut alors choisir de prendre part au régime relativement à la moitié ou à la totalité du montant qu'il doit recevoir à titre d'acompte et à une partie ou à la totalité des jetons de présence auxquels il a droit. Les modalités de ce régime sont essentiellement les mêmes que celles du RDDVA destiné aux dirigeants, sauf que les droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la TSX le dernier jour de négociation précédant la date de leur émission.

La Société inscrit le coût du RDDVA à titre de charge de rémunération et comptabilise le passif à long terme connexe dans le bilan consolidé au poste *Gains reportés et autres passifs à long terme*. La charge constatée pour l'exercice 2011 s'est élevée à 3,0 millions \$ (charge de 2,3 millions \$ en 2010; économie de 0,9 million \$ en 2009).

Le tableau suivant présente les DDVA en cours :

<i>Exercices terminés les 31 mars</i>	2011	2010
DDVA en cours au début de l'exercice	595 431	469 292
Droits attribués	95 782	118 864
Droits annulés	—	—
Droits rachetés	—	—
Dividendes versés sous forme de droits	8 653	7 275
DDVA en cours à la fin de l'exercice	699 866	595 431

Régimes de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme

La Société offre un régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT) aux dirigeants et à des membres de la haute direction dans le but de promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. Un DDVA attribué en vertu de ces régimes a la même valeur qu'une action ordinaire à une date donnée. En outre, ces DDVA donnent droit à des équivalents de dividende qui sont payables sous forme de droits supplémentaires, selon un montant égal aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les participants admissibles ont le droit de recevoir un paiement en trésorerie équivalant à la juste valeur marchande du nombre de DDVA détenus au moment de la cessation d'emploi. Au départ à la retraite, les droits non acquis continuent d'être acquis jusqu'au 30 novembre de l'année suivant la date du départ à la retraite. Dans le cas des participants visés par l'article 409A de l'Internal Revenue Code des États-Unis, les droits non acquis sont acquis au moment du départ à la retraite.

En vertu de ce régime, les droits attribués sont acquis de façon égale sur cinq ans et tous les droits non acquis sont immédiatement acquis à la suite d'une offre publique d'achat. La charge constatée pour l'exercice 2011 s'est élevée à 12,7 millions \$ (charge de 9,1 millions \$ en 2010; économie de 1,5 million \$ en 2009).

La Société a conclu des swaps sur actions dans le but de réduire l'effet des fluctuations du cours de ses actions sur ses résultats (voir la note 18).

Le tableau suivant présente les DDVA en cours en vertu de tous les régimes :

<i>Exercices terminés les 31 mars</i>	2011	2010
DDVA en cours au début de l'exercice	2 832 972	2 426 235
Droits attribués	381 258	493 952
Droits annulés	(72 635)	(56 399)
Droits rachetés	(847 073)	(71 172)
Dividendes versés sous forme de droits	39 147	40 356
DDVA en cours à la fin de l'exercice	2 333 669	2 832 972

Régimes de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme

La Société offre des régimes de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR) afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à garder à son service des salariés de talent et à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des participants admissibles au régime et de ceux des actionnaires. Les RDNR sont des régimes d'intéressement à base d'actions.

Régime de l'exercice 2008

Les droits à la valeur d'actions de négociation restreinte (DNR) qui sont attribués en vertu du régime deviennent acquis au troisième anniversaire de leur date d'attribution, comme suit :

- i) Les droits sont acquis à 100 % si les actions de CAE affichent une plus-value correspondant au moins à un taux de croissance annuel composé minimal, défini comme le taux de rendement sans risque sur 10 ans de la Banque du Canada à la date d'acquisition plus 350 points de base (3,50 %), durant la période d'évaluation, ou, dans le cas d'une acquisition au prorata, à la fin de la période visée par le calcul proportionnel;
- ii) Les droits sont acquis à 50 % si, selon le prix d'attribution des droits, le cours moyen de clôture des actions ordinaires de CAE a égalé ou dépassé le rendement des sociétés inscrites à l'indice Standard & Poor's Aerospace and Defence Index (S&P A&D index), rajusté en fonction des dividendes, ou, dans le cas d'une acquisition au prorata, à la fin de la période visée par le calcul proportionnel.

Les participants dont la cessation d'emploi n'est ni volontaire ni motivée peuvent se prévaloir d'une acquisition au prorata conditionnelle. La charge constatée pour l'exercice 2011 s'est élevée à 2,7 millions \$ (1,8 million \$ en 2010; 0,4 million \$ en 2009).

Régime de l'exercice 2011

En mai 2010, la Société a modifié le régime de l'exercice 2008 pour l'exercice 2011 et ceux à venir. Les droits à la valeur d'actions de négociation restreinte (DNR) qui sont attribués en vertu du régime modifié deviennent acquis au troisième anniversaire de leur date d'attribution, comme suit :

- i) Les trois premières années, les droits sont acquis à raison d'un sixième du nombre total de droits attribués multiplié par un facteur calculé d'après la performance relative de la rentabilité totale pour l'actionnaire (TSR) sur un an du cours des actions de CAE par rapport à l'indice S&P A&D pour la période du 1^{er} avril au 31 mars précédant immédiatement chacun des trois premiers anniversaires de la date d'attribution, d'après la règle suivante :

Rendement relatif TSR annuel	Facteur
1 ^{er} quartile (0 à 25 ^e percentile)	0 %
2 ^e quartile (26 ^e à 50 ^e percentile)	50 % à 98 %
3 ^e quartile (51 ^e à 75 ^e percentile)	100 % à 148 %
4 ^e quartile (76 ^e à 100 ^e percentile)	150 %

- ii) La dernière année, les droits sont acquis à raison de 50 % du nombre total de droits attribués multiplié par un facteur calculé d'après la performance relative TSR sur trois ans du cours des actions de CAE par rapport à l'indice S&P A&D pour la période du 1^{er} avril (précédant immédiatement la date d'attribution) au 31 mars (précédant immédiatement le troisième anniversaire de la date d'attribution), d'après la même règle que celle figurant dans le tableau précédent.

Les participants dont la cessation d'emploi n'est ni volontaire ni motivée sont admissibles aux droits acquis. La charge comptabilisée au cours de l'exercice 2011 s'est établie à 4,5 millions \$.

Le tableau suivant présente les DNR en cours en vertu de tous les régimes :

	Régime de l'exercice 2011		Régime de l'exercice 2008	
	2011	2010	2011	2010
<i>Exercices terminés les 31 mars</i>				
DNR en cours au début de l'exercice	–	–	1 438 591	762 382
Droits attribués	628 532	–	–	747 014
Droits annulés	(22 947)	–	(374 565)	(70 805)
Droits rachetés	–	–	–	–
Dividendes versés sous forme de droits	–	–	–	–
DNR en cours à la fin de l'exercice	605 585	–	1 064 026	1 438 591

NOTE 17 – GESTION DU CAPITAL

La gestion du capital de la Société vise les trois objectifs suivants :

- i) Maximiser l'utilisation des emprunts aux fins de la gestion du coût du capital de la Société;
- ii) Maintenir l'endettement de la Société à un niveau lui permettant de conserver sa santé financière et sa cote de crédit pour résister aux variations des cycles économiques;
- iii) Offrir aux actionnaires de la Société un taux de rendement du capital investi acceptable.

La Société gère son ratio de la dette sur les capitaux propres. Elle gère la structure de son capital et apporte des ajustements correspondants en fonction des fluctuations de la conjoncture économique et des caractéristiques du risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou utiliser des liquidités pour réduire la dette.

Dans cette optique, la Société assure le suivi de son capital à l'aide du ratio de la dette nette ajustée sur le capital. Ce ratio correspond à la dette nette ajustée divisée par la somme de la dette nette ajustée et des capitaux propres. La dette nette ajustée représente la somme du total de la dette (figurant au bilan consolidé et comprenant la dette sans recours) et de la valeur actualisée des contrats de location-exploitation (hors bilan) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les capitaux propres comprennent toutes les composantes des capitaux propres, à savoir le capital-actions, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu.

L'endettement par rapport aux capitaux propres dans la structure du capital fait l'objet d'une surveillance, et les ratios s'établissent comme suit :

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Total de la dette à long terme	474,5 \$	492,7 \$
Ajouter : valeur actualisée des contrats de location-exploitation (hors bilan)	132,6	156,8
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(276,4)	(312,9)
Dette nette ajustée	330,7 \$	336,6 \$
Capitaux propres	1 269,4 \$	1 155,8 \$
Ratio de la dette nette ajustée sur les capitaux propres	21:79	23:77

La diminution du ratio de la dette nette ajustée sur les capitaux propres pour l'exercice 2011 s'explique essentiellement par l'augmentation des capitaux propres attribuable au bénéfice net de l'exercice en cours, cette augmentation ayant été en partie contrebalancée par les dividendes versés et la variation des autres éléments du résultat étendu. La dette nette est demeurée stable d'un exercice à l'autre.

La Société a conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien d'un certain montant de capital.

NOTE 18 – INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS**Juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel l'instrument pourrait être échangé aux termes d'une opération réalisée dans des conditions de pleine concurrence entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date du bilan. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer, lorsqu'ils sont disponibles. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et celui propre à la Société ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, de l'encaisse affectée, des comptes débiteurs, des contrats en cours et des comptes créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des contrats de location-acquisition est estimée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie;
- iii) La juste valeur de la dette à long terme, d'obligation à long terme et des comptes débiteurs à long terme (incluant les avances) est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;

- iv) La juste valeur des instruments dérivés de la Société (y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques économiques ne sont pas clairement et étroitement liées à celles du contrat hôte) est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actuelle des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change, après ajustement pour tenir compte du risque de crédit propre à la Société et du risque de crédit de la contrepartie. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de bilan. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour les liquider à chaque date de bilan;
- v) La juste valeur des placements disponibles à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit :

Au 31 mars 2011
(en millions)

	Détenus à des fins de transaction	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ¹⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de						
trésorerie	276,4 \$	– \$	– \$	– \$	276,4 \$	276,4 \$
Comptes débiteurs ²⁾	–	–	264,9 ³⁾	–	264,9	264,9
Contrats en cours	–	–	207,9	–	207,9	207,9
Autres actifs ²⁾	10,6 ⁴⁾	1,4 ⁵⁾	44,2 ⁶⁾	–	56,2	59,1
Actifs dérivés	8,2	–	–	22,3	30,5	30,5
	295,2 \$	1,4 \$	517,0 \$	22,3 \$	835,9 \$	838,8 \$

	Détenus à des fins de transaction	Autres passifs financiers	Valeur comptable		Juste valeur
			DDRC ¹⁾	Total	
Passifs financiers					
Comptes créditeurs et charges à payer ²⁾	– \$	436,6 ⁷⁾ \$	– \$	436,6 \$	436,6 \$
Total de la dette à long terme	–	477,1 ⁸⁾	–	477,1	525,2
Autres passifs à long terme ²⁾	–	1,4 ⁹⁾	–	1,4	1,4
Passifs dérivés	6,5	–	19,3	25,8	25,8
	6,5 \$	915,1 \$	19,3 \$	940,9 \$	989,0 \$

¹⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

²⁾ Ne comprend pas les instruments financiers dérivés qui ont été présentés séparément.

³⁾ Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir.

⁴⁾ Représente l'encaisse affectée.

⁵⁾ Représente les placements de portefeuille de la Société au coût.

⁶⁾ Comprend les comptes débiteurs à long terme et les avances.

⁷⁾ Comprend les comptes créditeurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

⁸⁾ Compte non tenu des coûts de transaction.

⁹⁾ Comprend les montants à payer à long terme qui répondent à la définition d'un passif financier.

Au 31 mars 2010
(en millions)

	Détenus à des fins de transaction	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ¹⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de						
trésorerie	312,9 \$	– \$	– \$	– \$	312,9 \$	312,9 \$
Comptes débiteurs ²⁾	0,9 ³⁾	–	195,9 ⁴⁾	–	196,8	196,8
Contrats en cours	–	–	220,6	–	220,6	220,6
Autres actifs ²⁾	16,2 ⁵⁾	1,4 ⁶⁾	22,2 ⁷⁾	–	39,8	43,4
Actifs dérivés	11,1	–	–	31,9	43,0	43,0
	341,1 \$	1,4 \$	438,7 \$	31,9 \$	813,1 \$	816,7 \$

	Détenus à des fins de transaction	Autres passifs financiers	Valeur comptable		Juste valeur
			DDRC ¹⁾	Total	
Passifs financiers					
Comptes créditeurs et charges à payer ²⁾	– \$	377,3 ⁸⁾ \$	– \$	377,3 \$	377,3 \$
Total de la dette à long terme	–	494,4 ⁹⁾	–	494,4	533,7
Autres passifs à long terme ²⁾	–	0,3 ¹⁰⁾	–	0,3	0,3
Passifs dérivés	5,3	–	19,1	24,4	24,4
	5,3 \$	872,0 \$	19,1 \$	896,4 \$	935,7 \$

¹⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture

²⁾ Ne comprend pas les instruments financiers dérivés qui ont été présentés séparément.

³⁾ Comprend certains comptes clients que la Société a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme.

⁴⁾ Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir.

⁵⁾ Représente l'encaisse affectée.

⁶⁾ Représente les placements de portefeuille de la Société au coût.

⁷⁾ Comprend les comptes débiteurs à long terme et les avances.

⁸⁾ Comprend les comptes créditeurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

⁹⁾ Compte non tenu des coûts de transaction.

¹⁰⁾ Comprend les montants à payer à long terme qui répondent à la définition d'un passif financier.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à des fins de transaction. Aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place. Cependant, au cours de l'exercice 2011, la Société a établi que les contrats en cours seraient comptabilisés comme des instruments financiers.

Dans le cadre de ses opérations financières, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales, a donné en garantie certains actifs financiers tels que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes débiteurs, d'autres actifs et des actifs dérivés. La valeur comptable de l'ensemble de ces actifs financiers donnés en garantie s'élevait à 74,6 millions \$ au 31 mars 2011 (110,0 millions \$ en 2010).

Hierarchie de la juste valeur

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur, par catégorie. La hiérarchie de la juste valeur reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données autres que les cours du marché inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix) ou indirectement (comme les informations tirées des prix);

Niveau 3 : Données concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du facteur du niveau le moins élevé qui est important pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

<i>(en millions)</i>	2011			2010		
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers						
Détenus à des fins de transaction						
Contrats de change à terme ¹⁾	6,2 \$	– \$	6,2 \$	8,0 \$	– \$	8,0 \$
Dérivés incorporés sur devises ¹⁾	0,6	–	0,6	0,9	–	0,9
Swaps sur actions	1,4	–	1,4	2,2	–	2,2
Dérivés utilisés à des fins de couverture						
Contrats de change à terme	16,0	–	16,0	23,5	–	23,5
Dérivés incorporés sur devises	–	–	–	0,1	–	0,1
Swaps de devises	5,0	–	5,0	6,3	–	6,3
Swaps de taux d'intérêt	1,3	–	1,3	2,0	–	2,0
	30,5 \$	– \$	30,5 \$	43,0 \$	– \$	43,0 \$
Passifs financiers						
Détenus à des fins de transaction						
Contrats de change à terme ¹⁾	0,9 \$	– \$	0,9 \$	0,3 \$	– \$	0,3 \$
Dérivés incorporés sur devises ¹⁾	5,6	–	5,6	5,0	–	5,0
Dérivés utilisés à des fins de couverture						
Contrats de change à terme	8,0	–	8,0	5,1	–	5,1
Swaps de devises	–	2,4	2,4	–	2,4	2,4
Swaps de taux d'intérêt	7,3	1,6	8,9	9,3	2,3	11,6
	21,8 \$	4,0 \$	25,8 \$	19,7 \$	4,7 \$	24,4 \$

¹⁾ Ne comprend pas les dérivés désignés dans le cadre d'une relation de couverture, qui sont présentés séparément.

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont comme suit :

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Solde au début de l'exercice	(4,7) \$	(3,3) \$
Total des gains (pertes) réalisés et non réalisés		
Comptabilisés en résultat	–	–
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu	0,7	(1,4)
Achats, ventes, émissions et règlements	–	–
Transferts au niveau 3 ou à partir de celui-ci	–	–
Solde à la fin de l'exercice	(4,0)	(4,7) \$

Analyse de sensibilité des données du niveau 3

Dans le cas de l'élément le plus important qui fait l'objet de techniques dépourvues de données observables (swap de devises roupies/dollars américains), la détermination du taux d'intérêt et de la prime de liquidité est le facteur qui influe le plus sur l'évaluation. L'effet d'une hausse ou d'une baisse de 1 % de cette donnée se traduirait par une augmentation de la juste valeur de 0,8 million \$ ou par une baisse de la juste valeur de 0,7 million \$ (1,1 million \$ et 1,2 million \$, respectivement, en 2010).

Gestion des risques financiers

En raison de la nature de ses activités et des instruments financiers qu'elle détient, la Société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et de la rémunération à base d'actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur ses résultats et sa situation financière. Les actifs dérivés à court terme et à long terme sont pris en compte dans les comptes débiteurs et dans les autres actifs, respectivement. Les passifs dérivés à court terme et à long terme sont pris en compte, dans cet ordre, dans les comptes créditeurs et charges à payer et dans les autres passifs à long terme.

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte. La Société peut devenir partie à un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change du swap de taux de change incorporé. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date d'établissement du bilan avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le bénéfice net consolidé.

La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. La Société peut désigner ses instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des opérations prévues. Dans une certaine mesure, la Société a recours à des passifs financiers non dérivés pour couvrir ses expositions au risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que la Société subisse une perte financière si un débiteur manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec la Société. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs et à certains autres actifs dans le cours normal de ses activités. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie en raison de sa trésorerie, de ses équivalents de trésorerie et de ses actifs dérivés.

Le risque de crédit découlant des activités normales de la Société est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que la Société soit dans l'impossibilité de recouvrer les montants dus conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note 5). Lorsqu'un compte client n'est pas recouvrable, il est radié au moyen du compte de provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants radiés sont comptabilisés en résultat.

Les clients de la Société sont essentiellement des entreprises bien établies dont les cotes de crédit sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, la Société reçoit habituellement d'importants acomptes sur contrats. La Société surveille de près son risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Les comptes clients de la Société ne sont pas détenus auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, la Société réduit davantage le risque de crédit en vendant certains comptes débiteurs et contrats en cours à un tiers, sans possibilité de recours. La Société ne détient aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières japonaises, nord-américaines et européennes.

La Société est aussi exposée au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à ses instruments financiers dérivés, et elle prend plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, la Société conclut des contrats avec des contreparties très solvables (principalement celles ayant une notation de A ou plus). Elle a signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui elle réalise des opérations sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la pleine compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des opérations visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, la Société ou ses contreparties (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des gains et des pertes sur chaque opération excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, la Société surveille régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée dans les tableaux des instruments financiers ci-dessus et à la note 5 représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que la Société ne puisse honorer ses engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

La Société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, la Société formule une prévision détaillée de sa position de trésorerie consolidée afin de s'assurer de l'utilisation appropriée et efficace de ses ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations hors bilan. La Société réduit le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer ses activités et honorer ses engagements et ses obligations. Pour gérer son risque de liquidité, la Société a accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 450,0 millions \$US, avec la possibilité de porter le montant total à 650,0 millions \$. De plus, elle a conclu des ententes visant la vente de certains comptes débiteurs et contrats en cours d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$. Au 31 mars 2011, des comptes débiteurs déterminés de 54,4 millions \$ (36,7 millions \$ en 2010) et des contrats en cours de 37,4 millions \$ (néant en 2010) avaient été vendus dans le cadre de ces ententes. Le produit est présenté déduction faite de frais de 1,0 million \$ (0,5 million \$ en 2010). La Société est régulièrement à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de son capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Les tableaux ci-dessous présentent une analyse des échéances des passifs de la Société d'après les flux de trésorerie contractuels prévus, jusqu'aux dates d'échéance contractuelles. Les flux de trésorerie liés à des dérivés, présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés, sont inclus étant donné que la Société gère ses contrats dérivés en fonction des montants bruts. Les montants correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés. Tous les montants contractuels libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en fonction du cours du change au comptant à la fin de la période, sauf indication contraire :

Au 31 mars 2011 (en millions)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels						
		De 0 à 12 mois	De 13 à 24 mois	De 25 à 36 mois	De 37 à 48 mois	De 49 à 60 mois	Par la suite	
Passifs financiers non dérivés								
Comptes créditeurs et charges à payer ¹⁾⁴⁾	436,6 \$	436,6 \$	436,6 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total de la dette à long terme ^{2) 7)}	477,1	724,0	58,4	87,2	79,0	61,0	51,4	387,0
Autres passifs à long terme ^{3) 4)}	1,4	1,4	-	-	-	-	-	1,4
	915,1 \$	1 162,0 \$	495,0 \$	87,2 \$	79,0 \$	61,0 \$	51,4 \$	388,4 \$
Instruments financiers dérivés								
Contrats de change à terme ⁵⁾	(13,3)	632,1	447,5	122,7	35,7	13,2	9,8	3,2
Sorties de fonds		(645,4)	(461,0)	(123,9)	(36,0)	(12,2)	(9,3)	(3,0)
Swap de dérivés sur la dette à long terme ⁶⁾	5,0	81,6	10,6	10,3	11,2	11,5	11,0	27,0
Sorties de fonds		(69,8)	(7,1)	(7,9)	(8,8)	(10,2)	(10,3)	(25,5)
	(8,3) \$	(1,5) \$	(10,0) \$	1,2 \$	2,1 \$	2,3 \$	1,2 \$	1,7 \$
	906,8 \$	1 160,5 \$	485,0 \$	88,4 \$	81,1 \$	63,3 \$	52,6 \$	390,1 \$

1) Comprend les comptes créditeurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

2) Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt.

3) Comprend un montant à payer à long terme qui répond à la définition d'un passif financier.

4) Exclut les passifs financiers dérivés qui ont été présentés séparément.

5) Comprend les contrats de change à terme, mais exclut tous les dérivés incorporés, qu'ils soient présentés à titre de passifs ou d'actifs dérivés. Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel.

6) Comprend les swaps de taux d'intérêt et les swaps de taux de change qui sont désignés comme faisant partie d'une relation de couverture de flux de trésorerie ou de juste valeur de la dette à long terme et qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs financiers.

7) Compte non tenu des coûts de transaction.

Au 31 mars 2010 (en millions)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 13 à 24 mois	De 25 à 36 mois	De 37 à 48 mois	De 49 à 60 mois	Par la suite
Passifs financiers non dérivés								
Comptes créditeurs et charges à payer ¹⁾⁴⁾	377,3 \$	377,3 \$	377,3 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Total de la dette à long terme ²⁾⁷⁾	494,4	705,5	76,7	55,8	86,3	79,1	58,0	349,6
Autres passifs à long terme ³⁾⁴⁾	0,3	0,3	–	0,1	–	–	–	0,2
	872,0 \$	1 083,1 \$	454,0 \$	55,9 \$	86,3 \$	79,1 \$	58,0 \$	349,8 \$
Instruments financiers dérivés								
Contrats de change à terme ⁵⁾	(26,1)							
Sorties de fonds		488,4	355,2	78,8	26,8	18,5	9,1	–
Rentrées de fonds		(514,6)	(377,9)	(83,2)	(26,9)	(18,4)	(8,2)	–
Swap de dérivés sur la dette à long terme ⁶⁾	5,7							
Sorties de fonds		92,2	8,9	11,1	10,5	11,4	11,7	38,6
Rentrées de fonds		(80,9)	(5,4)	(8,0)	(9,0)	(9,6)	(10,9)	(38,0)
	(20,4) \$	(14,9) \$	(19,2) \$	(1,3) \$	1,4 \$	1,9 \$	1,7 \$	0,6 \$
	851,6 \$	1 068,2 \$	434,8 \$	54,6 \$	87,7 \$	81,0 \$	59,7 \$	350,4 \$

1) Comprend les comptes créditeurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

2) Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt.

3) Comprend un montant à payer à long terme qui répond à la définition d'un passif financier.

4) Exclut les passifs financiers dérivés qui ont été présentés séparément.

5) Comprend les contrats de change à terme, mais exclut tous les dérivés incorporés, qu'ils soient présentés à titre de passifs ou d'actifs dérivés. Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel.

6) Comprend les swaps de taux d'intérêt et les swaps de taux de change qui sont désignés comme faisant partie d'une relation de couverture de flux de trésorerie ou de juste valeur de la dette à long terme et qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs financiers.

7) Compte non tenu des coûts de transaction.

Risque de marché

Le risque de marché représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à son émetteur ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. La Société est principalement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en devises. De plus, la plupart des établissements étrangers de la Société sont autonomes et utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar US, l'euro (€) et la livre sterling (£). L'exposition de la Société au risque de change découle principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres éléments du fonds de roulement de ses établissements étrangers.

La Société gère également le risque de change en s'assurant que les établissements étrangers concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société a recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer son exposition aux opérations en devises et pour modifier la devise d'exposition de certains postes du bilan. Parmi ces opérations, on retrouve les opérations prévues et les engagements fermes libellés en devises.

Au 31 mars 2011, les contrats de change à terme de la Société totalisaient 621,4 millions \$ (contrats d'achat pour 133,0 millions \$ et contrats de vente pour 488,4 millions \$). Ces contrats visent essentiellement à réduire le risque de variation des flux de trésorerie futurs découlant des opérations prévues et des engagements de vente fermes.

Les contrats de change à terme consolidés en cours aux 31 mars s'établissent comme suit :

<i>(en millions, sauf taux moyen)</i>	2011		2010	
	Valeur nominale ¹⁾	Taux moyen	Valeur nominale ¹⁾	Taux moyen
Devises (vente / achat)				
\$US / \$CA				
Moins de 1 an	233,4 \$	0,98	175,5 \$	0,93
De 1 à 3 ans	74,3	0,95	45,0	0,92
De 3 à 5 ans	3,1	0,94	8,4	0,90
\$CA / €				
Moins de 1 an	32,7	1,37	37,2	1,39
De 1 à 3 ans	–	–	2,6	1,38
€ / \$CA				
Moins de 1 an	73,6	0,73	73,6	0,67
De 1 à 3 ans	19,7	0,72	16,4	0,68
De 3 à 5 ans	5,5	0,74	0,9	0,64
Plus de 5 ans	2,7	0,73	–	–
£ / \$CA				
Moins de 1 an	48,2	0,59	32,1	0,58
De 1 à 3 ans	11,1	0,61	22,3	0,57
\$AU / \$CA				
Moins de 1 an	16,6	1,02	–	–
\$US / £				
Moins de 1 an	–	–	1,9	1,72
\$CA / \$US				
Moins de 1 an	33,8	1,02	29,4	1,06
De 1 à 3 ans	49,0	1,06	16,2	1,15
De 3 à 5 ans	9,6	1,13	16,2	1,14
Plus de 5 ans	3,2	1,08	–	–
\$CA / £				
Moins de 1 an	–	–	2,0	1,54
SAR / \$CA				
Moins de 1 an	0,2	3,84	1,4	3,59
NOK / \$US				
Moins de 1 an	4,7	5,70	–	–
Total	621,4 \$		481,1 \$	
Incidence des accords de compensation globale	112,0		135,5	
Total des contrats en cours	733,4 \$		616,6 \$	

¹⁾ Les taux de change à la clôture des exercices respectifs ont été utilisés pour convertir les montants libellés en devises.

La Société a conclu des swaps de devises en vue de convertir en livres sterling (£) une partie de la dette garantie de premier rang libellée en dollars US obtenue en 2008 afin de financer son centre de formation pour l'aviation civile au Royaume-Uni. La Société désigne comme couvertures de flux de trésorerie deux swaps de devises (du dollar US à la livre sterling), assortis d'une valeur nominale de référence de 3,2 millions \$ (2,1 millions £) (3,9 millions \$ [2,5 millions £] en 2010) et de 13,2 millions \$ (8,5 millions £) (13,1 millions \$ [8,5 millions £] en 2010), lesquels sont amortis selon le calendrier de remboursement de la dette jusqu'en juin 2014 et juin 2018, respectivement.

En outre, au cours de l'exercice 2009, la Société a conclu un swap de devises lié à un financement garanti de premier rang sans recours obtenu en vue de financer un centre de formation aéronautique militaire en Inde. Ce swap convertit une dette à taux variable libellée en dollars US en une dette à taux fixe libellée en roupies indiennes (roupies). Le swap est désigné en tant que couverture de flux de trésorerie dont le montant nominal de 21,1 millions \$ US (1 092,5 millions de roupies) [14,3 millions \$ US (739,6 millions de roupies) en 2010] correspond au prêt sous-jacent jusqu'en mars 2020.

Les programmes de couverture de change de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

En outre, une perte nette de 0,2 million \$ (gain net de 0,5 million \$ en 2010; perte nette de 0,4 million \$ en 2009) représentant la partie inefficace de la variation de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie et la composante du gain ou de la perte lié à l'élément de couverture non prise en compte dans l'évaluation de l'efficacité a été comptabilisée dans les résultats.

Le montant net estimatif avant impôt des gains existants présenté dans le cumul des autres éléments du résultat étendu dont on prévoit la comptabilisation au cours des 12 prochains mois s'établit à 12,9 millions \$. La fluctuation future du taux de marché (taux de change et/ou taux d'intérêt) aura une incidence sur la présentation de ce montant.

Analyse de sensibilité au risque de change

Le tableau suivant présente l'exposition de la Société au risque de change des instruments financiers et l'incidence avant impôts sur le bénéfice net et sur les autres éléments du résultat étendu d'une appréciation raisonnablement probable de 5 % des devises pertinentes par rapport au dollar canadien aux 31 mars. Cette analyse suppose que toutes les autres variables sont demeurées inchangées.

(en millions)	\$US		€		£	
	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu
<i>Exercices terminés les 31 mars</i>						
2011	(2,2) \$	(16,9) \$	(2,2) \$	(3,7) \$	(0,5) \$	(2,4) \$
2010	(1,2) \$	(14,6) \$	(1,8) \$	(2,5) \$	0,1 \$	(2,0) \$

Un affaiblissement probable de 5 % des devises pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le bénéfice net consolidé avant impôts et sur les autres éléments du résultat étendu.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de sa dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de sa dette à long terme à taux fixe. Elle gère essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. La Société a également une dette à taux variable sous forme d'un emprunt bancaire non garanti, une couverture de juste valeur et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. La Société cherche à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt portent principalement sur des swaps de taux d'intérêt.

Pour atténuer ces risques, la Société avait, au 31 mars 2011, conclu neuf swaps de taux d'intérêt avec huit institutions financières, swaps dont les montants nominaux de référence totalisaient 160,0 millions \$ (196,0 millions \$ au 31 mars 2010). Compte tenu de ces swaps, 74 % (74 % en 2010) de la dette à long terme portait intérêt à taux fixe au 31 mars 2011.

Les programmes de couverture de taux d'intérêt de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, un changement dans les taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence importante sur le bénéfice net consolidé et sur les autres éléments de son résultat étendu.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

En 2011 et en 2010, une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence notable sur le bénéfice net ni sur les autres éléments du résultat étendu de la Société.

Charge de rémunération à base d'actions

La Société a conclu des swaps sur actions avec une importante institution canadienne afin de réduire l'effet, sur son encaisse et ses résultats nets, des fluctuations du cours de ses actions visées par le RDDVA et le RDLT. Aux termes de ce swap, la Société bénéficie de l'avantage économique que lui procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés à l'institution financière pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours des actions de la Société, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA et du RDLT, et les swaps sont redéfinis tous les mois. Au 31 mars 2011, les contrats de swap sur actions visaient 2 755 000 actions ordinaires (2 155 000 actions ordinaires en 2010) de la Société.

Couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes

Au 31 mars 2011, la Société a désigné une partie des effets de premier rang qu'elle détient, dont la valeur totalisait 105,0 millions \$US (138,0 millions \$US pour l'exercice 2010), comme couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes. Les gains et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu afin de compenser tout gain ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes.

Lettres de crédit et garanties

Au 31 mars 2011, la Société avait en cours des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution de 153,7 millions \$ (209,1 millions \$ en 2010) qu'elle avait émises dans le cours normal de ses activités. Ces garanties sont émises principalement en vertu de la facilité de crédit à terme renouvelable, ainsi qu'aux termes des garanties-cautions de bonne fin consenties par Exportation et développement Canada (EDC) et d'autres facilités de crédit de soutien que diverses institutions financières ont accordées à la Société.

Les garanties de restitution d'acompte se rapportent à des paiements d'étape que les clients de la Société ont versés en fonction de l'avancement des travaux. Les cautions de bonne exécution sont liées à la finition du produit visé ou à l'achèvement de la prestation des services rendus par CAE, selon les exigences du client. Les garanties représentent de 10 % à 20 % du montant total prévu aux contrats. Le client dégage la Société de ses responsabilités en vertu de ces garanties à la signature d'une attestation d'achèvement des travaux. Les lettres de crédit relatives à l'obligation au titre de contrats de location-exploitation procurent une garantie de remboursement au propriétaire participant à l'opération de vente et de cession-bail du 30 septembre 2003 et elles varient selon le calendrier des paiements du contrat de location.

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Garanties de restitution d'acompte	67,3 \$	120,6 \$
Cautions de bonne exécution	52,0	52,2
Obligation au titre de contrats de location-exploitation	22,9	23,9
Obligation au titre du déploiement de simulateurs	3,9	4,1
Autres	7,6	8,3
	153,7 \$	209,1 \$

Garanties de valeur résiduelle – opérations de cession-bail

À l'égard de certaines opérations de cession-bail, la Société a convenu de garantir la valeur résiduelle du matériel sous-jacent si celui-ci est retourné au locateur et que le produit net de sa vente éventuelle ne suffit pas à couvrir le montant garanti. Le montant maximal de ces garanties représente 13,1 millions \$ (13,1 millions \$ en 2010), dont une tranche de 8,2 millions \$ vient à échéance en 2020 et une tranche de 4,9 millions \$, en 2023. De ce total, un montant de 13,1 millions \$ était inscrit à titre de gain reporté au 31 mars 2011 (13,1 millions \$ en 2010).

Indemnisations

Lorsque CAE vend des entreprises, elle conserve dans certains cas des obligations relatives à des risques connus et indemnise l'acheteur des réclamations futures sur certaines obligations inconnues existant avant la date de la vente, ou découlant de faits s'étant produits avant cette date, y compris les obligations au titre des impôts, les questions d'ordre juridique, les risques environnementaux, la responsabilité à l'égard des produits et autres. La durée des indemnisations est variable. Elle peut être de un an à deux ans pour certains types d'indemnisations, mais dans le cas d'indemnités fiscales, elle est, en général, de la durée prévue dans la loi de prescription du territoire dans lequel la vente a eu lieu. En matière de responsabilité environnementale, elle est généralement indéfinie. Le montant maximal que la Société pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnisations est soit limité par contrat à un montant défini, soit illimité. La Société estime que le montant maximal qu'elle pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnisations, abstraction faite des charges qu'elle doit déjà payer, ne peut être déterminé pour l'instant, puisque tout montant futur dépend de la nature et de l'ampleur des réclamations ainsi que des défenses disponibles, qui ne peuvent être estimées. Toutefois, les coûts engagés dans le passé pour le règlement des réclamations liées à ces indemnisations ont été négligeables pour la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie consolidés de la Société.

NOTE 19 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET LES RÉSULTATS

<i>(en millions)</i>	2011	2010	2009
<i>Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :</i>			
Comptes débiteurs	(25,6) \$	108,1 \$	14,7 \$
Contrats en cours	19,4	(17,0)	(67,4)
Stocks	13,0	(11,4)	(7,2)
Charges payées d'avance	(11,2)	(5,9)	3,0
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	(2,2)	(1,9)	18,7
Comptes créditeurs et charges à payer	19,3	(78,8)	(41,7)
Acomptes sur contrats	(50,1)	3,3	(15,2)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(37,4) \$	(3,6) \$	(95,1) \$
<i>Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie :</i>			
Intérêts payés	35,6 \$	29,5 \$	24,6 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)	1,2 \$	14,8 \$	14,4 \$
<i>Renseignements supplémentaires sur l'état des résultats :</i>			
Frais de vente, frais généraux et frais d'administration	235,6 \$	188,1 \$	194,1 \$
<i>(Pertes) gains de change sur instruments financiers comptabilisés en résultat :</i>			
Prêts et créances	(20,8) \$	(23,4) \$	17,5 \$
Actifs financiers et passifs financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	18,1	4,5	(5,0)
Autres passifs financiers	9,4	18,9	(13,4)
Gain (perte) de change	6,7 \$	– \$	(0,9) \$

NOTE 20 – ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est partie à un certain nombre de poursuites et de réclamations et est exposée à certaines éventualités. Des provisions sont constituées lorsqu'il est probable que ces situations donneront lieu à des passifs et que ceux-ci peuvent être déterminés au prix d'un effort raisonnable. Bien qu'il soit possible que la Société ait à régler des montants à l'égard desquels aucune provision n'a été établie, elle n'a aucune raison de croire que l'issue finale de ces questions aura une incidence importante sur sa situation financière consolidée.

NOTE 21 – ENGAGEMENTS

Les principales obligations d'achat contractuelles ainsi que les paiements de location minimaux futurs s'établissent comme suit :

Exercices terminés les 31 mars

<i>(en millions)</i>	PS/C	PS/M	FS/C	FS/M	Total
2012	0,6 \$	3,4 \$	43,0 \$	15,3 \$	62,3 \$
2013	0,5	2,2	35,9	10,0	48,6
2014	0,3	1,4	33,4	6,3	41,4
2015	0,2	1,0	26,5	5,7	33,4
2016	–	0,9	13,8	4,8	19,5
Par la suite	0,1	0,9	104,1	7,2	112,3
	1,7 \$	9,8 \$	256,7 \$	49,3 \$	317,5 \$

Au 31 mars 2011, un montant de 37,3 millions \$ (50,4 millions \$ au 31 mars 2010; 74,5 millions \$ au 31 mars 2009) était inclus dans le total des obligations d'achat contractuelles et dans les paiements de location minimaux futurs au titre de contrats de location-exploitation.

Des engagements totaux de 317,5 millions \$ au 31 mars 2011, 3,5 millions \$ représentent des obligations d'achat contractuelles.

NOTE 22 – AIDE GOUVERNEMENTALE

La Société a conclu des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers partagent les coûts de certains programmes de R-D concernant la modélisation et la simulation, les systèmes visuels, la technologie perfectionnée de simulation de vol servant à des applications civiles et la simulation en réseau servant à des applications militaires, ainsi que les nouveaux marchés de formation fondée sur la simulation dans les domaines des soins de santé, des mines et de l'énergie.

Au cours de l'exercice 2006, la Société a annoncé le projet Phœnix, programme de R-D dans lequel le gouvernement du Canada a accepté d'effectuer un investissement d'une valeur égale à environ 30 % (189 millions \$) de celle du projet de R-D de CAE et auquel, au cours de l'exercice 2007, le gouvernement du Québec a accepté de participer en fournissant un apport pouvant aller jusqu'à 31,5 millions \$ d'ici la fin de l'exercice 2011. Au 31 mars 2011, le projet Phœnix était terminé et la Société n'avait plus aucun apport à recevoir à cet égard.

Au cours de l'exercice 2009, la Société a annoncé qu'elle investira un montant pouvant atteindre 714 millions \$ dans le projet Falcon, un programme de R-D qui se poursuivra sur cinq ans. L'objectif du projet Falcon est de développer les technologies en matière de modélisation et de simulation de la Société, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter nos capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché de l'aérospatiale et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au projet Falcon au moyen d'un investissement remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité (voir les notes 1 et 12).

Au cours de l'exercice 2010, la Société a annoncé qu'elle investira un montant pouvant atteindre 274 millions \$ dans le projet Nouveaux marchés principaux, un programme de R-D qui se poursuivra sur sept ans. L'objectif est de tirer parti du savoir-faire de CAE en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans les nouveaux marchés des soins de santé, des mines et de l'énergie. Le gouvernement du Québec a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 100 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2016.

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Phœnix, Falcon et Nouveaux marchés principaux sont présentés dans le tableau suivant :

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Montant à recevoir au début de l'exercice	14,7 \$	23,3 \$
Contributions	42,7	51,1
Paiements reçus	(44,5)	(59,7)
Montant à recevoir à la fin de l'exercice	12,9 \$	14,7 \$

Outre ces programmes, la Société a également des accords de R-D avec le gouvernement du Canada visant le partage d'une partie des coûts engagés par la Société dans le cadre d'anciens programmes de R-D. Le tableau suivant présente l'incidence des contributions constatées et les frais globaux liés aux redevances constatés pour le projet Phœnix, le projet Falcon, le projet Nouveaux marchés principaux et d'autres programmes :

<i>(en millions)</i>	2011	2010	2009
Contributions créditées aux dépenses capitalisées			
Projet Phœnix	– \$	3,7 \$	15,1 \$
Projet Falcon	7,6	5,0	–
Projet Nouveaux marchés principaux	5,6	2,5	–
Contributions créditées aux résultats			
Projet Phœnix	–	20,2	49,7
Projet Falcon	25,3	19,7	–
Projet Nouveaux marchés principaux	4,2	–	–
Total des contributions			
Projet Phœnix	– \$	23,9 \$	64,8 \$
Projet Falcon	32,9	24,7	–
Projet Nouveaux marchés principaux	9,8	2,5	–
Frais liés aux redevances	9,0 \$	9,8 \$	10,1 \$

Les contributions cumulées constatées par la Société, depuis leur date de mise en place respective, pour tous les programmes de partage des coûts actuels du gouvernement toujours en vigueur au 31 mars 2011 totalisent 370,9 millions \$. Le montant cumulatif des frais liés aux redevances constatées par la Société, depuis leur date de mise en place respective, pour tous les programmes de partage des coûts actuels du gouvernement toujours en vigueur au 31 mars 2011 s'élève à 60,9 millions \$.

NOTE 23 – AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes à prestations déterminées

La Société offre deux régimes de retraite enregistrés par capitalisation à prestations déterminées au Canada (un aux salariés et l'autre aux dirigeants désignés) dans le cadre desquels les prestations versées sont établies en fonction du nombre d'années de service du participant et de son salaire moyen en fin de carrière. La Société offre également un régime de retraite par capitalisation pour les salariés des Pays-Bas, de la Norvège et du Royaume-Uni qui offrent des avantages sociaux en fonction de dispositions similaires.

De plus, la Société a mis en place un régime complémentaire au Canada, deux programmes complémentaires en Allemagne (CAE Elektronik GmbH et CAE Beyss GmbH [Beyss]) et un programme complémentaire en Norvège offrant des prestations déterminées fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière. Ces régimes complémentaires sont l'unique obligation de la Société, et celle-ci n'est pas tenue d'en assurer la capitalisation. Toutefois, la Société a l'obligation de verser les prestations lorsque celles-ci deviennent exigibles. Au 31 mars 2011, la Société avait émis des lettres de crédit totalisant 52,8 millions \$ (53,3 millions \$ en 2010) pour garantir les obligations découlant du régime complémentaire du Canada.

Les cotisations tiennent compte d'hypothèses actuarielles sur le rendement futur des placements, les projections salariales et les prestations pour services futurs. Les actifs des régimes se composent essentiellement d'actions canadiennes et étrangères ainsi que d'obligations de gouvernements et de sociétés.

À l'exercice 2011, dans le cadre de l'acquisition des activités de formation de CHC Helicopter, la Société a pris en charge deux régimes de retraite, ce qui s'est traduit par la constatation d'obligations supplémentaires au titre des régimes de retraite de 6,5 millions \$ et d'actifs des régimes de retraite supplémentaires de 4,8 millions \$.

À l'exercice 2010, conformément à un plan de restructuration, la Société a effectué des compressions de personnel à la suite desquelles une perte sur compression de 1,0 million \$ et une perte sur règlement de 1,4 million \$ ont été comptabilisées. De plus, la Société a temporairement modifié ses dispositions de retraite anticipée, ce qui a donné lieu à la constatation de prestations spéciales de cessation d'emploi de 0,2 million \$. Ces pertes et ces prestations spéciales de cessation d'emploi sont incluses dans la charge de restructuration.

À l'exercice 2009, la Société a temporairement modifié ses dispositions de retraite anticipée, ce qui a donné lieu à un coût des services passés supplémentaire de 3,0 millions \$. Ce montant sera reporté et amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs à la date de la modification.

Les variations des obligations découlant des régimes de retraite, de la juste valeur de l'actif des régimes et de la situation de capitalisation des régimes de retraite sont les suivantes :

(en millions)	2011			2010		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations découlant des régimes de retraite au début de l'exercice	193,1 \$	24,6 \$	217,7 \$	153,9 \$	25,8 \$	179,7 \$
Coût des services rendus au cours de la période	6,7	0,4	7,1	4,6	0,4	5,0
Intérêts débiteurs	12,0	1,3	13,3	11,0	1,4	12,4
Compression	-	-	-	(1,9)	-	(1,9)
Règlement	-	-	-	(7,7)	-	(7,7)
Prestations spéciales de cessation d'emploi	-	-	-	0,2	-	0,2
Cotisations salariales	3,1	0,3	3,4	4,2	0,4	4,6
Prestations de retraite versées	(12,3)	(0,5)	(12,8)	(9,7)	(0,4)	(10,1)
Perte actuariel	11,6	3,7	15,3	38,5	1,8	40,3
Acquisition	-	6,0	6,0	-	-	-
Écart de change	-	0,3	0,3	-	(4,8)	(4,8)
Obligations découlant des régimes de retraite à la fin de l'exercice	214,2 \$	36,1 \$	250,3 \$	193,1 \$	24,6 \$	217,7 \$
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	173,1 \$	22,1 \$	195,2 \$	145,5 \$	22,8 \$	168,3 \$
Rendement réel des actifs des régimes	14,9	4,1	19,0	30,4	1,5	31,9
Prestations de retraite versées	(12,3)	(0,5)	(12,8)	(9,7)	(0,4)	(10,1)
Règlement	-	-	-	(7,7)	-	(7,7)
Cotisations salariales	3,1	0,3	3,4	4,2	0,4	4,6
Cotisations patronales	20,3	0,4	20,7	10,4	2,2	12,6
Acquisition	-	4,8	4,8	-	-	-
Écart de change	-	0,5	0,5	-	(4,4)	(4,4)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	199,1 \$	31,7 \$	230,8 \$	173,1 \$	22,1 \$	195,2 \$
Situation financière – déficit du régime	(15,1) \$	(4,4) \$	(19,5) \$	(20,0) \$	(2,5) \$	(22,5) \$
Perte actuarielle nette non constatée	50,6	4,2	54,8	42,9	3,6	46,5
Coût des services passés non amorti	4,4	0,4	4,8	5,0	0,4	5,4
Montant constaté à la fin de l'exercice	39,9 \$	0,2 \$	40,1 \$	27,9 \$	1,5 \$	29,4 \$
Montant constaté dans les postes suivants :						
Autres actifs (note 10)	39,9 \$	1,9 \$	41,8 \$	27,9 \$	2,0 \$	29,9 \$
Autres passifs à long terme (note 13)	-	(1,7)	(1,7)	-	(0,5)	(0,5)
	39,9 \$	0,2 \$	40,1 \$	27,9 \$	1,5 \$	29,4 \$

Dans le tableau ci-dessus, tous les régimes sont en déficit.

Les obligations découlant des régimes de retraite complémentaires s'établissent comme suit :

<i>(en millions)</i>	2011			2010		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations découlant des régimes de retraite au début de l'exercice	34,3 \$	7,8 \$	42,1 \$	28,7 \$	9,8 \$	38,5 \$
Coût des services rendus au cours de la période	1,2	0,1	1,3	2,4	0,1	2,5
Intérêts débiteurs	2,1	0,4	2,5	2,2	0,4	2,6
Compression	–	–	–	(0,3)	–	(0,3)
Prestations de retraite versées	(2,6)	(0,6)	(3,2)	(1,6)	(0,6)	(2,2)
Perte (gain) actuarielle	3,0	0,5	3,5	2,9	(0,2)	2,7
Acquisition	–	0,5	0,5	–	–	–
Écart de change	–	0,1	0,1	–	(1,7)	(1,7)
Obligations découlant des régimes de retraite à la fin de l'exercice	38,0 \$	8,8 \$	46,8 \$	34,3 \$	7,8 \$	42,1 \$
Situation financière – déficit du régime	(38,0) \$	(8,8) \$	(46,8) \$	(34,3) \$	(7,8) \$	(42,1) \$
Perte actuarielle nette non constatée	11,2	0,6	11,8	8,6	0,1	8,7
Montant constaté dans les autres passifs à long terme à la fin de l'exercice (note 13)	(26,8) \$	(8,2) \$	(35,0) \$	(25,7) \$	(7,7) \$	(33,4) \$

La charge de retraite nette des régimes de retraite par capitalisation pour les exercices terminés les 31 mars comprend les éléments suivants :

<i>(en millions)</i>	2011	2010	2009
Coût des services rendus au cours de la période	7,1 \$	5,0 \$	7,1 \$
Intérêts débiteurs sur les obligations découlant des régimes de retraite	13,3	12,4	12,2
Rendement réel des actifs des régimes	(19,0)	(31,9)	27,0
Perte (gain) actuarielle nette sur les obligations au titre des prestations constituées	15,3	40,3	(54,2)
Modifications aux régimes de retraite	–	–	3,0
Charge de retraite avant les ajustements visant à constater la nature à long terme des régimes	16,7 \$	25,8 \$	(4,9) \$
Ajustements visant à constater la nature à long terme des régimes :			
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs des régimes	5,2 \$	20,9 \$	(40,4) \$
Écart entre la perte actuarielle constatée pour l'exercice et la perte (le gain) actuarielle réelle sur les obligations au titre des prestations constituées pour l'exercice	(13,5)	(39,2)	55,7
Écart entre l'amortissement du coût des services passés pour l'exercice et les modifications aux régimes pour l'exercice	0,6	0,5	(2,5)
Total de l'ajustement	(7,7) \$	(17,8) \$	12,8 \$
Charge de retraite nette	9,0 \$	8,0 \$	7,9 \$
Perte sur compression	–	1,0	–
Perte sur règlement	–	1,4	–
Prestations spéciales de cessation d'emploi	–	0,2	–
Charge de retraite nette, incluant la compression, le règlement et les prestations spéciales de cessation d'emploi	9,0 \$	10,6 \$	7,9 \$

Les éléments suivants sont des combinaisons d'éléments présentés ci-dessus :

<i>(en millions)</i>	2011	2010	2009
Rendement prévu de l'actif des régimes	(13,8) \$	(11,0) \$	(13,4) \$
Amortissement de la perte actuarielle nette	1,8	1,1	1,5
Amortissement du coût des services passés	0,6	0,5	0,5

En ce qui concerne les programmes complémentaires, la charge de retraite nette s'établit comme suit :

<i>(en millions)</i>	2011	2010	2009
Coût des services rendus au cours de la période	1,3 \$	2,5 \$	2,3 \$
Intérêts débiteurs sur les obligations découlant des régimes de retraite	2,5	2,6	2,0
Perte (gain) actuarielle nette sur les obligations au titre des prestations constituées	3,5	2,7	(2,1)
Charge de retraite avant les ajustements visant à constater la nature à long terme des régimes	7,3 \$	7,8 \$	2,2 \$
Ajustements visant à constater la nature à long terme des régimes :			
Écart entre la perte actuarielle constatée pour l'exercice et la perte (le gain) actuarielle réelle sur les obligations au titre des prestations constituées pour l'exercice	(3,1)	(2,4)	2,7
Charge de retraite nette	4,2 \$	5,4 \$	4,9 \$

L'élément qui suit constitue une combinaison des éléments présentés plus haut :

<i>(en millions)</i>	2011	2010	2009
Amortissement de la perte actuarielle nette	0,4 \$	0,3 \$	0,6 \$

Le tableau suivant contient des renseignements supplémentaires sur les actifs des régimes de retraite par capitalisation canadiens, soit sur la répartition moyenne pondérée des actifs des régimes de retraite canadiens, par catégorie :

Catégorie d'actifs	Répartition des actifs des régimes à la date d'évaluation	
	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Titres de participation	63%	65%
Titres à revenu fixe	37%	35%
	100%	100%

Le pourcentage cible des titres de participation est de 63 %; ces titres étant des valeurs canadiennes, américaines et internationales. Le pourcentage cible des titres à revenu fixe est de 37 %, et ces titres doivent être assortis d'une notation de crédit BBB ou supérieure. Chaque catégorie d'actifs est autorisée à fluctuer légèrement et est régulièrement rééquilibrée en conséquence. CAE, par l'entremise de ses gestionnaires de fonds, a la responsabilité d'investir ces actifs de façon à obtenir des rendements conformes aux indices boursiers sous-jacents.

Les actifs du régime de retraite aux Pays-Bas sont investis par l'entremise d'une société d'assurance et la répartition des actifs est de quelque 75 % (74 % en 2010) dans les titres à revenu fixe et de 25 % (26 % en 2010) dans les titres de participation.

La répartition des actifs est d'environ 53 % (53 % en 2010) dans les titres de participation et 47 % (47 % en 2010) dans les titres à revenu fixe pour les actifs du régime de retraite du Royaume-Uni et d'environ 49 % dans les titres à revenu fixe, 21 % dans les titres de participation, 18 % dans les biens immobiliers et 12 % dans d'autres actifs pour les actifs du régime de retraite de la Norvège.

Principales hypothèses (moyenne pondérée) :

	2011		2010	
	Au Canada	À l'étranger	Au Canada	À l'étranger
Obligations découlant des régimes aux 31 mars :				
Taux d'actualisation	5,75%	5,14%	6,25%	5,44%
Taux de croissance des salaires	3,50%	2,33%	3,50%	2,04%
Charge de retraite nette :				
Rendement prévu de l'actif des régimes	7,00%	5,57%	7,00%	5,61%
Taux d'actualisation	6,25%	5,44%	7,50%	5,64%
Taux de croissance des salaires	3,50%	2,04%	3,50%	1,85%
Durée moyenne estimative du reste de la carrière active	16 ans	9 ans	16 ans	11 ans

Pour le calcul du rendement prévu des actifs des régimes, les rendements historiques et les rendements futurs prévus ont été pris en compte séparément pour chaque catégorie d'actifs, en fonction de la répartition des actifs et de la politique de placement.

À des fins comptables, la Société calcule ses obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes en date du 31 décembre de chaque année.

La dernière évaluation actuarielle des régimes de retraite pour l'établissement de la situation de capitalisation remonte au 31 décembre 2009 dans le cas des régimes par capitalisation du Canada et des Pays-Bas. L'évaluation requise au 31 décembre 2010 pour les deux régimes par capitalisation est en cours.

Une évaluation actuarielle est effectuée tous les trois ans pour le régime de retraite par capitalisation du Royaume-Uni et tous les ans pour le régime de retraite par capitalisation de la Norvège. La dernière évaluation actuarielle est datée du 31 mars 2009 pour le régime de retraite par capitalisation du Royaume-Uni et du 31 mars 2010 pour le régime de retraite par capitalisation de la Norvège.

Régimes à cotisations déterminées

La Société a institué un régime d'actionariat (RA) afin de permettre à ses salariés et à ceux de ses filiales participantes d'acheter des actions ordinaires de CAE par voie de retenues salariales régulières ou de cotisations forfaitaires, auxquelles s'ajoutent des cotisations patronales. Ce régime permet aux salariés d'y verser jusqu'à 18 % de leur salaire annuel de base. La Société et ses filiales participantes versent des cotisations égales à celles des salariés pour la première tranche de 500 \$ que ceux-ci y cotisent, puis versent 1 \$ pour chaque tranche supplémentaire de 2 \$ cotisée par les salariés, jusqu'à concurrence de 3 % de leur salaire de base. Se reporter à la note 16 pour de plus amples renseignements et pour la charge de rémunération comptabilisée au cours de l'exercice.

Tous les employés de la Société aux États-Unis peuvent participer à des régimes d'épargne à cotisations déterminées. Ces régimes sont soumis aux limites fiscales imposées par le gouvernement fédéral des États-Unis et permettent des retenues de cotisations à la source sur une base volontaire. La formule utilisée pour les régimes à cotisations déterminées de la Société est fondée sur un pourcentage du salaire. La cotisation effectuée par la Société en 2011 a été de 3,6 millions \$ (3,4 millions \$ en 2010 et 3,7 millions \$ en 2009).

De plus, la Société offre des régimes de retraite à cotisations déterminées aux employés de certaines de ses filiales, pour lesquels la formule de capitalisation est fondée sur un pourcentage du salaire. La cotisation effectuée par la Société en 2011 a été de 2,5 millions \$ (1,7 million \$ en 2010 et 1,1 million \$ en 2009).

NOTE 24 – CHARGE DE RESTRUCTURATION

Le 14 mai 2009, la Société a pris les mesures requises pour s'adapter aux conditions actuelles et prévues du marché. Environ 700 employés ont été touchés. Une charge de restructuration de 34,1 millions \$, constituée essentiellement des indemnités de départ et d'autres frais connexes, y compris la charge de retraite associée, a été portée au résultat net de l'exercice 2010. Le plan a été mené à bien.

Le tableau qui suit présente un aperçu des charges de restructuration pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 :

<i>(en millions)</i>	Charges de cessation d'emploi	Autres coûts	Total
Provision au 31 mars 2009	– \$	– \$	– \$
Charges comptabilisées	23,5	10,6	34,1
Paiements versés	(19,0)	(8,2)	(27,2)
Écart de change	(0,4)	(0,1)	(0,5)
Provision au 31 mars 2010	4,1 \$	2,3 \$	6,4 \$
Reprise de la provision	(0,8)	(0,2)	(1,0)
Paiements versés	(2,7)	(2,0)	(4,7)
Écart de change	–	–	–
Provision au 31 mars 2011	0,6 \$	0,1 \$	0,7 \$

Le tableau qui suit présente les charges de restructuration (reprise de la provision) par secteur isolable :

<i>(en millions)</i>	2011	2010	2009
Produits de simulation – Civil	(0,4) \$	14,7 \$	– \$
Produits de simulation – Militaire	(0,2)	4,7	–
Formation et services associés – Civil	(0,3)	13,5	–
Formation et services associés – Militaire	(0,1)	1,2	–
	(1,0) \$	34,1 \$	– \$

NOTE 25 – ENTITÉS À DÉTENTEURS DE DROITS VARIABLES

Le tableau qui suit résume par secteur le total de l'actif et le total du passif des principales entités à détenteurs de droits variables (EDDV) dans lesquelles la Société détenait des droits variables aux 31 mars :

<i>(en millions)</i>	2011		2010	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Formation et services associés – Civil :				
<i>Structures de cession-bail</i>				
Centre de formation d'Air Canada	11,3 \$	11,3 \$	12,0 \$	12,0 \$
Centre de formation de Toronto	9,8	9,8	10,3	10,3
Centre de formation de Denver et de Dallas	44,8	44,8	47,1	47,1
SimuFlite	64,1	64,1	67,3	67,3
Actif et passif des EDDV non consolidées qui doivent être présentées	130,0 \$	130,0 \$	136,7 \$	136,7 \$
Produits de simulation – Civil :				
<i>Accord de partenariat</i>				
Simulateur de vol - Capital S.E.C.	25,7 \$	23,9 \$	2,5 \$	0,2 \$
Actif et passif des EDDV non consolidées qui doivent être présentées	25,7 \$	23,9 \$	2,5 \$	0,2 \$
Produits de simulation – Militaire :				
<i>Accord de partenariat</i>				
Systèmes de simulation Eurofighter	69,7 \$	59,3 \$	62,3 \$	54,9 \$
Actif et passif des EDDV non consolidées qui doivent être présentées	69,7 \$	59,3 \$	62,3 \$	54,9 \$

Structures de cession-bail

Un élément clé de la stratégie de CAE pour soutenir l'investissement dans ses activités de formation et de services dans les secteurs Civil et Militaire est la cession-bail de certains simulateurs de vol installés dans le réseau mondial de centres de formation de la Société. Il fournit à CAE une source à long terme rentable de financement à coût fixe. Un contrat de cession-bail ne peut être signé qu'une fois le simulateur de vol agréé par les autorités réglementaires, soit une fois que le simulateur est installé et accessible aux clients pour les activités de formation. Les structures de cession-bail sont habituellement montées comme des contrats de location avec un propriétaire participant.

La Société a conclu des contrats de cession-bail avec des structures d'accueil. Ces contrats concernent des simulateurs de vol utilisés dans les centres de formation pour l'aviation militaire et civile de la Société. Ces contrats de cession-bail viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2023, à l'exception d'un contrat qui vient à échéance en 2037. La Société a normalement l'option d'acheter le matériel à une date précise pendant la durée du contrat de location à un prix d'achat déterminé. Certains contrats prévoient des options de renouvellement à l'échéance. Dans certains cas, la Société a fourni des garanties pour la valeur résiduelle du matériel à la date d'échéance du contrat ou à la date à laquelle la Société exerce son option d'achat. Ces structures d'accueil sont financées au moyen d'un emprunt à long terme garanti et par des tiers investisseurs de fonds qui bénéficient dans certains cas d'encouragements fiscaux. Le matériel fait office de garantie à la dette à long terme des structures d'accueil.

Les droits variables de la Société à l'égard de ces structures d'accueil sont des options d'achat à prix fixe et des garanties sur la valeur résiduelle, exception faite d'un cas où il s'agit de titres de capitaux propres et d'un prêt subordonné.

La Société est parvenue à la conclusion que certaines de ces structures d'accueil sont des EDDV. En ce qui concerne toutes les autres structures d'accueil qui constituent des EDDV, la Société n'en est pas le principal bénéficiaire, et elle n'est pas tenue de les consolider. Au 31 mars 2011, le risque de perte maximale possible de la Société lié à ces structures d'accueil non consolidées se chiffrait à 37,1 millions \$ (38,7 millions \$ en 2010).

Accords de partenariat

La Société a conclu des accords de partenariat afin de fournir des produits de simulation pour applications militaires et de la formation et des services associés pour les secteurs Militaire et Civil. En outre, la Société s'est associée à deux autres parties pour former une société en commandite qui offrira aux clients admissibles un financement concurrentiel par crédit-bail pour le matériel civil de simulation de vol de la Société (structure de financement).

L'engagement de la Société auprès d'entités, aux termes de ces accords de partenariat, consiste principalement en placements dans les titres de capitaux propres de ces entités et/ou en prêts subordonnés ainsi qu'en contrats de fabrication et contrats de services de formation à long terme. La Société a déterminé que certaines de ces entités sont des EDDV, mais qu'elle n'est pas leur principale bénéficiaire. Par conséquent, elle n'a pas consolidé ces entités. À l'exception de la structure de financement, la Société continue de comptabiliser ces participations dans le secteur Produits de simulation – Militaire à la valeur de consolidation, et elle comptabilise sa quote-part du bénéfice net (de la perte nette) selon les modalités de l'accord de partenariat en question. La Société comptabilise la structure de financement en tant qu'instrument financier disponible à la vente. Aux 31 mars 2011 et 2010, le risque maximal de perte hors bilan de la Société au titre des pertes liées à ces EDDV non consolidées, autre que le risque découlant de ses obligations contractuelles, était négligeable.

NOTE 26 – SECTEURS D'EXPLOITATION ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES**Résultats par secteur**

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le bénéfice avant les autres revenus (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées (désigné « résultat d'exploitation sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur d'exploitation sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les opérations entre secteurs d'exploitation consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur Produits de simulation – Civil au secteur Formation et services associés – Civil, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs d'exploitation et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et mesurée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

<i>(en millions)</i>	Produits de simulation			Formation et services associés			Total		
	2011	2010	2009	2011	2010	2009	2011	2010	2009
Civil									
Revenus externes	271,9 \$	284,1 \$	477,5 \$	492,0 \$	433,5 \$	460,5 \$	763,9 \$	717,6 \$	938,0 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	30,3	49,4	92,1	80,4	75,1	87,0	110,7	124,5	179,1
Amortissements									
Immobilisations corporelles	4,8	4,8	4,8	53,8	56,7	54,8	58,6	61,5	59,6
Actifs incorporels et autres actifs	1,4	1,7	2,0	12,5	8,5	7,5	13,9	10,2	9,5
Dépenses en immobilisations	7,4	14,7	5,6	82,2	79,5	168,9	89,6	94,2	174,5
Militaire									
Revenus externes	586,1 \$	545,6 \$	483,5 \$	279,0 \$	263,1 \$	240,7 \$	865,1 \$	808,7 \$	724,2 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	101,9	95,7	87,7	45,7	43,9	39,0	147,6	139,6	126,7
Amortissements									
Immobilisations corporelles	6,3	6,3	6,0	9,9	7,6	5,7	16,2	13,9	11,7
Actifs incorporels et autres actifs	3,6	5,0	5,4	4,6	2,6	2,7	8,2	7,6	8,1
Dépenses en immobilisations	10,1	5,8	6,5	15,2	30,9	22,7	25,3	36,7	29,2
Total									
Revenus externes	858,0 \$	829,7 \$	961,0 \$	771,0 \$	696,6 \$	701,2 \$	1 629,0 \$	1 526,3 \$	1 662,2 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	132,2	145,1	179,8	126,1	119,0	126,0	258,3	264,1	305,8
Amortissements									
Immobilisations corporelles	11,1	11,1	10,8	63,7	64,3	60,5	74,8	75,4	71,3
Actifs incorporels et autres actifs	5,0	6,7	7,4	17,1	11,1	10,2	22,1	17,8	17,6
Dépenses en immobilisations	17,5	20,5	12,1	97,4	110,4	191,6	114,9	130,9	203,7

Bénéfice avant intérêts et impôts

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le résultat d'exploitation sectoriel total et le bénéfice avant intérêts et impôts :

<i>(en millions)</i>	2011	2010	2009
Résultat d'exploitation sectoriel total	258,3 \$	264,1 \$	305,8 \$
Charge de restructuration (reprise de la provision)	1,0	(34,1)	–
Bénéfice avant intérêts et impôts	259,3 \$	230,0 \$	305,8 \$

Actif utilisé par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les charges payées d'avance, les immobilisations corporelles, l'écart d'acquisition, les actifs incorporels et les autres actifs, à l'exception de la trésorerie, des impôts sur les bénéfices et des actifs de certaines filiales inactives.

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Produits de simulation – Civil	219,2 \$	236,6 \$
Produits de simulation – Militaire	500,7	424,5
Formation et services associés – Civil	1 263,1	1 150,3
Formation et services associés – Militaire	364,0	300,1
Total de l'actif utilisé	2 347,0 \$	2 111,5 \$
Actif non inclus dans l'actif utilisé	510,9 \$	510,4 \$
Total de l'actif	2 857,9 \$	2 621,9 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services dans plus de 20 pays. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients.

<i>(en millions)</i>	2011	2010	2009
Revenus tirés de clients externes			
Canada	206,4 \$	157,7 \$	93,8 \$
États-Unis	467,3	444,3	561,2
Royaume-Uni	169,8	148,3	124,0
Allemagne	138,2	181,3	203,8
Pays-Bas	60,3	62,2	87,5
Autres pays d'Europe	158,0	154,5	174,3
Chine	89,1	78,9	86,3
Émirats arabes unis	69,8	82,6	69,3
Autres pays d'Asie	120,8	97,3	117,7
Australie	96,8	71,7	79,2
Autres pays	52,5	47,5	65,1
	1 629,0 \$	1 526,3 \$	1 662,2 \$

<i>(en millions)</i>	2011	2010
Immobilisations corporelles, écart d'acquisition et actifs incorporels		
Canada	330,9 \$	268,7 \$
États-Unis	347,4	355,1
Amérique du Sud	77,1	55,8
Royaume-Uni	176,4	156,2
Espagne	79,6	85,4
Allemagne	69,8	72,5
Belgique	62,2	72,1
Pays-Bas	100,7	96,7
Autres pays d'Europe	82,7	71,0
Émirats arabes unis	75,4	68,4
Autres pays d'Asie	126,8	119,2
Autres pays	28,4	13,4
	1 557,4 \$	1 434,5 \$

NOTE 27 – DIFFÉRENCES ENTRE LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS DU CANADA ET LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS DES ÉTATS-UNIS

Les états financiers consolidés ont été établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada), lesquels diffèrent à certains égards de ceux que la Société aurait suivis si elle avait établi ses états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis (PCGR des États-Unis).

L'incidence de ces principales différences sur les états financiers consolidés est décrite et quantifiée ci-après :

Rapprochement du bénéfice net consolidé établi selon les PCGR du Canada et du bénéfice net consolidé établi selon les PCGR des États-Unis

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	Notes	2011	2010	2009
Bénéfice net établi selon les PCGR du Canada		169,8 \$	144,5 \$	201,1 \$
Résultats des activités abandonnées selon les PCGR du Canada		–	–	(1,1)
Bénéfice des activités poursuivies selon les PCGR du Canada		169,8 \$	144,5 \$	202,2 \$
Frais de développement reportés, compte non tenu de l'amortissement	A	(18,5)	(11,2)	(5,7)
Amortissement des frais de développement reportés	A	3,5	3,4	3,3
Instruments financiers	B	(5,3)	21,0	(7,8)
Réduction du montant net des participations dans des établissements étrangers autonomes	D	(0,6)	0,3	(1,9)
Régimes à prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi	E	(1,9)	1,1	0,2
Rémunération à base d'actions	F	2,0	1,1	(2,2)
Regroupements d'entreprises	G	(4,6)	(2,7)	–
Impôts futurs se rapportant aux ajustements ci-dessus		5,4	(5,3)	1,6
Participations ne donnant pas le contrôle, après impôts	I	0,3	1,9	0,5
Bénéfice des activités poursuivies selon les PCGR des États-Unis		150,1 \$	154,1 \$	190,2 \$
Résultat des activités abandonnées selon les PCGR des États-Unis		–	–	(1,1)
Bénéfice net, selon les PCGR des États-Unis		150,1 \$	154,1 \$	189,1 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle, selon les PCGR des États-Unis	I	(0,3)	(1,9)	(0,5)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société, selon les PCGR des États-Unis		149,8 \$	152,2 \$	188,6 \$
Bénéfice de base et dilué par action des activités poursuivies attribuable aux actionnaires de la Société, selon les PCGR des États-Unis		0,58 \$	0,59 \$	0,75 \$
Bénéfice de base et dilué par action des activités abandonnées attribuable aux actionnaires de la Société, selon les PCGR des États-Unis		– \$	– \$	(0,01) \$
Bénéfice net de base et dilué par action attribuable aux actionnaires de la Société, selon les PCGR des États-Unis		0,58 \$	0,59 \$	0,74 \$
Dividendes par action ordinaire		0,15 \$	0,12 \$	0,12 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base)		256,7	255,8	254,8
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (dilué)		257,3	255,8	255,0

États consolidés du résultat étendu selon les PCGR des États-Unis

<i>(en millions)</i>	Notes	2011	2010	2009
Bénéfice net, selon les PCGR des États-Unis		150,1 \$	154,1 \$	189,1 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Actif financier disponible à la vente				
Variation nette de la juste valeur de l'actif financier disponible à la vente		- \$	(1,2) \$	(0,6) \$
Impôts		-	0,2	0,1
		- \$	(1,0) \$	(0,5) \$
Régimes à prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi				
Variation nette des gains (pertes) actuariels	E	8,7 \$	(41,2) \$	19,0 \$
Reclassement aux résultats	E	3,5	3,9	2,6
Impôts	E	(3,2)	10,1	(6,6)
		9,0 \$	(27,2) \$	15,0 \$
Écart de conversion				
(Pertes) gains de change nets à la conversion des états financiers d'établissements étrangers autonomes	A,B,D,G,I	(24,8) \$	(228,3) \$	114,4 \$
Variation nette des gains (pertes) sur une partie de la dette à long terme libellée en devises et désignée comme couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes		5,2	18,3	(7,7)
Impôts		(1,3)	(0,6)	(1,4)
		(20,9) \$	(210,6) \$	105,3 \$
Total des autres éléments du résultat étendu, selon les PCGR des États-Unis		(11,9) \$	(238,8) \$	119,8 \$
Résultat étendu selon les PCGR des États-Unis		138,2 \$	(84,7) \$	308,9 \$
Résultat étendu attribuable aux actionnaires sans contrôle, selon les PCGR des États-Unis	I	(2,8) \$	2,1 \$	(0,5) \$
Résultat étendu attribuable aux actionnaires de la Société, selon les PCGR des États-Unis		135,4 \$	(82,6) \$	308,4 \$

Rapprochement des capitaux propres consolidés établis selon les PCGR du Canada et des capitaux propres consolidés établis selon les PCGR des États-Unis

<i>(en millions)</i>	Notes	2011	2010	2009
Capitaux propres établis selon les PCGR du Canada		1 269,4 \$	1 155,8 \$	1 197,8 \$
Frais de développement reportés, après économie d'impôts de 11,8 \$ (7,8 \$ en 2010; 6,4 \$ en 2009)	A	(33,4)	(22,4)	(16,0)
Instruments financiers, après économie d'impôts de 2,1 \$ (économie d'impôts de 1,0 \$ en 2010; charge d'impôts de 9,8 \$ en 2009)	B	(5,8)	(2,7)	22,6
Écart de conversion	D	0,9	0,8	0,1
Prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi, après économie d'impôts de 17,9 \$ (20,8 \$ en 2010; 11,6 \$ en 2009)	E	(50,3)	(57,7)	(30,7)
Rémunération à base d'actions, après charge d'impôts de 1,4 \$ (0,9 \$ en 2010; 0,5 \$ en 2009)	F	3,3	1,8	1,0
Regroupements d'entreprises, après économie d'impôts de 0,8 \$ (0,8 \$ en 2010; néant en 2009)	G	(6,5)	(1,9)	-
Participations ne donnant pas le contrôle	I	(0,3)	-	-
Capitaux propres selon les PCGR des États-Unis		1 177,3 \$	1 073,7 \$	1 174,8 \$

Bilans consolidés, selon les PCGR des États-Unis

<i>(en millions)</i>	Notes	2011		2010	
		PCGR du Canada	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	PCGR des États-Unis
Actif					
<i>Actif à court terme</i>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie		276,4 \$	276,4 \$	312,9 \$	312,9 \$
Comptes débiteurs	B	296,9	300,0	237,5	244,3
Contrats en cours		207,9	207,9	220,6	220,6
Stocks	B	125,1	125,3	126,9	127,1
Charges payées d'avance		54,5	54,5	33,7	33,7
Impôts sur les bénéfices à recouvrer		52,2	52,2	24,3	24,3
Impôts sur les bénéfices futurs		9,2	9,2	7,1	7,1
		1 022,2 \$	1 025,5 \$	963,0 \$	970,0 \$
Immobilisations corporelles, montant net	B	1 180,1	1 177,1	1 147,2	1 144,8
Impôts sur les bénéfices futurs	A,B,E,G	76,7	80,1	82,9	87,2
Actifs incorporels	A	178,8	133,6	125,4	95,2
Écart d'acquisition	G,I	198,5	202,8	161,9	170,6
Autres actifs	B,E	201,6	165,4	141,5	118,3
		2 857,9 \$	2 784,5 \$	2 621,9 \$	2 586,1 \$
Passif					
<i>Passif à court terme</i>					
Comptes créditeurs et charges à payer	B,E,G	527,1 \$	545,1 \$	467,8 \$	491,6 \$
Acomptes sur contrats	B	173,3	169,9	199,7	195,1
Partie à court terme de la dette à long terme	B	30,7	31,5	51,1	51,9
Impôts sur les bénéfices futurs	B,F	31,8	32,0	23,0	21,8
		762,9 \$	778,5 \$	741,6 \$	760,4 \$
Dette à long terme	B	443,8	445,6	441,6	442,5
Gains reportés et autres passifs à long terme	B,E,F,G,I	262,6	271,4	200,5	232,8
Impôts sur les bénéfices futurs	A,B,E	119,2	91,2	82,4	58,7
		1 588,5 \$	1 586,7 \$	1 466,1 \$	1 494,4 \$
Capitaux propres					
Capital-actions	C	445,9 \$	690,1 \$	441,5 \$	685,7 \$
Surplus d'apport		13,5	13,5	10,9	10,9
Bénéfices non répartis	A,B,C,D,E,F,G,I	1 050,1	756,2	918,8	645,2
Cumul des autres éléments du résultat étendu	A,B,D,E,G	(240,1)	(282,5)	(215,4)	(268,1)
Capitaux propres		1 269,4 \$	1 177,3 \$	1 155,8 \$	1 073,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	I	–	20,5	–	18,0
		1 269,4 \$	1 197,8 \$	1 155,8 \$	1 091,7 \$
		2 857,9 \$	2 784,5 \$	2 621,9 \$	2 586,1 \$

Éléments de rapprochement

A) *Frais de développement reportés*

Selon les PCGR du Canada, certains frais de développement sont capitalisés et amortis sur leur durée de vie utile estimative s'ils satisfont aux critères de report. Selon les PCGR des États-Unis, tous les frais de développement sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

En outre, l'état consolidé des flux de trésorerie établi selon les PCGR des États-Unis afficherait une baisse des flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation et une baisse des flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement de l'ordre de 22,6 millions \$ (14,6 millions \$ en 2010; 10,5 millions \$ en 2009).

B) *Instruments financiers*

Selon les PCGR du Canada, la comptabilisation des variations de la juste valeur (c.-à-d. les gains et les pertes) des instruments dérivés dépend de la désignation et de l'admissibilité de ceux-ci à titre de relations de couverture.

Couvertures de flux de trésorerie et de juste valeur

Selon les PCGR des États-Unis, la Société n'a pas appliqué la comptabilité de couverture à ses couvertures de flux de trésorerie et de juste valeur. Par conséquent, tous les montants cumulés dans les autres éléments du résultat étendu selon les PCGR du Canada sont inscrits dans le bénéfice et les bénéfices non répartis aux fins des PCGR des États-Unis.

Dérivés incorporés sur devises

Selon les PCGR du Canada, la Société choisit de comptabiliser comme un contrat unique un dérivé sur devises incorporé dans un contrat hôte qui n'est pas un instrument financier, à condition :

- i) Qu'il ne soit pas soumis à un effet de levier;
- ii) Qu'il ne comporte pas d'option;
- iii) Qu'il prévoie des paiements libellés dans une monnaie couramment utilisée dans les contrats d'achat ou de vente d'éléments non financiers dans l'environnement économique où intervient la transaction (par exemple, une monnaie relativement stable et liquide qui est couramment utilisée dans les opérations commerciales locales ou le commerce extérieur).

La Société a conclu que certains contrats libellés en dollars américains ne satisfont pas à ces critères. Les PCGR des États-Unis ne permettent pas ce traitement, mais exigent plutôt que les dérivés incorporés soient comptabilisés séparément du contrat hôte, à moins que la monnaie ne soit la monnaie fonctionnelle de l'une des parties importantes au contrat ou qu'elle ne soit la monnaie dans laquelle le bien ou le service en question est habituellement libellé.

Coûts de transaction

Selon les PCGR du Canada, la Société comptabilise les coûts de transaction avec l'actif financier ou le passif financier auquel ils se rattachent. Selon les PCGR des États-Unis, ces coûts de transaction sont comptabilisés à titre de charge reportée au poste *Autres actifs*.

C) *Capital-actions*

Le 7 juillet 1994, la Société a porté une partie de son déficit en réduction de son capital déclaré, au montant de 249,3 millions \$. Selon les PCGR des États-Unis, cette réduction du capital déclaré n'aurait pas été permise.

Selon les PCGR du Canada, les frais d'émission d'actions peuvent être présentés dans les bénéfices non répartis, déduction faite des impôts. Pour l'exercice 2004, la Société a inclus des frais d'émission d'actions de 5,1 millions \$ dans ses bénéfices non répartis. Selon les PCGR des États-Unis, ces frais sont portés en diminution du capital-actions.

D) *Écart de conversion*

Selon les PCGR du Canada, un gain ou une perte correspondant à un montant proportionnel des gains et des pertes de change comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu est porté en résultat lorsqu'il y a diminution de l'investissement net dans un établissement étranger autonome. Une baisse de l'investissement net se produit en cas de dilution ou de vente d'une partie ou de la totalité de la participation de la Société dans l'établissement étranger ou encore en cas de baisse des capitaux propres de l'établissement étranger par suite d'opérations sur le capital. Selon les PCGR des États-Unis, une baisse du compte d'écart de conversion est permise uniquement lors de la vente ou de la liquidation de la totalité ou de la quasi-totalité d'un investissement dans un établissement étranger autonome.

La Société évalue ses éléments de rapprochement dans la devise de la partie liée. Lors de la consolidation, la conversion de ces éléments donne naissance à un écart de change dans les autres éléments du résultat étendu.

E) Régimes à prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi

Selon les PCGR des États-Unis, le SFAS 158, *Employer's Accounting for Defined Benefit Pension and Other Post Retirement Plans – an amendment of FAS statements No. 87, 88, 106 and 132 (R)* (maintenant inclus dans le chapitre 715, *Compensation-Retirement Benefits*, de l'ASC du FASB), exige que la situation de surcapitalisation ou de sous-capitalisation d'un régime de retraite à prestations déterminées et de régimes d'avantages complémentaires de retraite soit comptabilisée dans l'actif ou le passif figurant au bilan consolidé. Les gains et pertes actuariels, le coût des services passés ou les crédits à ce titre, ainsi que le montant net des actifs ou des obligations transitoires non constatés étaient comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Cette notion est étrangère, pour le moment, aux PCGR du Canada.

Selon les PCGR du Canada, les actifs des régimes et les obligations au titre des régimes étaient évalués à la date des états financiers annuels ou au plus trois mois avant cette date. La Société évalue les actifs des régimes et les obligations au titre des régimes le 31 décembre de chaque année. Les PCGR des États-Unis exigent que l'évaluation des actifs des régimes et des obligations au titre des régimes à prestations déterminées à la fin de l'exercice soit le 31 mars de chaque année.

F) Rémunération à base d'actions

Selon les PCGR du Canada, la Société a adopté l'abrégé des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) n° 162, *Rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition* (CPN-162), au troisième trimestre de 2007; elle a retraité les montants des exercices précédents en conséquence. Conformément aux PCGR des États-Unis, la Société a adopté le SFAS No. 123R (révisé en 2004), *Share-Based Payment* (maintenant inclus dans le chapitre 718, *Compensation-Stock Compensation*, de l'ASC du FASB), le 1^{er} avril 2006, lequel énonce les mêmes recommandations que le CPN-162 selon les PCGR du Canada, à l'exception que la Société doit appliquer, à compter du 1^{er} avril 2006, le SFAS 123R de façon prospective aux nouvelles attributions d'options assorties de dispositions relatives à l'admissibilité à la retraite. La méthode de la période d'acquisition théorique continue de s'appliquer aux attributions d'options antérieures à l'adoption de l'ASC 718 ainsi que pour la portion restante des options en cours non acquises. Cette modification donne donc lieu à un écart entre les charges de rémunération présentées.

G) Regroupements d'entreprises

Selon les PCGR du Canada, la Société inclut dans le calcul du prix d'achat les frais connexes à l'acquisition engagés durant la période préalable à l'acquisition. Selon les PCGR des États-Unis, ces coûts sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Selon les PCGR du Canada, la Société comptabilise une contrepartie conditionnelle à titre de coût d'achat supplémentaire lorsque celle-ci peut être estimée au prix d'un effort raisonnable et évaluée hors de tout doute raisonnable. Selon les PCGR des États-Unis, la contrepartie conditionnelle est évaluée initialement à la juste valeur puis réévaluée à la juste valeur à chaque date du bilan, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat.

H) Comptabilisation des coentreprises

Selon les PCGR des États-Unis, la Société doit comptabiliser ses participations dans des coentreprises au moyen de la méthode de la mise en équivalence. Toutefois, en vertu d'une mesure d'accommodement prise par la SEC, la Société n'est pas tenue de rapprocher la comptabilisation des coentreprises établie selon les PCGR du Canada avec celle établie selon les PCGR des États-Unis. Les différences de traitement comptable ont uniquement trait à la présentation et au classement, sans incidence sur les résultats ni sur les capitaux propres.

I) Participations ne donnant pas le contrôle

Selon les PCGR du Canada, les participations ne donnant pas le contrôle sont classées dans le passif, et la partie qui leur est attribuable est exclue du bénéfice net et du résultat étendu. Selon les PCGR des États-Unis, les participations ne donnant pas le contrôle sont classées dans les capitaux propres, et la partie qui leur est attribuable est prise en compte dans le bénéfice net et le résultat étendu.

Selon les PCGR du Canada, la différence entre le prix d'achat d'une participation sans contrôle et la participation sans contrôle est comptabilisée dans l'écart d'acquisition. Selon les PCGR des États-Unis, la différence est comptabilisée en capitaux propres. En outre, aux termes des PCGR des États-Unis, les flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement présentés à l'état consolidé des flux de trésorerie seraient plus élevés de 0,4 million \$ (néant en 2010; néant en 2009), tandis que les flux de trésorerie nets liés activités de financement seraient moins élevés du même montant.

Modifications comptables***Transferts d'actifs financiers***

En juin 2009, le FASB a publié le SFAS 166, *Accounting for Transfers of Financial Assets – an amendment of FASB Statement No. 140* (maintenant inclus dans le chapitre 860, *Transfers and Servicing*, de l'ASC du FASB), qui modifie les directives de décomptabilisation du SFAS 140. De plus, le SFAS 166 élimine la notion de *structure d'accueil admissible* et la dispense d'application du chapitre 810-10-15 de l'ASC, *Variable Interest Entities*, aux structures d'accueil admissibles. La Société a adopté ces modifications pour tous les transferts d'actifs financiers qui se sont produits depuis le début de l'exercice 2011. L'application de ces directives n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Entités à détenteurs de droits variables

En juin 2009, le FASB a publié le SFAS 167, *Amendments to FASB Interpretation No. 46(R)* (maintenant inclus dans le chapitre 810-10-15, *Variable Interest Entities*, de l'ASC du FASB), qui modifie les directives ayant trait aux entités à détenteurs de droits variables. Ces modifications comportent notamment l'exigence pour une entité d'effectuer une analyse visant à déterminer si ses droits variables lui procurent une participation financière donnant le contrôle d'une entité à détenteurs de droits variables et l'exigence d'évaluer en continu si l'entreprise est le principal bénéficiaire. La Société a adopté ces modifications à l'exercice 2011, et celles-ci n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Modification future de normes comptables***Normes internationales d'information financière (IFRS)***

La Société utilisera les IFRS pour dresser ses états financiers consolidés annuels et intermédiaires de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2011. Les sociétés fermées étrangères qui dressent leurs états financiers selon les IFRS ne sont pas tenues de présenter une note sur le rapprochement avec les PCGR des États-Unis. Par conséquent, la Société ne présentera pas de note sur le rapprochement avec les PCGR des États-Unis pour l'exercice terminé en 2012.

NOTE 28 – CHIFFRES CORRESPONDANTS

Les chiffres correspondants des états financiers consolidés des exercices antérieurs ont été reclassés conformément à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

Conseil d'administration et direction

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Lynton R. Wilson, O.C.^{1,2,4}

Président du conseil d'administration
CAE inc.
Oakville (Ontario)

Marc Parent

Président et chef de la direction
CAE inc.
Lorraine (Québec)

Brian E. Barents²

Administrateur de sociétés
Andover (Kansas)

John A. (Ian) Craig³

Consultant en affaires et
administrateur de sociétés
Institut de cardiologie d'Ottawa
Ottawa (Ontario)

H. Garfield Emerson, Q.C., ICD.D^{3,4}

Dirigeant, Emerson Advisory et
administrateur de sociétés
Toronto (Ontario)

Anthony S. Fell, O.C.^{1,4}

Administrateur de sociétés
Toronto (Ontario)

L'honorable Michael M. Fortier,

C.P.⁴

Vice-président du Conseil
RBC Marchés des Capitaux
Montréal (Québec)

Paul Gagné³

Président du conseil
Corporation Wajax
Montréal (Québec)

James F. Hankinson^{2,3}

Administrateur de sociétés
Toronto (Ontario)

E. Randolph (Randy) Jayne II⁴

Associé directeur
Heidrick & Struggles
International inc.
Webster Groves (Missouri)

Robert Lacroix, O.C., Ph. D⁴

Administrateur de sociétés
Montréal (Québec)

L'honorable John Manley,

C.P., O.C.²

Président et chef de la direction du
conseil canadien des chefs
d'entreprise
Ottawa (Ontario)

Gén. Peter J. Schoomaker É.-U.
(ret.)²

Administrateur de sociétés
Tampa (Floride)

Katharine B. Stevenson³

Administratrice de sociétés
Toronto (Ontario)

Lawrence N. Stevenson²

Directeur principal
Callisto Capital
Toronto (Ontario)

DIRECTION

Lynton R. Wilson

Président du conseil
d'administration

Marc Parent

Président et chef de la direction

Jeff Roberts

Président de groupe
Produits de simulation, formation et
services associés – Civil

Martin Gagné

Président de groupe
Produits de simulation, formation et
services associés – Militaire

Nick Leontidis

Vice-président exécutif
Stratégie et Développement
des affaires

Stéphane Lefebvre

Vice-président, Finances et chef de
la direction financière

Hartland J. A. Paterson

Vice-président, Services juridiques,
avocat général et secrétaire

Bernard Cormier

Vice-président
Ressources humaines

Antoine Auclair

Vice-président et contrôleur

Jacques Ferraro

Trésorier

¹ Membre du comité exécutif

² Membre du comité des ressources humaines

³ Membre du comité de vérification

⁴ Membre du comité de gouvernance d'entreprise

Renseignements aux actionnaires et aux investisseurs

ACTIONS DE CAE

Les actions de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE) sous le symbole « CAE ».

COMPTABILITÉ DES TRANSFERTS ET REGISTRE DES ACTIONNAIRES

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario)
M5J 2Y1
Tél. : 514-982-7555 ou
1-800-564-6253
(sans frais au Canada et
aux États-Unis)
www.computershare.com

PROGRAMME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui souhaitent recevoir leurs dividendes en actions ordinaires et non en espèces peuvent adhérer au Programme de réinvestissement des dividendes de CAE. Le formulaire d'adhésion au programme peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada.
www.cae.com/dividende

DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui reçoivent leurs dividendes en espèces peuvent, au lieu du paiement par chèque, en demander le dépôt direct dans leur compte bancaire. Le formulaire de demande de dépôt direct des dividendes peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada.
www.cae.com/dividende

ENVOIS MULTIPLES

Pour ne recevoir qu'un seul envoi des documents qui leur sont

adressés, les actionnaires inscrits titulaires de plusieurs comptes communiqueront avec la Société de fiducie Computershare du Canada et les actionnaires non inscrits, avec leur courtier en placements.

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Les rapports trimestriels et annuels ainsi que les autres publications de CAE sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com. On peut aussi obtenir ces publications auprès du service Relations avec les investisseurs :

Relations avec les investisseurs

CAE inc.
8585, ch. de la Côte-de-Liesse
Saint-Laurent (Québec) H4T 1G6
Tél. : 1-866-999-6223
investisseurs@cae.com

Version anglaise

If you would like an English version of this Annual Report, please address your request to investor.relations@cae.com.

ASSEMBLÉE ANNUELLE 2011

L'assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu le mercredi 10 août 2011 à 10 h 30 (heure de l'Est) à l'Hotel Omni Mont-Royal situé au 1050, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec). La séance sera retransmise en direct sur le site Web de CAE à www.cae.com.

VÉRIFICATEURS

PricewaterhouseCoopers, s.r.l
Comptables agréés
Montréal (Québec)

MARQUES DE COMMERCE

Les marques de commerce et/ou marques déposées de CAE inc. et/ou de ses sociétés affiliées comprennent, entre autres, CAE,

CAE Medallion-6000, CAE Simfinity, CAE True, CAE True Airport, CAE True Environment, CAE Tropos-6000, CAE Augmented Engineering Environment, CAE Advanced Visionics System, CAE Owl, CAE Caesar, CAE VIMEDIX et CAE ICCU. Les autres noms de marques et de produits cités dans ce document et les logos qui y sont reproduits sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Il est interdit de les utiliser, de les modifier, de les copier ou de les citer sans le consentement écrit de leur détenteur. Tous droits réservés.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Les documents suivants portant sur les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise de CAE sont disponibles sur le site Web de CAE (www.cae.com) ou sur demande auprès du secrétaire général :

- Mandats du conseil d'administration et des comités du conseil d'administration;
- Descriptions des fonctions du président du Conseil, des présidents de comité et du chef de la direction;
- Code d'éthique professionnelle de CAE et Code d'éthique des membres du Conseil;
- Directives sur la régie de la Société.

CAE n'est pas tenue de se conformer à la majorité des exigences d'inscription à la cote de la Bourse de New York (NYSE) en matière de gouvernance d'entreprise. Les différences les plus importantes entre les pratiques de CAE et les exigences applicables aux sociétés américaines cotées à la NYSE sont résumées sur le site Web de CAE; CAE est conforme aux exigences importantes de la NYSE à tous égards importants.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations faites dans ce rapport annuel sont des déclarations prospectives au sens de la loi américaine Private Securities Litigation Reform Act de 1995 et des règlements canadiens sur les valeurs mobilières. Toutes les déclarations, autres que celles qui portent sur des faits historiques, incluses dans le présent document, qui se rapportent aux activités, aux événements ou aux développements dont nous prévoyons ou anticipons qu'ils vont ou pourraient se produire dans le futur notamment, par exemple, les déclarations à propos des perspectives de l'entreprise, de l'évaluation des conditions du marché, des stratégies, des projets, des prévisions de vente, des prix des principaux produits, des niveaux de stocks, des dépenses en immobilisations et des taux d'imposition sont des déclarations prospectives. Les verbes « s'attendre », « anticiper », « estimer », « prévoir », « croire » et « planifier », les verbes au futur ou au conditionnel ainsi que les autres expressions similaires ont pour but de signaler les déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives ne comportent aucune garantie de réalisation dans l'avenir. Elles sont fondées sur les prévisions établies par la direction et les suppositions tirées des tendances précédentes, des conditions actuelles et des prévisions concernant les développements à venir, ainsi que d'autres facteurs que nous considérons propices à ces circonstances. Ces prévisions et hypothèses comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes qui pourraient différer sensiblement des résultats qui auront été explicitement ou implicitement annoncés dans nos déclarations. Les résultats ou événements prévus dans ces déclarations prospectives peuvent différer sensiblement des résultats ou événements réels. Parmi les risques importants qui pourraient entraîner une telle différence on trouve, mais sans s'y limiter, la durée du cycle des ventes, l'évolution rapide des produits, le niveau des dépenses militaires, la condition de l'industrie de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des ressources fondamentales, le taux de change des devises et l'activité commerciale dans les pays étrangers. Les risques qui pourraient mener à de telles divergences par rapport à nos attentes et hypothèses actuelles, sont précisés dans la section intitulée Facteurs de risque de la notice annuelle de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2011, que CAE a déposée auprès des commissions canadiennes des valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Les déclarations prospectives qui seront faites dans le présent rapport annuel reposent sur nos prévisions en date du 19 mai 2011, et qui, par conséquent, sont susceptibles d'évoluer après cette date. Nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour nos déclarations prospectives sauf si la loi nous y oblige.



À titre de membre du programme eTree, CAE inc. s'engage à répondre à vos besoins en tant qu'actionnaire tout en respectant l'environnement. Pour chaque actionnaire qui décide de recevoir ses communications de façon électronique, CAE plantera un arbre par l'entremise d'Arbre Canada, le chef de file en matière de reforestation urbaine au Canada.



30%



EcoLogo™



MIXTE
Papier issu de
sources responsables
FSC® C102546

Contient 30 % de fibres postconsommation et 70 % de fibres vierges certifiées FSC®

Certifié ÉcoLogo et FSC® Sources Mixtes

Fabriqué à partir d'énergie biogaz



cae.com